

هنا من اصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13266 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine MERCREDI 23 SEPTEMBRE 1987

Crise morale à Belgrade

Les scandales financiers - et pas seulement celui d'Agrokomerc - qui ébranlent les plus hautes autorités du régime et maintiennent le premier ministre lui-même réveillé par une nouvelle dimension de la crise yougoslave.

Une inflation pratiquement à trois chiffres, un endettement extérieur de 20 milliards de dollars, un chômage en partie involontaire, caractérisent une situation économique en dégradation constante. Arrivé au pouvoir au printemps 1986 avec la promesse d'une gestion plus énergique pour rétablir les équilibres financiers, le chef du gouvernement, M. Milkić, s'est heurté, comme on pouvait s'y attendre, à une vague de grèves et d'agitation sociale, chose rare dans un pays socialiste.

Les remèdes, à vrai dire, sont d'autant plus difficiles à mettre en œuvre qu'ils se heurtent à un système politique propice à toutes les formes de résistance. C'est moins le principe de l'autogestion - qui donne au moins un droit de regard, sinon le pouvoir réel, aux travailleurs dans le marché de leur entreprise - que les structures fédérales qui sont ici en cause. La très complexe Constitution de 1974 a abouti à une véritable atomisation du pouvoir.

Faute d'une personnalité comparable à celle de Tito, qui occulta longtemps d'inquiétantes réalités, le gouvernement de Belgrade se trouve largement désarmé face aux différences et aux rivalités des différentes Républiques qui forment la Fédération. D'importantes désaccords dans les niveaux respectifs de développement aggravent encore les tensions, lorsque les conflits ethniques, comme au Kosovo, ne mettent pas certaines provinces au bord de la guerre civile.

Mais cette double crise, économique, politique, prend aujourd'hui un caractère moral. Au su de trop nombreux dirigeants - qui, au fait, n'était pas au courant ? - des centaines de millions de dollars ont été « inventés », ont circulé, ont artificiellement nourri des activités commerciales dont les profits ne se sont pas évaporés dans la nature. Que la justice passe et punisse les escrocs est une chose, mais à quelle autorité peuvent prétendre les hommes politiques qui, avertis, ont préféré laisser faire plutôt que mettre le holà ? Leur revient-il de parler aujourd'hui au pays le langage de l'austérité et de la rigueur ?

Mencé de faillite, le régime yougoslave a peut-être encore deux atouts. Le premier est que, à l'Ouest comme à l'Est, personne n'a intérêt à le voir sombrer. Son non-alignement convient à chacun, et la poudrière balkanique n'est pas neutralisée à ce point que Washington ou Moscou prennent le risque d'enflammer ou d'aviver la mèche.

Le second atout est d'ordre... psychologique. Au bord de la désintégration, ce pays, qui a su montrer toutes les ressources humaines dont il dispose, a sans doute les moyens d'un sursaut, d'une reprise en main. La presse yougoslave, dans ce climat délétère, donne déjà des signes d'une remarquable vitalité, d'une audace et d'une lucidité qui n'ont pas toujours été de mise. Mais, attention, dans cette Yougoslavie naufragée si sourcilieuse sur le chapitre de son indépendance, les experts du FMI sont désormais à pied d'œuvre.

(Lire nos informations page 44.)

Aggravation de la tension et avertissement de M. Reagan Un navire iranien attaqué dans le Golfe par des hélicoptères américains

Une grave incident a eu lieu, lundi soir 21 septembre, dans le Golfe. Des hélicoptères américains ont pris pour cible un navire iranien, faisant quatre morts parmi l'équipage, dont dix autres membres ont été recueillis par un bateau de guerre américain. Dix mines ont été découvertes à bord du bâtiment touché. Le président du Parlement iranien, M. Rafsandjani, a

déclaré mardi à Téhéran : « Les Etats-Unis regretteront le crime qu'ils ont commis. »

A la veille du discours que devait prononcer mardi aux Nations unies le chef de l'Etat iranien, M. Khamenei, le président Reagan a mis en demeure l'Irak, laissant planer la menace de sanctions en cas de refus.

NEW-YORK (Nations unies) de notre envoyé spécial

Une mise en demeure à l'Irak, un nouvel avertissement au gouvernement de Nicaragua et des paroles très fermes à l'adresse des Soviétiques : M. Reagan a tout fait pour montrer, depuis la tribune de l'Assemblée nationale des Nations unies, lundi 21 septembre, qu'il pouvait négocier - et éventuellement conclure - des accords avec l'URSS, mais sans baisser le ton et sans se laisser gagner par une quel-

conque euphorie. Le président américain a certes évoqué, en termes très positifs, l'accord de principe qui vient d'être trouvé pour l'élimination des missiles à portée intermédiaire. Mais il ne l'a fait qu'après avoir passé en revue, sans ménagements particuliers à l'égard des Soviétiques, certains des problèmes « régionaux » les plus brûlants.

A commencer par celui du Golfe. Dès les premiers mots de son allocution, M. Reagan a salué le secrétaire général de l'ONU,

M. Perez de Cuellar, « de retour de son pèlerinage de paix au Proche-Orient », mais, à l'égard des Iraniens il a été on ne peut plus direct. « Je sais, a-t-il dit, que le président iranien va s'adresser à vous demain. Je sais cette occasion pour lui demander de dire de manière claire et sans équivoque si l'Irak accepte ou non la résolution 598 [du Conseil de sécurité] qui exige des deux belligérants un cessez-le-feu immédiat. »

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 3.)



Un article de M. Giscard d'Estaing sur le désarmement

La classe politique française a accueilli avec des appréciations nuancées l'annonce d'un accord de principe américano-soviétique sur le démantèlement des missiles à moyenne portée. « Ce qui me paraît essentiel, a dit M. Chirac au Havre, c'est, au-delà des premiers pas et des premiers frémissements, qui concernent pour le moment l'Europe, que le désarmement intéresse aussi les grands armements

nucléaires centraux et l'armement conventionnel. »

M. Lionel Jospin aurait, pour sa part, « préféré que le gouvernement français donne une réaction plus clairement positive ». Pour lui, il s'agit d'un « résultat positif » et qui « justifie a posteriori l'attitude de M. François Mitterrand dans ce domaine depuis 1981 ».

Un bon accord, une chance pour l'Europe

par Valéry Giscard d'Estaing
Président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale

L'accord de principe entre les Etats-Unis et l'URSS sur l'élimination des lanceurs à moyenne portée, dans les termes où il a été annoncé le vendredi 18 septembre, est un bon accord, qui donne sa chance à l'Europe.

C'est un bon accord. L'élimination complète des lanceurs soviétiques SS-20 répond exactement à l'objectif que s'étaient fixés les quatre grands occidentaux au sommet de la Guadeloupe, le 6 janvier 1979. Participaient à cette réunion : James Callaghan, Jimmy Carter,

Helmut Schmidt et moi-même. Le choix de la « double voie », c'est-à-dire l'alternative entre l'élimination des SS-20 soviétiques et le déploiement des Pershing-2 en Europe, était une opération tactique dont l'objectif préférentiel était de contraindre l'URSS à éliminer ses SS-20.

Quand on réussit à atteindre son objectif, il faut appeler un succès un succès ! La menace du chantage nucléaire que faisait passer sur l'Allemagne fédérale depuis 1977 le déploiement unilatéral des SS-20 soviétiques aura finalement été écartée.

C'est également un bon accord pour trois autres raisons. Avant de me prononcer, je me suis reporté aux déclarations des dirigeants occidentaux faites en mars der-

nier, lorsque Mikhaïl Gorbatchev a fait sa dernière proposition, et où ils exprimaient leurs préoccupations sur le contenu d'un accord éventuel.

D'abord l'élimination des lanceurs à moyenne portée sera complète, en Europe comme en Asie. L'idée, en fait absurde, de conserver cent lanceurs de chaque côté a été finalement rejetée. Je souhaitais que les Européens le proposent : la dynamique de la négociation aurait rendu impossible à M. Gorbatchev de le refuser. C'est lui qui a eu finalement l'avantage de faire cette concession aux yeux des Asiatiques. Le contrôle de l'application de l'accord en sera évidemment facilité.

(Lire la suite page 2.)

Chaumet : d'une joaillerie à une banque occulte

L'enquête révèle l'étendue des pratiques irrégulières.

PAGE 12

Trois « sages » pour la sidérurgie européenne

Les ministres de l'industrie de la CEE demandent un rapport sur la restructuration.

PAGE 41

Un synode sur les laïcs

Il s'ouvrira au Vatican le 1^{er} octobre.

PAGE 13

Horizon Elysée

M. Francis Wurtz, animateur de la campagne du candidat communiste

PAGE 10

La fièvre à Sri-Lanka

Un avertissement de New-Delhi aux séparatistes

PAGE 6

La réforme fiscale en Hongrie

L'introduction de l'impôt sur le revenu : un test pour les pays communistes

PAGE 42

La nouvelle pièce de Françoise Sagan

« L'Excès contraire » une manière de jeu de société

PAGE 15

Le sommaire complet se trouve page 44

Le « dos-à-dos » Lajoinie-Le Pen

Fausse symétrie

par Daniel Vernet

Extrême contre extrême. Au-delà du spectacle, au demeurant affligeant, la Cinq, en organisant le duel Lajoinie-Le Pen, aurait-elle fait acte politique ? Voulaient-ils convaincre les téléspectateurs que les extrêmes se valent et s'équilibrent ? Aurait-elle participé de cette tactique dite « de l'ornette » qui consiste à couper les deux bouts pour ne conserver que le morceau le plus épais, le plus moelleux, bref, le meilleur ?

Lajoinie contre Le Pen, l'extrême gauche contre l'extrême droite, les « cocos » contre les « fachos », se neutralisant pour laisser le champ libre aux partis respectables qui, la gauche par-ci, la droite par-là, alternent au pouvoir comme dans de nombreuses démocraties occidentales.

L'argument développé par la majorité pour refuser aux socialistes le droit de critiquer les accords régionaux passés avec le Front national jusqu'à ce que M. Le Pen s'embrouille dans un « détail » de l'histoire y trouve son fondement. Le PS n'ayant

pas hésité en 1981 à s'allier avec les communistes pour gouverner, il serait moralement déqualifié pour mettre en cause les relations entre le RPR, l'UDF et le Front national. Le raisonnement de M. Le Pen dénie aux communistes le droit de parler du nazisme est de la même veine. Crimes du stalinisme contre crimes du national-socialisme. Extrême contre extrême. Faut-il les renvoyer dos à dos ?

L'effet de symétrie est trompeur. L'admettre n'est pas succomber à la logomachie communiste. Encore les protestations de démocratie du PCP seraient-elles plus convaincantes si elles ne venaient d'un des derniers partis à avoir emboîté le pas à la désintégration sans changer fondamentalement ses pratiques.

Il n'y a pas de dictatures ordinaires. Au bilan des maîtres comptabilisés, les victimes des unes et des autres ne s'annulent pas, elles s'additionnent. Mais l'amalgame banalisé « l'holocauste et lui enlève son caractère unique. »

(Lire la suite page 8.)

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Le coût du cancer de la prostate

De nouveaux médicaments permettraient aujourd'hui de ne plus avoir recours à la castration chirurgicale des malades atteints du cancer de la prostate.

Radiotélescope : un géant à l'écoute du ciel

Le nouveau radiotélescope du pic Veleta, en Espagne, permet d'écouter les espaces interstellaires.

Le premier visiophone « grand public »

Le Centre national d'études des télécommunications a mis au point le premier visiophone qui entrera en service en 1990.

Pages 19 à 21

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 525 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 145 pes.; G.-B., 55 p.; Grèce, 140 dr.; Irlande, 88 p.; Italie, 1.700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 10,50 kr.; Pays-Bas, 2 fl.; Portugal, 110 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 11,50 ca.; Suisse, 1,60 f.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Table with columns for VICES and MINITEL, listing various items and their prices.

ques et crosses

Text discussing various topics, including a mention of 'de lettres entre M...' and 'de réponse'.

de lettres entre M...

de réponse

Text containing various news snippets and short articles.

de réponse

Text containing various news snippets and short articles.

rdinateurs

maintenant en KIOSQUE

le magazine

Débats

Après l'entente soviéto-américaine sur les euromissiles

Un bon accord, une chance pour l'Europe

(Suite de la première page.)

Ensuite l'accord se limite aux lanceurs d'une portée comprise entre 500 et 5 000 kilomètres. On a évité ainsi la tentation contre laquelle j'avais mis en garde, c'est-à-dire l'élimination d'une partie des engins qui seraient utilisables en cas d'attaque conventionnelle. Or ce sont ces armes nucléaires qui constituent le premier état de la riposte à une agression conventionnelle, et elles sont à mon avis les seules qui pourraient être utilisées avant d'atteindre le niveau stratégique, c'est-à-dire la « destruction mutuelle assurée ».

Enfin, bien qu'entre 1981 et janvier 1986 les Soviétiques aient constamment mis comme condition à l'accord le fait d'y inclure les forces nucléaires britanniques et françaises, le projet actuel n'y fait plus aucune référence. La France et la Grande-Bretagne disposent ainsi d'un créneau dans le temps qui leur permet d'ajuster leurs dispositifs nucléaires à la nouvelle situation stratégique.

Il reste, bien entendu, à compléter l'accord par des dispositions rigoureuses concernant la vérification et la simultanéité des réductions. On peut penser que les négociateurs américains prendront toutes les garanties nécessaires.

En ordre dispersé

Cet accord donne sa chance à l'Europe.

En modifiant l'état de choses actuel, et en revenant en fait à la situation d'avant 1977, il inquiète certains milieux qui s'étaient habitués à la protection supplémentaire des Pershing-2, bien que ceux-ci soient en nombre très inférieur à celui des SS-20. Un quotidien libéral a titré son éditorial : « Un accord dangereux ». Je pense, au contraire, que cet accord négocié en dehors de l'Europe, largement par la faute des Européens eux-mêmes, fournit l'occasion de mettre à jour la stratégie de l'Occident, d'une manière plus conforme à la réalité et aux intérêts de ce qu'est devenue aujourd'hui l'Europe.

Si l'Europe a joué peu de rôle dans la négociation Est-Ouest, elle doit s'en prendre d'abord à elle-même. Chacun a préféré agir en ordre dispersé. Les réponses n'ont pas été coordonnées. Aucun sommet des pays concernés -

Communauté ou Union de l'Europe occidentale - n'a été réuni sur ce sujet. Dans la dernière période, où la difficulté était concentrée sur l'Allemagne, l'attitude a été plus satisfaisante. Il était souhaitable que les Européens manifestent leur solidarité avec l'Allemagne. Et on doit féliciter le chancelier Kohl d'avoir adopté, sur la question des Pershing-1A, une attitude réaliste, qui débloquent la voie de l'accord.

Absente du débat, l'Europe est directement concernée par son résultat.

Celui-ci coïncide avec l'achèvement d'une période : les quarante ans de l'après-guerre, 1947-1987. Pendant cette période, la sécurité de l'Europe a reposé exclusivement sur la dissuasion nucléaire américaine. A la seule exception de la France, protégée en partie par sa propre dissuasion, la sécurité de tous les Etats continentaux a reposé sur l'engagement d'une riposte nucléaire des Etats-Unis à une attaque, conventionnelle ou nucléaire, visant notre continent. C'était la réplique à l'insuffisance des forces conventionnelles. Cette situation était gérée et commandée par des chefs américains. Les décisions ultimes étaient prises par le président des Etats-Unis sous sa seule responsabilité.

Nous devons être reconnaissants aux Etats-Unis pour les quarante ans de sécurité qu'ils nous ont ainsi assurés. Mais nous devons être également conscients qu'une telle situation n'avait pas, par nature, un caractère permanent, et que, au fur et à mesure que l'Europe unie émergeait des ruines de la guerre, il devenait inévitable qu'elle prenne une part croissante des charges et des responsabilités de sa défense.

Cette circonstance arrive, d'une manière naturelle, au rendez-vous de l'histoire. Elle comporte deux conséquences.

L'une est de passer progressivement de l'alliance atlantique entre les Etats à l'alliance atlantique entre les continents, c'est-à-dire en fait entre les Etats-Unis et l'Europe. Evolution difficile, à conduire de manière prudente, mais qui est la traduction inéluctable du mouvement d'unification de l'Europe.

L'autre est de prendre en compte la nécessité de la double dissuasion nucléaire et conventionnelle. Au fur et à mesure que la « destruction mutuelle assu-

rée » perd de sa crédibilité - au moins de sa crédibilité apparente, - l'agresseur éventuel doit être assuré qu'il rencontrera une double réaction : une riposte conventionnelle suffisamment longue et efficace pour permettre de mobiliser tous les moyens de l'alliance, et un risque nucléaire tactique et stratégique, européen et américain, tel que tout calcul aventureux se révélerait mortel. Entre ces deux dissuasions doit exister un couplage : ce couplage est de nature politique, bien plus que technique. Il exprime la volonté, à réaffirmer par les partenaires de l'alliance, de mettre en œuvre « tous » les moyens nécessaires pour éviter l'invasion de l'Europe occidentale.

Redéfinir les conceptions stratégiques

Dans cette évolution vers l'alliance euro-atlantique et vers la double dissuasion, les pays européens vont avoir des responsabilités à exercer, et des charges à assumer. Pour en avoir une vue précise, une nouvelle réflexion stratégique est indispensable.

La commission des affaires étrangères et la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale tenteront d'y contribuer en organisant au cours de cet automne l'audition des meilleurs spécialistes nationaux et internationaux des questions stratégiques.

Mais la responsabilité essentielle incombe aux gouvernements. Plutôt que de se pendre aux aiguilles de l'horloge de l'histoire pour en arrêter le mouvement, il faut définir avec soin les conditions et les exigences de la sécurité de l'Europe dans la période qui s'ouvre.

Il me semble qu'une initiative heureuse pour les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Europe occidentale serait, lorsque l'accord américano-soviétique sera définitivement signé, de convoquer une réunion dans le cadre le plus approprié, par exemple celui de l'Union de l'Europe occidentale, pour définir la méthode avec laquelle ils vont entreprendre la mise à jour de leurs conceptions stratégiques, avant d'en discuter avec nos alliés américains au sein de l'alliance euro-atlantique.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Alain Minc ou le révolté

Quand un homme d'affaires devient homme de plume.

par ROGER FAUROUX

ON croyait les intellectuels partis et la France fatiguée de recevoir des leçons de lucidité et de vertu de la part de maîtres à penser débranchés de la société et des affaires. Le dernier livre d'Alain Minc, *La Machine égalitaire* (1), annoncerait-il un printemps des philosophes ? Non certes au sens de Sartre ou de Foucault, ces vieilles lunes, mais bien plutôt à la manière de ces écrivains du dix-huitième siècle français branchés au possible sur la politique et les salons, curieux de tout, présents partout, familiers et critiques des pouvoirs, sceptiques en diable et pourtant défenseurs tous azimuts du droit.

Il n'y a guère qu'en France que l'on voit périodiquement des hommes d'affaires devenir hommes de plume, ce qui prouve du reste que notre pays, quoi qu'en dise Alain Minc, n'est pas près de se banaliser : aux Etats-Unis, et même ailleurs en Europe, les chemins de l'écriture et du business ne se mélangent guère. Mais il est moins banal encore de voir un sociologue ou un économiste, et Alain Minc est l'un et l'autre, abandonner le terrain assuré de la platitude scientifique pour devenir « philosophe », au sens militant du terme et dénoncer les désordres de l'ordre établi.

Que dit-il notre moraliste ? Que la société française n'est plus ce qu'elle a été pendant les trente années d'après-guerre, que toutes les lourdes machines fiscales, sociales, scolaires, montées jadis pour créer une société solidaire, tournent maintenant à vide, et que notre société si douce et si molle de meurs est finalement féroce à l'égard des exclus : les exclus, c'est-à-dire les chômeurs, les « cancras », les immigrés, bref, les déshérités en tout genre. Pourquoi les institutions établies, à petits coups hypocrites de règlements et d'omissions, les enfouissent-elles dans le néant social et comment se peut-il que la France redonne le pays de l'égalité ? Voilà, me semble-t-il, le vrai sujet du livre et l'objet de la révolte de Minc : pour le lecteur qui ira au bout d'un lourd appareil argumentaire et passera sur quelques raccourcis d'analyse et d'imittes coquettes d'écriture, il apparaîtra pour ce qu'il est : un libelle superbement subversif. Il y a du Vaillès chez ce technocrate !

Tout y passe : la Sécurité sociale qui fonctionne au rebours de son intention première et exclut les plus nécessiteux de ses redistributions ; la fiscalité qui ruine les producteurs et ne cesse d'enrichir les rentiers ; l'école, dont le discours bégaie cependant que lui filent entre les doigts des générations d'analphabètes. Et il n'y a rien à espérer, pour que cela s'arrange, du mouvement naturel des choses : point de reprise à l'horizon, ni pour la production qui continuera à languir, ni pour l'Etat

qui restera impécunieux, ni pour la démographie dont l'effondrement, à terme proche irréparable, casse d'avance tout espoir de croissance. Comment en sortir ? Ce sera le programme d'une gauche libérale qui accochera de la modernité et gagnera la part de Minc.

Deuxième principe : la primauté du droit. Au fond, l'Etat conservateur triche : il triche avec les inflexions toujours inattendues de la société en essayant de lui imposer des normes qui la prennent à rebrousse-poil. Il veut tout régenter et manque l'essentiel. Au contraire, dans la société d'Alain Minc, « les principes sont fixés, mais l'Etat sous-traite en quelque sorte l'application à la société civile » : elle de rechercher en tâtonnant ses propres voies vers l'égalité. Bref, un américanisme bien tempéré.

Les dix commandements sont typiquement droite/gauche, inclusibles à l'intérieur de nos idéologies : en gros on laisse jouer le marché comme en Amérique, mais on prend soin des blessés, mieux qu'en France aujourd'hui. Dans le détail Alain Minc n'y va pas de main morte et son décalage est aussi intelligent qu'audacieux.

Four décamer les techniciens et les prudents, il parle lui-même d'un « rêve éveillé ». C'est trop de modestie. Ce livre est certes tout le contraire d'un traité de gouvernement, léché, bouclé et prêt à l'emploi. C'est un essai au meilleur sens du terme, un livre-alerte, sans jeu de mots, destiné à être jeté au milieu du terrain pour provoquer une mêlée : dans notre monde pressé et médiatisé, c'est d'ailleurs ainsi que les choses avancent.

Puisque le débat est urgent, laissons-le en formulant nous-mêmes dans le désordre plusieurs interro-

gations. Alain Minc broie du noir, à son habitude : sur le plan économique il a raison, la croissance sera faible, quoi que nous fassions, mais un point, au demi-point de production en plus, foute toute la différence, en contraintes desserrées, en chômeurs réintégrés, en dette extérieure remboursée. Après tout, les Allemands, plongés comme nous dans le même bain communautaire, s'en tirent mieux, pour ne rien dire des Japonais. Pourquoi pas nous ? En attendant, quelques recettes pour faire mentir, au moins à la marge, les prédictions sinistres qu'il nous assène d'entrée de jeu. Minc dira qu'il faudrait précisément un changement culturel et que la société jusqu'ici s'y est montrée rétive, même si quelques hirondelles laissent présager le printemps.

Quel printemps au juste ? Les analyses sociologiques d'Alain Minc laissent parfois le lecteur paniqué : d'un côté, il se complait dans la description d'une société éclatée, insaisissable, fluide, « floue » - un des maîtres mots du livre. Mais cette génération à la façon d'Eric Rohmer, il la voit en même temps morale, kantienne presque, prête à une nouvelle Résistance pour de grands idéaux. Peut-être ! Souhaitons qu'il ne lui soit jamais donné d'éprouver en des temps vraiment tragiques la fermeté de sa fibre morale.

La politique et le politique

Et puis, cette société française a-t-elle vraiment changé autant qu'il nous le dit, en dehors de quelques kilomètres carrés le long des rives de la Seine ? Bagatères-de-Bigorre, sous-préfecture emblématique souvent citée par Alain Minc pour signifier la France profonde, est peu « émettée », guère « hédoniste » que je sache, pas du tout « vibronnaire », et combien de sous-préfectures avec elle. Comme le dit lui-même notre auteur dans un style courtoisement romantique, « tout se fonce, tout se diffuse, tout s'absorbe, tout se dilège » : ne sait-il pas que les soixante-huitards sont aujourd'hui chefs d'entreprise et que les filles, de génération en génération, ont toujours fini par ressembler à leur mère ?

Enfin, il y a la politique et le politique : sur ce grand sujet les réflexions d'Alain Minc restent courtes : le modèle américain sur ce chapitre est évidemment muet, et la gauche libérale a encore à retravailler son programme. Passons sur l'administration où nous lui donnons entièrement raison : toute société a besoin d'une aristocratie et surtout une République, mais il est vrai que celle dont s'est dotée la nôtre, avec sa haute administration, commence à ressembler à la noblesse d'Ancien Régime : trop de privilèges et pas assez de services.

Mais l'Etat ? Pour qu'il y ait un peuple il faut un Etat, et donc une volonté générale qu'il incarne. Mais il n'y a plus de volonté générale. Nous voilà donc en rouet. Nous comptons sur Alain Minc pour qu'il nous en sorte. Après avoir écrit ce nouveau manifeste, stimulant, courageux, intelligent, à coup sûr utile, bref excellent dans son genre, il nous doit enfin un grand livre.

(1) *La Machine égalitaire*, par Alain Minc, Grasset, 284 pages, 96 francs.

Au Courrier du Monde

TEMPÉRATURE

Sur un prétendu « été indien »

Je suis étonné, et même stupéfait, d'entendre parler ces jours-ci, à la radio et à la télévision, d'"été indien". Car de quoi s'agit-il ? D'un temps stable et chaud en ce mois de septembre (surtout dans la moitié sud), en somme un temps d'août avec deux semaines de retard.

Or l'été indien, c'est tout autre chose, c'est un phénomène climatique bien connu, outre-Atlantique comme chez nous, d'une période de temps doux se situant généralement

au début novembre après une première approche de l'hiver en octobre, en réalité un phénomène de contraste. Un cas typique a été celui du 11 novembre 1918, date mémorable que j'ai vécue, où à Paris il faisait très beau et très doux. Cela s'appelle réellement « l'été de la Saint-Martin ».

M. BONHOMME, *Saint-Bonnet-en-Champsaur (Hautes-Alpes)*.

OUBLI

Chagos, terre francophone...

Le sommet de la francophonie est clos. On regrettera le silence au sujet

des Iles Chagos, un archipel de l'océan Indien sous souveraineté britannique. L'île principale, Diego Garcia, abrite une importante base militaire américano-britannique ; cette particularité nécessite le transfert vers l'île Maurice, entre 1967 et 1973, des deux mille « Iwas » (Iles insulaires) des Chagos. En clair, une véritable spoliation.

Les Iwas sont de souche africaine et parlent un patois « français » proche du créole sénégalais. Chagos ou les « zili éwagés » (Iles égarées) perdues, un pauvre destin qui fut épargné aux Falklands (nom anglais des habitants des Iles Malouines). Les documents du CILF (Conseil international de la

langue française, établi à Paris) considèrent les Chagos comme terre francophone, mais il semblerait que le sommet de Québec ait oublié ces parias de la francophonie.

L. MATTEIN, *(Bordeaux)*.

DETAIL

Et Jeanne d'Arc ?

J'ai pris connaissance des déclarations de M. Le Pen au « Grand-Jury RTL-Le Monde ».

EMERIC TELKES *(Paris)*.



La pensée indéterminée

Tom 1: de la Renaissance au Romantisme. Tom 2: du romantisme au XX^e siècle

Par Georges Poulet

A travers les œuvres des plus grands écrivains, Georges Poulet tente d'atteindre et de dépasser la conscience humaine quand elle se laisse voir sous son aspect le plus simple, celui d'une pure indétermination.

Collection « Essai » dirigée par Blaise Cendrars. Tome 1: 304 pages - 145 F. Tome 2: 264 pages - 145 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAF 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1983), André Larrousse (1983-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wourms.
Rédacteur en chef : Daniel Vermet.
Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS
BP 507 69
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-96-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 206 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries)
I. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 806 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire dans les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 3615 - Taper LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montpensier, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

Etranger

le révolté vient homme de plume

TOUT ce qui se passe dans le monde est écrit sur son visage. Ses yeux, ses lèvres, ses gestes, tout est langage. Il est un homme de plume, un homme de lettres, un homme de culture. Il est un homme de bien, un homme de bien.

Le regain de tension dans le Golfe et la session de l'Assemblée générale de l'ONU

Mise en demeure du président Reagan à Téhéran

(Suite de la première page.)

« Si la réponse est positive, a ajouté M. Reagan, ce sera une démarche bienvenue et un progrès majeur. Si elle est négative, le Conseil n'a pas d'autre choix que d'adopter rapidement des mesures d'application ». C'est-à-dire en fait des sanctions contre l'Iran.

« Nous ne cherchons pas la confrontation avec l'Iran ou avec qui ce soit d'autre (...). L'augmentation de notre présence navale dans le Golfe n'est destinée à favoriser aucune des deux parties », a affirmé le président américain. Mais, quelques heures plus tard, on apprenait au Pentagone qu'un hélicoptère de la marine de guerre américaine avait attaqué et incendié le jour même une vedette iranienne, selon Washington, en train de mouiller des mines. Ce n'est pas le premier incident franco-américain dans le Golfe. Des navires américains ont déjà été tirés contre des avions iraniens, — mais, pour la première fois, il s'agit d'un coup au sol. Que l'incident soit fortuit ou non, il tombe à point pour illustrer dans les faits la détermination dont venait de faire preuve verbalement M. Reagan.

Je dis ceci : votre peuple connaît la vraie nature de votre régime, il a vu ses libertés supprimées, les promesses de 1979 (le renversement de Somoza) non tenues, ses revenus réels diminués de moitié, qui de moitié depuis 1979, tandis que vous, élite du parti, vivez dans les privilèges et le luxe.

Après ces amabilités et quelques autres, le président a averti : « Le but de la politique des Etats-Unis à l'égard du Nicaragua est simple (...). C'est d'établir une démocratie réelle, libre, pluraliste, une démocratie constitutionnelle. Comprenez ceci : nous n'accepterons pas une fausse démocratisation destinée à masquer la poursuite de la dictature ».

M. Reagan n'a fait aucune allusion explicite aux gestes consentis récemment par Managua, en particulier l'autorisation de réapparition accordée au quotidien d'opposition la Prensa. Mais tout en réaffirmant son approbation des « principes » établis par l'accord de Guatemala, qui « crée un lien entre la sécurité des démocraties d'Amérique centrale et la démocratisation du Nicaragua », il a ajouté : « Le régime impérialiste des Etats-Unis ne peut être soutenu. Les contrôles qui peuvent ensuite être resserrés n'est pas une démocratisation ». La conclusion là aussi est limpide : tant qu'une vraie démocratie, au sens où l'entend Washington, ne sera pas établie au Nicaragua, les Etats-Unis « soutiendront ceux qui luttent pour elle ».

Réagissant plutôt modérément à ces propos dans les couloirs de l'Assemblée, le ministre des Affaires étrangères de Managua, M. Manuel Escoto, y voyait la preuve que le président Reagan se trouvait dans une situation « désespérée », qu'il « se sentait isolé », alors que tout le reste du monde soutenait l'accord de Guatemala et ne voulait plus de guerre en Amérique centrale.

S'il s'est montré d'une extrême discrétion sur le Proche-Orient, le président américain ne pouvait pas ne pas parler de l'Afghanistan. Il l'a fait là aussi en termes directs :

« Il est temps pour les Soviétiques de quitter [ce pays]. Il n'y a pas d'excuses à prolonger cette guerre brutale » ou à soutenir un régime « rejeté par le peuple afghan ». M. Reagan prend note « de la déclaration de M. Gorbatchev, selon laquelle les Soviétiques seraient prêts à se retirer », mais il ajoute aussitôt : « En avril, j'ai demandé à M. Gorbatchev de fixer une date, cette année, pour le début de ce retrait. Je répète cette demande aujourd'hui. (...) Je puis vous assurer que, dès lors que l'Union soviétique montrera de manière convaincante qu'elle est prête à un vrai règlement politique, les Etats-Unis seront prêts à apporter leur aide ».

Un président en majesté

Restait tout de même à parler de ce qui allait mieux, de la récente percée réalisée sur l'élimination des missiles intermédiaires. Cette fois, M. Ronald Reagan n'a pas oublié de mentionner ses propres mérites dans le long processus qui a abouti à l'accord de principe trouvé à Washington, et il a rappelé qu'il avait proposé, il y a six mois déjà, l'option zéro, c'est-à-dire le retrait de toutes les armes de cette catégorie.

Après s'être « réjoui » de cet accord « véritablement historique », il a évoqué en termes serrés les relations entre les Deux Grands. « Nous continuons à avoir nos divergences et ce sera probablement toujours le cas. Mais cela nous impose une responsabilité particulière pour trouver des moyens — réalistes — d'apporter une plus grande stabilité à notre compétition ». Cela dit, M. Reagan a répété qu'il n'était pas question pour les Etats-Unis de renoncer à l'initiative de défense stratégique (IDS), qui, selon lui, « a grandement facilité les perspectives d'une vraie réduction des armements » et constitue une « partie essentielle de nos efforts pour créer un monde plus sûr et un équilibre stratégique plus stable ».

Tout cela fut dit par un Ronald Reagan des beaux jours, remarquable d'aisance dans sa manière d'utiliser (seuls les initiés s'en aperçoivent) le prompteur qui fait défiler le texte qu'il lit. Il est le seul à s'y risquer à la tribune de l'Assemblée. Les autres orateurs lisent classiquement leur discours. A voir ce président en majesté qui exposait « sa vision de l'avenir du monde » tout en rendant un hommage appuyé aux « gens ordinaires » qui font les bonnes démocraties, à l'entendre aussi admettre les uns et les autres et assurer qu'il ne céderait pas, ni sur le Nicaragua ni sur l'IDS, on avait du mal à imaginer que ce même président éprouvait à présent les plus difficiles à faire entendre dans son propre pays chacune de ses décisions.

Même la ratification par le Sénat de l'accord à venir sur les missiles intermédiaires (un résultat qui devrait pourtant avoir tout pour plaire à la majorité démocrate) promet d'être une épreuve douloureuse pour l'exécutif. Déjà la commission des affaires étrangères du Sénat a averti qu'elle pourrait retarder considérablement la ratification du traité si l'administration ne modifie pas son interprétation d'un autre traité vieux de quinze ans, le traité dit ABM qui concerne les défenses antimissiles.

Les sénateurs reprochent à l'administration actuelle d'avoir modifié de son propre chef l'interprétation de ce traité pour y trouver les failles qui permettent de lancer le programme de l'IDS (guerre des étoiles). C'est aussi un reproche formulé par les Soviétiques, mais qui ne les a pas empêchés d'arriver à un résultat dans un autre domaine, celui des armes intermédiaires. Le Sénat, au contraire, n'hésite pas à mêler les deux dossiers, à compliquer une négociation déjà d'une complexité extrême. De leur côté, les responsables de l'exécutif ne manifestent aucune intention de céder. Outre à ce que M. Reagan tire ce boulet supplémentaire quand il accueillera M. Gorbatchev cet automne.

JAN KRAUZE.

Des hélicoptères américains tirent sur un navire iranien : quatre morts

Lundi 21 septembre 1987 : cette date risque de passer à la postérité non seulement comme le septième anniversaire de la guerre irano-irakienne, mais aussi comme celle de l'internationalisation effective de ce conflit, qui a déjà fait plusieurs centaines de milliers de victimes, avec le premier affrontement direct entre les forces américaines et iraniennes.

Les versions de cet incident, qui interviennent alors qu'une bonne partie de la communauté internationale est mobilisée à New-York pour tenter de trouver une issue au conflit, sont contradictoires selon qu'elles viennent de Washington ou de Téhéran. La version américaine d'abord, telle qu'elle a été relatée par le Pentagone et la Maison Blanche.

Il était 23 h 35 (20 h 05 GMT) dans le Golfe, non loin des côtes de Bahreïn, lorsque deux hélicoptères américains, qui avaient décollé de l'un des quelque quarante navires de la marine de guerre américaine présents dans la région, pour une patrouille de routine, ont repéré ce qu'ils ont estimé être un bateau de guerre iranien mouillant des mines. L'un des hélicoptères a alors tiré sur le bâtiment iranien à la mitrailleuse et aux roquettes, et après avoir obtenu le feu vert du contre-amiral Harold Bergson, commandant la flotte des Etats-Unis au Moyen-Orient. Un incendie s'est déclaré sur le navire iranien, identifié comme étant l'Iran-Ajr, mais a été maîtrisé. Selon Washington, quatre marins iraniens ont été tués et quatre autres blessés. Dix iraniens ont été recueillis sur un bateau américain.

Annonçant la nouvelle, les autorités américaines ont insisté pour qualifier l'incident de « mesure défensive » de la part des forces américaines, le bateau iranien mouillant des mines à environ 50 milles au nord-est de Bahreïn, « très près » d'une zone où stationnent régulièrement des unités militaires américaines. « Nous avons dans le passé indiqué au gouvernement iranien comment nous réagirions à de tels actes provocateurs, qui posent un danger immédiat aux navires des Etats-Unis et à tous les bateaux », a précisé un communiqué de la Maison Blanche.

A Téhéran, quelques heures plus tard, une dépêche de neuf lignes de l'agence officielle IRNA annonçait l'incident : « Un cargo iranien a été touché par des hélicoptères américains en haute mer dans le golfe Persique ». L'heure de cette

Des hélicoptères américains tirent sur un navire iranien : quatre morts

attaque est la même que celle citée par Washington. Pour l'Iran, le « cargo » touché « transportait des produits alimentaires, se dirigeait vers des ports du Golfe » et n'était doté d'aucun « équipement de défense navale ».

Une dimension nouvelle du conflit

L'intervention américaine a eu lieu quelques heures seulement après un autre incident dans le Golfe : à savoir l'attaque par une vedette iranienne d'un pétrolier battant pavillon britannique et immatriculé à Hongkong, le *Gentle Breeze*. Selon les armateurs, un marin aurait été tué et plusieurs autres blessés.

L'accrochage américano-iranien donne une dimension nouvelle et lourde de conséquences au conflit, marquant la première intervention directe et réussie des forces américaines contre l'Iran. Il apparaît comme le « ricochet » du tir d'un missile Exocet qui, en mai dernier, avait touché la frégate *Stark* et tué trente-sept Américains. Ce missile avait été tiré « accidentellement » par un avion... irakien ; cela avait marqué le début du processus d'implication américaine, aboutissant à un incident redouté depuis des mois par une bonne partie du Congrès américain.

Les autorités iraniennes n'ont pas cessé d'affirmer leur volonté de riposter en cas d'attaques dirigées directement contre leur pays, prédisant à plusieurs reprises aux flottes occidentales dans le Golfe (on compte soixante-dix navires de guerre) un sort analogue à celui de la Force multinationale de sécurité à Beyrouth. Celle-ci avait dû évacuer le Liban en mars 1984 après avoir enregistré de très lourdes pertes — deux cent trente-neuf « marines » et cinquante-huit parachutistes français tués dans deux attentats. Il y a quelques jours encore, Téhéran réaffirmait qu'il était « plus facile d'entrer dans le Golfe que d'en ressortir ».

S'ajoute à cela la détermination affichée par Bagdad à poursuivre la guerre tant que l'Iran n'aura pas accepté formellement un cessez-le-feu. Mardi 22 septembre au matin, les Irakiens ont annoncé que leur aviation avait attaqué le jour même un nouvel « objectif naval » près des côtes iraniennes ; ces attaques ont toujours jusqu'à présent motivé une riposte iranienne contre des navires de commerce neutres. — (AFP, AP, Reuters.)

Embarras à Londres après l'attaque d'un pétrolier britannique

LONDRES de notre correspondant

Le cabinet conservateur hésitait visiblement, le mardi 22 septembre, à étendre plus au nord la zone d'opération de la Royal Navy dans le Golfe après l'attaque lundi après-midi, par des vedettes rapides iraniennes, du pétrolier de 102 000 tonnes, le *Gentle Breeze*, immatriculé à Hongkong et battant pavillon britannique. Le *Gentle Breeze* a été délibérément pris pour cible par des Gardiens de la révolution iraniens armés de lance-roquettes, très au nord, dans le Golfe, alors qu'il naviguait sans escorte au-delà d'une ligne que les navires de guerre britanniques s'abstiennent généralement de franchir.

L'attaque a eu lieu à 17 h 45 (heure locale). Les Gardiens de la révolution ont visé le quartier d'équipage, auquel ils ont mis le feu. Un matelot de nationalité philippine est porté disparu. M^{me} Thatcher a été aussitôt informée. Elle a évité tout commentaire mais a fait savoir qu'elle était « très préoccupée » par l'incident.

Son dilemme est le suivant : ou bien faire patrouiller les navires de guerre britanniques plus au nord dans le Golfe, ce qui, au dire des experts de la Navy, nécessite un renforcement de la flottille Armilla déjà présente ; ou bien accuser le coup sans réagir en mettant l'affaire

Etablir une démocratie au Nicaragua

Toujours à propos du Golfe, le président américain a noté avec satisfaction que l'URSS avait « aidé » à l'adoption de la résolution 598. Mais il a déploré aussitôt que, « à l'exception du Conseil de sécurité, les Soviétiques aient agi différemment ». Il demandait que la marine américaine se retire du Golfe, où elle est depuis quarante ans, et en accusant les Etats-Unis d'être à l'origine de la tension dans le Golfe.

Si la délégation iranienne brillait par son absence pendant le discours du président américain, celle du Nicaragua était bien là, écoutant avec la plus grande attention un Ronald Reagan qui lui a envoyé une voix de bois vert : « A la délégation sandinista ici présente,

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Le débat général de la quarante-deuxième Assemblée des Nations unies a commencé, lundi 21 septembre, dans une atmosphère détendue, certes, par l'accord soviéto-américain conclu la semaine dernière, mais aussi crispée par la tension croissante dans le Golfe et, sur le plan diplomatique, par le refus de l'Iran, jusqu'ici, d'accepter la résolution 598.

Attendu avec une impatience qui confine à l'excitation, le discours que le chef de l'Etat iranien, M. Ali Khamenei, devait prononcer mardi est considéré comme le point culminant de la semaine, qui s'achèvera vendredi par un déjeuner des ministres des Affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. En présence du secrétaire général de l'ONU, ceux-ci tireront des conclusions des discours entendus, plus particulièrement des éventuelles propositions de M. Khamenei, et tenteront de fixer une ligne de conduite. A en croire M. Reagan, seul un cessez-le-feu pur et simple pourra contenter Washington. Mais l'accrochage irano-américain, intervenu entre-temps, pourrait modifier l'attitude de Téhéran.

La fermeté américaine — très appréciée par la délégation française — n'est pas, tant s'en faut, partagée par tous les membres occidentaux du Conseil de sécurité. Le premier ministre du Japon,

EN BREF

● NIGER : le président Kountché de nouveau soigné à Paris. — M. Seyni Kountché est arrivé, le lundi 21 septembre, à Paris, où il doit recevoir des soins médicaux pour la quatrième fois depuis le début de l'année. Souffrant d'une tumeur au cerveau dont les premiers symptômes sont apparus en décembre 1986, le chef de l'Etat nigérien a été opéré à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière en juin dernier.

● MAURITANIE : ramanement ministériel. — Un ramanement ministériel a été annoncé, le lundi 21 septembre à Nouakchott. Trois ministres quittant le gouvernement : celui de l'économie et des finances, M. Mohamed Salem Ould Lokhal, remplacé par le directeur de la société mauritanienne des assurances, Cheikh Ould Ahmed Louly ;

M. Nakasone, l'a montré en insérant une courte phrase dans son discours : « En accord avec des principes généraux, il est de la plus haute importance que tous les Etats s'abstiennent strictement de livrer des armes aux parties en conflit », a-t-il dit, exprimant sans doute l'essentiel du point de vue de ceux que les Cinq appellent, non sans malice, l'« axe », à savoir, outre le Japon, l'Allemagne fédérale et l'Italie. Refusant d'adhérer à la fermeté des Etats-Unis et de la France, Tokyo, partenaire commercial important de la République islamique, joue, pour sa part, la solidarité asiatique avant la cohésion occidentale.

Cachant mal une satisfaction rarement exprimée avec autant de franchise, M. Nakasone a quelque peu surpris l'Assemblée par le vibrant humanisme de son intervention. Parmi des obligations édictées pour l'accord américano-soviétique, le premier ministre, dont des remarques sur la « mentalité africaine » avaient, l'an dernier, provoqué un émoi légitime auprès des intéressés, a atteint des hauteurs étonnantes, développées très longuement. « J'ai beaucoup réfléchi sur le rôle qu'aurait pu jouer un échange libre d'informations par satellite dans la prévention de la seconde guerre mondiale. Je crois que la liberté des échanges, facilitée par la technologie, renforcerait la paix d'un monde qui n'est autre chose qu'un village global », s'est-il affirmé, avant de lancer que « John et Ivan appartiennent au même vil-

lage » et que « les Nations unies devraient être un véhicule pour la création de la civilisation globale de l'humanité ». Après un tel envol, l'Assemblée ne fut guère surprise d'entendre M. Nakasone conclure par... un poème.

Le président du Venezuela, M. Jaime Lusinchi, a fait revenir les délégations à des niveaux plus immédiats en centrant sa vision du monde sur des problèmes financiers. A l'instar du chef de l'Etat brésilien, qui avait ouvert le débat général, M. Lusinchi a insisté sur la « responsabilité de l'Occident dans la dette latino-américaine ». Evoquant l'« egoïsme de l'approche occidentale », M. Lusinchi a constaté que l'Amérique latine « a fait les sacrifices qui lui ont été demandés », mais que « son attitude a été ignorée et mal interprétée ». Le ministre des Affaires étrangères du Pérou,

M. Wagner Tizon, est allé plus loin sur le même thème : « Le transfert continu des ressources du tiers-monde vers les pays créanciers constitue un tribut perpétuel inacceptable », a-t-il déclaré. Le même raisonnement est apparu à propos du trafic international de drogues. Qualifiant le commerce et l'usage de substances euphorisantes de « cheval de Troie » au milieu de la civilisation, M. Lusinchi a estimé que « beaucoup reste à faire, notamment dans les pays qui offrent les plus grands marchés pour cette habitude diabolique ».

CHARLES LESCAUT.

Lire page 5
l'article de PHILIPPE PONS :
« Tokyo tiraille entre ses responsabilités et sa neutralité ».

Geneviève BRISAC

roman

Les filles

Avec des phrases rapides, Brisac a su percer l'impenetrable coquille des douleurs, des vengances, et des fantasmes enfantins.

Jérôme Garcin / L'Evenement du Jeudi

GALLIMARD *rf*

REGARDONS
LES CHOSES EN FACE.



COMMENT
PEUT-ON FAIRE CONFIANCE
A SON INFORMATIQUE
SI ON NE PEUT PAS
FAIRE CONFIANCE
A SON CONSTRUCTEUR?

Toute la gestion de votre entreprise repose sur votre informatique. Pour être sûr d'elle, dans le présent comme dans l'avenir, vous devez d'abord être sûr de votre constructeur.

IN2 fait partie des plus grands.

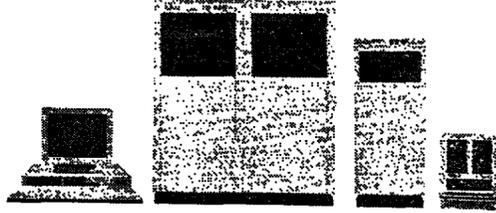
Grand par les dimensions : IN2 est une société du Groupe Intertechnique, coté en bourse, mondialement reconnu comme un expert des hautes technologies en aéronautique et en informatique. Une valeur sûre.

Grand par l'expérience : avec plus de 15.000 systèmes installés depuis 1969, dans l'industrie, les services et l'administration, IN2 est le deuxième constructeur français présent en Europe par cinq filiales.

Grand par la technique : architecture multiprocesseur 32 bits à haute sécurité, univers logiciel PICK, gamme évolutive compatible de 2 à 256 postes, les systèmes IN2 représentent ce que la technologie actuelle offre de meilleur. C'est normal, plus de 12 % du C.A. d'IN2 sont consacrés à la recherche.

Grand par le service client : plus de 300 personnes, en France, s'y consacrent. Trente agences régionales assurent l'installation, l'évolution, la maintenance des systèmes. Un centre national est consacré à la formation des utilisateurs.

C'est très clair : vous avez autant besoin de sécurité que de performances. IN2 pense exactement comme vous.

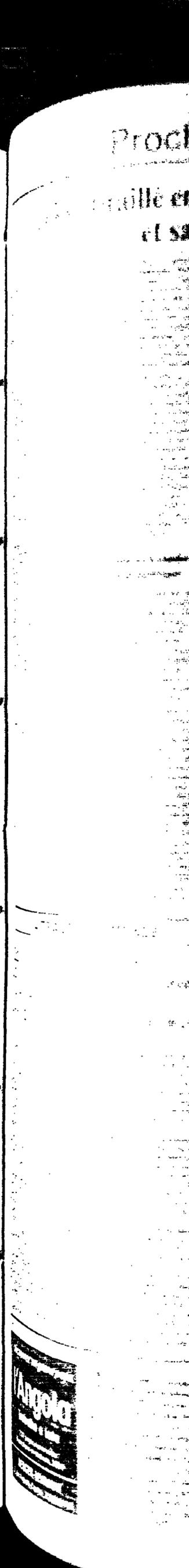


IN2
GROUPE INTERTECHNIQUE

57, rue Pierre Curie - B.P. 63 - 78373 Plaisir Cedex
Tél. (1) 34.81.93.00 - Télex : 699302

L'INFORMATIQUE DES REALITES.

مکتبہ اسلامیہ



4E
10
LE
pu
Bc
gr
de
fo
A.
de
B.
na
ag
br
In
cu
se
d'
ra
P
di
-
-
C
r
v
s
n
e
s
s
s

Proche-Orient

Tokyo tiraillé entre ses responsabilités et sa neutralité

TOKYO de notre correspondant

Le Japon, dont 60 % des approvisionnements en pétrole proviennent des pays du Golfe et dont une dizaine de bateaux et quatre pétroliers ont été l'objet d'attaques, ne peut se dérober à la responsabilité de participer à la sécurité dans la région.

Avant son départ pour New-York, le premier ministre, M. Yasuhiro Nakasone, avait déclaré, lors du séminaire annuel du Parti libéral-démocrate, que le Japon était prêt à assumer cette responsabilité et qu'il devait se préparer à l'avenir à « ajuster ses impératifs économiques à ceux de la sécurité ». Ce qui est plus facile à dire qu'à faire.

Le Japon doit, en effet, tenir compte de plusieurs facteurs dans la définition de sa politique dans le Golfe. Tout d'abord des impératifs de sa Constitution « pacifique ». Mais aussi des équilibres d'une diplomatie avec le monde arabe qui a largement porté ses fruits : si, jusqu'à récemment, ses navires ont été moins visés que les autres, c'est moins en raison de la présence américaine dans le Golfe que de la politique active que le Japon mène dans la région.

Pris de court en 1973 et s'étant découvert inopiné sur la liste noire des pays producteurs de pétrole, les Japonais, qui, jusque-là, n'avaient pas de politique vis-à-vis du monde arabe, ont rapidement réagi. Ils ont répondu scrupuleusement aux injonctions arabes en réduisant au maximum leurs liens avec Israël (la JAL - Japan Air Lines - ne fait pas escale à Tel-Aviv, et aucun navire battant pavillon japonais ne relâche dans les ports israéliens). Les Japonais se sont, en outre, employés à « acheter » la sécurité de leurs approvisionnements en hydrocarbures à coups d'aide économique et d'investissements dans les pays arabes. Ils ont ainsi offert leur assistance à l'Arabie saoudite et au Koweït, mais aussi aux petits producteurs (Dubai, Abou-Dhabi, Qatar ou Oman), et ils ont accru leur aide à des pays non producteurs mais politiquement importants, tels que l'Égypte. Ils se sont, en outre, lancés, souvent à perte, dans d'énormes projets qu'ils ont poursuivis malgré les hostilités : c'est le cas, en Iran, du complexe Bandar-Khomeini. Cette opération s'est traduite, pour son promoteur, le groupe Mitsui, par une perte de

4 milliards de yens. Le groupe vendrait bien s'en dégage, comme en témoigne la note qu'il a fait parvenir, fin août, au ministère du commerce et de l'industrie, par laquelle il se réserve le droit de faire jouer l'assurance consentie par les autorités nipponnes. Côté irakien, les Japonais ont également investi à perte, notamment dans le domaine sidérurgique, et ils négocient actuellement la construction d'un oléoduc.

La guerre Iran-Irak a, certes, refroidi les investisseurs japonais, mais Tokyo n'en est pas moins parvenu à conserver de bons rapports avec les belligérants, achetant du pétrole tant à l'un qu'à l'autre. Il est clair que les Japonais veulent éviter que leur participation à la sécurité du Golfe ne soit interprétée comme une interférence dans les hostilités qui ruinerait leur « diplomatie du yen ». Le 19 septembre, M. Kuramari, ministre des affaires étrangères, a d'ailleurs fait une visite à Bagdad avant de se rendre à New-York afin d'expliquer la position japonaise aux Irakiens. Il s'était rendu en juin en Iran.

Plusieurs formules pour participer

Les Japonais ont mis sur pied une commission spéciale chargée d'étudier le problème de leur participation à la sécurité du Golfe sans se départir de leur neutralité. Ils ont envisagé plusieurs formules, mais ils insistent sur les moyens limités dont ils disposent, ne pouvant notamment « étayer » leur diplomatie par des ventes d'armes comme le font d'autres pays, nous dit-on au ministère des affaires étrangères.

Une formule envisagée consisterait à épauler, par une participation financière, la présence américaine dans le Golfe. Cette participation pourrait se conjuguer à un effort indirect, le Japon prenant une plus grande part dans l'entretien des bases militaires américaines installées sur son territoire (aux termes d'un accord signé en janvier dernier, la contribution du Japon s'élève à 100 millions de dollars au cours des cinq prochaines années). Mais une telle formule pourrait être mal interprétée par certains pays arabes. Une autre hypothèse serait l'envoi de spécialistes du déminage qui seraient mis à la disposition des puissances déjà présentes dans le Golfe. Il a aussi été envisagé d'envoyer des dragueurs de mines (le Japon en pos-

sède une soixantaine et sa technique est très au point). Le Japon fait valoir que ce ne serait là en rien un acte de guerre, que lui interdit sa Constitution, mais qu'il ne ferait que défendre sa propre flotte de tankers.

Quelle que soit la formule retenue, le Japon compte l'apporter d'une aide économique et technique accrue aux pays de la région, notamment au Koweït. S'étant préparé de longue date à l'éventualité d'une aggravation de l'instabilité dans le

PHILIPPE PONS.

LIBAN

Accrochage entre soldats syriens et miliciens chiïtes

BEYROUTH de notre correspondant

Deux soldats syriens ont été tués et quatre miliciens du mouvement chiïte Amal blessés au cours d'un accrochage qui a eu lieu, le lundi 21 septembre, dans la soirée, aux abords de la banlieue sud de Beyrouth. Amal est pourtant le plus fidèle allié de la Syrie dans ce secteur de la capitale. A l'origine de l'incident : le refus de s'arrêter des miliciens chiïtes à un barrage de l'armée syrienne.

On signale, parallèlement, des accrochages entre Amal et son rival au sein de la communauté chiïte, le Hezbollah, au Liban sud, qui ont fait trois blessés parmi les militants intégristes.

D'autre part, une grève générale est observée, le mardi 22 septembre, à la suite de la multiplication par deux fois et demie du prix de l'essence, consécutive à la suppression de la subvention aux carburants, celle-ci n'ayant pas été accompagnée des mesures compensatoires

promises dans les domaines des salaires, de l'hospitalisation et de la scolarité. Les syndicats, qui ont décrété la grève, prévoient également une marche sur le Parlement, à l'intersection des deux secteurs de Beyrouth.

Irrité par cette manifestation, le président de la Chambre, M. Hussein Husseini, qui avait eu recours à l'astuce de convoquer les ministres à une réunion des commissions parlementaires pour les amener à se 4 retrouver de facto, sans tenir conseil pour autant - ce qu'ils n'ont plus fait depuis deux ans - afin de débattre des mesures en faveur des salariés, l'a renvoyée à jeudi.

La levée du soutien au prix de l'essence a été le révélateur d'une situation salariale devenue intenable, avec un salaire minimum tombé à l'équivalent de 100 F par mois, qui est absorbé dans bien des cas pour se rendre à son lieu de travail en l'absence de transports en commun organisés.

LUCIEN GEORGE.

Asie

JAPON

L'empereur Hirohito a subi une intervention chirurgicale

TOKYO de notre correspondant

L'empereur Hirohito a subi, le mardi 23 septembre, à l'hôpital de la cour impériale, une intervention chirurgicale de deux heures aux intestins, qui, selon les premières informations, se serait bien déroulée. On ignore la cause exacte de la maladie dont souffre le monarque et dont les symptômes se sont traduits par une occlusion intestinale partielle et une perte d'appétit.

L'opération a été effectuée par le docteur Morioka, directeur de l'hôpital de l'université de Tokyo et membre de l'Académie française de chirurgie. Le porte-parole de la maison impériale a déclaré que, malgré son âge (quatre-vingt-six ans), l'empereur est assez vigoureux pour subir le choc opératoire. Le monarque est souffrant depuis la fin du mois d'août.

C'est la première fois que l'empereur Hirohito subit une intervention chirurgicale. Le gouvernement devait demander, mardi, au prince héritier, comme le veut la Constitution, d'assumer les fonctions de l'empereur en qualité de régent pendant l'hospitalisation de son père. Une telle procédure avait déjà été suivie lors de la visite de l'empereur en Europe en 1971, puis de celle qu'il fit aux Etats-Unis en 1975.

L'empereur pourrait quitter l'hôpital au bout de quatre ou cinq jours et assister à la réception traditionnelle de la mi-octobre au palais impérial.

Il est vraisemblable, en revanche, que le prince héritier se rendra à sa place à Okinawa à la fin du mois prochain.

Ph. P.

PHILIPPINES

Purge au sein de l'armée

Manille. - Dix-sept officiers, dont trois généraux, impliqués dans la tentative de putsch du 28 août, ont été limogés, le lundi 21 septembre, par la présidence Aquino. Celle-ci a procédé à un remaniement militaire affectant un total de vingt et un postes, destiné à « mettre fin à toutes les formes de terrorisme dans des délais aussi rapides que possible ». Après avoir tenu, avec les plus hauts responsables militaires, une réunion d'urgence au lendemain de l'assassinat du dirigeant syndical Leandro Alejandre, M^{re} Aquino a indiqué dans un communiqué avoir donné des instructions pour que l'armée s'oppose à « toutes les menaces pesant sur la République ».

Parmi les officiers limogés figure le meneur, en fuite, du coup d'Etat avorté du mois dernier, le colonel Gregorio Honasan. Le général Montano, ancien responsable de la sécurité intérieure de la capitale philippine, qui commandait les forces de l'ordre ayant ouvert le feu lors d'une manifestation paysanne devant le palais présidentiel en janvier dernier, et qui avait été suspendu par la présidence, a été nommé à la tête du commandement régional de Manille. Cette nomination apparaît comme un nouveau gage accordé par le pouvoir civil aux militaires après le remaniement ministériel de la semaine dernière.

M^{re} Aquino a pris ces décisions dans un climat d'extrême nervosité alors que cinq à dix mille manifestants de gauche tenaient un rassemblement contre le danger d'une « réapparition du fascisme ». Elle a toutefois formellement exclu le recours à la loi martiale, comme des rumeurs insistantes lui en prêtèrent l'intention. Son porte-parole a déclaré qu'il n'existait « aucune nécessité » de le faire. - (AP, UPI, Reuter.)

A TRAVERS LE MONDE

RDA

L'Eglise protestante juge « monstrueux » le mur de Berlin

Le synode de l'Eglise protestante de RDA, qui s'est tenu le dimanche 20 septembre à Gôrlitz, s'est prononcé pour la fin de la politique de « séparation » avec la RFA, et pour une ouverture à l'intérieur du pays semblable à celle qui s'effectue vers l'extérieur. « Plus le processus de détente avance, plus monstrueux apparaît le mur de Berlin dans le paysage politique », a notamment déclaré le pasteur Falcke, d'Erfurt.

Ce synode a également été marqué par une discussion très vive à propos d'une résolution présentée par l'assemblée des fidèles de la région Berlin-Brandebourg, qui demandait que la liberté de voyage vers l'Ouest soit garantie par la loi aux citoyens de la RDA. M^{re} Laudon, pasteur à Rostock, a précisé à ce sujet avoir subi des pressions des autorités lui demandant de condamner cette résolution « très provocatrice et d'inspiration anarchiste ».

Le synode a par ailleurs constaté que les rapports entre l'Eglise et l'Etat ne s'étaient pas fondamentalement modifiés et que des divergences demeuraient, notamment sur l'objection de conscience, l'éducation communiste dans les écoles et la liberté d'expression. - (Corresp.)

Suriname

Amnesty International dénonce des massacres de civils par l'armée

Amnesty International a accusé, dans un rapport publié à Londres le mardi 22 septembre, les forces gouvernementales du Suriname d'avoir tué de sang-froid des dizaines de civils, y compris des femmes et des enfants, lors d'opérations anti-insurrectionnelles dans l'est et le sud du pays.

L'organisation internationale de défense des droits de l'homme précise que la plupart des assassinats se sont produits vers la fin de l'année 1986, à la suite d'attaques de l'armée de libération du Suriname contre diverses installations gouvernementales, dont un poste militaire situé à environ 125 km de la capitale, Paramaribo.

Amnesty rapporte notamment - témoignages de rescapés à l'appui - qu'au moins trente-cinq villageois dont des bébés, des femmes et de nombreux adolescents ont été abattus à Moolwana (est du pays), en novembre 1986, par des soldats à la recherche de rebelles. Une jeune femme de vingt-quatre ans, dont huit proches parents ont été massacrés, déclare avoir vu un soldat tuer d'une balle dans la bouche un enfant de sept mois dans les bras de sa mère. - (AFP.)

● HAITI : deux nouveaux candidats à l'élection présidentielle. - Il s'agit de MM. François Latourne, qui a remplacé à la tête du Mouvement de libération d'Haïti M. Athis, assassiné au cours d'une réunion électorale en août dernier, et de M. Marcel Gilbert, plusieurs fois emprisonné sous le dictateur avant de s'exiler, et qui défend un projet de société démocratique. - (AFP.)

PARIS - MADRID FAITES VOTRE CHOIX

PRENEZ VOTRE TEMPS

Profitez de l'Espagne avant d'y travailler : atterrissez à 14 heures à Madrid, découvrez la ville, faites du shopping ou une première réunion. Passez une longue soirée à l'espagnole, une bonne nuit... et vous voilà frais et dispos pour attaquer tôt une journée de travail.

GAGNEZ DU TEMPS

Une bonne journée de travail commence par une bonne nuit : prenez l'avion à 20 h 15 après une journée bien remplie, dînez à bord ou bien à votre arrivée, à l'espagnole. Passez une bonne nuit sur place. Et le lendemain, vous êtes frais et dispos pour attaquer tôt !...

DEUX DÉPARTS QUOTIDIENS EN AIRBUS 300 ET BOEING 727.					
20.15	12.05	Départ	PARIS (Orly-Sud)	Arrivée	11.05 19.15
22.10	14.00	Arrivée	MADRID	Départ	09.15 17.25

- Correspondances immédiates pour toutes les villes d'Espagne, Amérique du Sud et Centrale, U.S.A., Afrique, Moyen et Extrême-Orient.
- Trois classes : Première - Affaires - Touriste. • Salons VIP à Orly et Madrid.
- Consultez pour renseignements et réservations votre Agence de Voyages ou l'un de nos bureaux. Réservations : Tél. (1) 47.23.00.23 / 31, av. Montaigne 75008 PARIS - Tél. (1) 47.23.01.23 1, rue Scribe 75009 PARIS - Tél. (1) 47.42.38.60 / Aéroport d'Orly - Tél. (1) 46.86.46.60



Agenc. France - Assurances

découvrez un grand pays

l'Angola

Trabalho e Luta

237 pages, nombreuses illustrations en couleurs, 320 F

BERGER-LEVRAULT

5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

Asie

SRI-LANKA : l'application de l'accord de paix Sévère avertissement de New-Delhi aux séparatistes tamouls

NEW-DELHI
de notre correspondant

Avec une fermeté surprenante, le gouvernement de New-Delhi a solennellement prévenu, le week-end dernier, tous les mouvements tamouls de Sri-Lanka, et tout spécialement les Tigres de l'Éclair de M. Velupillai Prabhakaran, que l'Inde n'acceptera pas les actes de « sabotage » visant à remettre en cause l'accord de paix indo-sri-lankais du 29 juillet. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a indiqué que les récents massacres inter-tamouls dans l'île (une centaine de morts en une dizaine de jours), ont provoqué « un traumatisme » en Inde. Nommés « séparatistes », les Tigres ont été accusés d'être à l'origine de la plupart de ces meurtres, les Tigres sont, en outre, critiqués pour avoir déclenché un mouvement de non-violence à l'appui de leurs revendications, tout en continuant d'éliminer leurs rivaux et de se livrer à des actes de coercition contre la population tamoule.

Les séparatistes tamouls encouragent des groupes tamouls minoritaires à attaquer des militaires Tigres désarmés. Laisant entendre que ses soldats n'hésiteront pas à faire usage de leurs armes contre les militants tamouls qui se livrent à des actes de violence, l'Inde rappelle qu'une des clauses de l'accord de paix prévoit que les gouvernements indien et sri-lankais « coopéreront pour assurer la sécurité de toutes les communautés habitant dans les provinces du nord et de l'est ». Dès lundi, les troupes indiennes ont reçu l'ordre de désarmer tout individu pris les armes à la main. Cette consigne a reçu son début d'exécution à Vavuniya, ville de la province du Nord, où un groupe d'une dizaine de militants de PLOTE (Organisation de libération du peuple de l'Éclair tamoul) a été intercepté par la force indienne, et désarmé.

De leur côté, les Tigres bloquent toujours la mise en œuvre de l'accord, considérant que la satisfaction de leurs exigences (1) est une condition à leur entrée au sein du futur conseil intérimaire des provinces du nord et de l'est.

L. Z.

(1) Les demandes des Tigres sont les suivantes : 1°) la libération de tous les détenus tamouls ; 2°) l'arrêt immédiat de la recolonisation des zones tamoules par la majorité cinghalaise ; 3°) l'arrêt des projets de réhabilitation des zones sinistrées par la guerre jusqu'à l'annonce du gouvernement intérimaire ; 4°) la non-ouverture de postes de police dans les zones tamoules ; 5°) la fermeture des camps de l'armée dans les régions à prédominance tamoule.

● INDE : les sikh proposent un cessez-le-feu conditionnel. — Les sikh ont fait, lundi 21 septembre, pour la première fois des propositions de cessez-le-feu conditionnel au Pendjab, où ils mènent depuis cinq ans une campagne meurtrière pour obtenir la création d'un État sikh indépendant, le « Khalistan ». Dans un communiqué, la direction des séparatistes sikh, baptisée Comité Patriote, a déclaré, à Amritsar, ville sainte des sikh, que ses militants étaient disposés à « arrêter de tuer des Hindous, à condition que la jeunesse sikh ne soit pas tuée ou harcelée par la police et les forces de sécurité ». — (AFP.)

● PAKISTAN : menace de famine dans le désert du Thar. — Plus d'un demi-million de personnes sont actuellement menacées d'une famine due à la sécheresse dans le désert du Thar (sud-est du Pakistan), a rapporté, lundi 21 septembre, l'agence officielle Associated Press of Pakistan, APP. Selon APP, la sécheresse sévit depuis trois ans dans la région, mais la situation s'est aggravée cette année du fait de l'absence de la mousson. Les populations ont commencé à fuir la région. Le gouvernement a envoyé du blé, des fourrages et des médicaments, mais le problème principal est le manque d'eau potable. — (AFP.)

Amériques

ÉTATS-UNIS : les auditions du juge Bork N'est pas Oliver North qui veut...

WASHINGTON
correspondance

Le spectacle télévisé a repris au Capitole, avec l'audition de témoins cités par les partisans et les adversaires de la nomination du juge Bork à la Cour suprême. Mais, malgré la présence d'une nouvelle et impressionnante vedette, le nouveau spectacle est loin de soulever la même curiosité que l'étrange. Les arguments juridiques déconcertent le grand public et n'intéressent que faiblement les initiés, dont l'opinion est déjà faite depuis longtemps.

Néanmoins, Robert Bork a fait d'excellents débuts d'acteur de composition. Cet « éminent juriste », selon la formule consacrée, a un physique de théâtre. Corpulent, les cheveux abondants et légèrement frisés, la barbe imposante, il tient à la fois de Falstaff, du professeur Urath de l'Ange bleu ou d'un personnage d'un tableau de Rembrandt. Sa voix de baryton est impressionnante, lui assurant une autorité supplémentaire, mais il le contrôle attentivement pour éviter d'indisposer les enquêteurs, dont beaucoup sont agacés de se sentir dominés par sa personnalité.

À dire vrai, ces trente heures de témoignages de la première semaine éclipsent l'audition des témoins parmi lesquels quatre anciens ministres de la Justice, un ancien secrétaire d'État, un ancien président de la Cour suprême et d'autres personnalités, dont l'ancien président Gerald Ford. Leurs dépositions, en effet, ne semblent pas devoir influencer les quatorze membres de la commission judiciaire du Sénat, divisés et dont le vote reste incertain. Entre les cinq démocrates, décidés à voter contre le juge Bork, et les cinq républicains, non moins déterminés en sa faveur, les quatre autres membres (trois démocrates, un républicain) se déclarent indécis. Un nouvel appel pressant du président Reagan en faveur du juge Bork n'a pas réussi, semble-t-il, à ouvrir de son indécision le sénateur républicain Specter. Interrogé à la télévision, celui-ci a justifié sa

perplexité en soulignant que le juge Bork avait, dans sa déposition de la semaine dernière, pris des positions entièrement différentes de celles qu'il avait exprimées antérieurement. Le sénateur démocrate DeConcini a, pour sa part, exprimé ses doutes sur la sincérité de la conversion du juge Bork.

Ainsi, il est possible que la commission renvoie sans recommandation la nomination du juge au Sénat siégeant en session plénière. Mais, là aussi, les pointages revêtent une situation difficile : trente-cinq pour, trente-cinq contre et trente indécis.

Une campagne de publicité

Bien entendu, les deux camps approuvent différemment l'effort de la disposition du juge et de ses réponses aux enquêteurs. Ses partisans affirment qu'il a parlé avec mesure et dignité, répandue par des adversaires qui lui font un procès d'intention en se fondant sur ses opinions « académiques » exprimées à l'université de Yale, avant l'entrée dans la carrière judiciaire. Mais, pour ses adversaires, le juge Bork, en affirmant de lui et, surtout, qu'il observerait des précédents et ne remettrait pas en cause des décisions « libérales » de la Cour suprême des dernières décennies, entretient des doutes sur sa crédibilité et le caractère fluide et incertain du personnage.

Pour les militants des associations féministes, des groupes de défense des minorités, des droits de l'homme, réunis dans une imposante coalition, la cause est entendue depuis longtemps. Disposant d'environ 4 millions de dollars, ils poursuivent une campagne de publicité active dans les médias contre le juge Bork. Les démocrates du Sénat ne peuvent pas que le juge s'est récemment résolu à retourner l'opinion. « Bork n'est pas un nouveau Oliver North », disent-ils avec soulagement.

HENRI PIERRE.

Diplomatie

La visite en France du président angolais M. Dos Santos s'entretient de la coopération avec M. Mitterrand et M. Chirac

Arrivé à Paris le lundi 21 septembre, pour une visite officielle de trois jours, M. José Eduardo Dos Santos devait être reçu à l'Élysée mardi pour un déjeuner restreint. Son programme comportait ensuite une entrevue à Matignon et un dîner officiel offert par M. Jacques Chirac au Quai d'Orsay. Mercredi, le chef de l'État angolais recevra des responsables d'entreprises françaises implantées en Angola, dont Elf-Aquitaine et l'Agrospatiale, ainsi que le directeur général de l'UNESCO et les ambassadeurs africains en poste à Paris. Après son séjour en France, M. Dos Santos se rendra à Bruxelles et à Lisbonne.

Il s'agit de la troisième visite du président angolais depuis l'établissement de relations diplomatiques avec la France, en 1977. La première a eu lieu en octobre 1981 et la seconde en septembre 1984. Une autre visite, prévue pour octobre 1986, fut reportée en raison de la mort du président mozambicain, Samora Machel. Peu après, la visite privée à Paris de M. Jonas Savimbi, président de l'UNITA, suscita de vives réactions à Luanda.

Dans un entretien accordé il y a quelques jours à Luanda à des journalistes occidentaux, le ministre des affaires étrangères, M. Afonso Van Dunem, a souligné que l'Angola espérait de la France « une meilleure contribution à la résolution des problèmes politiques en Afrique australe ». « Nous attendons de ce voyage qu'il constitue un symbole du renouvellement des relations

politiques, diplomatiques et commerciales entre la France et l'Angola » et qu'il débouche sur « un accroissement de la coopération », a-t-il ajouté.

Le gouvernement de M. Chirac, qui avait exclu l'Angola du bénéfice des crédits de la coopération après son arrivée au pouvoir, juge que l'Angola, tout en étant très lié au bloc soviétique, n'y est pas définitivement ancré, la quasi-totalité des échanges commerciaux de l'Angola, notamment, s'effectuant avec l'Occident.

La visite du président angolais suscite quelques prises de positions réservées dans la majorité. Trois députés du Parti républicain, MM. Willy Denezio, Daniel Collin et Gilles de Robien, ont écrit à M. Mitterrand et M. Chirac pour leur demander de se souvenir du combat de l'UNITA et de favoriser « un scrutin d'autodétermination » en Angola. Un autre député de la majorité, M. Jean-Pierre Abelin (du UDF de la Vienne), a publié le communiqué suivant : « Le président angolais se veut conciliant. C'est l'occasion de le prendre au mot pour que les changements annoncés s'inscrivent dans la réalité quotidienne du peuple angolais. Pour cela, la France doit lier son aide humanitaire à une exigence politique. Par cette attitude, nous évitons de renouveler l'exemple éditorial, dans un sens aujourd'hui qu'il n'a nullement souligné la population, mais bien plutôt servi à pérenniser un conflit. »

La France dans le Pacifique sud Convivialités au Quai d'Orsay

Une coïncidence fortuite du calendrier diplomatique a apporté ces jours-ci un léger sursis d'air dans les relations entre Paris et ses deux sourcilieux interlocuteurs anglo-saxons du Pacifique sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Coup sur coup, au lendemain du référendum en Nouvelle-Calédonie, condamné par ces deux pays, les ambassadeurs australien et néo-zélandais en France quittaient leurs fonctions pour d'autres postes.

Bonne occasion, a-t-on jugé à Matignon, pour réparer l'impression fâcheuse qu'avaient laissée à Canberra et à Wellington les propos récents de M. Chirac sur l'« hypocrisie anglo-saxonne » face à la présence controversée de la France dans le Pacifique. M. Didier Bariani, secrétaire d'État aux affaires étrangères et ex-président du Parti radical, fut donc chargé de montrer aux deux hôtes de la France, l'un après l'autre, par un déjeuner d'adieu au Quai d'Orsay, le visage souriant de la diplomatie française.

« C'est un geste politique », commentait-on dans l'entourage du secrétaire d'État, avant même le départ de l'ambassadeur néo-zélandais en France, qui avait été favorable à l'indépendance. « C'est un geste envers mon gouvernement, dont je vous remercie », reconnut, au cours du premier déjeuner, le 15 septembre, le diplomate australien, M. Peter Currie, aussi francophile que son collègue néo-zélandais. La seconde réception, le lundi 21 septembre, fut toutefois la

plus piquante : la veille, le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, avait de nouveau dénoncé avec verve, dans une interview à la télévision australienne, « l'absurdité » que revêt à ses yeux la présence française en Nouvelle-Calédonie. Sans faire allusion à ces propos, M. Bariani rendit hommage aux qualités de diplomate de son hôte, comme il l'avait fait de l'envoyé australien, tout en notant que l'affaire Greenpeace avait singulièrement compliqué sa tâche.

Retrouver le « rythme de croisière »

On s'autorisait alors de part et d'autre quelques finesse. M. Bariani formula le vœu que les relations entre Paris et Wellington retrouvent leur « rythme de croisière », pour aussitôt se défendre de la moindre allusion à des aventures sous-marines et à l'ambassadeur néo-zélandais, John McArthur, rapporté avec bonne humeur que les médias français étaient, depuis cette affaire, venus à sa rescousse en disant de façon « magistrale » sur la géographie de la partie septentrionale de son pays et son système juridique...

Il en faudra sûrement beaucoup plus pour que les relations entre la France et ses voisins anglo-saxons du Pacifique s'améliorent. Au moins Paris s'est-il efforcé de défendre un peu l'atmosphère.

F. D.

Les Américains vont reconstruire les cinq derniers étages de leur ambassade à Moscou

Au moins cinq des huit étages de la nouvelle ambassade de l'État-Unis à Moscou seront démolis et reconstruits. Washington estimant qu'ils sont truffés de dispositifs d'écoute soviétiques, a annoncé le lundi 21 septembre le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater.

Aucune décision définitive n'a encore été prise, mais selon les premières estimations officielles ce projet reviendrait à 92 millions de dollars (contre 109 millions, coût de la reconstruction totale). D'impartants

fonds supplémentaires devront être déboursés pour remanier et réaménager l'ambassade actuelle, jusqu'à ce que les travaux de reconstruction de la nouvelle soient achevés. Selon un accord vieux de quinze ans, qui stipule que Soviétiques et Américains doivent emménager « en même temps » dans leur ambassade respective, les Soviétiques — dont la nouvelle ambassade à Washington est presque terminée — pourraient être contraints d'attendre de longs mois pour utiliser leurs propres locaux. — (Reuter, AFP, UPL.)

OFFICERS MINISTERIELS VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66

A VENDRE aux enchères publiques, Palais de Justice de Tours, Mardi 6 oct. à 14 h
UNE MAISON D'HABITATION
Principale, s-sol et PETITE MAISON de trois pièces et terrain sur un TERRAIN de 7 340 m², lieudit « Montin-Tarreau »
à DRUYES (I.-et-L.)
MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
S'adr. au cabinet de M. DUREAU, avocat, 23, rue de Clocheville à Tours, Tél. 47-05-36-36.

Vente sur saisie Palais de Justice EVRY (91), MARDI 29 SEPTEMBRE 1987 à 14 h
APPARTEMENT à EVRY (91000)
200, rue Roseberg - Cad. Sect. AS N° 65 - LOTS N° 2051, 2163, 2164
Mise à prix 376 200 F
S'adr. SCP R. ELLUL, J.-M. GRIMAL, F. ELLUL, avocats à EVRY (91000), 3, rue du Village, tél. 60-77-96-10 et SCP LUN-TRUKILLO, avocats à EVRY (91000), 4, boulevard de l'Europe, tél. 60-79-39-45.

VENTE sur enchères de 1/10^e au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 8 OCTOBRE 1987, à 14 h 30
UN APPARTEMENT
16, SQUARE DE L'ALBON, PARIS-16^e
Mise à prix : 1 815 000 F - S'adr. M. M. MAAREK
avocat à PARIS-17^e, 5, rue Marguerite, tél. 42-27-11-36.
Tous avocats pr. Tribunal grande instance Paris - Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie Palais de Justice Versailles (78), mercredi 7 oct. à 9 h 30
MAISON D'HABITATION
avec Bâtiment Fléché, distinct - Basse-cour, jardin, cave et dépend. - 5 a 65 ca
ANDRÉSY (78570)
M. à P. 300 000 F
avec faculté de hausse de 1/6, du 1/4 et du 1/3 en cas abs. ench.
Rens. M. A. LEMOINE, avocat, 3, r. Hervé à Rueil-Malmaison (92500)
Tél. 47-08-38-39, M. D. LEROY-NARBONNE, avocat, 6, square d'Anvers au Chesnay (78150), tél. 39-55-81-19. Vis. M. ABRAM, maître de justice à Versailles (78000), tél. 39-50-25-55

Vente Palais de Justice VERSAILLES (78), 3, pl. A.-Mignot, MERC. 30 SEPT. 9 h 30
PAVILLON 5 pièces élevé sur sous-sol
ATELIER de 130 m² env. - HALL D'EXPOSITION 180 m² env.
à COIGNIÈRES (78320)
29 bis, route Nationale 10
Lieu dit « LE GIBET »
Arrond. de Rambouillet - Cant. de Chevresay - Le 11 à USAGE COMM. (tt comm.)
S'adr. totale d'expertise, 400 m² env. Sur TERRAIN 900 m², Bâti 9 ans (coprite on 93)
Loyer annuel 68 640 F. Sous-location (coprite on 93) loyer 24 000 F.
M. à px 100 000 F. Rens. SCP JEAN SILLARD ET AUTRES
avocats à VERSAILLES (78000), 79 bis, boulevard de la Reine, tél. 39-50-02-99.

Vente s. saisie immob. Palais de Justice EVRY, r. des Mazères, mardi 6 oct. à 14 h
UN PAVILLON
à MORY-CHAMPAGNY (91)
11, rue du Bois-de-Gland
cadast. sect. E n° 517 pour 709 m², compr. rez-de-ch., salon, salle à manger, cuis.
1^{er} ét. : 2 chambres, s. de b., W.C.
Garage - Jardin
Mise à prix : 60 000 F
Les enchères par minist. d'avocat au barreau d'Evry, S'adr. SCP Vasiot, Bessepe, Viale, avocats à Corbeil, 61, r. St-Spire, tél. 64-96-24-68 ; au greffe du TGI d'Evry où le cahier des charg. est déposé.

Adjud. publique, le 23 OCT. 1987, à 15 h
Salle des Fêtes de St-Loup-Lamain
CHATEAU DE SAINT-LOUP
(Deux-Sèvres - 50 km N.O. POITIERS)
Début XVII^e - s. de bois XV^e - 2 ha 47
Monument Historique - son MOBILIER
MISE A PRIX : 6 800 000 F
Compta. pour enchérir : 1 500 000 F
M^e DUCOIN, notaire, Saint-Loup-Lamain (79600), Tél. : (16) 49-64-00-06

Vente sur saisie Palais de Justice PARIS le JEUDI 8 OCTOBRE 1987, à 14 h 30 - EN UN LOT
UN APPARTEMENT
de 3 P. PRINC. Une CHAMBRE séparée et une C.AVE. Dans un immeuble sis
195, BOULEVARD MALESHERBES, PARIS-17^e
M. à px 575 000 F S'adr. SCP GASTINEAU, MALANGEAU et BOITTELLE-COUSSAU, avocats associés à PARIS-17^e, 29, rue des Pyramides, tél. 42-60-46-79.
Tous avocats pr. Tr. Gde Inst. PARIS. Sur les lieux pour visiter.

VENTE SUR SURENCHÈRE DU DIXIÈME, au Palais de Justice PARIS le JEUDI 8 OCTOBRE 1987, à 14 h 30
UN APPARTEMENT
à PARIS-9^e, sur 3^e étage (52 m² environ) avec C.AVE
S'adr. M^e André MESSIKA, AVOCAT, 3, rue Anatole-de-la-Forge, PARIS-17^e, Tél. 47-66-10-20.
Tous avocats pr. Tr. Gde Inst. PARIS. Sur les lieux pour visiter.

VENTE SUR SURENCHÈRE DU DIXIÈME, au Palais de Justice de Paris le JEUDI 8 OCTOBRE 1987, à 14 h 30
UN APPARTEMENT
à PARIS-17^e, sur 3^e étage, CHAMBRE de domestique au 6^e étage, 2 CAVES au 2^e sous-sol.
3, RUE SAINT-DIDIER, PARIS-16^e
M. à P. 1 672 000 F. S'adr. M^e Patrick ATLAN
avocat à Paris (9^e), 73, rue de Courcelles, tél. 47-66-02-10 ; Tous avocats près du Tribunal de grande instance de Paris ; sur les lieux pour visiter

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 1^{er} OCTOBRE 1987 à 14 h 30 - EN UN LOT
UN APPARTEMENT de 5 pces à PARIS-13^e
9, BOULEVARD DE PORT-ROYAL
1^{er} étage gauche, bâtiment sur rue, C.AVE
S'adr. SCP GASTINEAU, MALANGEAU et BOITTELLE-COUSSAU, avocats associés, 29, rue des Pyramides, PARIS-17^e, tél. 42-60-46-79.
Tous avocats pr. Tr. Gde Inst. PARIS. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie Palais de Justice NANTERRE (92), JEUDI 1^{er} OCT. 1987 à 14 h
MAGASIN et UNE PIÈCE à CLICHY (92110)
sur rez-de-ch., bât. A, 49, rue de Naudy et 1, rue Fernand-Pelloutier
Mise à prix 49 000 F. S'adresser M^e Anne-Marie DELMAREZ, avocat, 43 bis, rue Henri-Barbusse à NANTERRE (92000), tél. 40-52-47-64 et 47-21-32-72.

VENTE sur saisie Palais de Justice EVRY (91), MARDI 29 SEPTEMBRE 1987 à 14 h
MAISON à SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (91240)
30, allée Louise-Labé, Cad. Sect. C N° 1673. Pour 1 ca 32 ca
S'adr.
M. à prix 110 000 F SCP R. ELLUL, J.-M. GRIMAL, F. ELLUL, avocats à EVRY (91000), 3, rue du Village, tél. 60-77-96-10.

Vente sur licit. Palais de Justice, LUNDI 5 OCTOBRE 1987 à 14 h
TÉNEMENT D'IMMEUBLES à PARIS-10^e
2 à 8, rue HITTOFF et Cité Hittorf sans numéro. - Cot totale 522 m² 70
Mise à px 270 000 F S'adr. M^e A. CLAUDE, avocat, 52, bd Malesherbes à PARIS-9^e, tél. 43-87-73-47.
Four voir : CI JOLY s/placé lundi 21 sept. et vendredi 23 sept. de 9 h 30 à 12 h.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice PARIS le JEUDI 8 OCTOBRE 1987, à 14 h 30 - EN UN LOT
UN APPARTEMENT
de 3 P. PRINC. Une CHAMBRE séparée et une C.AVE. Dans un immeuble sis
195, BOULEVARD MALESHERBES, PARIS-17^e
M. à px 575 000 F S'adr. SCP GASTINEAU, MALANGEAU et BOITTELLE-COUSSAU, avocats associés à PARIS-17^e, 29, rue des Pyramides, tél. 42-60-46-79.
Tous avocats pr. Tr. Gde Inst. de PARIS. Sur les lieux pour visiter.

VENTE SUR SURENCHÈRE DU DIXIÈME, au Palais de Justice PARIS le JEUDI 8 OCTOBRE 1987, à 14 h 30
UN APPARTEMENT
à PARIS-9^e, sur 3^e étage (52 m² environ) avec C.AVE
S'adr. M^e André MESSIKA, AVOCAT, 3, rue Anatole-de-la-Forge, PARIS-17^e, Tél. 47-66-10-20.
Tous avocats pr. Tr. Gde Inst. PARIS. Sur les lieux pour visiter.

VENTE SUR SURENCHÈRE DU DIXIÈME, au Palais de Justice de Paris le JEUDI 8 OCTOBRE 1987, à 14 h 30
UN APPARTEMENT
à PARIS-17^e, sur 3^e étage, CHAMBRE de domestique au 6^e étage, 2 CAVES au 2^e sous-sol.
3, RUE SAINT-DIDIER, PARIS-16^e
M. à P. 1 672 000 F. S'adr. M^e Patrick ATLAN
avocat à Paris (9^e), 73, rue de Courcelles, tél. 47-66-02-10 ; Tous avocats près du Tribunal de grande instance de Paris ; sur les lieux pour visiter

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 1^{er} OCTOBRE 1987 à 14 h 30 - EN UN LOT
UN APPARTEMENT de 5 pces à PARIS-13^e
9, BOULEVARD DE PORT-ROYAL
1^{er} étage gauche, bâtiment sur rue, C.AVE
S'adr. SCP GASTINEAU, MALANGEAU et BOITTELLE-COUSSAU, avocats associés, 29, rue des Pyramides, PARIS-17^e, tél. 42-60-46-79.
Tous avocats pr. Tr. Gde Inst. PARIS. Sur les lieux pour visiter.

سنة ١٤٠٨ هـ

Europe

ITALIE : après sa reddition en Suisse

Licio Gelli, ancien chef de la loge P 2 demande à être interrogé par la justice italienne

ROME
de notre correspondant

Licio Gelli, « grand maître vénérable » de la loge maçonnique P 2, accusé d'être le manipulateur, sinon l'instigateur, des plus graves scandales financiers et conspirations politiques de la dernière décennie en Italie, semble maintenant décidé à raconter « sa » vérité à la justice.

Peu après s'être livré, à Genève, le 21 septembre au matin, au juge Jean-Pierre Tremblay, chargé de l'enquête sur son éviction, le 10 août 1983, de la prison de Champ-Dollon, Licio Gelli a transmis à ses avocats une lettre adressée « aux très illustres juges » qui instruisent, en Italie, les nombreux dossiers le concernant. Une missive par laquelle celui que le juge Tremblay a décrit comme « un homme au bout du rouleau » demande à être interrogé au plus vite, « pour clarifier sa position », si possible avant même de devoir se soumettre à « une périlleuse opération chirurgicale » à cœur ouvert.

Un chant du cygne ou bien la dernière grande manœuvre d'insinuation au travers de demi-vérités et de vrais mensonges d'un homme, qui, par le chantage, le trafic d'influence, a réussi à installer, entre 1975 et 1981, la loge P 2 dans les rouages-clés de l'Etat, constituant ce que les parlementaires de la commission d'enquête ont défini comme « une véritable association secrète, un centre de pouvoir occulte, dont l'objectif premier était d'exercer un contrôle sur le gouvernement de la République » ?

M^{me} Tina Anselmi, députée démocrate-chrétienne, présidente de cette commission et qui y siège pendant trois ans, est la première à exprimer son scepticisme : « Il ne faut pas exagérer le fait que Licio Gelli ait déclaré de se livrer. Il ne dira que ce qu'il veut et ce qui l'arrange ». Un ancien sénateur communiste comme Sergio Flamini affirme, encore plus radical : « Gelli refuse surface pour agiter les enquêtes et empêcher la justice d'arriver à la vérité ».

Celui qui aimait à se faire surnommer « le grand marionnettiste », tirait pendant des années les fils de ses nombreuses affaires et complots dans sa suite de l'hôtel Excelsior de Rome, n'a rien perdu de son habileté manœuvrière. En témoigne justement cette décision de se rendre à la justice helvétique. Le « grand maître vénérable » avait déjà tenté plusieurs fois, depuis deux ans, de négocier une reddition « à la carte » avec les autorités italiennes. Il demandait une garantie : ne pas aller en prison. Une condition inacceptable et d'ailleurs juridiquement impossible à satisfaire vis-à-vis d'un inculpé qui doit répondre de quinze chefs d'accusation, allant de

la « conspiration politique au travers d'une association secrète » et de la « divulgation de secrets d'Etat » jusqu'à l'« espionnage politique et militaire », en passant par l'« association de malfaiteurs », mais aussi le « concours en banque-roule frauduleux », la « concussione », le « trafic d'influence », l'« escroquerie », le « faux et usage de faux ».

La justice helvétique avait décidé, il y a quatre ans, de ne l'extrader en Italie que pour quatre délits de nature financière concernant, en particulier, son rôle dans la faillite frauduleuse du Banco Ambrosiano de Roberto Calvi, à l'automne 1982 (1 200 millions de dollars de pertes de pertes.)

Mais, entre-temps, Gelli a été formellement inculpé en 1985 d'« associations subversives » par le parquet de Bologne, pour son rôle dans la conception de l'attentat à la gare de la ville en août 1980 (quatre-vingt-cinq morts) et ensuite dans le fourvoisement délibéré des enquêtes.

En 1986, il était poursuivi pour « constitution de bande armée » par le parquet de Florence, qui l'accuse d'avoir financé des groupes locaux du « terrorisme noir » (néofasciste). Ces nouvelles accusations, qui feront prochainement l'objet d'une seconde demande d'extradition, ne seront probablement pas plus prises en considération par les juges de Genève, qui estimaient déjà, en 1983, qu'il s'agissait d'accusations à caractère politique.

Les « pichistes »

C'est en enquêtant en 1981, sur la fuite du banquier banquierier italo-américain Michele Sindona, grand financier lié à la Mafia, que les juges du parquet de Milan découvrirent, abandonnées dans une villa d'Arezzo, les listes — ainsi que les cartes d'adhérents et les cotisations — de neuf cent cinquante-trois membres de la P 2, une « loge corrupte », dépendant formellement du Grand Orient d'Italie, mais devenue l'instrument de pouvoir exclusif de Licio Gelli. Les magistrats stupé-

faits réalisèrent que la totalité des dirigeants des services secrets civils et militaires et les principaux responsables des états-majors avaient fait acte d'allégeance au « grand maître vénérable ». Les « pichistes », comme les appelaient aussitôt les Italiens, étaient nombreux dans l'armée, mais Licio Gelli avait su aussi tisser sa toile dans d'autres milieux tout aussi importants et influents.

Il avait des hommes dans tous les partis politiques de l'alliance centre gauche alors au pouvoir et parmi les hauts fonctionnaires des ministères de la capitale. C'est d'ailleurs à Rome, avec deux cent cinquante-huit adhérents, que la P 2 était la plus importante. Une vingtaine de directeurs d'instituts de crédit et de banques, de Roberto Calvi, PDG du Banco Ambrosiano, à Michele Sindona, faisaient aussi partie de la loge, aux côtés de jeunes entrepreneurs ambitieux comme Silvio Berlusconi.

La plupart des membres de la P 2 ne connaissent ni les projets ni les

véritables opérations illégales effectuées par Licio Gelli. Ils y avaient adhéré pour faire carrière, comme on va au Rotary Club. Ils ne furent donc pas poursuivis. Seuls des fonctionnaires, en premier lieu des cadres de l'armée et de la magistrature, furent sévèrement sanctionnés.

Le gouvernement du démocrate-chrétien Arnaldo Forlani, dont quatre ministres étaient membres de l'organisation, dut démissionner sous le coup du scandale. Et, ensuite, pour la première fois depuis la guerre, un non-démocrate-chrétien, le républicain Giovanni Spadolini, a pu devenir président du conseil. Mais la quasi-totalité des adhérents de la P 2, y compris les hommes politiques, continuèrent leur carrière comme si de rien n'était.

Gelli sait donc beaucoup de choses sur beaucoup de gens. Son retour sur le devant de la scène fait trembler une partie du monde politique de la péninsule.

(Intérim.)

URSS

M. Gorbatchev est, officiellement, en « excellente santé »

Moscou (AFP). — M. Mikhaïl Gorbatchev, « poursuit ses vacances » et est « en excellente santé », a déclaré, mardi 22 septembre, un porte-parole officiel soviétique, démentant ainsi des rumeurs sur l'état de santé du chef du Kremlin qui n'a pas été vu en public depuis le 7 août.

« M. Gorbatchev est en vacances et collé-ci durant aussi longtemps que prévu », a affirmé M. Boris Piodychev, porte-parole du ministère des affaires étrangères, interrogé à plusieurs reprises sur cette question au cours d'une conférence de presse.

M. Piodychev, se retranchant derrière « les usages » observés en URSS, a refusé d'indiquer quand M. Gorbatchev sera de retour à Moscou. Il a insisté entendre que le numéro 1 soviétique ne ferait pas, à court terme, de déclaration sur l'accord soviéto-américain intervenu à Washington en matière de désarmement : « L'opinion du dirigeant soviétique est très claire et il s'agit seulement d'un accord

de principe », a noté M. Piodychev. Cette mise au point soviétique sur l'état de santé et les activités de M. Gorbatchev fait suite aux affirmations de l'hebdomadaire ouest-allemand Bild selon lesquelles le chef du Kremlin aurait été victime, sur son lieu de villégiature, d'une grave intoxication alimentaire (le Monde du 22 août).

Contrairement aux deux années précédentes, le départ en vacances de M. Gorbatchev, vers la mi-août, n'avait pas été annoncé. En 1985, le numéro 1 soviétique avait pris cinq semaines de vacances et un peu plus d'un mois l'an dernier.

Le secrétaire général du PCUS a, en tout cas, mené une certaine activité officielle : le 8 septembre, il envoyait un message pour l'ouverture de la Foire du livre de Moscou ; il a fait publier, jeudi dernier, dans la Pravda, un grand article sur la situation internationale, et a adressé lundi un message de bienvenue à la première session de l'Académie internationale de l'architecture.

JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIERES

LE VOL. PARIS LA REUNION ALLER RETOUR A PARTIR DE 3 600 F
12 RUE AUBER 75009 PARIS 42 73 10 64

NOUVELLES FRONTIERES

SYSTEME D'INFORMATION D'ENTREPRISE HP : LA TRANSPARENCE...

Imaginez un Système d'Information d'Entreprise qui vous procure instantanément des informations en provenance de services aussi divers que la comptabilité, la R & D, le marketing... sous la forme la plus explicite pour vous.

Imaginez une informatique qui vous permette de travailler depuis Toulouse avec votre bureau de Paris ou de New York, aussi facilement que si vous y étiez...

HP vous offre la possibilité d'une informatique unifiée, décloisonnée, à haut niveau d'intégration, qui relie toutes les implantations de votre entreprise, toutes ses activités, et qui peut intégrer les équipements d'autres constructeurs. C'est cela la Transparence pour HP.

Le flux d'informations circulera de façon transparente d'un service à l'autre, sous la forme — textes, voix, données ou graphiques — permettant à chaque utilisateur de prendre rapidement les meilleures décisions et d'être le plus productif.

Hewlett-Packard sera toujours avec vous : pour personnaliser les solutions en fonction des objectifs de votre entreprise, pour former vos collaborateurs à l'utilisation de votre réseau, pour en assurer la maintenance.

C'est peut-être pour cela que Hewlett-Packard est le premier vendeur européen de messagerie électronique (rapport Diebold), et possède un des plus grands parcs de systèmes de gestion au monde.

Pour tout renseignement contactez le "Centre d'Informations Commerciales" au (1) 60.77.42.52.

HEWLETT PACKARD

Diplomatie

en France du président américain

Los Santos s'entretient de la coopération Mitterrand et M. Chirac

Le 21 septembre, Los Santos, secrétaire d'Etat américain, a eu un entretien avec M. Chirac, ministre des Affaires étrangères français. Les deux hommes ont discuté de la coopération entre la France et les Etats-Unis, notamment dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et les trafics d'armes.

France dans le Pacifique

Les autorités françaises ont annoncé que la France maintiendra sa présence dans le Pacifique, notamment en Nouvelle-Calédonie, afin de garantir la stabilité et le développement de la région.

Actualités au Quai d'Orsay

Le Quai d'Orsay a été le théâtre de plusieurs réunions importantes concernant les relations internationales et les affaires européennes.

Américains vont reconstruire les cinq derniers états de leur ambassade à Moscou

Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils vont reconstruire les cinq derniers états de leur ambassade à Moscou, afin de moderniser les installations diplomatiques.

Pharmacie

Une nouvelle gamme de médicaments est présentée, offrant des solutions innovantes pour le traitement de diverses affections.

Pharmacie

Des produits pharmaceutiques de haute qualité sont disponibles pour répondre aux besoins de la population.

Pharmacie

Les services pharmaceutiques continuent d'être améliorés pour offrir une meilleure prise en charge des patients.

Politique

Le face-à-face de M. Jean-Marie Le Pen et de M. André Lajoinie sur la 5

Des arguments attendus, un résultat médiocre

Chaleur suffocante, spots éblouissants, atmosphère électrostatique et passes publicitaires. Tels étaient les ingrédients du débat qui a opposé, le lundi 21 septembre au soir, sur la Cinq, MM. André Lajoinie et Jean-Marie Le Pen, respectivement candidat du PCF et du Front national à l'élection présidentielle. Le premier était venu pour « démasquer » l'autre, le second avait promis un « combat pugilistique » dont il sortirait vainqueur. Le match a, hélas, tenu ses promesses.

Dans un studio dont les gradins métalliques et inconfortables donnaient l'impression aux spectateurs d'être assis dans une arène prête à accueillir une corrida, les deux protagonistes ont rarement réussi à croiser leurs regards. Entré sur scène quelques secondes après M. Lajoinie, le dirigeant d'extrême droite n'a eu de cesse de fixer son adversaire. Au prix de contorsions incessantes, M. Lajoinie s'est efforcé de l'éviter.

Derrière les deux héros, le réalisateur, spécialisé dans le show télévisé, avait placé les partisans des deux camps. Les rangs étaient clairement séparés. M. Lajoinie, entouré du secrétaire général du PCF et de quelques membres du bureau politique, M^{me} Marie-Claude Vaillant-Couturier et le secrétaire général de la CGT, M. Henri Krasucki, victimes des camps de concentration nazis, ainsi que le colonel FTP Rol-Tanguy avaient fait le déplacement. Du côté de M. Le Pen, ses trois filles, souvent prises de fou rire, étaient en compagnie d'une bonne dizaine de députés du FN, dont le secrétaire général, M. Jean-Pierre Stirbois.

A gauche, on avait donc choisi les images de la Résistance et de la déportation, alors qu'à droite le soutien au chef et la respectabilité parlementaire étaient mis en valeur.

Comptabilité macabre

Après que Pierre-Luc Séguillon, organisateur trop discret et trop poli tout au long de l'émission, eut demandé à l'assistance de « faire silence de toute manifestation bruyante », le spectacle put commencer. « Comme dirait Le Pen : Inch'Allah », glissa l'ancien ministre communiste, Charles Fiterman.

Les deux hommes ont rivalisé à coup d'images pendant une bonne partie du face-à-face. Les candidats aux télévoteurs des disques, photos, affiches de propagande et cartes évocatrices de la géographie

des libertés. M. Lajoinie a brandi des microsilons consacrés aux chants des SS et de l'armée allemande commercialisés par la SERP, la maison d'édition de M. Le Pen. Il a montré une photo jetant une lumière crue sur l'atrocité des camps d'extermination pour illustrer « un point de détail » de la dernière guerre.

M. Le Pen a sorti de son sac une carte des divisions blindées installées en Allemagne de l'Est, une autre censée représenter l'implantation des goulags et une photo, aussi atroce que l'autre, relative à la « technique du pouet enflammé » employée, selon lui, par l'ANC contre ses opposants en Afrique du Sud.

Ces documents utilisés dans la comptabilité macabre des deux détracteurs avaient pour but de frapper les télévoteurs. Restait à laisser une trace auditive de cette rencontre. Les deux hommes ont, là aussi, rempli leur contrat, en s'envoyant à la figure un nombre non négligeable d'injures choies.

M. Lajoinie a accusé son interlocuteur de « non seulement justifier le nazisme, mais l'excuser et préparer les conditions de sa renaissance ». « Vous êtes un propa-

teur, un complice du parti nazi », a-t-il dit. « Je laisse Le Pen à un passé criminel (...). Je constate que Le Pen est un va-en-guerre, un pousse-cuillère (...). Vous et vos amis étiez dans la collaboration », a-t-il encore affirmé avant de conclure en indiquant : « J'ai contribué à démasquer Le Pen, je l'ai fait parce que c'est mon devoir ».

M. Le Pen a souligné qu'il n'était « nullement l'avocat des camps nazis » et a accusé le mouvement communiste d'être « la représentation de l'idéologie la plus criminelle, la plus sanglante de l'histoire du monde » et « un mouvement totalitaire qui paingé dans le sang depuis soixante-dix ans ».

Y a-t-il un médecin dans la salle ?

S'en prenant directement à M. Lajoinie, il l'a désigné comme « l'ennemi principal du peuple », mais « un ennemi qui n'a rien de plus qu'un ennemi ». Il a dénoncé le PCF comme étant « le parti de l'étranger, des étrangers », alors que lui défend « les Français d'abord ».

Si M. Lajoinie s'est fait le vibrant défenseur des propositions de désarmement ordonnées par M. Gorbatchev, M. Le Pen s'est montré « extrêmement prudent » sur le

sujet, déclarant « une gigantesque opération d'enveloppement de l'Europe » par l'Union soviétique. « Vous avez toujours été contre la France ! », a-t-il lancé au candidat communiste, qui immédiatement demanda s'il y avait un médecin dans la salle. « Pourquoi, vous êtes malade ? », lui a demandé M. Le Pen. « Non, mais c'est du délire à l'état pur. La paranoïa, ça se soigne ! », lui a répondu M. Lajoinie qui, un peu plus tard, a noté qu'il était monté « en grade » dans l'esprit du dirigeant d'extrême droite, car ce dernier affirmait que le PCF imposait ses vues à M. Chirac sur le code de la nationalité.

Sur le plan économique, le débat s'est révélé assez pauvre. M. Le Pen, qui n'était manifestement pas venu pour parler économie, a déploré de n'avoir pas eu plutôt un débat avec M. Georges Marchais : « Si Georges était là, il serait plus drôle que vous : avec vous, tout est triste ». M. Lajoinie a donc donné un aperçu didactique de ce que sont, selon lui, les mesures économiques et sociales du Front national. Comme lors de son débat avec le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, le candidat présidentiel de l'extrême droite, reste étonnamment discret sur ce sujet.

En conclusion, M. Lajoinie a lancé un appel à « ceux qui se laissent tromper par l'extrême droite », en les conjurant de ne pas suivre « un mauvais Berger ». Il s'est également adressé aux maires et aux élus, pourvoyeurs de signatures pour les candidats à l'élection présidentielle. « Si vous signez pour Le Pen, a-t-il lancé, vous allez insulter les victimes du nazisme de votre commune ».

Réaction instantanée du président du Front national, qui a indiqué que le nom de son père « est sur le monument aux morts de la Trinité-sur-Mer », sa commune natale, alors que celui de « Marchais ne figure que sur les feuilles de paie de Messerschmitt à Augsburg », allusion aux activités — controversées — de l'actuel secrétaire général du PCF durant l'Occupation.

An total, M. Le Pen a tenu le choc, malgré l'insultement que lui ont valu ses récents propos sur « le point de détail » des chambres à gaz. M. Lajoinie n'a pas « démasqué » un homme qui s'était lui-même découvert, mais il a mieux résisté que prévu, et a sans doute éclairé, en exhumant les diverses productions radiophoniques de M. Le Pen, une partie de l'électorat du FN peut-être ignorante de la proposition de ce mouvement à magnifier le Troisième Reich.

OLIVIER BIFFAUD.

Fausse symétrie

(Suite de la première page.)

Tout au moins les millions de morts imputables aux régimes communistes ou à ceux qui s'en réclament au nom d'un prolétariat mythique devaient-ils inciter à la discrétion les zélotes de l'URSS et leurs épigones.

Ce sont toujours les vainqueurs, dit-on, qui écrivent l'histoire. Si des morts ont caché des morts, les millions de Soviétiques victimes de la guerre contre Hitler ont masqué, un temps, à l'Occident, les déportés du Goulag.

Nul ne saurait prétendre que le virus endémique du totalitarisme a été en France complètement éradiqué. En tout cas, les intellectuels se sont, au cours des deux dernières décennies, administré un lavage de cerveau tel qu'il les a purgés des fantômes stalinien-

et de leurs évènements. Ayant perdu son hégémonie idéologique, le PCF a vu son importance politique décroître. Pour de nombreuses raisons. Le piège politique dans lequel M. Mitterrand l'a enfoncé en le faisant participer aux responsabilités du pouvoir n'est pas la moindre.

L'extrême droite ne se trouve pas dans une situation homothétique. Jusqu'aux écarts de lan-

gage de son chef, son influence ne régressait pas et rien ne dit encore que le « détail » découvert par M. Le Pen ait un effet négatif sur son audience. Le Front national prospère sur les terrains fangeux des idées simplistes, des anathèmes démagogiques et du rejet de l'Autre, bouc émissaire de tous nos maux. Le danger — pas encore pour les institutions républicaines, mais déjà pour notre santé mentale — ne vient pas aujourd'hui des communistes mais de cette idéologie de l'exclusion qui s'insinue par tous les pores d'une société fragilisée.

Pendant le printemps, M. Le Pen a occupé le devant de la scène politique, chacun se demandant à gauche et à droite comment s'en débarrasser. La majorité, à quelques courageuses exceptions près qui savaient à quoi s'en tenir et qui le désaient, vient de vivre la découverte de sa vraie nature comme une révélation scandaleuse. Le PC était, pour les socialistes, un allié encombrant. Pour la droite, comme pour tous, M. Le Pen est décidément inféquentable.

DANIEL VERNET.

Les réactions

Réagissant au débat qui a opposé M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, à M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, lundi soir 21 septembre sur la Cinq, le chef de file des communistes « rénovateurs », M. Pierre Juquin, a déclaré : « Je ne demande encore s'il fallait donner cette tribune au fasciste Le Pen, mais à chaque seconde de ce débat j'ai été du côté d'André Lajoinie ».

A l'opposé, le porte-parole du Parti radical, M. Jean-Thomas Nordmann, a affirmé, lundi soir : « La médiocrité du représentant communiste a laissé le parti belle son leader du Front national pour élever toute question vraiment embarrassante et tenter de faire oublier ses propos sur le génocide. C'est une marque nouvelle, s'il en était besoin, des avantages que les communistes comme les socialistes, les diversions de la présence de l'extrême droite ».

Pour M. Alain Krivine, animateur de la Ligue communiste révolutionnaire, « Le Pen a montré une nouvelle fois le visage de la haine contre les travailleurs, contre ceux qui se dressent face à l'injustice et à

l'oppression. Il a cru faire diversion en mettant en avant les crimes du stalinisme, mais Lajoinie a fait apparaître l'homme du « détail » comme ce qu'il est, l'héritier de Pétain et d'Hitler et le mercenaire du patronat ».

A Alger, le quotidien du soir Horizons s'est demandé, lundi, si le président du Front national aurait « déclenché le même approbateur » s'il avait qualifié de « point de détail » les « horreurs accomplies » pendant la guerre d'Algérie. « Celui qui qualifie de « point de détail » les hor-

reurs accomplies dans les méchats, les douars ou à la Casbah d'Alger. La classe politique, les médias, l'opinion publique se seraient-ils à ce point démarqués ? » « Ceux qui jouent aujourd'hui les vierges effarouchées ont belle figure. Le Pen a toujours été Le Pen. (...) Aujourd'hui, on exige qu'il réponde de ses dires. Mais répondra-t-il un jour de ses actes ? »

● J.-M. Le Pen recruté en Belgique. — Les deux principaux journaux gratuits de la région de Tournai, proche de la frontière belge-française, ont publié une petite annonce adressée aux sympathisants belges du leader français d'extrême droite Jean-Marie Le Pen, en vue de la formation d'un Front national en Belgique. « Appel aux sympathisants de J.-M. Le Pen-Front national, contact pour former parti politique identique en Belgique. Ecr. bur. jml, réf. 38-793 », dit l'annonce publiée le lundi 21 septembre dans l'édition belge du quotidien régional français Nord-Eclair sous le titre : « Le Pen recruté chez nous ».

(Publicité)

Le Comité de soutien à M. Edelman remercie tous ceux qui ont répondu à son appel. Le docteur Marek Edelman, ancien dirigeant de l'insurrection du ghetto de Varsovie, a obtenu un passeport et son licenciement a été annulé.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Ce que le président du FN disait des « révisionnistes » l'an dernier

Dans un entretien paru le 5 juin 1986 dans les colonnes de National Hebdo, l'organe du Front national, M. Jean-Marie Le Pen évoquait en ces termes les thèses « révisionnistes » à propos de la polémique suscitée par les travaux universitaires de M. Henri Roques, cet ingénieur-conseil qui mettait en doute, lui aussi, l'existence des chambres à gaz dans les camps de concentra-

tion : « La gauche parle toujours de liberté : qu'elle commence donc par respecter celle des chercheurs ! (...) Cette affaire (l'affaire Roques) ne relève ni de l'administration ni de la justice, mais de la seule recherche historique (...). Tous les gens raisonnables admettent, je crois, la mort en masse de juifs dans les camps nazis. Les historiens dits « révisionnistes » mettent, eux, en doute le moyen de cette extermination — les chambres à gaz — et son étendue — les six

millions. N'étant pas spécialiste, j'ai entendu comme tout le monde le chiffre de six millions, mais je ne sais pas exactement comment il est établi. Pour prouver le cas d'un autre génocide — le génocide arménien, j'observe que les estimations ont varié de cinquante mille à cinq cent mille morts pendant deux cents ans, et aujourd'hui seulement un système d'évaluation sérieux — d'ailleurs imparfait — situe le chiffre à cent soixante-dix-sept mille. Tout cela est de la technique historique qui relève des spécialistes, et, en ce qui concerne le génocide juif, il ne me semble pas incompréhensible que les historiens des deux bords, en toute bonne foi, prennent du temps à établir leur chiffre. Quant aux chambres à gaz, je n'en ai dit rien officiellement, mais j'ai dit qu'elles n'ont fonctionné qu'en Pologne ».

OLIVIER BIFFAUD.

Le populisme et l'extrême droite en Europe du Nord Contre les impôts et contre les immigrés

Les récentes élections législatives au Danemark et municipales en Norvège ont marqué de nouveaux succès pour les partis solides établis, sociaux-démocrates et conservateurs, et la résurgence du mouvement populiste. Né dans les années 70, il s'est surtout signalé en Europe du Nord par son aversion pour les impôts, la toute puissance de l'Etat et la bureaucratie. Dans des pays qui, en matière de ponction fiscale des particuliers, occupent depuis des décennies les premières places du podium international, il n'est guère surprenant qu'il y ait des citoyens mécontents et que les idées populistes rapportent des voix.

Un avocat danois, Mogens Glistrup, se taille ainsi, en 1972, un succès historique en déclarant un beau soir à la télévision qu'il ne payait pas une couronne d'impôt sur le revenu ! Cet expert juridique avait simplement exploité habilement toutes les failles de la législation. Sapeur au Danemark ! Les télégrammes de compliments affluèrent en si grand nombre qu'il décida de fonder son propre mouvement politique. L'année suivante le Parti du progrès obtint 14 % des suffrages aux législatives et devenait le troisième formation politique du royaume.

Des hauts et des bas

A la même époque, en Norvège, M. Anders Lange, un homme doté lui aussi d'un certain talent oratoire, créa le Parti de M. Anders Lange, tout bonnement, qui développait à peu près les mêmes idées. Il promettait de surcroît, s'il accédait un jour au pouvoir, un verre d'aguardit gratuit par semaine à tous les travailleurs ! Ces fantasmes devaient lui ouvrir, ainsi qu'à trois de ses complices, les portes du Parlement en 1973. En Finlande, M. Veikko Vennamo décide quant à lui de claquer la porte du mouvement agrarien et de créer le Parti rural, défendant des « petits gens et de la Finlande oubliée » face à un

« monde politique corrompu ». Aux législatives de 1983, 9,7 % des Finlandais lui firent confiance.

Les Nordiques passent pour des gens sérieux et posés qui détestent les roulis politiques. Mais ce cliché largement répandu, s'il comporte une part de vérité, omet de dire qu'il existe aussi dans ces pays une petite catégorie de rieurs professionnels, toujours prêts à protester contre tout... Un terrain de rêve pour de fortes personnalités comme MM. Glistrup, Lange et Vennamo, démagogues à souhait, qui ont réussi à canaliser un mécontentement assez diffus. Cependant, au milieu des années 70, personne n'imaginait que ces mouvements pussent exister durablement. Ils correspondaient, disait-on, à un phénomène passager de « ras-le-bol », à une révolte contre la pétrification de la vie politique autour d'une poignée de vieux partis jugés monarchiques et de dirigeants usés. Ceux-ci ne veulent d'ailleurs entretenir aucun rapport avec ces « irresponsables ». Au Danemark et en Norvège, les conservateurs se sont rapprochés progressivement du centre de l'échiquier politique (c'était leur seule chance de ravir le pouvoir aux sociaux-démocrates), et ils ont ainsi laissé le champ libre sur leur droite à ces « protestataires ».

Au cours des quinze dernières années, les « motions noires » de la politique ont connu des hauts et des bas en Europe du Nord, du fait notamment de leurs dissensions internes. Leurs scores varient fortement d'un scrutin à l'autre. Ils vont et ils viennent... « Parfois, nous disaient récemment un dirigeant conservateur danois, on croit les avoir définitivement enfermés dans une boîte, mais dès qu'on soulève le couvercle, les voûtes qui renversent. Le ressort n'est pas rouillé ». Dans son pays, le Parti du progrès a recueilli 4,8 % des voix aux législatives du 8 septembre dernier, soit 1,2 % de plus qu'en 1983. En Norvège, le parti du même nom passait de 6 % en 1983 — déjà un niveau record — à 12,1 % des suffrages aux élections communales du 14 septembre ! Dans les

deux pays, ils jouent déjà ou ils vont jouer un rôle de plus en plus politique-clé. La droite et la gauche classiques, de force pratiquement égale, ne peuvent plus les ignorer comme ils l'ont fait jusqu'à présent. Sur ce point, les Finlandais ont été les plus habiles. Après les législatives de 83, et le « tabou » des ruraux qui avaient promis de rétablir le chômage « en quinze jours », les sociaux-démocrates eurent l'idée astucieuse de faire entrer ces populistes dans la coalition et de leur donner le ministère du travail. Depuis, ils sont en perte de vitesse.

Avec le temps, les idées du mouvement populiste nordique — anti-impôts, anti-État, anti-intellectuel — ont glissé vers celles de l'extrême droite classique. Certaines sont en fait assez proches aujourd'hui des thèmes du Front national. Cela s'explique par le fait que des dizaines de milliers de réfugiés du Liban, d'Irak et d'Irak se sont présentés ces dernières années aux frontières des pays scandinaves (surtout au Danemark et en Suède), dont la législation était très libérale, dans l'espoir d'y trouver une terre d'asile. A Copenhague, l'héritière de l'avocat Glistrup (condamné finalement à trois ans de prison pour ses exploits fiscaux...), M^{me} Pia Kjærsgaard, dit franchement qu'il faut faire une distinction entre les réfugiés politiques polonais, auxquels le Danemark doit ouvrir largement ses portes, et les demandeurs d'asile du Proche-Orient, qui n'ont aucune chance de s'assimiler au Danemark et qui vivront donc de l'aide sociale financée par les impôts des contribuables. « Il y a moins de raisons d'aller à la ville qu'il y a vingt ans d'être fier d'être Danois », ajoute-t-elle. En Norvège, pays dont la population est l'une des plus homogènes d'Europe et où le chômage est négligeable, M. Carl I. Hagen, le successeur de M. Anders Lange, tient à peu près le même langage : « Nous avons accueilli deux mille sept cents réfugiés en 1986. Cette année, dix mille peut-être vont venir frapper à notre porte. Il y a des limites ! ». Cet homme de quarante-trois ans, photo-

génique et très « british », qui travaille sous « look », et prépare ses interventions télévisées dans un petit studio vidéo, se considère comme un pur libéral, un descendant d'Adam Smith, un adepte des thèses de Milton Friedman et du prix Nobel Hajoek : « Les politiciens et les bureaucraties doivent rendre le pouvoir aux citoyens. L'Etat doit s'effacer. Il faut baisser tous les impôts directs et indirects. Adroit, il multiplie les clin d'œil à droite et à gauche, les promesses séduisantes telles que le relèvement des retraites et la baisse du prix de l'essence : « Il est inacceptable que les prix du carburant soient en Norvège, pays producteur de pétrole, parmi les plus élevés d'Europe ! ». Ces propositions simplistes, qui s'adressent « aux hommes et femmes de bons sens », ont fait mouche aux élections du 14 septembre, dans les grandes villes comme Oslo et Bergen, et en particulier dans les quartiers ouvriers (20 % des voix).

« La Suède aux Suédois »

Les progressistes norvégiens et leurs collègues suédois se plaignent d'être traités comme des « parias » par les partis politiques traditionnels « ultra-libéraux ». Nos mandataires, protestent-ils, ont autans de valeur que ceux des autres partis ! Ces derniers, en Norvège, ont toutefois rompu les ponts parce que le programme du Parti du progrès prévoit aussi, entre autres, la suppression totale de l'aide au tiers-monde, à commencer par celle accordée au Nicaragua dont le régime « terroriste son propre peuple », la suppression des permissions pour les déjeunés, des subventions industrielles et des crédits culturels...

En Suède, aucun parti de protestataires ne siège pour le moment à l'Assemblée, le Riksdag. Il y a deux raisons principales à cela : un seuil de représentation parlementaire volontairement élevé (4 % au lieu de 2 % dans les pays voisins) et

l'absence de personnalités capables d'exploiter un mécontentement latent. Néanmoins, elle s'échappe pas à la montée des sentiments néo-gauche. Au printemps dernier, par exemple, des groupes de skinheads manifestaient chaque samedi dans une station de métro de Stockholm, sur le thème « La Suède aux Suédois ». Les rixes entre Suédois et immigrés sont de plus en plus fréquentes, les transgressions se multiplient, de même que les crois gammés sur les murs de la capitale. Sverigepartiet, le Parti de la Suède, qui rassemble quelques groupuscules néo-nazis, milite lui aussi contre la politique, trop laxiste à ses yeux, d'accueil des réfugiés et pour le rattachement de la Suède à l'OTAN. Il dispose d'un petit réseau de radios locales et, aux dernières élections communales de 1985, il avait recueilli, dans le sud du pays, plus de 9 % des suffrages. Dans bien des municipalités, il joue aujourd'hui un rôle d'arbitre entre la gauche et la droite. Tous ces nouveaux courants, encore très minoritaires, semblent inquiéter les dirigeants scandinaves. La xénophobie et le racisme s'expriment peut-être ici d'une manière moins violente et moins spectaculaire que dans d'autres pays d'Europe, mais ils sont bel et bien présents.

ALAIN DEBOVE.

DEMAIN
IMMOBILIER
Ventes + Locations
Une page d'annonces
Le Monde chaque mercredi
numéro daté jeudi

دنيا في الحول



Politique

OBJECTIF ÉLYSÉE : LES PATRONS DE LA CAMPAGNE

Francis Wurtz, un fidèle de Georges Marchais pour André Lajoinie

Nous poursuivons la publication d'une série de portraits et d'entretiens de « patrons de campagne » des candidats à l'élection présidentielle de 1988 (le Monde des 16, 17 et 18 septembre). Après M. Alain Juppé (J. Chirac), M. Bruno Mégret (J.-M. Le Pen) et M. Philippe Meistre (R. Barre), nous présentons M. Francis Wurtz, coordinateur de la campagne de M. André Lajoinie.

Il y a des grands commis de l'Etat, il existe aussi des services fatiguables du parti. M. Francis Wurtz est de ceux-ci. Après avoir « fait » la campagne électorale présidentielle de M. Georges Marchais en 1981, le voici enrôlé dans celle de M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'Elysée en 1988. Homme discret à la limite de l'effacement, cil bien et mains fines, il a, selon un membre du comité central, « le profil d'un cardinal de curie ».

Le mot pourrait se justifier si M. Wurtz était catholique mais il est d'origine protestante. Et alsacien. Compte tenu de son âge (trente-neuf ans), s'il n'était pas communiste, il aurait pu être un bon pasteur luthérien, lourdement chargé de règles morales et doté d'une indiscutable éthique, lesquelles plongent ses interlocuteurs dans la perplexité. Mais quels sont les défauts de cet être ? « On n'arrive pas à le savoir et c'est bien le drame », dit, consterné, un ancien collaborateur de la place du Colonel-Fabien.

M. Wurtz est né dans « un milieu modeste de petits employés ». Ses parents, protestants pratiquants, le font baptiser à sa naissance et confirmer à quatorze ans. De son enfance et de son adolescence, il a acquis et conservé le sens de certaines valeurs. Le cynisme, pourtant si prisé parmi les conseillers politiques, semble étranger à ce bon berger. Près de quarante ans plus tard, cela fait dire de lui, par ceux qui le connaissent, selon le degré d'amitié, qu'il a « des qualités personnelles », « une capacité critique », « c'est une bonne pâte » ou que « lui, au moins, n'est ni un magouilleux ni un artisan de coups turds ».

La guerre du Vietnam provoque, comme chez beaucoup de jeunes de cette génération, le premier engagement politique de M. Wurtz. Il milite dans un « Comité Vietnam national » dont il se souvient qu'il n'était « ni structuré ni agressif ». Venant d'une région où « la sympathie pour le PCF n'est pas très répandue, c'est une litote », il reconnaît qu'à l'époque il était « plutôt réticent à l'égard du Parti commu-

niste ». Il est vrai que les cent quarante mille « malgré nous », recrutés de force par les nazis et envoyés sur le front de l'Est pendant la seconde guerre, sont comme autant de meurtriers dans la mémoire collective alsacienne. « Dans chaque famille, il y a une victime du nazisme, donc des Russes », analyse M. Wurtz en se penchant sur l'inconscient de ses concitoyens.

De façon presque concomitante, il bascule dans les événements de mai 68 alors qu'il est au beau milieu d'études de philosophie à la faculté de Strasbourg. « J'avais vingt ans, je me suis laissé prendre dans le tourbillon comme tout le monde. Je



ne le regrette pas mais il n'y avait pas de perspectives », confie-t-il aujourd'hui. Cette absence d'avenir du mouvement étudiant et l'antamérisme de son Comité Vietnam le poussent vers le PCF dont « le sérieux l'attire. Il franchit le pas le 16 novembre 1969.

Vient assister à un meeting sur la sécurité européenne, M. Wurtz ne voit pas Waldeck Rochet, « le secrétaire général déjà malade », et annule son déplacement strasbourgeois, « mais il repart tout de même avec une carte d'adhérent en poche. Militant de l'UEC (Union des étudiants communistes), il travaille dans une papeterie de la ville pendant ses humanités philosophiques qui s'achèvent rapidement. « Le fait d'adhérer ne m'a pas empêché de poursuivre mes études, affirme-t-il, mais je ne voyais pas ce qu'elles pouvaient m'apporter. » De 1969 à 1973, il est donc maître-auxiliaire de l'éducation nationale, le parti a déjà un œil sur lui : il a besoin de jeunes intellectuels.

A vingt-cinq ans, M. Wurtz entre dans l'appareil : il devient permanent au secrétariat de la fédération du Bas-Rhin, une terre de mission où les résultats électoraux du PCF sont microscopiques, sinon décourageants. Juste ce qu'il faut pour ce novice qui a fait ses classes marxistes « à l'école de moi » — en 1972.

Son cursus de cadre se poursuit en 1975, à Choisy-près-Reims, où, cette fois, il suit « l'école de quatre mois ». Ces cours constituent « un excellent souvenir, liche-t-il avec contentement. Il n'y a pas indignité que « des connaissances livrées ». L'euphorie est aussi dans le parti qui est dans la phase ascendante de l'union de la gauche : le programme commun a été signé en 1972. Le tournant de sa carrière de permanent intervient en octobre 1976.

D'anciens assurent que M. Henri Malberg, membre du comité central chargé du « suivi » des deux fédérations alsaciennes, « avait repéré » le jeune Wurtz et avait vanté ses mérites en haut lieu, c'est-à-dire auprès du nouveau secrétaire général, M. Georges Marchais. M. Wurtz n'en souffre mot et M. Malberg rejette « modestement ? — ce qu'il appelle une version « injuste » de l'histoire. Toujours est-il que ce « provincial inavéré » est pressenti pour entrer au secrétariat particulier, et politique, de M. Marchais. Pourquoi ? « Je ne l'ai jamais demandé, je ne l'ai jamais su », est sa seule réponse laconique. Huit jours après, il se retrouve à Paris avec « appréhension et enthousiasme ». La mort dans l'âme, M. Hugel, premier secrétaire fédéral du Bas-Rhin, a donné un avis favorable à son transfert.

« On m'avait dit : « Tu resteras deux ans ». J'avais répondu : « D'accord pour deux ans mais pas plus de cinq ! » Son « contrat » durera six ans : « La période la plus formative », déclare-t-il. Secrétaire de M. Marchais, il a « une vision globale de la politique du parti et de sa mise en œuvre ». Il ne tarit pas d'éloges sur son patron qui, selon lui, possède « une richesse politique et humaine exceptionnelle » qui empêche toute « réaction mesquine à l'égard de qui que ce soit ». Un ancien collaborateur du comité central juge, avec quelque sévérité, que M. Wurtz a « un attachement sentimental à son maître ».

Très vite, il prend du galon. Après le premier-douzième congrès (1976), congrès d'ouverture, congrès du « socialisme démocratique aux couleurs de la France », M. Marchais fait une tournée en Alsace du 12 au 19 juin 1977. M. Wurtz connaît ces dates par cœur. « Ce voyage était symbolique d'un nouveau PC », dit

un membre du comité central, instance dans laquelle M. Malberg clame : « Il faut aller là où c'est dur ». En 1979, quatorzième sur la liste du PCF, M. Wurtz entre au Parlement européen de Strasbourg : il est le plus jeune représentant français. La même année, à l'occasion du vingt-troisième congrès du PCF, il scode, in extremis semble-t-il, au comité central, en même temps que l'autre conseiller du secrétaire général, M. Jean-François Gan, femme encore plus grise que M. Wurtz.

En février 1980, il est au secrétariat du Comité de défense des droits de l'homme et des libertés en France et dans le monde, un organisme au titre un peu ronflant créé et présidé par M. Marchais. Deux ans plus tard, en quittant son poste auprès du numéro un communiste, il devient secrétaire de ce comité.

Bon exécutant

De retour à Strasbourg, il est nommé au secrétariat du comité régional du PCF où il assume, au nom du comité central, le « suivi » de l'Alsace. M. Marchais sait récompenser la fidélité de son ancien collaborateur. En 1984, M. Wurtz est à nouveau élu, en huitième position, au Parlement de Strasbourg, ville où il habite « en dehors de la période électorale ». Vice-président de la commission du développement dans cette instance européenne, il entretient des « relations suivies avec le tiers-monde » à propos duquel il prépare un rapport sur la santé.

Gros travailleur et bon exécutant. Un participant au vingt-cinquième congrès de février 1985 se souvient de « la montée au front de Francis Wurtz contre la fédération de Meurthe-et-Moselle ». Il s'agissait de « contre » des amendements sur les pays socialistes. Entré dans l'appareil à l'occasion d'une période d'ouverture européenne, M. Wurtz a sa épouse, « sans se laisser emporter par le doute », disent certains, les contours incisés de la fermeture.

Peu expansif, il préfère écouter que parler. « C'est vrai que je suis un homme de l'Etat », admet-il. Ceux qui affirment que ses silences cachent « probablement une belle hypocrisie » sont incapables de donner le moindre débat de preuve à leur observation. Et si on lui fait remarquer qu'il n'est pas le prototype du joyeux drille, il rétorque, toujours énigmatique : « Il y a la vie publique et la vie privée. » On serait bien tenté de lui donner le bon Dieu sans confession !

O. B.

M. Mitterrand défend « la démocratie »

affirme le premier secrétaire du PS

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui est rentré le mardi 21 septembre, d'un voyage aux Antilles et de retour à Paris, mardi, pour l'URSS, a réuni les journalistes pour un « goûter de presse » inédit et imprévu, au cours duquel il a commenté de façon informelle l'actualité.

A propos des négociations soviéto-américaines sur le désarmement, il a déclaré qu'il avait « préféré que le gouvernement français donne une réaction plus clairement positive » à la perspective d'un accord sur l'option « double zéro ». Pour lui, il s'agit d'un « résultat positif » et qui « justifie à posteriori l'attitude de M. François Mitterrand dans ce domaine depuis 1981 ». « Nous n'avons pas, a-t-il souligné, à être hésitants ou timides devant cet accord. » On aurait de beaucoup préféré, a-t-il précisé, que, quand M. Chirac et M. Barre étaient au pouvoir, ils se préoccupent de l'installation, qui a été constante pendant la période, des SS-20, plutôt que de, maintenant, mettre des bâtons à leur approbation de l'accord. Pour M. Jospin, MM. Barre et Chirac ont été « peu attentifs et assez laxistes (...) et (...) bien sévères maintenant ».

Le premier secrétaire du PS souhaite maintenant que les Deux Grands s'engagent dans la voie de la diminution de leurs arsenaux stratégiques. Il a également souligné la nécessité de « concrétiser les discussions sur le problème des armements chimiques » et souhaite que soit posé le problème du « déséquilibre conventionnel en Europe ». Il souhaite aborder ces trois thèmes dans ses prochaines conversations avec les dirigeants soviétiques.

M. Jospin a évoqué l'affaire Le Pen pour répondre à M. Pasqua qui a menacé le FN de rompre les alliances locales entre le FN et le RPR si le mouvement de M. Le Pen ne renie pas les thèses « révisionnistes » sur l'existence des chambres à gaz. Le premier secrétaire a répondu qu'il n'est pas « un homme de la mort » et qu'il a été élu dans un cadre électoral précis, daté du 5 juin 1986, où M. Le Pen renvoie des à des les « révisionnistes » et les autres historiens, estimant qu'il s'agit seulement de

« technique historique qui relève des spécialistes ». M. Jospin souhaite « que M. Pasqua lise ce texte et qu'il nous dise s'il considère qu'il a la réponse (...) et s'il a l'intention d'en tirer les conséquences ». A propos d'une éventuelle loi transformant en délit l'expression de thèses révisionnistes à laquelle est favorable M. Pasqua, M. Jospin a affirmé : « Une loi, pourquoi pas, mais je préférerais que M. Pasqua apporte les clarifications que suscitent ses propres interrogations ». Le premier secrétaire du PS a évoqué les diverses déclarations récentes de M. Mitterrand pour affirmer qu'il n'y voit pas, de la part du président de la République, « la volonté de rappeler qu'il est socialiste », mais plutôt celle de « rappeler qu'il est président et qu'il a en charge de dire ce qu'il croit juste sur un certain nombre de questions essentielles », notamment celles qui « touchent à l'existence même, à la limite, de la démocratie ». « Je ne crois pas, a-t-il ajouté, qu'on ait besoin d'être socialiste pour penser ça, même si les socialistes pensent ça. Nous ne sommes qu'une partie d'un tout. »

A propos des privatisations et de la constitution des « noyaux durs », M. Jospin a remarqué que ce qui pose sur ce terrain, « la question existentielle de la campagne de Barre ». « Est-ce qu'il joue, a-t-il expliqué, le jeu majoritaire en disant au bout du compte : « Français élisez-moi sur ma bonne mine, je n'ai pas de vraies divergences sur des sujets significatifs, mais je serai plutôt mieux, plus efficace » ou bien est-ce qu'il donne un vrai caractère à sa campagne ? ce qui suppose, effectivement, des différenciations sur un certain nombre de sujets de fond, mais alors qui ouvrent potentiellement les éléments d'une crise. »

Toujours à propos des « noyaux durs », il a demandé que les socialistes aient une attitude cohérente : « On ne pourra pas, a-t-il souligné, à la fois faire une campagne insistante sur ce problème et considérer qu'on arrive et qu'on laisse » ce qui a été évoqué. « On ne pourra pas laisser la situation actuelle », a-t-il jugé, tout en admettant que le choix des modalités de remise en cause de cet état de fait ne sera pas « facile ».

M. Lionel Jospin en URSS

Désarmement et droits de l'homme

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, se rend en URSS, à l'invitation du comité central du PCUS, du mardi 22 au samedi 26 septembre. C'est la première fois, depuis 1975, que le premier secrétaire du PS français effectue un tel voyage à Moscou (1). Toutefois, la visite de M. Jospin ne revêt pas exactement le même caractère que celle de M. François Mitterrand il y a douze ans. L'actuel chef de l'Etat y dirigeait alors une délégation comptant une dizaine de principaux dirigeants du parti. M. Jospin sera seulement accompagné de son épouse et de trois collaborateurs ou conseillers.

En 1975, il s'agissait d'une reprise de contacts entre les deux partis, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui puisque ces contacts ont existé, ces dernières années, entre le PS français et le PC soviétique.

Plusieurs parlementaires socialistes, dont M. Pierre Mauroy, doivent, d'autre part, se rendre la semaine prochaine en URSS pour

un voyage organisé par l'Association France-URSS. Enfin, M. Michel Rocard devrait, lui aussi, aller en Union soviétique avant la fin de l'année.

M. Jospin a lui-même précisé, lundi, que c'est « le bon moment » pour aller en URSS et qu'il est « important » que les dirigeants soviétiques puissent discuter avec le PS français, qui, sur plusieurs points, a une « position originale », notamment par rapport aux autres partis sociaux-démocrates européens.

Le premier secrétaire du PS a précisé que, outre les questions de désarmement, il souhaite évoquer la question des droits de l'homme (sans que cela « pèse » sur tout le voyage) et, « si possible, prendre quelque initiative ».

(1) M. Jospin s'était déjà rendu à Moscou en tant que premier secrétaire du PS, mais dans le cadre d'une délégation de l'Internationale socialiste.

Un candidat de l'outre-mer indépendantiste à l'élection présidentielle ?

La plus active des organisations indépendantistes martiniquaises — bien que la plus discrète — le Conseil national des comités populaires de la Martinique (CNCP), a annoncé, le 17 septembre à Paris au cours d'une conférence de presse, par l'intermédiaire d'un délégué, M. Daniel Bonat, son intention de proposer aux autres formations indépendantistes des DOM-TOM l'entrée en lice, dans la compétition présidentielle, d'un candidat qui puisse exprimer les revendications « de toutes les colonies françaises ».

Le CNCP, dont l'action militante se consacre essentiellement, en Martinique, depuis sa création en 1983, à la sensibilisation des couches sociales les plus déshéritées aux problèmes du développement économique, social et culturel — par le canal, en particulier d'un mensuel intitulé « Asé plé, an nou lié », estime, en effet, qu'une telle initiative permettrait de « dévoiler » en métropole « la réalité tragique qui se trouve derrière la façade alléchante » de « l'outre-mer français ». Dénonçant le « pouvoir colonial », le porte-parole du CNCP a notamment déclaré, à propos de la situation en Martinique : « Notre pays, sous-développé, ne pourra pas supporter l'ouverture des frontières prévue en 1992 par l'acte unique européen. »

Afin de faire aboutir leur initiative, les dirigeants de cette organisation ont déjà pris des contacts, notamment avec le FLNKS en Nouvelle-Calédonie et l'UPLIG en Guadeloupe, ainsi qu'avec certains séparatistes corses, basques et bretons. « Nous choisissons ensemble notre candidat », a indiqué M. Bonat.

Le CNCP espère obtenir, dans sa quête aux cinq cents partisans requis pour pouvoir faire acte de candidature à l'Elysée, le soutien de personnalités « extra politiques », en particulier celui des amateurs de SOS-Racisme.

Fin de la grève des dockers et marins à Papéete. — Après une semaine de grève, le port de Papéete a retrouvé son activité normale. Dockers et gens de mer ont repris le travail, le lundi 21 septembre, après avoir obtenu satisfaction sur leurs revendications. Les dockers réclamaient l'augmentation des effectifs d'emplois par le CEP (Centre d'expérimentation du Pacifique) sur le site de Mururoa et le doublement de la prime de désarmement des conteneurs. Les marins employeurs ont les gilettes exigé un ajustement de leurs salaires par rapport aux 17 % qu'ils versent mensuellement pour leur couverture sociale à l'ENIM. — (Corresp.)

ENTRETIEN

« L'élection est dans plus de sept mois... »

« Le 5 août dernier, le bureau politique déclare que la Fête de l'Humanité 1987 sera le « grand meeting national de la campagne électorale ». Interrogé lors de cette fête, le 12 septembre sur TF 1, M. Marchais souligne qu'elle « ne marque pas l'ouverture de la campagne présidentielle ». Alors, la campagne de M. Lajoinie a-t-elle ou non commencé ?

— Je ferai une distinction entre la campagne présidentielle proprement dite et la campagne générale du candidat. Celle-ci a commencé officiellement le jour où André Lajoinie a été désigné, à l'unanimité, par la conférence nationale du parti, les 12 et 13 juin dernier. Dès lors, il a multiplié les initiatives. Elle a commencé réellement à la Fête de l'Humanité. Quel meeting ! Mais votre question est légitime car, dans une première phase, André Lajoinie veut avant tout rencontrer le maximum de gens pour les aider à lutter, à résoudre leurs difficultés. La question du vote communiste — donc la campagne présidentielle proprement dite — interviendra le moment venu, dans la seconde phase, l'an prochain. L'élection est dans plus de sept mois...

— Est-ce un atout ou un handicap que le candidat communiste ne soit pas le secrétaire général du parti ?

— C'est une richesse, que, à côté du candidat, le secrétaire général puisse apporter tout le poids qui est le sien dans cette bataille. C'est la conviction d'André Lajoinie. Il y aura des initiatives communes et des initiatives de chacun d'eux. Je ne vois vraiment pas en quoi il y aurait à craindre une quelconque « concurrence », comme l'ont évoqué certains commentateurs. Je crois être bien placé pour dire que cette idée est sans fondement. Le secrétaire général dirige le parti ; le candidat mène sa campagne. Et tout cela se fait si en toute amitié et en parfaite intelligence.

— Ne craignez-vous pas une interférence entre la préparation du congrès du

parti en décembre et le déroulement de la campagne électorale ?

— Non. Pour deux raisons. D'abord, le congrès adoptera le nouveau programme du parti, qui sera valable bien au-delà de l'élection. Il servira de fondement essentiel à la campagne du candidat et du parti. La seconde raison est, plus fondamentalement, que le congrès fixe la politique du parti. La campagne du candidat vise à mettre en œuvre cette politique. D'ores et déjà, notre candidat a résumé son mandat en trois mots : justice, liberté et paix.

— Ce sont les trois axes prioritaires du congrès, donc de la campagne électorale ?

— Ces mots résument le sens de l'engagement permanent des communistes. Ce ne sont pas des valeurs démodées mais, au contraire, très actuelles. Prenons quelques exemples.

» Dans le domaine de la justice, on ne peut pas résoudre la question de la pauvreté seulement par la charité. Il faut se donner les moyens de la justice : c'est une grande question politique de notre temps. Dans celui des libertés, il faut réaliser que vingt-cinq mille délégués syndicaux ont été licenciés au cours des dix dernières années. Ce chiffre ne doit pas laisser indifférent. C'est une injustice pour les intéressés et c'est grave pour tous les salariés. Ajoutez qu'aujourd'hui on fait appel aux tribunaux pour légitimer la remise en cause du droit de grève.

» Au chapitre de la paix, rappelons que le Parti communiste est né de la lutte contre la guerre, son idéal est un monde sans armes et sans guerre. Il y a une conjonction historique : jamais l'humanité n'a eu autant les moyens de parvenir au désarmement, notamment nucléaire. La perspective ouverte par l'accord entre les Etats-Unis et l'URSS doit être saisie. La loi de programmation militaire française, que les députés communistes, seuls, n'ont pas

vote, va à contre-courant de l'aspiration à la paix qui se manifeste sur le plan international. De plus, elle va à l'encontre de la politique de coopération, notamment avec les pays en voie de développement.

— Attachez-vous de l'importance aux sondages qui ne placent pas M. Lajoinie en position d'être présenté au second tour ?

— Les sondages sont un élément d'appréciation parmi d'autres. Je ne les ignore pas, je ne les surestime pas. Il y a, en France, plus de gens que les électeurs communistes de 1986 qui espèrent un changement. Il y a aussi des électeurs socialistes. Ceux-là doivent se dire qu'ils ont un moyen et un seul de faire en sorte que cette élection contribue à réaliser leurs aspirations : voter pour le PCF au premier tour pour qu'il acquière une position forte. Cela changera beaucoup de choses pour le résultat de l'élection et pour la suite. Ce serait une dernière nouvelle majeure de la vie politique. Cela préserverait ses chances à la gauche.

— M. Lajoinie a dit qu'il imprimerait son « style » à la campagne communiste. Comment qualifiez-vous le « style Lajoinie » ?

— Très proche des gens, chaleureux, concret, très attaché aux racines des idées progressistes et à l'identité communiste.

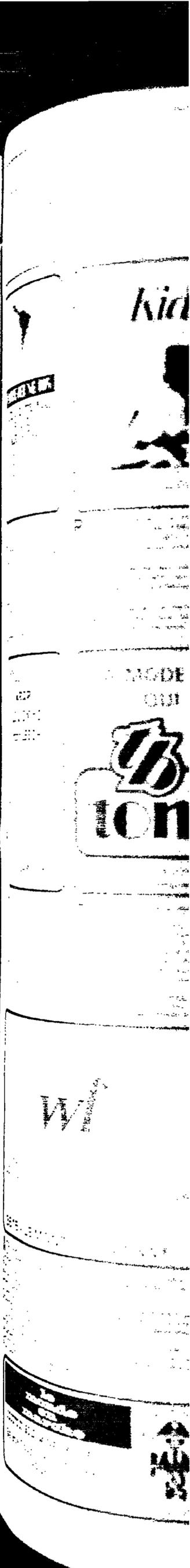
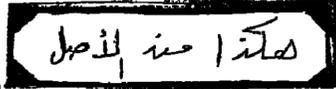
— L'hypothétique présence de M. Pierre Jospin dans la course présidentielle vous pose-t-elle un problème ?

— Non. La conférence nationale qui a désigné André Lajoinie a été une clarté éblouissante. Rien ne l'obligeait à être unanime. Elle l'a pourtant été. Il est définitivement clair qu'il y a un candidat du PCF, et un seul.

— Vous ne craignez pas un choc d'images entre un dirigeant actuel du parti et un « récent-ancien » dirigeant ?

— Je ne tiens pas à en dire plus à ce sujet. Cela n'en vaut pas la peine.

Propos recueillis par OLIVIER BEFFAUD.



Il défend « la démocratie »
premier secrétaire du PS

Le thème enfant de la page
Clin d'œil réunit à votre intention
des informations sur la
mode, les loisirs et l'enseigne-
ment. Prochaine parution le
mardi 29 septembre (édition
du 30 septembre).

Le thème enfant de la page
Clin d'œil réunit à votre intention
des informations sur la
mode, les loisirs et l'enseigne-
ment. Prochaine parution le
mardi 29 septembre (édition
du 30 septembre).

Le thème enfant de la page
Clin d'œil réunit à votre intention
des informations sur la
mode, les loisirs et l'enseigne-
ment. Prochaine parution le
mardi 29 septembre (édition
du 30 septembre).

Le thème enfant de la page
Clin d'œil réunit à votre intention
des informations sur la
mode, les loisirs et l'enseigne-
ment. Prochaine parution le
mardi 29 septembre (édition
du 30 septembre).

Le thème enfant de la page
Clin d'œil réunit à votre intention
des informations sur la
mode, les loisirs et l'enseigne-
ment. Prochaine parution le
mardi 29 septembre (édition
du 30 septembre).

Le thème enfant de la page
Clin d'œil réunit à votre intention
des informations sur la
mode, les loisirs et l'enseigne-
ment. Prochaine parution le
mardi 29 septembre (édition
du 30 septembre).

Le thème enfant de la page
Clin d'œil réunit à votre intention
des informations sur la
mode, les loisirs et l'enseigne-
ment. Prochaine parution le
mardi 29 septembre (édition
du 30 septembre).

Le thème enfant de la page
Clin d'œil réunit à votre intention
des informations sur la
mode, les loisirs et l'enseigne-
ment. Prochaine parution le
mardi 29 septembre (édition
du 30 septembre).

Clin d'œil

* Le thème enfant de la page
Clin d'œil réunit à votre intention
des informations sur la
mode, les loisirs et l'enseigne-
ment. Prochaine parution le
mardi 29 septembre (édition
du 30 septembre).

I.T.S.

CARTE JEUNE 10%

COURS DE RATTRAPAGE SCOLAIRE

MISE A NIVEAU

- ANGLAIS
- ESPAGNOL
- PORTUGAIS

I.T.S.

21 bis, rue des Plantes
75014 Paris Tél. 45-41-39-60

Kiddiz & Co

0-14 ans

20, AVE DU MAINE 75015 PARIS TEL. : 42 22 27 09

UNE collection automne-hiver
sous le signe de l'élégance.
Une broderie personnage sur cha-
que vêtement ajoute une note de
fantaisie au classicisme de Kiddiz & Co.
Un grand choix d'articles pour les
0-12 ans : brassières-naissance à
partir de 90 F, layettes raffinées, che-
mises brodées à partir de 139 F,
robes smockées main (la spécialité
de Kiddiz & Co) à partir de 380 F le
4 ans, tabliers d'école pour petites
filles.
Kiddiz & Co a le plaisir de vous pro-
poser chaque semaine une promo-
tion surprise : en ce moment, une
chemise de nuit et une robe de
chambre pour 150 F.
Kiddiz & Co, c'est aussi 500 points
de vente en France, une charmante
boutique dans le 15^e arrondissement,
ainsi qu'une diffusion sur les
Etats-Unis, l'Italie, le Canada et la
Belgique.

NEW MAN

ON Y VA EN NEW MAN!

les juniors aussi
chez
LEA STORE

1^{er} étage du Centre commercial Maine-Montparnasse
3 MOIS A 18 ANS

45-38-71-88 - MONTPARNASSE

LES professeurs d'ITS langues diri-
gent l'apprentissage des élèves en
faisant appel à la créativité individuelle.
Prenant comme point de départ le texte
et la grammaire, l'accent est mis sur la
conversation.
Un rattrapage scolaire ? Une mise à
niveau ? Confiez votre enfant à de vrais
professionnels le mercredi, le samedi,
ou durant les vacances scolaires : un
test gratuit établira le niveau du futur
élève. Les cours dispensés s'adapteront
au programme scolaire de celui-ci.

POUR faire garder vos enfants
sur simple appel téléphoni-
que, à tout moment (matin, après-
midi, soir, week-end, plusieurs
jours).
Ce service permet aux mamans
de se libérer et à celles qui exer-
cent une activité professionnelle
de s'organiser.
Soyez tranquille : le personnel
de Baby-Sitting vous adresse
est sélectionné par nos soins.

Baby Sitting Service

Gardes d'enfants en permanence

46-37-51-24

18, rue Tronchet, 75008 PARIS

La cloche de la rentrée a sonné !
Pour démarquer l'année scolaire du bon pied, les juniors ont choisi
de s'habiller naturellement, dans des vêtements à la fois simples,
confortables, pratiques à l'image de NEW MAN.
Au Centre commercial de Maine-Montparnasse, LEA STORE pro-
pose une gamme haute en couleur : chemises en paillo à carreaux
rouge et gris, blousons zippés chaudement doublés de paillo vert,
pantalons de velours doubles côtes (le classique NEW MAN), sweat-
shirt américain pour tanus décontractées. LEA STORE attend tous
les juniors dans sa boutique : un accueil chaleureux leur sera réservé.

Association pour la recherche
d'un enseignement personnalisé

AREP

« LES CHEMINS »

Institut LESCHI

Cours privé secondaire
de la 6^e aux terminales ABCD.
Classes à effectifs limités.
Un contrat de formation par
niveaux tenant compte de la
personnalité de chaque élève.
Une pédagogie
de la responsabilité.

Renseignements, inscriptions :
16, rue Marthéron
13100 AIX-EN-PROVENCE
Tél. : 42-63-10-60

**LA MODE DES ENFANTS
QUI BOUGENT**

tony boy
PARIS

MAGASINS FRANCHISÉS DANS TOUTE LA FRANCE
Renseignements : 42-39-00-88

DEPUIS plus de dix ans l'Institut
Guillaume-Apollinaire tra-
vaille avec succès à la réussite de ses
élèves aux différents baccalauréats.
La pédagogie de l'établissement
est basée sur quatre critères : com-
prendre, aider, rendre responsable,
favoriser l'épanouissement, à travers
une relation personnalisée et un suivi
régulier avec chaque élève.
Précurseur dans ses méthodes
d'enseignement, l'Institut fut le pre-
mier à intégrer les techniques audio-
visuelles à la préparation des oraux
des examens.
L'Institut propose, sous l'égide de
son directeur-fondateur, M. Rouyer,
une préparation Sciences Po où le
programme traditionnel est enrichi
par des rencontres-débats avec des
personnalités du monde politique,
économique, universitaire et culturel.

**Institut
GUILLAUME APOLLINAIRE**

- De la seconde aux terminales
A - B - C - D
- Terminale Sup.
- Préparation Sciences Po.

Etablissement privé
45, rue du faubourg Montmartre
75009 PARIS
Tél. 47-70-63-12 ou 47-70-02-49.

FONDÉ en 1907, l'Institut LESCHI
propose aux enfants, jeunes et
adultes, des études de la 6^e aux ter-
minales ABCD, BTS action commerciale
et BTS comptabilité et gestion d'entre-
prise. Un institut où jeunes et adultes
choisissent d'être des sujets dans les
chemins de la connaissance et sont con-
sidérés comme tels. L'Institut propose ses
études à Marseille et ouvre une annexe à
Aix-en-Provence : « LES CHEMINS ».

TONY BOY - 5, pl. de la République,
75003 Paris - 41, r. La Fayette,
75009 Paris - 95, r. La Fayette, 75010
Paris - 83, r. Crozatier, 75012 Paris - Cite
Beaugrenelle, 16, r. Lincoln, 75015 Paris -
102, av. de Saint-Ouen, 75018 Paris -
19, av. Scudéry, 75019 Paris - 36, r. de
Président-Wilson, 92300 Levallois -
65, r. Maurice-Thorez, 92000 Nanterre -
4, r. Gambetta, 77400 Nogent -
36 bis, pl. de France, 91300 Mussy - 129,
r. P.-V. Couturier, 94140 Alfortville -
4, r. de l'Abbé-R.-Demy, 94400 Vitry-sur-

LE PETIT ATELIER

Atelier théâtre anglais 4-17 ans

11, rue Jacob - 75006 Paris

Téléphone : 46-33-55-08

VÉRITABLE théâtre pédagogi-
que, le Petit Atelier pro-
pose des cours en anglais animés
par des Américains et adaptés au
monde de la communication
actuel. Sketches phoniques,
play-back et petites scènes
joués par les enfants (avec sou-
tien vidéo) permettent d'acquies-
très rapidement un bon niveau
d'anglais.

**UN CHOIX EXCEPTIONNEL DE FORMULES
DE VACANCES ET DE LOISIRS POUR LA TOUSSAINT**

3615 - LE MONDE - CODE VVF

DÈS sa création, AMERICAN
GOLF s'est intéressé aux
possibilités d'équipements golf des
enfants et des juniors-car il existe
des matériels spécialement
fabriqués pour eux...
Même des cannes de golf pour
juniors gauchers.
Une sélection rigoureuse effectuée
après les tests du laboratoire
d'essais d'AMERICAN GOLF permet
d'offrir un choix qualitatif à des prix
étudiés pour leur budget
(petit 160 F, fer 200 F, etc.).
Tous ces renseignements, vous les
trouverez dans un superbe
catalogue que ce distributeur
national vous envoie gratuitement
en écrivant à :
AMERICAN GOLF - BP 84
92154 SURESNES CEDEX

GOLF : POUR BIEN ÉQUIPER VOS ENFANTS

**CHOIX
SERVICES
PRIX**

ACHETEZ CHEZ AMERICAN GOLF

PARIS : 14, rue du Regard - 75006 - Tél. (1) 45 49 12 52
LYON : 1, rue Thimonnier - 69001 - Tél. 78 30 80 01
(ouvert du lundi au samedi - 10 h. à 18 h 30)

NAISSANCE

LE FAIRE-PART DE LA TENDEUR
baby
carte

Pour savoir s'il est déjà en vente dans
votre ville, téléphonez ou écrivez à :
BABY CARTÉ (1) 45.20.35.00
20, rue Mirabeau 75016 Paris
* 205 F les 40 faire-part avec leur enveloppe de 220 F les 25.
Baby carte recherche
des points de vente à
Paris et en Province.

AVEC VILLAGES VACANCES FAMILLES, les vacances de la Toussaint ne sont
plus un casse-tête. On peut partir tous azimuts avec ses enfants et même avec
son chien...
Prenez un grand bol d'oxygène avant d'affronter l'hiver !
Profitez à fond des soleils d'automne et offrez-vous une semaine de liberté avec vos
enfants : pêche, randonnée pédestre, vieilles pierres, stage de tennis, d'équitation, de
canoë-kayak ou d'escalade. Chacun vit ses loisirs en toute indépendance. VVF
propose un choix exceptionnel de destinations dans toute la France :
- Villages lacustres de Stalperwick et de Moutte dans le Massif sud-morénois.
- Sainte-Suzanne, Eguzon, Lagrand, Chambras, Saint-Jean-Pied-de-Port,
Arboise, Colleville-sur-Mer, et pour le zénith : La Grande-Motte, Cap-d'Agde et
Sanguette-Biéritz.
Centre d'infos : VVF Centre de réservation, 21 « La Gaudrie »
91410 DOURDAN - Tél. 64-59-78-18.

Star Agency

**AGENCE
DE
MANNEQUINS
ENFANTS**

HOMMES - FEMMES

STAR AGENCY - 31 b, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 PARIS
Tél. 48-24-33-12

VOS enfants pétillent de vie, de
santé, de dynamisme. Star
Agency, agence de mannequins,
saura privilégier le contact avec
votre rouquin malicieux, votre petit
brun costaud, ou encore votre frêle
ange-blond-aux-yeux-bleus. La
photogénie, le regard et la spontanéité
de votre enfant seront des
atouts pour son avenir de Top
Model.

**le monde
en
maroche**

JOUETS EN BOIS - Miniatures en étain

34, rue Dauphine, 75006 PARIS
Tél. 43-26-66-53
OUVERT DE 10 H 30 A 19 H 30

CETTE charmante bouti-
que de la rue Dauphine
propose un nombre indéfini
de jouets en bois naturel ou
de toutes les couleurs et
pour tous les âges. Un choix
important de cadeaux pour
les enfants.

Math-Secours

**Maths - Physique - Chimie
Français - Anglais - Bio**

106, bd St-Germain, Paris-6^e - Tél. 43-25-66-50
87, rue de Javel, Paris-15^e - Tél. 45-79-48-48
60, av. Paul-Doumer, Paris-16^e - Tél. 45-04-11-11

Société

Manceuvres dans l'affaire du « Carrefour du développement »

Les avocats de M. Nucci déposent une plainte contre X pour recel de malfaiteurs

M^{rs} Jean-Paul Lévy et Francis Szpiner, avocats de M. Christian Nucci, ont déposé, le lundi 21 septembre, auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal de Paris, M. Alain Sauret, une plainte contre X pour recel de malfaiteurs. Elle vise tous ceux qui auraient facilité la fuite d'Yves Chaliar, lui permettant, de mai à novembre 1986,

d'échapper à la justice française en se réfugiant au Brésil.

De son côté, le juge d'instruction chargé de l'affaire du Carrefour du développement, M. Jean-Pierre Michau, devra faire connaître, au plus tard jeudi 24 septembre, sa décision, après les réquisitions du parquet

concluant à la mise en liberté sous contrôle judiciaire d'Yves Chaliar. Ce dernier continue sa grève de la faim et annonce d'ores et déjà une grève de la soif si le juge le maintient en détention (Le Monde du 22 septembre). Commis par M. Michau, un médecin s'est rendu dès lundi auprès du détenu aux fins d'expertise.

Ce faisant, ils prennent aussi le relais du juge Michau, qui a toujours considéré que le « secret défense » lui était opposé indifféremment. « Un « secret défense » qui ne doit pas se transformer en licence pour commettre tous les abus, commente M^{rs} Szpiner. Il y a eu, je ne dis pas une association de malfaiteurs, mais un concert frauduleux. M. Pasqua a couvert ces agissements. Ce sont des comportements de République bananière ! M. Chalandon est-il le garant de l'indépendance judiciaire ou continuera-t-il de payer les dettes de jeu de M. Pasqua ? »

E.P.

Grandes et petites manœuvres autour du Carrefour du développement, guerre du mouvement après une longue guerre de positions. En quelques jours, deux fronts ont été ouverts. Principal accusateur de M. Christian Nucci, Yves Chaliar, dont la dépression n'est pas feinte, a subitement ému la chancellerie, qui désormais le soubaite en liberté. Les défenseurs de l'ancien ministre de la coopération contre-attaquent, eux, en relançant « l'affaire dans l'affaire », autrement dit en revenant sur les complications intéressées dont a bénéficié Chaliar durant sa « cavale » de la part de policiers proches du ministre de l'intérieur M. Charles Pasqua.

Il ne s'agit cependant là que de manœuvres préparatoires avant que ne s'engage, dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, la bataille ouverte. Le 2 octobre, à l'occasion de la discussion de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, puis le 7 octobre à cette date est retournée, comme c'est probable, les députés s'affrontent selon les appartenances sur la mise en accusation de M. Nucci devant la Haute Cour de justice. Dans cette attente, la parade des avocats de l'ancien ministre, député socialiste de l'Isère, est à la fois habile et tardive.

Habile, parce qu'elle contourne l'obstacle du « secret défense » opposé par le directeur de la DST et par le ministre de l'intérieur à propos du « vrai-faux » passeport fabriqué par le contre-espionnage et

remis à Yves Chaliar durant sa fuite à Rio-de-Janeiro. M. Pasqua n'avait pas voulu expliquer à M. Michau les conditions dans lesquelles ce curieux service avait été rendu en affirmant que toute réponse mettrait en cause « des renseignements, procédés et personnels concourant à des missions de contre-espionnage ». En clair : si je répondais, je dévoilerais les conditions de fabrication des « vrais-faux » passeports.

Au-delà du passeport

Or, avec le recel de malfaiteurs, la plainte déposée vise tout ce qui, au-delà du passeport, a entouré la fuite d'Yves Chaliar : les rendez-vous avec M. Jacques Delebois, contrôleur général de la police nationale, l'argent liquide remis, les adresses recommandées au Brésil, les coups de téléphone depuis le ministère à Paris, etc. Dans ses déclarations au juge d'instruction, Yves Chaliar a abondamment détaillé ces complications (Le Monde du 17 décembre 1986).

L'ancien chef de cabinet n'ayant jamais été membre de la DST — ce que les enquêteurs ont formellement établi — rien de tout cela n'est couvert par le secret défense, et selon M^{rs} Szpiner et Lévy, tombe sous le coup de l'article 61 du code pénal visant tout ceux « qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs (...), leur fournissent habi-

tuellement logement, lieu de retraite ou de réunion ».

Cette riposte n'en est pas moins tardive, puisque tous les faits sur lesquels elle s'appuie sont connus depuis décembre 1986. A l'évidence, il s'agit là d'un dernier recours, après que la majorité de l'Assemblée nationale s'est refusée à examiner plus avant la valeur des charges pesant sur M. Nucci et a décidé de ne se prononcer que sur « l'opportunité des poursuites » devant la Haute Cour de justice — jamais réunie, pourtant, depuis la Libération. En se plaçant sur le terrain juridique, les avocats de M. Nucci prennent donc le relais des députés socialistes qui n'ont pu enrayer l'offensive de la majorité.

La résolution de mise en accusation proposée à l'Assemblée nationale

La proposition de résolution de mise en accusation de M. Christian Nucci devant la Haute Cour de justice, qui devrait être soumise au vote des députés le 7 octobre, comporte un « énoncé sommaire des faits », dont voici l'essentiel.

« A l'occasion de l'organisation du sommet de Bujumbura, confiée au ministre chargé de la coopération et du développement, un système de détournement de fonds publics a été mis en place. Les détournements de fonds ont été facilités par deux initiatives de M. Christian Nucci consistant dans l'utilisation de l'association Carrefour du développement et, pour alimenter cette association, dans le recours à des subventions du ministère de la coopération et au Fonds d'aide et de coopération (dont le ministre était le président de droit).

Il apparaît, d'une part, que ces mêmes organismes ont été utilisés pour d'autres opérations ayant permis de détourner frauduleusement des fonds et, d'autre part, que les sommes versées à Carrefour du développement ont, pour partie, été

renversées sur les comptes d'autres bénéficiaires (sociétés, associations et notamment l'association Promotion française), et sur le compte joint Nucci-Chaliar.

« Selon les réquisitions du parquet, M. Christian Nucci a ainsi écarté les règles habituelles de la comptabilité publique et assuré le paiement d'opérations fictives ou d'opérations majorées dans leur montant » et il a « profité de toutes ces redistributions pour régler des dépenses propres ». Le rôle et la responsabilité de M. Christian Nucci dans cette affaire, s'ils sont établis, sont indissociables des fonctions de ministre qu'il exerçait alors.

« Les faits relatés dans les réquisitions du parquet et résumés ci-dessus, s'ils sont établis, sont constitués de plusieurs crimes et délits réprimés par le code pénal (...). Il importe dans ces conditions qu'une instruction de l'affaire puisse suivre son cours normal (...). Les agissements de M. Nucci sont susceptibles d'être qualifiés de faux en écritures publiques et usage, faux en écritures privées et usage, soustraction par dépositaire public, recel, et ce, en qualité d'auteur ou de complice. »

Au tribunal de Nanterre

Référé pour « un point de détail »

« Il est nécessaire qu'un juge, au-delà du débat politique, dise le droit ». En s'exprimant ainsi, le lundi 21 septembre, au tribunal de Nanterre, M^{rs} Bruno Ryterband entendait préciser dans quelle condition le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LIRA), six associations de déportés et trois associations de la déportation ont été amenés à saisir la justice afin qu'elle se prononce sur les propos tenus par M. Jean-Marie Le Pen lors de l'émission le « Grand Jury RTL-le Monde » diffusée le 13 septembre.

Dans leur assignation, le MRAP, la LIRA, l'Union nationale des associations de déportés, internés et familles de disparus (UNADIF), la Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance (FNDR), l'Amicale des anciens déportés juifs de France (AADJF), l'Amicale des déportés de Blechammer Heydreck et commando Auschwitz III, l'Amicale des anciens déportés de Buna-Monowitz Auschwitz III, l'Association des fils et filles de déportés juifs de France, l'Union des tziganes et voyageurs de France, M. Henri Morau, secrétaire de l'Amicale d'Auschwitz, M^{rs} Zlatin, ancienne directrice de la Maison d'enfants d'Izieu, et M. Léon Reifman, demandant au juge d'ordonner de constater que les propos du président du Front national relatifs aux questions juives qu'il était posées sur la génocide juif et l'existence des chambres à gaz « ont provoqué dans l'opinion, et en particulier auprès des déportés survivants et de leurs familles, un trouble manifestement illicite » et de condamner M. Le Pen à payer à chacun d'eux la somme de 1 franc « à titre d'indemnité provisionnelle à valoir sur le préjudice qu'ils ont subi ». Enfin, il est demandé au magistrat d'ordonner la lecture de cette décision lors de la prochaine émission « Grand jury RTL-

le Monde » aux frais de M. Le Pen.

Selon M. Le Pen, la réalité de l'existence des chambres à gaz ne serait qu'un « point de détail ». Aussi, devant M. Germain Le Foyer de Costil, président du tribunal civil de Nanterre, qui avait tenu à occuper le siège du juge des référés, M^{rs} Bernard Journeux a stigmatisé ce mot « qui tue en même temps ceux qu'il a offensés et celui qui l'a prononcé ».

En demandant au juge d'écouter les voix chères qui se sont tuées rappeler à la face du monde ce qui fut le déshonneur de l'humanité, l'avocat a caractérisé la faute de M. Le Pen, que ce dernier n'a d'ailleurs pas effacé par ses mises au point ultérieures, en déclarant : « Il a délibérément espéré que, pour lui, l'essentiel n'était pas dans le mode d'acquisition utilisé par les nazis alors que c'est là que réside la spécificité de cette guerre. »

« Un trouble manifestement illicite »

Pour M^{rs} Patrick Quentin, attaché à démontrer le mécanisme de la pensée du président du Front national, « il s'agit de « marginaliser » les juifs comme l'ont été les tziganes en introduisant le doute », « ce qui conduit inéluctablement à l'oubli ». « Le Pen n'a pas improvisé, a ajouté M^{rs} Quentin, il ne s'est pas fait piéger. C'était volontaire, déterminé, réfléchi », en rappelant que les propos du président du Front national étaient, pour mot, strictement identiques à ceux prononcés en 1963 par un historien et révisionniste.

En outre, M. Le Pen était « pressé par l'urgence », sachant qu'un texte réprimant la négation du crime contre l'humanité est étudié à la chancellerie. « Il essaye d'effacer les traces du

crime, devait dire encore l'avocat, et en droit cela s'appelle de la complicité ».

Le doute que tente d'introduire M. Le Pen n'avait pas été invoqué, a rappelé M^{rs} Roland Rappaport, par Klaus Barbie, lors de son procès, l'ancien chef de la Gestapo de Lyon ayant déclaré : « Je ne suis pas responsable de ce qui est arrivé aux enfants d'Izieu », sans nier leur destinée.

Dans ses observations, le ministère public, représenté par le procureur de la République de Nanterre lui-même, M. Stéphane Boittiaux, a affirmé : « Il n'est pas possible de se retrancher derrière une expression dubitative qui, vis-à-vis des victimes, prend l'allure d'un sarcasme odieux, d'un mépris arrogant ou outrageant. » Pour le magistrat, le doute, c'est ce qui choque la conscience des victimes ou de leurs proches et porte atteinte à leur personnalité intime ; c'est ce qui est susceptible de constituer un trouble manifestement illicite ».

Après avoir, tout au long de sa plaidoirie, M^{rs} Georges-Paul Wagner, défenseur de M. Le Pen, avait repris en leitmotiv l'affirmation de son client : « C'est un procès de sorcellerie. » Selon l'avocat, les propos tenus lors de l'émission auraient été transformés, déformés : « Vous prétendez qu'il y eu un trouble ? En fait, on a troublé les sens des mots et le sens des phrases, on a transformé le « point de détail » en bagatelle sans importance. » Au lieu de cette procédure qu'il juge sans fondement juridique, M^{rs} Wagner s'est étonné que ses adversaires n'aient pas simplement demandé un droit de réponse. Mais il a surtout invoqué la liberté d'expression des opinions, « même celles qui pourraient être considérées comme les plus scandaleuses ».

L'ordonnance sera rendue le 23 septembre.

MAURICE PEYROT.

La banqueroute des frères Chaumet

Une joaillerie devenue banque occulte

Incapés de banqueroute, notamment par emploi de moyens truqués, d'escroqueries et d'abus de confiance, MM. Jacques et Pierre Chaumet, propriétaires de la joaillerie du même nom, sont détenus depuis le 13 juin à la prison de Fleury-Mérogis. Ainsi en a décidé, le 11 septembre, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, malgré l'avis contraire du parquet général, qui avait requis leur mise en liberté.

Les créanciers de la célèbre maison de la place Vendôme avaient jusqu'au 10 septembre pour se faire connaître auprès de M. Jean-Claude Girard, mandataire liquidateur. Administrateur judiciaire chargé d'apurer le passif, M^{rs} Hubert Lafont fera ensuite connaître, d'ici au 15 octobre, les créances qui seront finalement honorées, au vu de leurs justificatifs. En arrière-plan de ces réclamaions, les relations très particulières qu'établissaient les frères Chaumet avec certains de leurs clients : l'instruction, confiée à M. François Chaumet, a permis d'établir qu'ils se comportaient comme des banquiers occultes.

Chaumet n'était plus seulement une joaillerie, c'était devenue une banque. Ce qui n'était avoué qu'en conditionnel, avec d'inévitables précautions de style, apparaît aujourd'hui une certitude. Dans leur fuite en avant, provoquée à partir de 1982 par l'effondrement du cours du diamant, la hausse du dollar et la chute du prix du pétrole, les frères Chaumet recherchaient sans cesse de l'argent frais. Aussi ne se sont-ils plus contentés de simples transactions autour de bijoux ou de pierres précieuses. Après de leurs clients les plus fidèles, sous le voile d'une anacrotie « confiance » donnant à leur joaillerie la discrétion d'un cabinet notarial, ils sollicitèrent donc des emprunts en contrepartie desquels ils s'engageaient à leur verser des intérêts.

Telle est la clé d'un passif fabuleux : un emprunt en appellation d'aux, donnant ainsi l'apparence de la prospérité à une société au bord de la faillite. En l'état actuel de l'instruction, le passif du groupe Chaumet, en effet, est évalué à plus de 2 milliards de francs ! Il comprend, pour la société Chaumet et C^{ie} (Chaumet-Paris), près de 600 millions de dettes auprès de divers fournisseurs et banquiers, 50 millions de factures de bijoux, des « confis » commerciaux utilisés ou revendus, 112 millions de remises occultes d'espèces par des particuliers et plusieurs centaines de millions d'engagements de caution donnés par les deux frères au profit notamment de Chaumet-Genève, leur filiale suisse. S'y ajoutent les passifs des filiales étrangères : un total de près de 90 millions pour celles de Bruxelles, Londres et New-

York, et plus de 1 milliard de francs pour celle de Genève.

Derrière ce tableau catastrophique, se cache donc la mutation d'une joaillerie biennuaise en banque illégale. Le mécanisme est abondamment détaillé dans les réquisitions de l'avocat général, M. Yves Chauvy, devant la chambre d'accusation : « Les frères Chaumet avaient tellement besoin de trésorerie que, en plus des banques, ils s'adressaient à des particuliers : ils se comportaient alors comme des banquiers par la réception de fonds constants dans des emprunts en rémunération dans lesquels ils servaient un intérêt. » Certains clients ont ainsi versé, en plusieurs fois, jusqu'à 4 millions de francs.

Comptes nominatifs

Pour ce faire, il y avait deux filières. La première consistait en des « comptes courants nominatifs », c'est-à-dire où l'identité des clients prêteurs n'est pas masquée en comptabilité. Ces comptes étaient alimentés sous forme de chèques ou de virements bancaires, par dépôts de numéraires ou de prises d'option sur affaire à réaliser, contre confirmation écrite, parfois contre traites ou billets à ordre renouvelés ou annulés par paiement. Ces comptes produisaient un intérêt de 11 % à 14 %, versé au client selon virement bancaire, ou sous forme de pierres ou de bijoux, ou encore capitalisés.

La seconde filière est « occulte » : les identités des prêteurs sont voilées sous des noms de code. Les clients versaient, de la main à la main, des espèces, en échange desquelles ils recevaient des lettres à en-tête des frères Chaumet valant reconnaissance de dette. Mais des lettres mensongères, selon un accord tacite, puisqu'elles étaient ainsi libellées : « Remise en dépôt d'un paquet cacheté contenant des bijoux d'une valeur de... ». Ces prêts occultes produisaient un intérêt de 12 % à 22 %, versé en espèces ou en marionnettes.

Commencées en 1982, ces pratiques se sont accentuées vers la fin 1986. Elles s'accompagnaient parfois, a relevé le parquet général, « de la remise de pierres ou bijoux », servant de garantie. La première catégorie comprend soixante-quatorze comptes courants nominatifs, avec un total d'« encourus clients » — c'est-à-dire de sommes déposées mais non remboursées — atteignant 50 millions fin 1986. La seconde catégorie (filière « occulte ») concerne un traitement de dépositants et atteint un total de 112 millions de francs.

La pratique des comptes courants n'est pas, en soi, illicite : elle s'apparente à un dépôt d'argent chez l'importe quel commerçant, sur lequel sont débités les dépenses régulières du client. En revanche, le versement d'intérêts, alimentés en réalité par de nouveaux prêts d'autres clients, revient à une escroquerie légale de la profession de banquier. Dans ce cadre, les clients sont théoriquement comptés de l'instruction, puisqu'ils savaient exactement ce qu'ils attendaient en retour des sommes versées.

Pour l'heure, l'instruction de M. François Chaumet ne s'intéresse guère à eux. Pas plus d'ailleurs que l'administration fiscale qui ne semble avoir diligenté aucune enquête parallèle. Toutefois la situation peut évoluer, le juge d'instruction comme les policiers de la brigade financière, essayant patiemment d'aller au-delà des apparences dans un dossier rendu fort « sensible » par la présence, parmi les créanciers, pour un montant de 6,3 millions de francs, de M. Albin Chalandon, garde des sceaux. M. Chalandon assure avoir fourni dans les délais les justificatifs de sa créance à M. Girard. Une créance qui, assure-t-il, ne concernait que des bijoux, achetés ou revendus, à partir de 1982.

EDWY PLENEL.

Le holà d'Ulla

LYON de notre correspondant régional

« Tapez ULLA, Code 36 15 » : l'affiche qui a fleuri pendant la période estivale sur les murs des grandes villes ne cachait pas grand-chose de l'anatomie d'une jeune personne et rien de ses intentions libidineuses. ULLA : ce n'était qu'un des pseudonymes proposés aux amateurs d'évasion tarifée. Seulement Ulla existe. Et elle s'est reconnue. Porte-parole des prostituées lyonnaises en révolte pendant l'été 1975, elle avait connu son heure de gloire.

Aujourd'hui, elle a choisi un mode d'existence bien différent. Elle a fondé une école équestre en Haute-Loire et accueille des enfants inadaptés. C'est de ce refuge qu'elle s'est émue de la publicité douteuse faite à son nom. S'adressant à ses connaissances à la vie privée et d'un préjudice professionnel, elle a

porté plainte le 15 septembre contre l'administration des PTT, la société d'affichage et le directeur de la messagerie « rose ».

Pour l'ancienne prostituée, qui affirme avoir totalement tourné la page aujourd'hui, l'utilisation « sans son consentement » de son ancien pseudonyme représente une volonté délibérée d'associer son nom à une « publicité prostitutionnelle ». Ulla estime à 2 millions de francs le préjudice subi, exige le retrait des affiches incriminées — la campagne a depuis cessé, — et demande l'abandon du code Ulla sur le réseau.

Elle a parfaitement conscience de s'attaquer à des groupes « très puissants ». Mais elle refuse le rappel insistant de son activité passée et se réfère à une morale simple, exprimée très directement : « Quand j'étais une proxénète, au moins je connaissais son nom... ».

CLAUDE RÉGENT.

Sept mois après l'attaque avec prise d'otages d'une agence de la caisse d'épargne

Une douzaine de personnes interpellées à Marseille

Les policiers du SRPJ de Marseille ont interpellé, le lundi 21 septembre, une douzaine de personnes soupçonnées d'avoir participé à l'attaque, le 9 février dernier, d'une agence de la caisse d'épargne de Marseille au cours de laquelle vingt-trois employés et clients avaient été retenus en otage pendant près de douze heures, tandis que les malfaiteurs fracturaient plus de trois cents coffres et s'emparaient d'un butin évalué à 15 millions de francs (Le Monde du 11 février 1987).

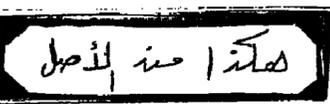
Ces arrestations, font suite à l'interpellation, par la police espagnole, le samedi 19 septembre, à Cordoue (Espagne), de deux malfaiteurs marseillais, Antoine Lanza, cinquante-quatre ans, et Christian Cecchi, vingt-six ans, au moment où ils s'apprêtaient à écouler auprès d'un recel de bijoux et pierres précieuses dont une partie proviendrait de la caisse d'épargne de Marseille.

Les conditions dans lesquelles les malfaiteurs avaient échappé à la police, le 9 février, malgré un impressionnant dispositif déployé pour les intercepter, avaient provoqué une vive polémique, notamment entre M. Robert Broussard, directeur central des polices urbaines, arrivé sur les lieux avec une équipe du RAID (recherche, assistance, intervention, dissuasion), et certains responsables de la police marseillaise, dont le commissaire divisionnaire Georges N'Guyen Van Loc, chef local du groupe d'intervention de la police nationale, et M. Pierre

Quilici, directeur départemental des polices urbaines des Bouches-du-Rhône. Dix jours après, ce dernier devait être relevé de ses fonctions par M. Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité, pour avoir « gravement manqué au devoir de réserve » (Le Monde du 20 et du 22 février 1987).

Deux policiers municipaux de Cannes inculpés d'arrestation arbitraire. — Deux policiers de la ville de Cannes, dont les identités n'ont pas été révélées, ont été inculpés, le lundi 21 septembre, d'arrestation arbitraire et placés sous contrôle judiciaire. Ces inculpations font suite à une intervention illégale, le 4 mars dernier dans la soirée, des deux fonctionnaires municipaux. Ayant trouvé deux clochards endormis devant le Palais des festivals, les policiers les avaient fait monter de force dans un véhicule de service et amenés hors des limites de l'agglomération pour les déposer, en rase campagne, sur le territoire de la commune de Mandelieu.

Exécution d'un condamné à mort aux Etats-Unis. — Timothy Mc Corquodale, condamné à mort, a été exécuté le lundi 21 septembre sur la chaise électrique, dans l'Etat de Georgie, pour avoir violé, torturé et tué une jeune fille. Il est le quatre-vingt-troisième condamné à mort à être exécuté depuis le rétablissement de la peine capitale en 1976 par la Cour suprême. — (AFP)



Société

Jeux des frères Charrier

Une joaillerie de banque occulte

passive, notamment par emploi de moyens et de d'abus de confiance. M. Jacques et M. Albert de la poissière du même nom ont été... la chambre d'accusation de la cour d'appel... le parquet général, qui avait requis...

de la célèbre maison de la place Vendôme... pour se faire connaître auprès de... liquidation... M. Robert Lafont fera entendre... les créanciers qui auront finalement... l'absence de participation de ces... l'absence de leur clefs... l'absence de leur... l'absence de leur... l'absence de leur...

est... l'absence de leur... l'absence de leur...

ail... l'absence de leur... l'absence de leur...

ail... l'absence de leur... l'absence de leur...

RELIGIONS

Le prochain synode des évêques catholiques

L'Eglise redécouvre ses laïcs

Deux cent trente évêques et soixante auditeurs laïcs vont participer à Rome, du 1^{er} au 30 octobre, à un synode consacré à la place des laïcs dans l'Eglise catholique. Un livre, publié le mardi 22 septembre, éradit à la fois la diversité des tâches remplies en France par les laïcs et leur malaise (1).

Le diffuseur de la «bonne» presse, la mère de famille catholique, le militant d'usine et la dame d'œuvre; pendant des décennies, les modèles types du laïc dans l'Eglise catholique sont restés immuables. Aujourd'hui, on voit des laïcs prêtres des familles religieuses, amener le dimanche des «assemblées» sans prêtre. Ils sont nombreux dans les hôpitaux et les lycées. Dans les paroisses, ce sont eux qui préparent les enfants au baptême ou les couples qui décident de se marier à l'Eglise.

Le laïc est aujourd'hui une force de frappe mal connue, et encore moins reconnue. Cette distinction est volontaire, assurément. En effet, plus se fait sentir la pénurie de prêtres, plus on a besoin de laïcs; plus on fait appel à des laïcs, plus le prêtre s'interroge sur sa place, et les vocations se trouvent découragées. C'est le cercle vicieux.

Pendant longtemps, la répartition des tâches était simple et convenue: au curé, la gestion de la paroisse, du culte et des sacrements, ainsi que la formation religieuse des enfants; au laïc, la mission dans le monde, les actions caritatives, l'engagement dans les mouvements, dans la presse, à l'université, etc.

Cette ancienne division du travail ne correspond plus à rien aujourd'hui. Sous l'impulsion du concile Vatican II et en raison de l'immense soutien de clergé, d'une part le prêtre est sorti de son territoire paroissial et de ses écoles, d'autre part, les laïcs se sont de plus en plus engagés dans l'animation et la gestion de ce qui était autrefois le domaine réservé du curé.

Le Parlement de l'évêque. Le résultat est là. La liste des services d'Eglise, où les laïcs ont en position numériquement dominante, s'allonge. Le mérite principal du livre-bilan rédigé par des journalistes de la Vie est de montrer que, même s'ils se plaignent à juste titre de ne pas être reconnus à leur vraie place dans l'Eglise, les laïcs y exercent un véritable pouvoir de fait.

Avec 220 000 employés laïcs - presque tous bénévoles, il est vrai - l'enseignement religieux des enfants (le catéchisme) est devenu une énorme entreprise. Les aumôniers d'enseignement public ne comptent pas moins de 30 000 animateurs, dont seulement 2 500 prêtres. Parmi eux, les responsables laïcs d'aumônerie, titulaires d'une lettre de mission de leur évêque, sont déjà 600 à 700, dont un quart de permanents rattachés au SMIC (comme le prêtre).

Pour leur part, les assemblées dominicales en l'absence de prêtres (ADAP), c'est-à-dire les célébrations hebdomadaires préparées et animées par des laïcs, sans consécration eucharistique puisque sans prêtre, 700 il y a dix ans, sont à présent

au nombre de 2 000. On disait hier que seules les zones rurales et déchristianisées étaient touchées; or il n'y a plus que 12 diocèses sur 94 en France à en être privés. Il faudrait enfin ajouter la multiplication des équipes pastorales, qui prennent les affaires en main quand le prêtre disparaît et n'est pas remplacé, et celle des conseils pastoraux, ces assemblées de laïcs cooptés ou élus, qui autour du prêtre, font tourner la paroisse. Les exemples de Saint-Merril ou de Saint-François-Xavier à Paris, de Saint-Augustin à Rennes, où les délégués sont élus par les paroissiens, qui hier encore, suscitaient la curiosité, sont de moins en moins rares. Une vingtaine de diocèses sont même passés un cran au-dessus: leur conseil pastoral diocésain, avec des délégués prêtres et laïcs, est devenu une sorte de Parlement de l'évêque.

Les laïcs préféreraient-ils aujourd'hui s'engager dans la «bonne» (catéchèse, animation liturgique, groupe de prières, préparation aux sacrements) plutôt que dans des mouvements d'action catholique, victimes d'une hémorragie?

Ce serait oublier les «services» nouveaux rendus à l'écclésial, par exemple dans ce que l'Eglise appelle la pastorale des migrants ou celle de la santé. De même, la préparation au baptême et au mariage, les visites aux malades, les funérailles religieuses sont de plus en plus conçues comme des formes de «révangélisation», s'agissant le plus souvent de rencontres avec un public qui n'a plus que des rapports épisodiques avec l'Eglise.

Des licenciés en théologie

L'époque n'est plus où des fidèles apprenaient l'hébreu par goût de l'exotisme ou préparaient, comme passe-temps, une licence de théologie. D'une part, le besoin d'une formation religieuse mieux charpentée, relayant le catéchisme de leur enfance, s'exprime plus souvent chez les laïcs. D'autre part, ceux qui dirigent des ateliers de Bible, assurent une prédication, ou préparent des adultes au baptême ne peuvent pas se contenter d'improvisation ou de formation sur le tas.

Les diocèses investissent donc une part de plus en plus grande de leurs moyens dans des cycles de formation générale ou spécialisée, le besoin le plus urgent étant la formation des catéchistes. Certains ont même créé des «écoles de ministère». A Paris, les filières les plus recherchées sont le Centre Sèvres des jésuites, le Centre d'intelligence de la foi (CIF) du Père de Chalendar, l'Ecole-Cathédrale du Père Perrier, curé de Notre-Dame, et surtout la formation C de l'Institut catholique, qui prépare en sept ans une licence de théologie. Elle compte cette année 240 inscrits.

Cet appétit de formation et la participation plus diversifiée des laïcs à la vie de leur Eglise posent la question-clé des relations avec le clergé. La coupure qui a longtemps dominé entre l'Eglise «enseignante» qui sait et commande - la hiérarchie épiscopale et le clergé - et l'Eglise «enseignée» qui ignore presque tout et obéit - les fidèles, qu'on appelait les «ouailles» -

résiste de moins en moins à l'évolution des faits et des mentalités.

La revendication des laïcs tournait hier autour de la question toujours controversée de l'accès d'hommes et de femmes mariés à un ministère ordonné. Celui-ci reste réservé, on le sait, au prêtre célibataire, hormis le diaconat permanent ouvert aux hommes mariés. La France compte 300 diacres: c'est peu. Ils sont plus de 10 000 dans le monde.

Si la concurrence clercs-laïcs semble moins exacerbée que lors des remous qui ont suivi le concile, le partage des tâches tel qu'il existe aujourd'hui dans l'Eglise se heurte à bien des résistances et à des frustrations. Un grand nombre de prêtres, y compris parmi les plus âgés, ont fait des «reconversions» étonnantes et ont confié à des laïcs des responsabilités.

Mais d'autres au contraire acceptent mal un rapetissement de leurs fonctions: «Je ne suis plus, dit l'un d'entre eux, qu'une machine à consacrer l'Eucharistie et à verser l'eau du baptême». Cette crainte est vive dans le jeune clergé qui, moins nombreux, cherche à s'affirmer davantage. «On voit arriver une génération de jeunes clercs, constate un jésuite, dont le modèle d'autorité est antérieur à Vatican II.»

Inversement, des équipes de préparation au baptême et au mariage supportent de moins en moins que, le jour venu, le sacrement doive être célébré par un prêtre «parachuté», qui n'a pas suivi les étapes, alors que, dans le droit canon comme dans le rituel, rien n'interdit au laïc de célébrer un baptême.

Cette situation où les laïcs, plus actifs et formés, restent affectés à des tâches de préparation jugées secondaires et où le prêtre devient un simple «distributeur de sacrements», voire un «faiseur de rites», est jugée de moins en moins satisfaisante par les uns comme par les autres. «Cette répartition cadastrale équivaut à une vivisection», dit le Père Yviri, secrétaire général adjoint de l'épiscopat.

Habitues au manque de prêtres bien avant les sociétés occidentales, les Eglises d'Afrique et d'Amérique latine ont expérimenté des formules de «coresponsabilité» entre clercs et laïcs dont la discussion sera l'un des principaux centres d'intérêt du prochain synode de Rome.

HENRI TINCO.

(1) Printemps d'Eglise aujourd'hui, les laïcs, chez Desclée de Brouwer, 240 p., 95 F. Le quotidien la Croix a également consacré un numéro hors série au synode sur les laïcs (3, rue Bayard, 75393 Paris CEDEX, 84 p., 30 F).

SANTÉ

Boissons alcooliques et manifestations sportives

M^{me} Barzach ne veut pas confondre parrainage et publicité

Où est-on précisément aujourd'hui en matière de publicité pour les boissons alcooliques? Après la promulgation de la loi du 30 juillet 1987, rien n'est encore réglé dans ce domaine. La lecture du texte de cette loi donne en effet lieu, depuis plusieurs semaines, à des interprétations diverses et contradictoires. Réunis le 21 septembre à Paris, professionnels de la vente des boissons alcooliques et publicitaires ont exprimé leurs vives inquiétudes à ce sujet. «J'ai arrêté toutes mes opérations de sponsoring car si une ligne anti-alcoolique dépose une plainte, je ne sais pas comment les juges interpréteront la loi, a notamment expliqué M. Daniel Hémond, président-directeur général de la société Pernod. J'ai tout supprimé, qu'il s'agisse du Paris-Dakar, de manifestations de rugby, de golf (Open Suze) ou du tennis (Ser-Suze). Nous n'aiderons plus d'autre part une centaine de petites manifestations sportives.» (1)

La principale question posée est celle du parrainage des manifestations et des activités sportives par les fabricants de boissons alcooliques. Pour le professeur Claude Got, ancien membre du Haut Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme, aucune ambiguïté n'est possible. Il est clair, selon lui, que la loi du 30 juillet interdit toute possibilité de parrainage dans ce domaine. «Tous les milieux juridiques et

professionnels sont d'accord sur ce point», assure-t-il.

M^{me} Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille, adopte, curieusement, une position contraire. Elle l'en est expliquée le 21 septembre devant les publicitaires. «Nous n'avons pas eu par la loi le désir d'interdire le parrainage», a-t-elle déclaré, en essayant d'expliquer en quoi, selon elle, publicité et sponsoring étaient différents. Selon M^{me} Barzach, «la publicité est destinée à donner envie de consommer un produit, pas le sponsoring», qui est «destiné à promouvoir une entreprise, une firme». «Si un bateau est parrainé par exemple par Ricard, ce n'est pas ça qui va faire consommer de l'alcool», a ajouté le ministre de la santé. «Je m'engage à publier très rapidement, c'est-à-dire au maximum dans trois semaines, une circulaire d'application de la nouvelle loi, et si ce n'est pas suffisant, nous ferons un décret en Conseil d'Etat, car je ne souhaite pas plus que vous rester dans le flou», a annoncé M^{me} Barzach, aux professionnels de la vente des produits alcooliques.

J.-Y. N.

(1) Le Comité national de défense contre l'alcoolisme (CNDCA) publiera prochainement une mise au point destinée aux annonceurs indiquant dans quelles conditions il engagera des actions en justice.

Nous Aimons Voler Et Cela Se Voit.



Avec Plus De 3 700 Vols Quotidiens Dans Le Monde.

Quand les gens aiment leur métier, ils le montrent. A travers leur sourire, leurs mains qui se tendent pour vous aider et le plaisir de vous



satisfaire, vous vous sentirez à chaque instant le bienvenu. En choisissant Delta pour vous rendre de Paris aux États-Unis, vous êtes certains de voyager avec la meilleure des compagnies. C'est ainsi que nos 48.000 employés ont valu à Delta les plus hauts indices de

satisfaction passagers jusqu'ici inégalés par aucune autre compagnie aérienne.

Delta et le réseau Delta Connection desservent plus de 230 villes dans le monde. Renseignez-vous sur nos tarifs préférentiels pour les États-Unis auprès de votre agent de voyages ou chez Delta.

Nous aimons notre métier et nous voudrions vous faire partager notre enthousiasme.

Pour tout renseignement, appelez Delta Air Lines (1) 43 35 40 80. Bureau de vente: Delta Air Lines, 24, boulevard des Capucines, 75009 Paris.

DELTA Nous Aimons Voler Et Cela Se Voit.



©1987 Delta Air Lines, Inc.

SPORTS

FOOTBALL

Dniepr, premier club professionnel d'URSS

Dniepr, l'équipe de football de la ville ukrainienne de Dniepropetrovsk, est le premier club soviétique entièrement indépendant et géré, à titre expérimental, sur des bases professionnelles.

Conformément aux thèses de M. Mikhaïl Gorbatchev sur l'autofinancement, l'équipe de Dniepr a renoncé à ses liens officiels avec l'organisation syndicale qui la soutenait auparavant; actuellement, en effet, toutes les équipes de première division dépendent d'un organisme centralisé comme les syndicats, l'armée et les forces de sécurité.

Dniepr signera d'abord des contrats de trois ans avec ses joueurs et ses entraîneurs, a déclaré le responsable du club, Georgy Lindik. Si l'équipe décide de mettre fin au contrat d'un joueur, il recevra une prime égale à 10 % de ses revenus touchés pendant la période où il a joué pour le club.

Les salaires des joueurs, les dépenses d'équipement et de gestion quotidienne seront assurés par la vente des billets (y compris pour assister aux entraînements), les dons

des supporters et la vente des fanions, a expliqué l'agence Tass en annonçant cette initiative. «Notre succès financier dépendra de nos résultats dans le championnat soviétique et dans les autres grandes compétitions», a déclaré l'entraîneur de Dniepr, Yevgeny Kucherevsky, dont l'équipe vient de se porter à la deuxième place du classement.

COUPE D'EUROPE: Partisan Tirana exclu de la compétition. - Le club albanais Partisan Tirana a été exclu de la Coupe d'Europe des clubs champions à la suite des incidents survenus, le mercredi 16 septembre, à Lisbonne, contre Benfica. Quatre joueurs albanais, expulsés pendant le match, ont été suspendus des prochaines épreuves européennes: cinq ans pour le capitaine Perlat Musta, accusé de voies de fait, comportement injurieux envers l'arbitre et incitation à la violence; quatre ans pour Niko Frasher et Iir Lame; et deux ans pour Arjan Ahmeti. Benfica de Lisbonne se trouve qualifié pour le deuxième tour sans avoir à disputer le match retour.

ARTS

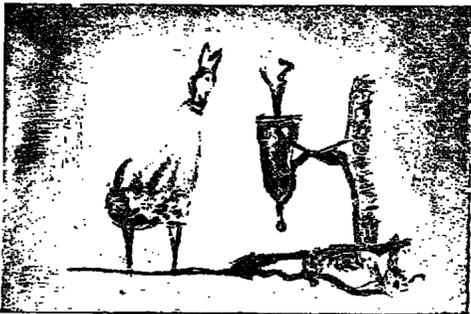
La rentrée des galeries parisiennes Distance et réflexion

Vedettes, presque oubliés et inconnus se partagent grandes et petites cimaises du quartier Beaubourg et de la rive gauche.

Certaines étaient plutôt américaines, d'autres plutôt italiennes ou allemandes, cette fois elle est très nettement française, cette rentrée des galeries du quartier Beaubourg, qui selon la bonne habitude ouvrent toutes en même temps. Française et très sensiblement animée d'un besoin de calme, de pondération, de réflexion, voire et modèles dominant la scène internationale de ces dernières années. Cela nous permet de renouer avec des artistes qui n'ont pas été de la fête. Par exemple Martin Barré, dont la géométrie sensible inspire grand respect, en particulier du côté de ces jeunes artistes qui démontrent l'envie de revenir à la droiture et à la dignité d'une peinture sans emphase, où le peu et le moins pourraient en dire beaucoup et plus.

Ce qui n'est pas donné d'avance et implique une certaine abnégation (à laquelle les générations d'aujourd'hui ne sont pas forcément habituées), beaucoup de concentration, une maîtrise extrême des moyens, un apprentissage patient du trait, des couleurs, de l'espace, afin d'en tirer notes et idées personnelles. Comme y est arrivé Martin Barré, ce presque minimaliste silencieux, né en 1924, qui sait être rigoureux tout en se passant de machine théorique ou manifeste, dont la spécificité, au fond, est le blanc et sa respiration à l'infini suspendue à l'équilibre de triangles aux couleurs douces. Une rareté.

Alberola expose chez Tempion, Garouste chez Durand-Dessert, et Rousse chez Farideh Cadot. Pouvaient-on imaginer meilleure conjonction d'artistes de la génération des années 80 ? Les trois surprennent, chacun à leur manière, par leur façon de faire évoluer leur relation compliquée, passionnelle à la peinture. La photographie qui, chez Rousse, conserve toujours la trace de ses secrètes rencontres picturales dans des entrecroisements désaffaiblis, de Rome (il vient d'être pensionnaire à la Villa Médicis) ou d'ailleurs, ne ressemble déjà plus à celle d'il y a un an, quand il ajustait miroirs et figures géométriques aux arêtes des murs, créant ainsi une architecture fictive et troublante. Maintenant, il ne retient de ses rituels nocturnes qu'un petit pan de mur aux aspérités révélées dans le clair-obscur dont la source — des bougies — n'est pas dans le champ



Gérard Garouste. Gravure

visuel. Par contre, il y intègre de longs monologues qui tournent autour de ses rêves de monochromes et de lumières transcendantes — un peu agaçant à vrai dire, comme s'il lui fallait absolument se recroquer aux mots pour combler le vide, l'absence de figures, sa solitude.

Alberola, qui semblait avoir mis de plus en plus souvent ses pincesaux au clou et ne plus vouloir montrer que documents, textes et vieilles cartes postales, y revient, semble-t-il, en annonçant « Suzanne et les vieillards », le thème général de sa peinture — une histoire de regards et d'interdits — qu'il retourne dans tous les sens depuis ses débuts, avec celui de Diane et Actéon.

Il présente donc cinq peintures de formats divers, si divers qu'ils ne risquent pas de faire un bel accro-

chage, et, sous forme d'avis, il les annonce comme non terminées au jour du vernissage.

Comment lire cela ? Comme le constat que c'est à nous de faire, d'achever le travail, de chercher dans le jeu de cache-cache les images manquantes ? Comme un nouveau refus de soumettre les tableaux au regard et surtout au jugement de ses contemporains, ce qu'il avait voulu faire lors de son exposition à Beaubourg en accrochant très haut ses toiles ? Ou bien comme un rappel de sa liberté d'artiste à décider du moment où le tableau est achevé ? Ou encore à marquer son autonomie à l'égard du circuit des œuvres, de son marchand ? Tout cela à la fois sans doute. En tout cas, le voilà peut-être plus que jamais durcisant un comportement d'artiste conceptuel, néo-dadaïste — mais néanmoins fonda-

mentalement peintre, qui fait œuvre de ses contradictions. Curieusement, Garouste évolue en sens opposé. Beau parieur plutôt que bon peintre à ses débuts, parti comme Alberola avec dans la palette une bonne crise de style et du sujet à résoudre, sa recherche de lui-même l'a conduit vers tout ce qui avait l'aspect de peinture classique. Et de se fabriquer des alibis intellectuels à son besoin de nourritures anciennes. Mais, en ces années de décodage, n'aurait-il pas tout simplement appris à composer, à broser sous le couvert ? Si bien qu'on est aujourd'hui tenté de dire qu'il tient, sa peinture, et qu'il peint tout bonnement. Quelque chose a changé dans la manière libérée d'une bonne dose d'empatement. Lui-même reconnaît que cette longue suite de tableaux autour de la Divine Comédie qu'il expose aujourd'hui correspond au commencement de l'aventure, à la libération du système qu'il avait mis en place. Le geste s'est élargi, les sujets ont fondu en volutes, fumées, nuages, rideaux, tentures et postures de personnages, pour ne plus faire qu'un tout, créer un climat d'effusion, de mystère, d'étrangeté symbolique auquel on peut se laisser prendre.

mentalement peintre, qui fait œuvre de ses contradictions.

Curieusement, Garouste évolue en sens opposé. Beau parieur plutôt que bon peintre à ses débuts, parti comme Alberola avec dans la palette une bonne crise de style et du sujet à résoudre, sa recherche de lui-même l'a conduit vers tout ce qui avait l'aspect de peinture classique. Et de se fabriquer des alibis intellectuels à son besoin de nourritures anciennes. Mais, en ces années de décodage, n'aurait-il pas tout simplement appris à composer, à broser sous le couvert ? Si bien qu'on est aujourd'hui tenté de dire qu'il tient, sa peinture, et qu'il peint tout bonnement. Quelque chose a changé dans la manière libérée d'une bonne dose d'empatement. Lui-même reconnaît que cette longue suite de tableaux autour de la Divine Comédie qu'il expose aujourd'hui correspond au commencement de l'aventure, à la libération du système qu'il avait mis en place. Le geste s'est élargi, les sujets ont fondu en volutes, fumées, nuages, rideaux, tentures et postures de personnages, pour ne plus faire qu'un tout, créer un climat d'effusion, de mystère, d'étrangeté symbolique auquel on peut se laisser prendre.

mentalement peintre, qui fait œuvre de ses contradictions. Curieusement, Garouste évolue en sens opposé. Beau parieur plutôt que bon peintre à ses débuts, parti comme Alberola avec dans la palette une bonne crise de style et du sujet à résoudre, sa recherche de lui-même l'a conduit vers tout ce qui avait l'aspect de peinture classique. Et de se fabriquer des alibis intellectuels à son besoin de nourritures anciennes. Mais, en ces années de décodage, n'aurait-il pas tout simplement appris à composer, à broser sous le couvert ? Si bien qu'on est aujourd'hui tenté de dire qu'il tient, sa peinture, et qu'il peint tout bonnement. Quelque chose a changé dans la manière libérée d'une bonne dose d'empatement. Lui-même reconnaît que cette longue suite de tableaux autour de la Divine Comédie qu'il expose aujourd'hui correspond au commencement de l'aventure, à la libération du système qu'il avait mis en place. Le geste s'est élargi, les sujets ont fondu en volutes, fumées, nuages, rideaux, tentures et postures de personnages, pour ne plus faire qu'un tout, créer un climat d'effusion, de mystère, d'étrangeté symbolique auquel on peut se laisser prendre.

mentalement peintre, qui fait œuvre de ses contradictions. Curieusement, Garouste évolue en sens opposé. Beau parieur plutôt que bon peintre à ses débuts, parti comme Alberola avec dans la palette une bonne crise de style et du sujet à résoudre, sa recherche de lui-même l'a conduit vers tout ce qui avait l'aspect de peinture classique. Et de se fabriquer des alibis intellectuels à son besoin de nourritures anciennes. Mais, en ces années de décodage, n'aurait-il pas tout simplement appris à composer, à broser sous le couvert ? Si bien qu'on est aujourd'hui tenté de dire qu'il tient, sa peinture, et qu'il peint tout bonnement. Quelque chose a changé dans la manière libérée d'une bonne dose d'empatement. Lui-même reconnaît que cette longue suite de tableaux autour de la Divine Comédie qu'il expose aujourd'hui correspond au commencement de l'aventure, à la libération du système qu'il avait mis en place. Le geste s'est élargi, les sujets ont fondu en volutes, fumées, nuages, rideaux, tentures et postures de personnages, pour ne plus faire qu'un tout, créer un climat d'effusion, de mystère, d'étrangeté symbolique auquel on peut se laisser prendre.

mentalement peintre, qui fait œuvre de ses contradictions. Curieusement, Garouste évolue en sens opposé. Beau parieur plutôt que bon peintre à ses débuts, parti comme Alberola avec dans la palette une bonne crise de style et du sujet à résoudre, sa recherche de lui-même l'a conduit vers tout ce qui avait l'aspect de peinture classique. Et de se fabriquer des alibis intellectuels à son besoin de nourritures anciennes. Mais, en ces années de décodage, n'aurait-il pas tout simplement appris à composer, à broser sous le couvert ? Si bien qu'on est aujourd'hui tenté de dire qu'il tient, sa peinture, et qu'il peint tout bonnement. Quelque chose a changé dans la manière libérée d'une bonne dose d'empatement. Lui-même reconnaît que cette longue suite de tableaux autour de la Divine Comédie qu'il expose aujourd'hui correspond au commencement de l'aventure, à la libération du système qu'il avait mis en place. Le geste s'est élargi, les sujets ont fondu en volutes, fumées, nuages, rideaux, tentures et postures de personnages, pour ne plus faire qu'un tout, créer un climat d'effusion, de mystère, d'étrangeté symbolique auquel on peut se laisser prendre.

Un peu de neuf

Il y a les célébrités, ceux dont l'exposition d'automne est attendue et nécessairement remarquée, sinon remarquable. Et il y a les autres, artistes jeunes en quête d'un début de notoriété ou artistes moins jeunes, discrets par nature ou par force. On reconnaît leurs galeries, un jour de vernissage, particulièrement le jour du « grand » vernissage d'automne, à des signes peu équivoques : le public ne s'y agglomère ni devant la porte, dans la cour ou sur le trottoir, ni à l'intérieur, en assemblés toujours admiratifs.

Exemple : la galerie bizarrement nommée l'Aire du Verseau. Deux artistes y sont exposés pour la première fois, un peintre et un sculpteur. Le peintre, Hung Rannou, vient de Quimper, où il exécute d'assez vastes toiles abstraites, bleues et noires, parcourues de boucles et rehaussées d'un peu de rose ou de jaune par endroits. La matière en est séduisante, même si l'on songe tantôt à Olivier Debré, tantôt à Anard. Les dessins, qui emploient le fusain et le gouache, ont de l'ampleur et de l'élégance.

Le sculpteur Alain Leonesi vient d'Arles, où il s'est appris à lui-même comment réunir verres, plomb, faïence et couleurs. Avec des assiettes cassées, des vitres en pièces, des pots passablement ébréchés, il construit des paysages et des natures mortes. Comme le verre imite l'eau de façon convaincante, Leonesi ajoute la nageoire d'un poisson ou le kiosque d'un sous-marin — et la marine est achevée. L'humour,



Peter Briggs. Sculpture récente

la variété des mélanges, font que l'on regarde avec plaisir ces travaux inattendus (1).

Inattendues encore les sculptures de Peter Briggs, qui appartient à l'école britannique dont est sorti le désormais célèbre Flanagan. Briggs fut son assistant, et le danger était grand pour lui de ne savoir comment se débarrasser d'un modèle si encombrant. Mais Briggs ne semble pas tenté de suivre Flanagan sur la voie de la fantaisie animalière. Son inspiration se veut plus sérieuse et plus érudite, fondée sur le rappel,

parfois discret parfois plus pesant, de quelques formes symboliques, buisson ardent de la Bible ou créatures serpentiformes de l'hindouisme. La synthèse est ingénieuse, mais les pièces demeurent frêles, d'une grâce si visiblement apprêtée que l'on sent le maniérisme proche (2).

Autre cas : celui de l'artiste ayant été à la mode, ayant cessé de l'être, presque périmé à moins de trente ans. On ne peut pas oublier, devant les œuvres récentes de Rémy Blanchard, que leur auteur fut un des héros de l'éphémère Figuration libre. C'était il y a quatre ans, et l'on admirait alors la désinvolture de Blanchard, sa manière d'associer animaux, bonshommes et motifs décoratifs. Celle-ci n'a pas changé, mais elle vieillit mal, et l'on espère que le peintre a de quoi se renouveler (3).

Les Français de la Figuration libre ont eu des restes plus de bonheur que leurs cousins graffitiistes new-yorkais, dont certains, une fois leur vogue passée, ont dû abandonner la peinture pour des emplois plus lucratifs de livreurs ou de coursiers. Les « néo-géo » et les « néo-dada » les ont remplacés. Mel Bochner est de ceux-là. Il fait alterner diagrammes géométriques et peintures de cubes vus en perspective, séries de traînées colorées (4). On serait tenté de douter de la longévité d'une formule si sommaire.

- (1) L'Aire du Verseau, 119, rue Vieille-du-Temple, jusqu'au 14 octobre.
- (2) Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix, jusqu'au 1^{er} octobre.
- (3) Galerie Krief, 50, rue Mazarine, jusqu'au 6 octobre.
- (4) Galerie Montanay, 31, rue Mazarine, jusqu'au 4 octobre.

A l'occasion de « Brummel à Caen » de Bernard Da Costa, première création de la méthode (à partir du 16 octobre) le YBB propose le mardi 29 septembre à 18 h 30 une conférence-débat sur le thème DANDYSME ESTHÉTIQUE ET LITTÉRATURE AU XIX^{SIÈCLE}. Avec la participation de : Irène Fran, Bernard Da Costa, Paul-Emile Debar, Raymond Cérôme, Jacques de Langlade et Gourzague Saint-Eric.

ENTRÉE LIBRE

en collaboration avec le FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS VENDREDI 25 SEPTEMBRE, à 20 h 30 Eglise Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux Dominique MERLET, Orgue Libeck, Strasbourg, P. Vidal, J.-S. Bach Places : 50 F, rés. 30 F, locat. Circulair 45-96-48-48

MUSIQUE

Kagel à Musica

Le « hachoir de Dieu »

Le festival Musica de Strasbourg continue à attirer les foules. Le public a fait un triomphe à l'œuvre blasphématoire de Kagel : la Décréation du monde.

Après quatre années, l'enthousiasme des Strasbourgeois pour Musica, le Festival international des musiques d'aujourd'hui, ne s'est en rien refroidi. Ils étaient plusieurs milliers toute la nuit de samedi à écouter Mendelssohn, Schönberg, Ligeti, Varèse ou Ferrari dans le parc de l'Orangerie, au milieu des jeux de lumière de Yann Kersalé, « sculptant les ombres et la nuit », comme dit Antoine Winkler.

Et dimanche soir, ils avaient envahi en foule les ateliers de la SNCF de Bischheim où sont révisés et réparés tous les TGV de France, dont les motrices éclairaient un bien curieux oratorio de Mauricio Kagel, *Die Erschöpfung der Welt*, c'est-à-dire « l'épuisement » ou plutôt la *Décréation du monde*.

Car il s'agit de l'antithèse exacte de la *Création* de Haydn, et Kagel a inversé, parfois systématiquement, le texte biblique : « *A la fin Dieu créa le ciel et la terre. Et la terre était déserte et vide... Les eaux grouillaient d'êtres morts, et les oiseaux disparaurent de la terre... Il fit l'homme et la femme et le défila.* » La lumière refuse de naître à l'appel de Dieu. Le « jardin zoologique » est maudit. Le déluge dure six cents ans. L'homme revendique de façonner Dieu à son image pour qu'il partage son malheur, et Dieu se venge « par la plus-value qui croît, par la dévaluation qui ruine, par la souffrance de la grossesse et de l'enfantement ».

Ainsi de suite. Les grands appels des Psaumes s'entrechoquent en une cacophonie de voix chaotiques, et tout s'achève dans la vision apocalyptique du « hachoir de Dieu », où les hommes, engouffrés d'un océan, sortent à l'autre bout en un amoncellement de bras, de têtes, de jambes, de mains et de pieds.

L'œuvre n'est pas nouvelle. Elle a été créée sous forme scénique à Stuttgart, puis en oratorio au Festival d'automne de Paris (le *Monde* des 6 mars 1980 et 15 octobre 1983), saluée immédiatement comme un chef-d'œuvre. Le triomphe sans bavure remporté à Strasbourg semble confirmer cette impression (1).

Dans une telle entreprise, est-il cependant concevable de distinguer la forme du fond ? Sans doute n'y a-t-il pas dans toute l'histoire de la musique un texte aussi blasphématoire.

NOTES

Cesarius Alvim, pianiste...

Cesarius Alvim, un des très beaux sons de contrabasse, s'installe au piano du Sunset. Autour de lui, J.-F. Jenny-Clark (quand on s'appelle Cesarius, on ne se fait pas remplacer par n'importe qui), et André Cocorelli. A l'avant-scène, distinction, pureté d'exécution, un rien de détachement à la trompette, Eric LeLann. On retrouve celui-ci la semaine suivante au Petit Oratoire accompagné par Glenn Ferris. Echange de bons procédés, Cesarius Alvim sera alors de nouveau à la basse. Ses diverses « connexions » méritent donc qu'on traverse la place du Châtelet. Pour mesurer comment changent les climats, la nature des projets, les façons de faire et de converser, de mener ou de suivre, selon qu'on tient un instrument ou l'autre ; bref, pour mesurer avec précision, expérimentalement, comment le jazz.

* Cesarius Alvim Connection, au Sunset, le 22 septembre. Eric LeLann au Petit Oratoire, du 30 septembre au 6 octobre.

Lou Donaldson à Paris

Lou Donaldson est né en Caroline du Nord, comme Monk, mais dix ans plus tard, ou comme Coltrane et, comme lui, en 1926. Lou Donaldson ne les a jamais suivis, pas plus l'un que l'autre, dans leurs égarements

toire, mais les blasphèmes ne semblent plus gêner inquiéter un public placide, prêt à applaudir d'un même cœur la *Création* ou la *Décréation* du monde.

Il est impossible que Kagel ait composé cette partition de sang-froid sur le mode ironique, et l'on ne peut qu'imaginer de quelle profondeur d'angoisse et de révolte elle a jailli chez cet homme « juif, élevé dans le catholicisme, dont la théologie et la mystique n'ont pas de secret ». Certes, le mystère du monde et la misère de l'humanité suffisent à expliquer le rejet de l'image d'un Dieu bon et compatissant, mais le compositeur ne cherche-t-il pas surtout, en retournant les textes, à régler son compte avec les vieilles adhésions de son éducation ? Si Dieu était vraiment mort (pour lui), Kagel crierait-il si fort ?

Images fraîches et idylliques

Car il crie vraiment très fort dans cette partition plus roulaillée et efficace que vraiment inspirée, qui procède par images fraîches et idylliques, souvent très consonnantes, sur lesquelles s'accrochent les images qui croquent ensuite avec une violence épouvantable. Les récitants distillent les antiphrases bibliques d'un ton mielleux ou acéré qui donne la chair de poule. Dieu hurle dans le haut-parleur « sur un ton de caporal » ou bougonne comme un retraité hors du coup.

Des chœurs protestants viennent attaquer le vieux dans ses retranchements. L'orchestre multiplie les effets pittoresques ou sarcastiques, parodie l'Art de la fugue. Les hurlements d'angoisse des chœurs parés se perdent dans des grognements de cochons à la mangeoire. Le « hachoir de Dieu », aux sons de la *Marche céleste du Seigneur*, a des raies quand les os sont vraiment trop durs à concasser. Lorsque enfin il achève son travail, le tapage s'interrompt brusquement : « Amen ».

Les interprètes sont les mêmes que lors des précédentes auditions : les récitants Gisela Saur-Kontarsky, William Pearson, Richard Reisz et le chef Juan-Pablo Izquierdo, tous excellents, avec l'Orchestre et le Chœur de la radio hollandaise, et le Chœur de la radio belge, aussi à l'aise que dans un oratorio de Haydn ou une *Passion* de Bach.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Le public de Musica ne disposait que d'un minimum d'informations sur l'œuvre, mais une bonne partie des auditeurs comprennent l'allemand.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS DE LA SORBONNE

GRAND AMPHITHÉÂTRE Jeudi 24 septembre 20 h 46 47, rue des Ecoles (s.a. Valois)	MARIE DU 1^{er} ABRIL FÊTES D'AUTOMNE SOIRÉE MENDELSSOHN Ensemble vocal de la Chapelle Royale Collégium Vocalet de Gand Éna, orchestral de Paris Dir. Ph. ERREWEIGHE Sol. E. HARRY, viol. F. PÉLASSY, sop.
Théâtre National de l'Opéra Lundi 28 septembre 20 h 30 (s.a. Valois)	SCOTTISH CHAMBER ORCHESTRA Dir. : WRIDRIE BOETTCHER Sol. : Ronald
Théâtre national de l'Opéra Mercredi 30 septembre Lundi 5 octobre à 20 heures p.a. Valois G.A.L. O. et C. Midi Musique	BRAUTIGAM piano HAKAN HARDENBERGER trompette HAYDN MOZART
COMÉDIE DES CH.-ÉLYSÉES 18, rue Monge Lundi 5 oct. 20 h 30 Loc. 3 F.M.A.C. Spectacle Agences Reus. 45-04-12-15 (s.a. Valois)	OUVERTURE DE LA SAISON MAHLER DEUXIÈME SYMPHONIE « RESURRECTION » Dir. : Lothar ZAGROSEK Sol. : Felicity LOTT Horn SCHWARZ CHŒURS ET ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPÉRA
	RECITAL MIECZYSLAW HORSZOWSKI BACH, MOZART CHOPIN VILLA-LOBOS

MADELEINE
COMPAGNIE VALÈRE DESAILLY
A PARTIR DU 23 SEPTEMBRE
SIMONE VALÈRE | JEAN DESAILLY
Jouent
Les Pieds dans l'eau
UNE COMÉDIE DE MICHEL LENGUINEY
MISE EN SCÈNE ERIC CIVANAN
DÉCORS DE JEAN-DENIS MALCÈS
HUBERT DESCHAMPS
MICHEL BERTAY LAURENT GAMELON KATY AMAZO ERIC DUFAY
LOCATION : 42.65.07.09 ET AGENCES

ORCHESTRE DE PARIS
Directeur Musical Daniel Barenboim
AVIS DE CONOURS
Recrutement de
1^{er} premier violoncelle solo (co-soliste)
Mercredi 21 et jeudi 22 octobre 1987
(Clôture des inscriptions : 7 octobre)
Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à : ORCHESTRE DE PARIS
Service du Personnel - Services Techniques
SALLE PLEYEL 252, rue du Faubourg St Honoré
75008 PARIS
Tél. 45 61 96 39

دردیو لیل

Culture

Tagel à Musica

Choir de Dieu

Texte de Tagel à Musica about the choir 'Choir de Dieu'.

Continuation of the article about the choir.

Continuation of the article about the choir.

Continuation of the article about the choir.

CINÉMA

« L'Homme voilé », de Maroun Bagdadi

L'exil libanais

Contrairement aux livres qui se sont multipliés ces dernières années, la guerre du Liban n'a engendré que peu de films et, disons-le tout de suite, si le Liban constitue la toile de fond du dernier film de Maroun Bagdadi, l'Homme voilé n'est ni un film de guerre ni surtout un film sur la guerre du Liban.

Présent, absent, permanent dans l'Homme voilé, le Liban est vu à travers les contradictions des personnages, violence et tendresse mêlées, qui ont transposé dans l'exil leur lutte fratricide. L'exil est depuis treize ans le lot commun de centaines de milliers de Libanais qui tous cherchent à fuir une guerre dans laquelle, au fil des ans, ils ne se reconnaissent plus et dont très souvent ils préfèrent rejeter la responsabilité sur les autres, tous les autres.

Pourront-ils un jour redécouvrir la paix ?

Les personnages de l'Homme voilé ont emmené avec eux leur guerre qu'ils poursuivent dans les bas-fonds d'un Paris inconnu et insolite ou sur les bords de la Seine. Le Liban leur colle à la peau avec sa folie meurtrière dont, dans des instants de clairvoyance, ils mesurent l'absurdité. Pour eux il est déjà trop tard, le cycle de la vengeance, de la

vendetta - la tribu, comme il-bas, est devenue la seule protection qu'on ne peut négliger - les empêchera d'échapper à leur destin. Paris et ses mirages n'auront été qu'une parenthèse. Tous les kamals du Liban, ces enfants qui ont grandi dans la guerre avant d'avoir pu eux-mêmes porter le fusil, pourront-ils un jour redécouvrir la paix ? La loi du clan, la seule aujourd'hui, laissera-t-elle la place de nouveau à la coexistence ?

Pierre, médecin français (Bernard Giraudeau), était allé au Liban avec des intentions humanitaires. Il revient à Paris sans crier gare, chargé par un certain Kassar (Michel Piccoli) d'un contrat pour séduire les membres - émigrés - d'un clan dont celui-ci veut se venger. A Beyrouth, en effet, Pierre est devenu un tueur, dans des conditions qui vont être précisées par la suite.

Cinéma d'origine libanaise, Maroun Bagdadi avait, dans Petites guerres (1982), raconté, d'une manière très originale et très passionnée, le désastre de sa génération devant l'absurdité de la guerre civile à Beyrouth, en 1975. Cette absurdité se retrouve, amplifiée, dans

FRANÇOISE CHIPAUX.

« Champ d'honneur », de Jean-Pierre Denis

Dieu que la guerre est jolie...

Un film modeste et sincère qui a le charme bleu, blanc, rouge des images d'Épinal.

Il y a dans les mémoires des chansons d'autrefois. Elles nous appartiennent. On ne sait plus quand on les a apprises. On ne sait pas qui nous les a transmises. « Je suis un pauvre concert... Faut quitter le Languedoc (sic). Avec le sac sur le dos... » Vous vous souvenez de cette complainte ? Limpide et sincère comme le film de Jean-Pierre Denis qui, justement, raconte l'histoire d'un « pauvre concert », jeune paysan languedocien, contraint de vendre le « bon numéro » tiré au sort qui l'exemptait du service militaire à un fils de famille. Et à s'engager à sa place pour cinq ans.

Champ d'honneur est allé en son dernier à la bataille de Camille. On a

apprécié son courage, mais on savait bien qu'il rentrerait sans médailles. Maintenant on peut le revoir. Et confirmer que ce « petit » film a bien des vertus, paternelles et anachroniques, de modeste et de compassion.

Pierre Naboulet (Chris Campion) prend donc la route un jour d'hiver. Il laisse au village ses parents et ses amours (Pascale Rogard). Ainsi que le garçon dont le père a acheté le quintuple pour quelques pièces d'or, et que le remords tourmente.

La guerre de 1870 éclate, Pierre Naboulet est envoyé sur le front de l'Est. Dans le fracas des combats, les hommes tombent comme des soldats de bois. Survient dans le défile d'un enfant roux (Eric Wapler), perdu, orphelin, qui va suivre Pierre comme un chien. Il ne parle que le patois alsacien, le grand frère qu'il s'est choisi que le patois languedocien.

Il veut se comprendre, malgré tout, malgré leur différence d'âge, de langage. Ils vont marcher dans une France si jolie, se souriant puisqu'ils ne peuvent se parler, ils vont fuir, se cacher pour que la mort ne puisse les rattraper.

Elle rattrapera Pierre, pourtant, qu'une barque tranquille bercera longtemps sur un fleuve apaisé. L'enfant roux, lui, restera du côté de la vie. Au village de Pierre, on le verra jouer sous le soleil des moissons avec la fiancée du « pauvre concert », elle est roseuse, aussi.

Simple, sans concession, simpliste même, à l'occasion, le film de Jean-Pierre Denis, cinéaste et donateur, a le charme illustratif, l'évidence touchante des images d'Épinal. Entièrement « fait main » par un artisan châteaurenais, il ne déçoit pas, il raconte, il chante dans son cœur.

D. H.

THÉÂTRE

« L'Excès contraire », de Françoise Sagan

Rien que du vent, mais peut-être amer

Une antithèse de vaudeville en trompe-l'œil, une manière de jeu de société, c'est la « comédie nouvelle » de Françoise Sagan.

« Echauffourée : petit accrochage isolé », nous disent les lexiques d'art militaire.

La « comédie nouvelle » de Françoise Sagan, l'Excès contraire, fait surtout un sort à une noble Autrichienne, nommée Hanat, garçon manqué, qui n'aime rencontrer en aparté que des ours et des loups, non pas pour les violer mais pour les tuer au poignard - ces deux sortes d'« echauffourée » ayant quelque chose de comparable, semble-t-il.

Hanat ignore les hommes, ces maudits, excepté son frère Cornélius, qu'elle aime bien parce qu'il supprime au pistolet, un par un, méthodiquement, tous les hommes de Viennese, sous le prétexte, exact, que, chaque fois qu'il veut se coucher dans le lit de son épouse, il en trouve un au fond des draps.

Elle restera intacte jusqu'à la fin de ses jours. Hanat, entourée des têtes empoilées de ses loups et de ses ours, si ne se présentait un beau matin au château un officier de hussards, très jeune et très joli garçon, qui est un pleutre. Qui s'évanouit pour un rien. Elle l'emmena chasser dans les bois pendant que la « grande louve » y est. A la vue de la bête, Frédéric de Combourg (un prince de Hombourg qui aurait lu Proust) tombe dans les pommes au pied de la chasseresse. Elle croit qu'il veut lui faire un rempart de son corps. Elle se le prend sur l'épaule et

l'emporte dans sa chambre, où, au cours d'une dizaine d'« echauffourées » successives, elle perd enfin sa fleur. C'est l'« excès contraire ».

Ayant pris goût à la chose, et un seul hasard, même pleutre, ne pouvant combler sa voracité, Hanat réquisitionnera tous les glaives masculins passant à portée de vue du château.

L'Excès contraire est quelque chose comme une antithèse de vaudeville en trompe-l'œil. Une indigestion de calembournes, traitée du bout des doigts de pied, abstraitement, par l'absurde. Même pas du théâtre. Même pas du guignol. Juste du vent. Un vent brusque, désolé, et peut-être marqué d'un peu d'amertume. Une manière de jeu de société, pour mondains sceptiques, qui frôlerait l'extrême sottise et l'extrême trivialité, sans y choir vraiment.

M= Dominique Lavanant joue Hanat. Elle est le clou de la soirée. Il semble que la pièce ait été faite pour elle. Elle a son public, qui s'étrangle de rire dès qu'elle montre le bout du nez. Dans ces conditions, pas la peine de chercher midi à quatorze heures. Elle envoie à plein volume une voix d'harmonica jelf. Sa carcasse de clown traverse la scène à pas de géant. Il n'en faut pas plus, c'est le délire.

Si spectacle il y a, avec l'Excès contraire, ce serait plutôt dans la salle. Il y a à Paris des publics très bizarres, des Martiens, qui paraissent n'attendre la joie, la béatitude déchaînée, que dans l'inconscience.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre des Bouffes-Parisiens, 20 h 45.

La mort de Michael Stewart

Michael Stewart, l'auteur de comédies musicales à succès (Hello, Dolly!), est mort d'une pneumonie dans un hôpital de New-York le 20 septembre. Il était âgé de soixante-trois ans.

Né le 1er août 1924, Michael Stewart fait ses débuts en 1951 en écrivant des sketches de revue. Il entre dans l'équipe de Sid Caesar, aux côtés de Mel Brooks, Neil Simon. Il collabore au spectacle Carnival, qui obtient le prix de la critique new-yorkaise. En 1961, il gagne un Tony Award pour Bye-bye Birdie et, en 1964, pour Hello, Dolly!

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE L'ESTAMPE EN FRANCE DU XVIe AU XIXe SIÈCLE Galerie Mansart, tous les jours de 12 h à 18 h DU 15 SEPTEMBRE AU 2 NOVEMBRE

DEMAIN ALAIN SARDE présente SÉLECTION OFFICIELLE • VENISE 1987

COMÉDIE! SOUCHON BIRKIN DOILLON

Le nouveau WIM WENDERS PRIX DE LA MISE EN SCÈNE XXXe FESTIVAL DE CANNES LES AILES DU DESIR UN FILM DE WIM WENDERS

كلمة من السيد

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles: > Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ○ On peut voir >>> Ne pas manquer >>> Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 22 septembre

TF 1
20.35 Club-ster: le Général et les Extraterrestres □ Film français de Jean Girault (1978). Avec Louis de Funès, Michel Galabru, Maurice Risch, Jean-Pierre Rambal.

A 2
20.30 Mardi-chénas: la Garde du corps □ Film français de François Leterrier (1983). Avec Jane Birkin, Gérard Jugnot, Sami Frey, Didier Kaminka.

FR 3
20.35 Cénas: faut pas prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages □ Film français de Michel Audiard (1968). Avec François Rémy, Marlène Jobert, Bernard Blier, André Ponsse.

CANAL PLUS
20.30 Cénas: Recherche Susan, désespérément □ Film américain de Susan Seidelman (1985). Avec Rosanna Arquette, Madonna, Aidan Quinn.

LA 5
20.30 Cénas: le Carnaval □ Film français de Gérard Verly (1965). Avec Bourvil, Louis de Funès, Venantino Venantini.

TELESPECTATEURS DE LA REGION PARISIENNE VOUS DEVEZ RECEVOIR PARFAITEMENT LA 5
SI CE N'EST PAS LE CAS TELEPHONEZ AU 47.47.74.44

M 6
20.30 Cénas: Des Camille... monsigneur □ Film italien de Carmine Gallone (1961). Avec Fernandel, Gino Cervi.

FRANCE-CULTURE
20.30 Le Journal du corps. Si tu manges, tu meurs.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 14 janvier 1981 au Théâtre des Champs-Élysées): Die Götterlieder, pour sol, chœur et orchestre.

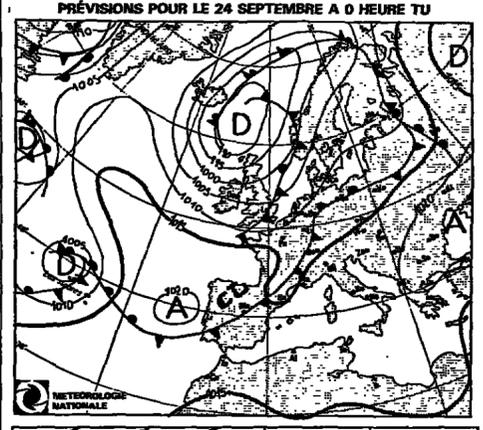
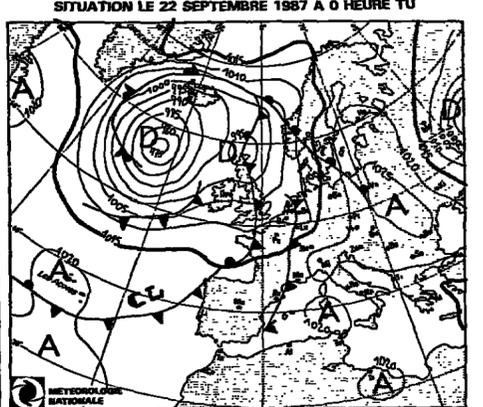
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le mardi 22 septembre à 0 h TU et le dimanche 27 septembre à 24 h TU.
Une zone pluvio-orageuse traversera le pays mercredi et jeudi. Elle sera suivie d'une accalmie temporaire, mais, dès vendredi soir, les nuages et la pluie feront leur apparition sur l'ouest du pays.

Après dissipation des brumes matinales, plus fréquentes sur l'Aquitaine, le Limousin et les Charentes, la matinée sera belle. Cependant, des nuages affecteront encore le Nord et le Nord-Est, et un temps couvert et orageux persistera sur la Corse.

Les températures minimales seront en baisse, pour se situer aux alentours de 17 à 22 degrés sur la moitié nord et de 22 à 25 degrés sur la moitié sud.



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4577
I 1 2 3 4 5 6 7 8 9
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALLEMENT
I. On ne saurait affirmer qu'on ne trouve pas un chat dans cet établissement.

VERTICALEMENT
1. N'est jamais drôle, surtout quand elle jette un rigolo.

Mercredi 23 septembre

TF 1
14.45 Club Dorothée. 17.30 Variétés: Jacky Show.

A 2
14.40 Bicot A 2. 17.30 Magazine: Mannequin. De Billy Bourne.

FR 3
16.00 L'activité de FR 3. Cyrano de Bergerac. 17.00 Flash d'informations.

CANAL PLUS
15.10 Documentaire: Les allumés du sport. Les Grandes Jorasses en solitaire.

annonces cinémas dans les salles. 21.00 Cénas: l'Archer et la Sorcière □ Film américain de Nicholas Corea (1980).

LA 5
17.00 Dessin animé: les Schtroumpfs. 17.15 Dessin animé: Dans les Alpes avec Annette.

M 6
14.30 Musique: Clip fréquence FM. 15.20 Magazine: Starline Magazine musical.

FRANCE-CULTURE
20.30 Pour ainsi dire. Autour de la littérature hongroise.

FRANCE-MUSIQUE
20.00 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées): Beethoven Collin, de Berlin.

LEGENDE
☀ ENSOLEILLÉ
☁ ECLAIRCI
☂ PLUVE OU NEIGE

Table with 3 columns: TEMPERATURES maxima - minima et temps observé le 22-9-1987, TEMPERATURES maxima - minima et temps observé le 21-9 à 6 heures TU et le 22-9-1987 à 6 heures TU.

Audience TV du 21 septembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Table with 8 columns: HORAIRES, FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV les 30, TF 1, A 2, FR 3, CANAL +, LA 5, M 6.

Echantillon: plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

20h30: MADONNA dans RECHERCHE SUSAN DESPÉRÉMENT. Un film de Susan Seidelman avec Rosanna Arquette. CANAL+ POUR LES ABONNÉS LA TÈLE PAS COMME LES AUTRES

RESULTATS COMPLETS LOTO SPORTIF. 1.460 798.00 F, 74 768.00 F, 6 063.00 F, 715.00 F, 78.00 F, 70.00 F.

MONDE SUR MULTIMÉDIA CINÉMA PARIS LEMONDE

Défense

Italie s'associe au projet français d'un satellite d'observation militaire

L'Italie a accepté de participer, aux côtés de la France, au programme Hélios d'une famille de satellites d'observation militaire. L'accord a été conclu, le lundi 21 septembre à Rome, entre le ministre italien de la défense, M. Valerio Zanone, et son homologue français, M. André Girard, qu'il avait invité pour un séjour officiel de deux jours. On considère à Paris qu'il s'agit là d'un pas important des deux pays sur la voie de la sécurité européenne et, en particulier, de la coopération en matière de surveillance stratégique en Méditerranée. En effet, un accord du même genre est en discussion entre la France et l'Espagne pour compléter l'accord avec Rome.

Depuis plusieurs mois, il était question d'une participation de l'Italie et de l'Espagne à la construction du système spatial Hélios sous la responsabilité de la France, qui a lancé l'étude en janvier dernier (*Le Monde* du 10 avril).

Pesant 2,5 tonnes en orbite, le satellite Hélios devrait évoluer à 800 kilomètres de 900 kilomètres d'altitude. Il sera équipé d'un télescope optique à balayage électronique d'une résolution (c'est-à-dire d'une précision) de l'ordre du mètre. Le lancement est prévu pour juillet 1993 avec une fusée Ariane 4.

Participation probable de l'Espagne

D'un coût estimé de 7,6 milliards de francs, le programme Hélios comprend trois ou quatre satellites, d'une durée de vie de dix à douze ans, avec des installations au sol pour la réception et l'exploitation des données recueillies. Hélios permettra de connaître l'état des forces en présence, de gérer des opérations et d'améliorer la localisation des objectifs éventuellement assignés à des forces nucléaires.

L'Italie participera, aux termes des entretiens de MM. Zanone et Girard à Rome, à hauteur de 14,5 % du financement. L'Espagne pourrait y contribuer à raison de 5 % de ce coût. D'ores et déjà, la France a inscrit, dans le cadre de la loi de programme militaire 1987-1991, un crédit total de 2,6 milliards de francs pour couvrir partiellement sa participation.

A Paris, on estime que cette technologie d'avant-garde justifie une coopération avec des alliés européens, après le retrait de l'Allemagne fédérale qui devait conduire, en 1982, à l'abandon d'un premier programme, dit SAMIRO (satellite militaire de reconnaissance optique), présenté par la France dans l'espoir de doter l'Europe de moyens indépendants et complémentaires des satellites-espions américains.

Compte tenu de la participation acquise, aujourd'hui, de l'Italie et probable, bientôt, de l'Espagne, le nouveau programme Hélios marque la volonté politique et stratégique des pays riverains de la Méditerranée de mettre au point un réseau spatial de surveillance militaire de leur zone d'action privilégiée, dans le cadre d'un marché commun de l'armement.

SCIENCES

● De nouvelles cavités dans la Grande Pyramide. — L'équipe japonaise de l'université de Waseda, qui avait, en février, sondé au radar la pyramide de Gizeh et le site du Sphinx, affirme avoir découvert de nouvelles cavités à l'intérieur de la Grande Pyramide. L'une serait située près de la chambre du roi, une deuxième entre cette chambre et la grande galerie qui y mène, et une troisième, enfin, d'une trentaine de mètres de long — est-ce un couloir ou un vide ? — existant dans la zone proche de la chambre de la reine. L'existence de ces cavités, si elle était avérée, donnerait du poids aux hypothèses de deux jeunes architectes, Gilles Dormion et Jean-Patrick Goldin, qui estiment que des passages inconnus existent dans la pyramide et qui ont, voilà plus d'un an, mis en évidence, sans la mettre au jour, une nouvelle cavité — aménagée ou non — le long du couloir menant à la chambre de la reine.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel des lundi 21 et mardi 22 septembre 1987.

UN ARRÊTÉ

● Du 17 septembre 1987 fixant la procédure de recrutement des professeurs des universités — praticiens hospitaliers et maîtres de conférences des universités — praticiens hospitaliers.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Le docteur **Danièle AUBERGER**, la docteur **Elizabeth BRUNEAU-AUBERGER** et **Mathilde Gaillasse**,
le 18 septembre 1987,
50, avenue du Général-de-Gaulle, 95880 Enghien-les-Bains, 94, avenue Jean-Jaures, 92330 Donnay.

Décès

— M. et M^{me} Jacques Bénichou, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Tavail, leurs enfants et petits-enfants, Les familles parentes et alliées ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Jeanne BÉNICHOU, née Méné,
leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,
survenue le 18 septembre 1987, à Marnes-la-Marche, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière nouveau de Neuilly-sur-Seine.

— Sa femme **Thérèse**, Ses fils, **François** et **Philippe** ont la douleur de faire part du décès subit de
Claude Marc BERNARD, journaliste RFI.

Ses obsèques seront célébrées le jeudi 24 septembre 1987, à 14 heures, en l'église de Breuilleville (Essonne).

64 bis, boulevard Garibaldi, 75015 Paris.

— **Tarek Paris**, Tunis, Djilali Bourenane, Donia et Ferid Mahrez, Bechir et Bessima Mahrez, Les familles Bourenane et Mahrez font part du décès de
Mario-Thérèse BOURENAME, leur épouse, mère et grand-mère.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière musulman de Thiais.

Madrid, 18, calle de Naval, Manzana, 28035.

— **Hugues et Anne-Catherine Ardouin**, Luc, Olivier, Laurent et Claude Ardouin, Natacha et Alice Ardouin, ses enfants, petits-enfants et arrière-petites-filles, **Marcelle Zouckerman**, Roger Fiedwache, Maurice et Nelly Waynbaum, Pierre et Madeleine Bruman, Ainsi que toute sa famille Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès subit de
Lucie BRAUMAN, née Waynbaum.

survenue à Santa-Clara (Cuba), le 10 septembre 1987, dans sa quatre-vingt-septième année.

Des dons peuvent être adressés à : L'Association médicale d'études cardiologiques et applications thérapeutiques (AMECAT), hôpital Tenon, 4, rue de la Chine, 75020 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les présidents, Le conseil d'administration Et la direction générale de la CAPIMMEC, institution de retraite des cadres (AGIRC), ont la tristesse de faire part du décès de
M. Albert CHATTE, administrateur.

survenue le 17 septembre 1987.

CAPIMMEC (Caisse de prévoyance des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et connexes), 15, avenue du Centre, 78281 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

— La Gardie, Trouville, Roanne, Paris.

M. Christophe Deschamps de Boishebert, leur fils, Les familles Deschamps de Boishebert, Dufour, Lacroix, Lemière, Morel, Calberne, Toute la famille Et leurs amis, ont la grande douleur de faire part du décès de
M. François DESCHAMPS DE BOISHEBERT, capitaine de corvette,

et de
M^{me} Marie-Thérèse DESCHAMPS DE BOISHEBERT, née Dufour.

survenue à Tahiti, le 11 septembre 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Man de La Gardie

(Var), le mercredi 23 septembre 1987, à 10 h 30.

L'inhumation suivra au cimetière de La Gardie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— **André, Eliane, Serge-Eric Drouil, Colette et A.-J. Prouzet, Patrice, Laurence, Thierry, Aliocha, Anais, Samara Moingoum, Léa Faure, La famille Rabouan** Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
Jean DIEUILL, directeur commercial adjoint voyageurs SNCF, chevalier de la Légion d'honneur,

survenue le 20 septembre 1987, dans sa cinquante-troisième année.

L'inhumation aura lieu le 23 septembre à As-les-Thermes, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le président de l'université **Pierre-Marie Curie**, Paris-VI, Les enseignants, Les chercheurs, Les personnels administratifs et techniques, ont la tristesse de faire part du décès de
M. Daniel DUGUE, professeur émérite de l'université Pierre-Marie Curie, Paris-VI, directeur de l'Institut de statistiques de l'université de Paris.

survenue le 10 septembre 1987.

— M. et M^{me} Hervé Dussaix, ses parents, **Véronique Dussaix**, sa sœur ont la douleur de faire part du décès de
Laurence DUSSAIX,

survenue accidentellement à Palma-de-Majorque, le 10 septembre 1987, à l'âge de vingt ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame d'Anteuil, le mercredi 23 septembre, à 16 heures, suivie de l'inhumation au cimetière d'Anteuil.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue de l'Église, 75015 Paris.

— **Jean et Catherine Mills, Jean-François Etain**, Le docteur et M^{me} Louis-Dominique Etain, **Alain et Marie-Anne Paris-Etain**, ses enfants, **Sophie et Philippe Mills, Isabelle, Christel, Marie-Astrid, Anne-Violaine, François-Xavier Etain**, ses petits-enfants,

Le docteur et M^{me} Jacques Gastier, M. et M^{me} Lucien Lanier, ses sœurs, **Frère, beau-frère, belle-sœur, M^{me} Edmond Lanier, M^{me} Anne-Marie Etain, M^{me} Jean Etain**, ses belles-sœurs,

Ses neveux et nièces, Ses cousins, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Paoli ETAIN, née Madeleine Lanier,

survenue le 13 septembre 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Une messe sera célébrée à son intention, le samedi 26 septembre 1987, à 16 heures, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place du Panthéon, Paris-5^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— **M^{me} Régine Fajnyzberg**, son épouse, **M. Roger Fajnyzberg**, son fils, **Jérôme**, son petit-fils, Les familles **Frezman, Dingacz, Boksi, Fajnyzberg et Besterman** ont la douleur de faire part du décès de
M. Alter Szymon FAJNYZBERG, chevalier de la Légion d'honneur, ancien combattant des brigades internationales en Espagne, ancien déporté à Auschwitz,

survenue dans sa soixante-seizième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 23 septembre 1987, à 15 h 30, au cimetière du Père-Lachaise.

Rassemblement à l'entrée principale, boulevard de Ménilmontant.

37, avenue Jean-Jaures, 75019 Paris, 10, rue Champfleury, 92310 Sèvres.

— **Toulon, Besançon**, M. Jean-Louis Heitz, Ses enfants Et ses familles, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de
M^{me} HEITZ, née Annick Créteil,

— M. et M^{me} Hagop Hagopian, M. et M^{me} Serge Hovelian, M. et M^{me} Krikor Hovelian, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. et M^{me} Harout Stepanian, son frère et sa belle-sœur, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Artin HOVELIAN, née Zorobé Stepanian,

survenue dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 23 septembre 1987, à 16 heures, en l'église arménienne, 15, rue Jean-Goujon, à Paris-8^e, suivie de l'inhumation au cimetière de Montmartr.

16, rue Jean-Bologne, 75016 Paris.

— **M. Gilbert Mangin et M^{me} née de Wilcoet de Rincquesen**, M. et M^{me} Patrice Mangin et leurs enfants, ont l'immeuble tristesse de faire part du décès de
M. Bernard MANGIN,

leur fils, frère, beau-frère et oncle, survenue à Calicut (Inde), le 19 août 1987, à l'âge de trente-deux ans.

Une messe sera célébrée à son intention le mardi 29 septembre 1987, en l'église Notre-Dame-de-la-Salette, 27, rue de Dautzig, 75015 Paris, à 18 h 30.

Que ceux qui l'ont connu et aimé prient pour lui.

16, rue de l'Orangerie, 78000 Versailles, 2, rue Lefebvre, 75015 Paris.

— **Michèle et Maurice Ménard**, Jean et Catherine Mills, **Pierre Mills**, ses enfants, **François et Jeanne Ménard**, Sophie, Anne, Philippe, Edouard Mills, ses petits-enfants, **Mauricio et Alexandra Ménard**, ses arrière-petits-enfants, **Générique de Bondouze**, sa sœur, Les familles de Bondouze, Frammery, Braley, ont la douleur de faire part du décès de
Suzanne MILLS, née de Bondouze,

maire délégué de Maincourt-sur-Yvette, survenue le 16 septembre 1987, dans sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le samedi 19 septembre 1987, en l'église de Dampierre, suivie de l'inhumation au cimetière de Maincourt-sur-Yvette.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M^{me} Andrée PIC, née Léove, chevalier de la Légion d'honneur, professeur honoraire du lycée Octave-Gréard, ancienne élève de l'ENS de Fontenay-aux-Roses.

survenue le 21 septembre 1987, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Brive-la-Gaillarde (Corrèze).

Les obsèques civiles et l'inhumation auront lieu le mercredi 23 septembre, vers 15 h 30, à « la Croix » de Sainte-Fortunade (Corrèze).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

23, rue Parmentier, 19100 Brive-la-Gaillarde.

— **M^{me} Anne-Marie, Marie-Françoise et Marguerite-Marie Robin**, M^{me} Robert Robin, M. et M^{me} Gabriel Robin et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Bastien et leurs enfants, M. et M^{me} Pierre Robin et leurs enfants, M. et M^{me} Henri Aury et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de
M^{me} Antoinette ROBIN, née Marguerite Rolland,

survenue à Chury (Saône-et-Loire), le 19 septembre 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La messe sera célébrée en l'église de Jancy, le vendredi 25 septembre 1987, à 15 heures, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, à Saint-Haruge (Saône-et-Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— **M. et M^{me} Yves Rocard**, M. et M^{me} Michel Rocard, Sylvie N'Guyen Van et sa famille, **François, Olivier et Loïc Rocard**, M. et M^{me} Robert Rocard, Les familles Rocard et Favre, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès, dans sa cinquante-sixième année, de
Claudine ROCARD,

leur fille, sœur, tante, cousine et amie, le 19 septembre 1987.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

« Je suis la résurrection et la vie ; celui qui croit en moi vivra, quand même il serait mort. » Saint-Jean, chap. II, V, 25.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, avenue Niel, 75017 Paris.

— **M^{me} Bertrand Rochereau de la Sablière**, Le comte et la comtesse Guy de Lense et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Marc Rochereau de la Sablière et leurs enfants, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu, de
M. Bertrand ROCHEREAU de la SABLIERE, officier de la Légion d'honneur, ministre plénipotentiaire,

survenue le 20 septembre 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 24 septembre, à 10 h 30, en l'église de la Madeleine, Paris-8^e.

— **La famille Weisz**, Et la famille Rollin, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Jeanne ROLLIN-WEISZ, réalisatrice à Radio-France,

survenue le 18 septembre 1987.

Le Petit-Palais, Rue Saint-Jean-de-Beauregard, Gometz-le-Châtel, 91940 Les Ulis.

— **Lyon**, M^{me} Clément Roques, son épouse, M^{me} Claude Morel, M. et M^{me} Michel Bacque, M. et M^{me} Alain Gasnier, M. et M^{me} Charles Masson, M. et M^{me} Roger Roques, M. et M^{me} Henri Morel, M. et M^{me} Bernard Morel, M. Yves Roques, M. et M^{me} Jean-Pierre Morel, M^{me} Mario-Albana Spriet-Roques, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du retour à la Maison du Père de
M. Clément-Antoine ROQUES, ingénieur général des ponts et chaussées en retraite, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

décédé subitement à son domicile, le 19 septembre 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de l'Immaculée-Conception à Lyon-3^e, le mercredi 23 septembre, à 9 h 45.

27, rue de Bonnel, 69003 Lyon.

— **M^{me} André Strugo**, son épouse, **Jean-Yves, Danièle, Marie-Claire, Nicolas, Muriel**, ses enfants et petits-enfants, Les familles **Sardines, Strugo**, parentes et alliées, ont l'immeuble douleur de faire part du décès de
M. Niessin STRUGO, administrateur civil en retraite,

survenue le 21 septembre 1987, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 23 septembre, à 10 heures, au cimetière de Thiais.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille s'excuse de ne pouvoir recevoir.

6, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.

— **M^{me} Christine Tainturier**, son épouse, M^{me} Marie-Joséphine et Hélène Tainturier, ses filles, **M. Louis Tainturier**, son père, et son épouse, **M^{me} Anne de Schackon**, sa mère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès à Montréal, le 17 septembre 1987, de
Jean-Pierre TAINTURIER, directeur au ministère du commerce extérieur du Québec, ancien correspondant du Monde à Montréal.

Montréal 5592, Woodburg H 3 T 157.

— **M. et M^{me} Clauto Trabuc**, Simon et Aurora Trabuc ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Pauline TRABUC,

leur mère, belle-mère et grand-mère, survenue le samedi 19 septembre 1987, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Une messe sera célébrée le vendredi 25 septembre, à 8 h 30, en l'église Saint-André-de-l'Europe, 24 bis, rue de Leningrad à Paris-9^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— **On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de**
M^{me} Claude WAPLER, docteur en médecine,

De la part de
M^{me} Stéphanie et Claire Wapler, M. et M^{me} Alain Howard, M. et M^{me} Jean-Marie Clertan, M^{me} Jacques et Marc Wapler, M^{me} Jean-Jacques Wapler, M. et M^{me} Armand Wapler, M. et M^{me} Dominique Wapler, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Guy Van Berchem,

La cérémonie religieuse aura lieu en la cathédrale Notre-Dame de Paris, le jeudi 24 septembre 1987, à 10 h 30.

« Demeuré tranquille, appuyé sur l'Éternel et attends-toi à lui. » Ps. 37-7.

Cet avis tient lieu de faire-part.

46, rue d'Assas, 75006 Paris.

— **Le 22 septembre 1986**, nous quitte
M. RASSOU SOUNDI RARASSOU, ancien combattant, président de l'UMRK, Karikal Inde.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le mardi 29 septembre 1987, à 18 h 30, au couvent des dominicains, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e, à l'intention de
M. Pierre BILLECOQ, rapplé à Dieu le 15 août 1987.

Soutenances de thèses

— Université Paris-Val-de-Marne, à Créteil, avenue du Général-de-Gaulle, le mardi 22 septembre, à 16 heures, salle des Thèses, M. Alain Tédigi : « Transport de masse et pari stochastique ».

— Université Paris-Val-de-Marne, à Créteil, le mercredi 23 septembre, à 15 heures, salle des Thèses, M. Daniel Laffray : « Microanalyse des éléments Potassium et chlore dans les cellules stomacales. Etude comparative de leurs modalités d'action dans les mécanismes du mouvement des stomates ».

— Université Paris-III, le mercredi 23 septembre, à 13 h 30, salle Liard, M^{me} M.-Christiane Sirejols, épouse Flamon : « Le constructivisme dans le théâtre soviétique des années 20 et ses prolongements en Europe ».

— Université de Strasbourg (sciences humaines), le mercredi 23 septembre, à 14 heures, salle des commissions, M. Dominique Brasseur : « Le développement des capacités discursives chez l'enfant de huit à douze ans. Le discours argumentatif (étude diachronique) ».

— Université Paris-Panthéon-Sorbonne, le jeudi 24 septembre, à 14 h 30, salle L.-Liard, M. Jacques Fortin : « Une fascination récurrente. Les États-Unis dans l'opinion française 1870-1914 ».

— Université Paris-I, le jeudi 24 septembre, à 9 h 30, salle des Commissions, M^{me} Linda Barouk, épouse Halton : « Le droit et l'entreprise : bilan et perspectives ».

— Université Paris-VII, 2, place Jussieu, le jeudi 24 septembre, à 15 heures, tour 23, couloir 23-13, 4^e étage, salle des Conférences, M. Alain Nicaise : « Phénomènes intonatifs en français, de la perception à l'interprétation ».

— Institut Henri-Poincaré, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, Paris-5^e, le jeudi 24 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Darboux, M. André Casty : « L'énoncé mathématique et les mutations parées ».

— Université Paris-I, le jeudi 24 septembre, à 15 heures, salle des Conseils, Centre Panthéon, M^{me} Florence Bussay-Dussard : « Le concours d'actions en justice entre les mêmes parties ».

— Université Paris-I-Sorbonne, le jeudi 24 septembre, à 14 h 30, salle Louis-Liard, M. Jacques Fortin : « Les États-Unis dans l'opinion française (1870-1914) ».

— Université Paris-VII, 2, place Jussieu, le jeudi 24 septembre, à 15 heures, salle des thèses de Paris-VII, tour 25, rez-de-chaussée, M. Jean-Marc Durieux : « La phénoménologie assistenciale ».

— Institut d'études politiques de Paris, le jeudi 24 septembre, à 15 heures, salle André-Sigfried, M. Jean-Pierre Azéma : « La France des années sombres (1938-1948) ».

SC

Prostate : l'i

Le bruit des es

Handwritten signature or text at the bottom of the page.

Le Monde SCIENCES ET MEDECINE

Prostate : l'insupportable mutilation

Traitement médical ou intervention chirurgicale ? Les coûts thérapeutiques du cancer de la prostate.

UNE série de récents résultats permet aujourd'hui d'affirmer que les progrès notables ont été obtenus dans la prise en charge des malades atteints d'un cancer de la prostate. Ces progrès soulèvent toutefois, à une époque où l'accent politique est de plus en plus souvent mis sur la nécessité de freiner l'évolution des dépenses de santé, de nouvelles questions médico-financières.

Les données du problème sont relativement simples. Le cancer de la prostate est une affection dont la fréquence croît avec l'âge, et donc avec le vieillissement de la population. Il touche en particulier une proportion importante des hommes de plus de soixante-cinq ans. On estime en France à près de dix mille le nombre de décès annuels dus à cette maladie, qui constitue, aux Etats-Unis, la deuxième cause de mort par cancer chez l'homme.

Le refus absolu du patient

La principale caractéristique de ce cancer est d'être hormono-dépendant. En d'autres termes, on sait que la croissance de la lésion cancéreuse prostatique est sous la dépendance d'hormones particulières : les androgènes ou hormones mâles. Cette donnée, établie depuis plus de quarante ans, offre en théorie de grands espoirs. On pouvait en effet penser que ce cancer serait accessible à un traitement médical, et son évolution contrôlée à partir de l'utilisation d'hormones ou d'anti-hormones.

Les choses devaient se révéler toutefois beaucoup plus compliquées que prévu. Le cancer étant sensible aux hormones androgènes, le principe du traitement consiste à tarir les sources de production de ces hormones dans l'organisme. Les androgènes chez l'homme sont produits pour l'essentiel par les testicules et, pour une part minime, par les glandes surrénales. Pendant longtemps, le geste thérapeutique principal a donc consisté à pratiquer une castration chirurgicale (également

dénommée orchidectomie ou plectomie).

Depuis quelques années, le corps médical dispose d'une nouvelle catégorie de produits hormonaux, les « agonistes du LH-RH », qui ont pour effet de bloquer au niveau cérébral la production des androgènes d'origine testiculaire. L'utilisation de ces produits permet donc de réaliser une castration médicale. Plusieurs multinationales pharmaceutiques commencent à commercialiser ces produits, et les problèmes techniques de départ liés au mode d'administration trouvent maintenant des solutions, grâce notam-

ment à l'apparition de formes « retard ».

Après des résultats canadiens présentés comme spectaculaires, parallèlement à l'utilisation de ces produits, le corps médical spécialise également, depuis peu, une nouvelle classe de molécules (anti-androgènes), afin d'éliminer toute production

d'androgènes. De nombreux essais sont en cours dans différents pays afin d'essayer de déterminer quel scénario thérapeutique offre le maximum d'efficacité et la meilleure qualité de vie aux malades, l'utilisation de la plupart de ces médicaments provoquant en effet certains effets secondaires plus ou moins bien supportés.

Aucun consensus définitif n'a encore pu être obtenu, comme l'ont montré les débats du symposium sur le traitement médical du cancer de la prostate organisé à Nice par le docteur Namer, du centre Antoine Lacassagne. En pratique, la discussion médicale se complique de données financières non négligeables. S'ils apparaissent efficaces dans la majorité des cas, les « agonistes du LH-RH » sont aussi des produits très coûteux. Leur utilisation correspond environ à une dépense de 1 500 francs par mois.

meilleure stratégie thérapeutique à adopter il n'y a aujourd'hui d'accord sur le choix qui doit être ici effectué.

Selon les estimations les plus raisonnables, le coût pour la Sécurité sociale d'une utilisation fléchissante de médicaments permettant d'obtenir une castration médicale serait à l'échelon national de plusieurs centaines de millions de francs. Cette discussion amène ainsi à poser le problème des conséquences psychologiques de la castration chirurgicale. Ne s'agit-il, comme le soutiennent certains chirurgiens, que d'un épisode mineur, l'impuissance qu'elle entraîne étant souvent bien vécue par les hommes âgés ? Faut-il au contraire, comme le demandent les endocrinologues, tout mettre en œuvre pour ne pas pratiquer la castration chirurgicale ? Faut-il penser que les nouveaux médica-

tiques, seuls différents les effets secondaires (2). Pour ce spécialiste, la castration médicale doit être réservée aux contre-indications chirurgicales, parmi lesquelles le « refus absolu du patient » de subir une plectomie. Evoquant le coût de la diffusion des médicaments permettant d'obtenir une castration médicale, le docteur Alain Lachand (hôpital Necker à Paris) nous écrit pour sa part : « C'est tout de même une somme considérable, surtout qu'il ne s'agit, au fond, que du confort psychologique de quelques messieurs âgés, victimes d'une maladie qui, jusqu'à maintenant, coûtait fort peu à la collectivité. Il est probable que, dans d'autres domaines, d'autres progrès thérapeutiques se révéleront aussi dispendieux dans les années à venir et poseront le même problème. »

« C'est le devoir du médecin d'informer son client des diverses méthodes de traitement qui peuvent lui être recommandées, et c'est le droit du malade de choisir celles qu'il préfère. Mais si, à efficacité égale, l'une est beaucoup plus onéreuse que l'autre, la Sécurité sociale doit-elle payer sans discuter ? Ne serait-il pas normal qu'elle puisse, elle aussi, influencer le choix pour des raisons économiques, en ne remboursant que partiellement le malade par exemple ? »

Une proposition pour le moins inhabituelle qui ne devrait pas manquer de susciter de vives réactions.

JEAN-YVES NAU.

(1) « Symposium on medical management of prostate cancer ». Manifestation organisée à Nice-Acropolis du 2 au 4 septembre 1987.

(2) « Le traitement hormonal du cancer de la prostate », par L. Boccon-Gibod, la Revue du praticien, datée du 1^{er} février 1987.



Personne sans doute ne songerait dans ce domaine à avancer l'argument financier, s'il n'y avait d'alternative thérapeutique. Or, en matière de cancer de la prostate, le problème qui est posé est bien celui d'un choix à effectuer : entre la castration chirurgicale ou la castration médicale. Or pas plus qu'il n'y a de consensus sur la

ments constituent un progrès irréversible dont le coût ira avec le temps diminuant et que, dans ce domaine, la médecine supplante toujours la chirurgie ?

« Médicale ou chirurgicale, la castration demeure une castration », écrit le professeur Louis Boccon-Gibod (hôpital Cochin à Paris), les résultats en sont iden-

tiels. Si la majorité d'entre eux est âgée de vingt à vingt-cinq ans (39 %), la classe des vingt-cinq-trente ans représente aujourd'hui 29 % des effectifs contre 13 en 1971. « Il se peut que la demande de soins intervienne plus tard », souligne Mme Françoise Facy, directeur de recherche à l'INSERM et responsable de l'enquête. Mais il est tout de même probable que le renouvellement de cette population s'est ralenti. »

DROGUÉS SANS ÉTIQUETTE

Qui sont les toxicomanes qui s'adressent à des centres de soins spécialisés ? Les résultats préliminaires d'une enquête épidémiologique menée par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), entre octobre et décembre 1986, montrent que le profil du consommateur de drogue a changé. L'étude, réalisée à la demande de la Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (MILT), indique notamment que les toxicomanes évoluent vers une plus grande intégration sociale.

Les résultats du questionnaire soumis à près de cinq mille consultants prouvent que certaines données restent stables. Ainsi la répartition par sexe des personnes interrogées change peu par rapport aux études précédentes. La drogue, comme l'alcool et la violence, constitue un mode d'expression plus masculin que féminin, puisque deux drogués sur trois sont des hommes.

Dans les centres de soins, le nombre d'étrangers (13 %) augmente peu et celui des toxicomanes élevés par des parents séparés (50 %) reste constant depuis le début des années 70. Enfin, contrairement aux craintes de certains, la cocaïne ne supplante pas l'héroïne, qui reste le produit de prédilection de 69 % des consommateurs de drogue qui viennent aux consultations.

D'autres comportements ont en revanche évolué. L'enquête montre par exemple que la population des toxicomanes a

Le bruit des espaces infinis...

Le radiotélescope géant du pic Veleta en Espagne « écoute » les molécules du cosmos à l'origine de la vie.

LES randonneurs qui montent à l'assaut du pic de Veleta doivent en prendre leur parti : la Sierra Nevada, en Andalousie, n'est plus un site vierge. Entre la cote 2 500 m et le sommet (3 394 m) s'est édifié un réseau de routes, remontées mécaniques, refuges et observatoires astronomiques, qui font du lieu un rendez-vous insolite pour touristes, sportifs et chercheurs. Une installation, surtout, attire l'œil : une espèce d'énorme champignon blanc, mû par un mouvement de rotation très lent et irrégulier. Non, il ne s'agit ni d'un radar, ni d'un relais hertzien, ni d'une station d'écoute plus ou moins clandestine. Tout simplement, si l'on peut dire, d'un radiotélescope géant, dont « l'oreille » (30 m de diamètre) écoute les espaces interstellaires pour identifier les molécules errant à des années-lumière de notre planète (1).

Voilà bientôt deux ans que ce radiotélescope engrange les observations du haut de ses 2 850 m. Mais il vient seulement d'être inauguré officiellement le 14 septembre, en présence de ceux qui l'ont porté sur les fonts baptis-

maux, c'est-à-dire les chercheurs français du CNRS, les chercheurs allemands de la Max-Planck-Gesellschaft, et des membres de l'Institut géographique national espagnol, tous partenaires réunis dans l'aventure de l'IRAM, ou Institut de radioastronomie millimétrique (le Monde du 24 septembre 1986 et du 25 septembre 1985).

Gigantisme et précision

« Un instrument d'observation unique en Europe et qui, dans sa catégorie, occupe la première place mondiale », a souligné à cette occasion M. André Berroir, président du conseil d'administration de l'IRAM et directeur de l'Institut national des sciences de l'univers (INSU). De fait, les radiotélescopes existants sont plus petits, comme en Suède, ou moins performants, comme celui de Nobeyama, au Japon, qui, malgré ses 45 m de diamètre, ne va pas au-delà de 3 millimètres de longueur d'onde. Quant au radiotélescope géant (70 m) que les

Soviétiques sont en train de monter sur un sommet du Pamir, il s'agit d'un système différent, et qui ne permettra pas les mêmes observations.

Qu'a donc de si spécial l'instrument inauguré au pic Veleta ? Il jouit d'abord d'un site tout à fait privilégié pour l'observation astronomique. « Tout ce qui vient de l'atmosphère nous gêne », explique M. Michel Guélin, un astronome français, qui vient de passer trois ans au pic Veleta avant de rejoindre le siège de l'IRAM à Grenoble. Jusqu'à 3 000 m, c'est l'eau qui fait écran. Ensuite il reste l'oxygène, jusque vers 10 000 m. Passé ces obstacles, l'espace s'éclaircit et une oreille électronique est capable de capter des signaux infimes, venus des profondeurs sidérales. Au pic Veleta, où l'on compte entre 150 et 170 nuits claires par an, et où l'air contient moins de 2 millimètres d'eau précipitable, en hiver par temps clair, le radioastronome est à son affaire. Il peut, par une observation quasi permanente, rentabiliser un appareillage coûteux (90 millions de francs). Depuis 1985, année du démarrage, quelque 10 000 heures d'observation ont pu être effectuées par les chercheurs français, allemands ou espagnols, dont 600 heures obligamment « prêtées » à des astronomes d'autres nationalités. Un signe qui ne trompe pas : plus de quatre cents demandes ont été déposées à

l'IRAM pour pouvoir observer l'espace à travers le ciel andalou.

Mais ce n'est pas seulement le climat qui attire les radioastronomes du monde entier. L'observatoire du pic Veleta dispose d'un outil exceptionnel, tant par ses capacités d'écoute que par son matériel de traitement de l'information. Pour la « quincaillerie », une structure d'acier de 800 tonnes, qui pivote avec une telle précision qu'elle peut être pointée à la seconde d'arc près. Il a fallu envelopper la structure porteuse de panneaux isolants pour éviter les sautes de températures. Et le réflecteur, constitué de 420 panneaux d'aluminium poli au vingt-cinq millièmes de millimètre, est équipé de résistances chauffantes pour éviter les dépôts de glace. Sous l'effet de la pesanteur, le réflecteur parabolique se déforme.

(Lire la suite page 21.)

(1) L'IRAM se compose de deux observatoires. Le premier, équipé d'une antenne géante unique et installé au sommet du pic Veleta (Espagne), sert à détecter les émissions radio produites dans l'univers sur la bande millimétrique. Mais cet instrument n'est pas adapté à la réalisation de cartes précises des sources ainsi répertoriées. C'est la raison de la construction près de Grenoble (France), sur le plateau de Bure, d'un interféromètre millimétrique doté d'une série d'antennes mobiles de taille plus modeste (15 mètres contre 30 mètres) dont la mise en service devrait avoir lieu en 1988.

INSERM

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale
101, rue de Tolbiac, 75654 PARIS CEDEX 13
Tél. : 45-84-14-41, postes 4361 à 4365

RECRUTEMENT DE CHARGÉS DE RECHERCHE

L'INSERM reporte la date limite de dépôt des candidatures aux concours de CR 1^{er} et 2^e classe au 28 septembre 1987.

15 postes supplémentaires sont mis aux concours. Le nombre total de postes offerts s'élève à 60, répartis de la façon suivante :

- CSS n° 1 : CR 12, CR 26 ; CSS n° 2 : CR 12, CR 25 ;
- CSS n° 3 : CR 12, CR 25 ; CSS n° 4 : CR 12, CR 25 ;
- CSS n° 5 : CR 12, CR 24 ; CSS n° 6 : CR 12, CR 24 ;
- CSS n° 7 : CR 12, CR 25 ; CSS n° 8 : CR 12, CR 23 ;
- CSS n° 9 : CR 11, CR 24 ; CSS n° 10 : CR 11, CR 21.

Les candidats ayant déjà déposé leur dossier peuvent le modifier jusqu'au 28 septembre, s'ils le souhaitent.

doit avoir lieu en 1988.

Le cholestérol au meilleur taux

Un médicament efficace pour faire baisser le taux de cholestérol. Mais quels en seront les effets secondaires à long terme ?

DANS un an environ, les médecins français disposeront vraisemblablement d'un nouveau médicament capable de faire baisser le taux de cholestérol dans le sang : la lovastatine. Cela ne mériterait pas d'être souligné s'il ne s'agissait du premier produit d'une nouvelle classe de médicaments, les inhibiteurs de l'HMG CoA réductase, une enzyme responsable de la synthèse du cholestérol par l'organisme.

Aux Etats-Unis, la Food and Drug Administration (FDA) a, il y a quelques jours, délivré au laboratoire qui fabrique ce produit, Merck and Co, une autorisation de mise sur le marché. Outre-Atlantique, l'heure est à l'enthousiasme, et l'on n'hésite pas à parler de médicament « révolutionnaire ». Qu'en est-il exactement ?

Une évidence tout d'abord : faire baisser le taux de cholestérol sanguin, et singulièrement celui de LDL cholestérol, chez des personnes qui ont un taux trop élevé permet de diminuer le risque de maladies cardiovasculaires. Sur ce point, tous les spécialistes sont aujourd'hui d'accord. Par quels moyens ? Essentiellement deux : un régime pauvre en matières grasses et des médicaments dits

« hypocholestérolémiants ». Soit des hypolipémiants du type clofibrate induisant une inhibition de la synthèse du cholestérol à un stade très précoce et une augmentation de l'excrétion biliaire du cholestérol ; soit des résines synthétiques échangeuses d'ions du type colestyramine, aboutissant à une élimination du cholestérol sous forme d'acides biliaires. Le problème est que ces deux types de médicaments, bien qu'efficaces, ne sont pas toujours très agréables à supporter par le patient. En particulier, les troubles digestifs qu'ils induisent obligent parfois à interrompre le traitement.

La lovastatine ne devrait pas, pour sa part, présenter de tels inconvénients. Son mode d'action — qui consiste à bloquer l'enzyme qui, au niveau du foie, assure la synthèse du cholestérol — devrait en principe protéger les patients contre ce type d'effets secondaires. Découverts il y a plus de dix ans par un chercheur japonais, M. Akino Endo, travaillant pour la firme pharmaceutique Sankyo, les inhibiteurs de l'HMG CoA réductase ont, pour leur mise au point, bénéficié du concours de deux Prix Nobel de médecine, Joseph Goldstein et Michael Brown (le Monde du 23 octobre 1985).

de risques cardiovasculaires : le tabac, l'hypertension artérielle et l'hypercholestérolémie.

En France, les spécialistes que nous avons interrogés saluent l'avènement de cette nouvelle classe thérapeutique. « C'est un progrès », confie le professeur Jean-Luc de Gennes (hôpital de la Pitié-Salpêtrière), dans la mesure où les inhibiteurs de l'HMG CoA réductase sont spécifiques du cholestérol et que, de ce fait, ils sont mieux tolérés par les patients. Selon le professeur Bernard Guy-Grand (Hôtel-Dieu, Paris), l'efficacité de la lovastatine « ne fait plus guère de doute ». « Néanmoins, ajoute-t-il, on ne dispose pas encore d'un recul suffisant pour juger de son innocuité ».

Il y a une quinzaine d'années, le même laboratoire pharmaceutique que celui qui fabrique la lovastatine avait mis sur le marché américain le MER 29, un produit qui, disait-on alors, était extrêmement efficace. Deux ans plus tard, le MER 29 fut retiré du marché en raison de sa forte toxicité hépatique.

Rien ne dit qu'il en ira de même avec la lovastatine ou avec les autres inhibiteurs de l'HMG CoA qui vont être prochainement commercialisés. Mais sait-on jamais...
FRANCK NOUCLH

(1) Publiés dans le *Journal of the American Medical Association* (JAMA) de juin 1987 (édition française).

Tabac : l'écran de fumée

L'avertissement aux pouvoirs publics de l'auteur du rapport officiel sur le tabagisme.

par le professeur ALBERT HIRSCH (*)

MOBILISÉS par le flot des interventions récentes sur les dégâts du tabac, nous devons maintenant dresser un plan d'action. Le rapport que j'ai remis à M^{me} Michèle Barzach en trace les lignes directrices. Celles-ci sont issues des travaux d'experts dans les différents secteurs concernés. La coordination de cet ensemble de travaux que j'ai eu l'honneur d'assurer, pendant plus d'un an, dans le cadre de la direction générale de la santé a permis d'établir pour la première fois un bilan global des effets et méfaits du tabac dans notre pays.

Lorsque, à la lecture des conclusions d'un des groupes de travail ministériel, les professeurs Jean Bernard et Maurice Tubiana écrivent dans ces colonnes que le

tabac est responsable d'un dixième de la mortalité annuelle en France, ils savent qu'ils sont au-dessus de la réalité des faits. Lorsque Richard Peto, célèbre épidémiologiste anglais, publie qu'un fumeur régulier sur quatre meurt prématurément, on reste confondu devant cette information dramatique. Lorsqu'on lit qu'on enregistre en France chaque année trente-deux mille décès par cancers liés au tabac, on ne sait pas toujours que ces morts sont principalement observées chez des hommes encore jeunes, entre quarante-cinq et soixante-quatre ans. Et il n'y a pas que les morts ! Le tabac, ce sont aussi les handicaps et la souffrance des maladies chroniques invalidantes — cardio-vasculaires et respira-

toires — qui lui sont liées, ce sont les maladies respiratoires aiguës des jeunes enfants dont les parents fument. Ce sont les avortements et déficits pondéraux des nouveau-nés lorsque la mère a fumé pendant la grossesse. Ce sont les effets encore imprécis du tabagisme passif, involontairement subi par les non-fumeurs.

Loin de s'améliorer, cette situation s'aggrave dans notre pays. La consommation ne s'infiltre pas. La plupart des cigarettes produites par la SEITA ont une forte teneur en goudron cancérigène. Ce n'est plus au service militaire mais sur les bancs des collèges que les enfants apprennent à fumer, les filles autant que les garçons. Et ce sont les catégories sociales les moins favorisées qui consomment le plus. On estime en outre à 45 milliards le coût du tabagisme sur la santé, mais on ne dit pas que ses dommages restent encore irréparables, quel que soit le prix que l'on voudrait y mettre.

Face à ce tableau très sombre, les instances sanitaires internationales nous incitent à adopter une politique de santé publique fondée sur la réduction drastique de la consommation. Certains de nos partenaires européens en mesurent déjà les effets bénéfiques sur la santé de leurs habitants. A notre tour d'en faire autant ! Nous devons d'abord protéger les non-fumeurs et les encourager à le rester. Il faut aider les fumeurs à s'arrêter. Il faudra enfin interdire à la vente les cigarettes les plus riches en produits toxiques.

Dans le domaine réglementaire, la voie a été courageusement tracée par M^{me} Simone Veil, il y a plus de dix ans. Il convient de faire enfin appliquer la loi de juillet 1976, jusqu'ici soumise au régime de l'infraction permanente. La publicité, sous toutes ses formes, doit être interdite sans exception. Les producteurs de tabac dépendent un budget publicitaire annuel de 2 milliards de dollars. La SEITA a plus que doublé ce budget dans les dernières années. Les uns et les autres n'ont qu'un objectif : conquérir un nouveau marché, celui des jeunes. Il laisse entendre pour cela que les cigarettes légères sont inoffensives.

La santé des non-fumeurs ne doit plus être menacée par la fumée des fumeurs. Interdire l'usage du tabac dans la totalité des espaces communs de l'ensemble des édifices publics, tout particulièrement les établissements sanitaires et d'enseignement, pour lesquels l'interdiction sera étendue au secteur privé, est menacé, en revanche, la liberté de personne. Dans les transports, les cafés et les restaurants, les zones « fumeurs » ne devront pas excéder le tiers des surfaces. Les locaux collectifs de travail n'échapperont pas à ce principe,

adaptés et modulés par les comités d'hygiène et de sécurité.

Informez l'opinion sur le seul danger d'abuser du tabac est insuffisant. Les indications portées sur les unités de conditionnement doivent informer précisément sur la nature et l'amplitude des risques et mentionner la teneur en produits dangereux. Elles seront lisibles au premier coup d'œil, modifiées périodiquement, pour maintenir l'attention en éveil.

Le débat de ces derniers jours sur l'indice des prix a eu le mérite de souligner qu'une augmentation franche et soutenue du prix de vente de la cigarette, de l'ordre de celle qui nous sera imposée par le grand marché européen de 1992, sera un facteur dissuasif important, notamment auprès des jeunes. Mais ne confondons pas augmentation des prix et majoration des taxes ! L'Etat ne doit pas paraître incohérent et tirer recette d'un produit qu'il proclame dangereux. L'ensemble des taxes ainsi que les éventuels bénéfices de la SEITA doivent revenir intégralement et directement aux caisses d'assurance-maladie, au titre de la réparation des dommages du tabac.

Nous en appelons instamment aux autorités responsables de la santé dans ce pays. Suffisamment informées de la gravité de la situation, elles doivent maintenant affirmer la volonté politique d'engager activement la lutte contre le tabagisme.

L'annonce immédiate par Mme Michèle Barzach d'interdire le tabac en milieu scolaire et de négocier le droit des non-fumeurs au travail, mesures légitimes parce que protégeant les non-fumeurs de tous âges, constitue un indice encourageant. L'absence de rejet de ces propositions dans l'opinion publique révèle que celle-ci, suffisamment informée désormais des dangers du tabac, est prête à réagir favorablement à de telles mesures.

Il faut que les pouvoirs publics puissent compter sur l'engagement et le soutien des professionnels concernés, en premier lieu les responsables de l'éducation nationale — chefs d'établissement, enseignants, éducateurs — et les médecins, maintenus en alerte par la vague montante des méfaits du tabac.

Il serait toutefois illusoire de réduire l'action à entreprendre à un seul domaine, la prévention en milieu scolaire, et à un seul acteur, le ministre délégué chargé de la santé et de la famille. C'est au premier ministre, maintenant au fait de la gravité de la situation, qu'il incombe d'affirmer la volonté politique de l'ensemble du gouvernement d'engager la lutte contre le tabagisme.

(*) Professeur des universités Paris-VII, chef du service de pneumologie — Hôpital Saint-Louis, Paris, — rapporteur du rapport officiel sur le tabac.

Bibliographie

JOUER AU DOCTEUR

Maman, bobo

L'un est pédiatre, l'autre généraliste. Ils ont réussi à faire, à l'intention des parents, la bible complète et intelligemment présentée dont ils ne pourront plus se passer. Dans *Votre enfant - guide à l'usage des parents*, on peut trouver tout ce qui concerne l'enfant, des urgences aux rhinopharyngites, des caprices aux maladies graves, des accidents domestiques aux régimes les plus divers, aux médications lourdes et aux médecines douces, homéopathie et acupuncture.

Comment lutter contre les moustiques ? Que faire si un enfant refuse de manger ? S'il est anxieux ? S'il a des convulsions ? La fatigue scolaire, les garderies, crèches ou nourrices, les lois, les décrets, le maquis de l'administration, le mystère des médicaments (leur nom commercial, leurs dosages, leur mode d'emploi, sont précisés en toutes lettres), les formalités de toute sorte, les familles trouveront dans cet ouvrage exhaustif et pratique à manier ce qu'elles ne pouvaient jusqu'à présent connaître que par les filières, parfois inextricables, de la médecine ou de l'administration.

Après les *Guides des médicaments* du docteur Pradal (qui firent l'objet d'un procès de l'industrie pharmaceutique) et celui des *Médicaments vendus sans ordonnances* du professeur Giroud, *Votre enfant* s'inscrit dans la tendance nouvelle et inévitabile à la participation directe du public pour la prise en charge de sa santé et de sa maladie. Et, surtout, à l'établissement d'une véritable éducation sanitaire et de liens de compréhension resserrés entre les médecins et leurs patients.

Dr E.-L.

Votre enfant - Guide à l'usage des parents, par les docteurs Lyonel Bousquet et Jacqueline Escaut. Robert Laffont éditeur. Collection « Bouquins », 1 360 pages, 120 F.

Hypocondriaques s'abstenir

A quoi servent les médecins ? L'extraordinaire foisonnement de livres paraissant actuellement sur l'automédication et l'autodiagnostic amène à se poser la question. Derniers en date, et non des moindres, les trois tomes du *Guide médical illustré*, soutiré *Comment reconnaître et comprendre ses symptômes* (1). L'idée est toute simple : établir à partir du symptôme le plus banal — un ballonnement, un enrouement, une migraine, etc. — une sorte d'arbre de décision permettant, sous la forme de questions simples, de parvenir à un diagnostic. Le sérieux de l'ouvrage est garanti puisqu'il s'agit de la traduction d'un livre réalisé sous les auspices de l'American Medical Association et de la British Medical Association. En réalité, le pro-

blème est ailleurs : cet ouvrage s'adresse au grand public, généralement peu au fait de la chose médicale. Et il est à craindre que, au lieu d'informer le lecteur, il n'aboutisse tout bonnement qu'à l'inquiéter. Un exemple : la diarrhée. Que lit-on ? « Avez-vous eu plusieurs crises de diarrhée au cours des dernières semaines ? » Si l'on répond « oui », la question suivante est : « Avez-vous aussi été constipé par moments ? » Un cas de figure classique et somme toute banal qu'une alternance diarrhée-constipation. Pourtant, si l'on répond « oui », voilà ce qu'il reste à faire : « Consulter votre médecin sans tarder ! Il s'agit peut-être d'un adénocarcinome ou d'une diverticulite... » Cependant, une faible probabilité que ce soit un cancer de l'intestin n'est pas à écarter. Il y a fort à parier que le lecteur ne retiendra de tout cela qu'une seule chose : le risque de cancer.

Les directeurs médicaux de ces trois ouvrages, le professeur Jean-Marc Alby et le docteur Jean Thuillier, écrivent dans leur préface que « ce livre ne prétend pas enseigner à diagnostiquer une maladie ». En revanche, disent-ils, « il apaisera ou préviendra une anxiété sans fondement en vous permettant de repérer les premiers signes d'une affection ». On peut en douter...
F.N.

(1) *Guide médical illustré*. Trois tomes : l'enfant, la femme, l'homme. Editions Robert Laffont, 99 francs chaque tome.

Autogestion du corps

Les Editions Hermann lancent, sous la direction des professeurs Maurice Tubiana et Jean-Louis Binet, une nouvelle collection de livres médicaux destinés au grand public.

Rédigés par les meilleurs spécialistes dans chaque discipline, pratiques à manier, ils apportent, sous un volume réduit (125 pages), l'essentiel — et souvent les détails — de ce que chacun devrait savoir pour mieux gérer son corps... et sa santé.

Les trois premiers titres parus concernent les *Maladies sexuellement transmissibles* (SIDA compris), les *Règles et les anomalies* et la *Prévention des maladies infectieuses*. Une heureuse initiative et une garantie de sérieux et de qualité que n'apportent pas toujours les ouvrages de vulgarisation médicale qui encombrant le marché.

Dr E. L.
● *Les Règles et leurs anomalies*, par M. Georges et J. Lefort.
● *Les Maladies sexuellement transmissibles*, par J. Hewitt et M. Dolivo.
● *Prévention des maladies infectieuses*, par G. Fabiani. Editions Hermann - Collection « Ouverture médicale », 42 F. chaque volume.

Septembre!
le mois de la reprise
chez **NEUBAUER**



REPRISE DE VOTRE VOITURE
5555 f au moins
pour tout achat
d'une **PEUGEOT neuve***
en livraison immédiate

NEUBAUER

* sans dérivés finitions

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

MADÉLIOS

DU 17 AU 26 SEPTEMBRE

C'EST LA SEMAINE DE LA CRAVATE ET DU MOUCHOIR

CRAVATE SOIE DOUBLÉE : 59 F
LES TROIS : 170 F

MADÉLIOS, LE PLUS GRAND CHOIX DE CRAVATES DE PARIS

PLACE DE LA MADELEINE - PARIS

Handwritten signature or text at the bottom of the page.

SCIENCES

Le bruit des espaces infinis...

(Suite de la page 19.)

Un ordinateur, travaillant en temps réel, établit la carte des déformations et les corrige en déplaçant un miroir secondaire qui compense les variations du foyer. Rien n'est trop précis pour capter les ondes de très faible intensité, émises par des corps froids perdus dans la galaxie. Grâce à cette technologie (allemande), le radiotélescope de l'IRAM peut capter des signaux électromagnétiques émettant des ondes comprises entre un et trois millimètres.

Ces signaux à peine « audibles » sont amplifiés puis analysés par un spectrographe, qui les classe selon leur fréquence et la répartition de l'énergie captée. Ainsi sont identifiées à distance (et même à très grande distance!) les molécules chimiques en suspension dans les espaces inter ou circumstellaires. « Chaque molécule a sa signature », à nous de l'identifier avec l'aide des ordinateurs », explique M. Pierre Charvin, président de l'Observatoire de Paris.

Un « saladier » (réflecteur) ultrasensible, une batterie d'ordinateurs pour faire les calculs et inscrire les courbes sur écran, une équipe d'astronomes enthousiastes : il n'en faut pas plus pour faire des découvertes. Au pic Veleta, on accumule les trouvailles : les équipes de l'IRAM ont déjà décelé la présence dans les étoiles de molécules bien connues sur la planète Terre : acétoène, acide salicylique (aspirine) et même... alcool éthylique ! Une des dernières molécules découvertes (mai 1987) est le chlorure de sodium, le bon vieux sel. « Tous les éléments de la soupe primordiale sont là », affirme avec gourmandise le professeur Berroir. L'astronome veut dire que tous les éléments chimiques nécessaires à la vie, à commencer par les composés du carbone, sont présents dans les masses gazeuses qui gravitent autour des étoiles et se déplacent dans « l'infiniment froid ».

De là à se lancer dans l'exobiologie - la biologie des autres

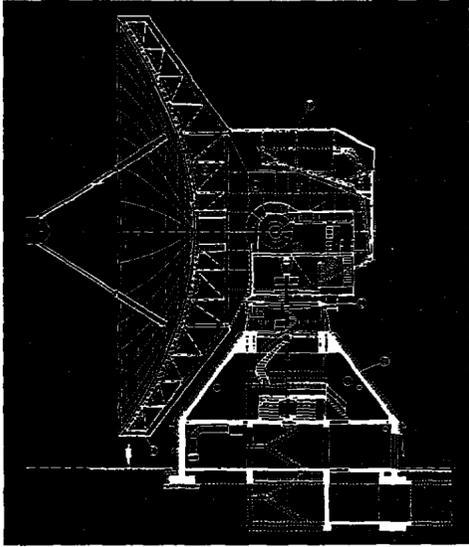


Schéma du télescope : 1) Fédéral, 2) Roulement en azimut, 3) Cabine de récepteur, 4) Traverse d'élevation, 5) Structure de support du réflecteur, 6) Isolation thermique.

galaxies - il n'y a qu'un pas. Les astronomes de l'IRAM ne l'ont pas encore franchi, car ils tiennent à leur discipline comme à la prunelle de leurs yeux. Physique, mère de toutes les sciences... Ils veulent bien recevoir l'aide des chimistes ou, le cas échéant, donner un coup de main aux météorologues ou aux conquérants de l'espace - rien que de la « mécanique céleste », - mais ils ne voudraient pour rien au monde abandonner l'écoute des astres. Une écoute active, qui suppose que le radioastronome traque la molécule dans ses moindres recoins, passe ses nuits (de préférence au jour, moins pur) à « pointer » et « dépointer » son télescope pour calibrer les sources » ou à les « balayer en azimut ». Un travail

d'artilleur-bénédictin que ne soupçonneront pas les randonneurs qui déposent tranquillement leur sac à dos à l'ombre de l'immense parabole. Car ce joyau de la radioastronomie, s'il est une tour d'ivoire pour les chercheurs qui y travaillent, ne s'élève derrière aucun grillage. « Nous ne sommes pas une installation militaire », se défendent les chercheurs, qui revendiquent en outre une large ouverture auprès du public, traditionnelle en astronomie. Fierté du savant, qui étudie le « fondamental ». Passion du chercheur, qui découvre l'inconnu. Bonhomie de l'astronome professionnel, qui ne craint pas de s'ouvrir à l'amateur. Au pic Veleta, l'orgueil rend modeste.

ROGER CANS.

Particules : les Américains accélèrent

Le plus grand accélérateur de particules du monde permettra aux Etats-Unis de percer de nouveaux secrets de la matière

PRÉSENTÉ la moitié des Etats américains sont candidats pour accueillir le Superconducting Super Collider (SSC), un accélérateur de particules long de 83 kilomètres, dont le président Reagan a décidé la construction en janvier dernier. Le ministre américain de l'énergie (DOE) devra prendre sa décision qui est attendue pour juillet 1988, ce qui permettrait au président Reagan de donner le premier coup de pioche juste avant la fin de son mandat.

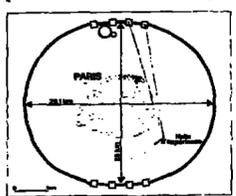
Un microscope

Les projets audacieux ne font pas peur aux physiciens, mais, dans le cas présent, cela passait par une décision difficile à prendre : abandonner le grand collisionneur Isabella alors en cours de construction à Long Island, qui avait pris du retard et ne semblait plus devoir permettre de grandes percées ; laisser à l'Europe qui venait d'engager au CERN le projet LEP de collisionneur électrons-positrons les meilleures cartes pour le début des années 90 ; et regrouper toutes les forces disponibles pour transformer la proposition de Wilson en un projet solidement étayé qui, après 1995, établirait la suprématie américaine.

En 1984, un groupe de définition était mis en place sous la direction de Mury Tigner - un ancien collaborateur de Wilson à l'université Cornell.

Pourquoi cette installation gigantesque ? Pour en savoir plus sur la matière et sur l'origine du monde, pour poursuivre une quête de la connaissance qui remonte aux premiers temps de l'humanité et lui a permis de passer de l'âge de la pierre à la civilisation actuelle. Aucun résultat directement utilisable n'est attendu de ce grand accélérateur.

Un accélérateur n'est au fond qu'un microscope. Plus les particules sont énergiques, plus elles permettent de « voir » la constitution fine de ces mêmes particules. La découverte de la radioactivité, c'est-à-dire de l'émission de particules énergiques par certains atomes, a permis au début du siècle d'analyser



Le SSC est qu'il se présente sous la forme d'un anneau de particules.

la structure de ces atomes et de montrer que l'essentiel de leur masse était concentrée dans un noyau. Trente ans plus tard, on a montré que les noyaux étaient composés de neutrons et de protons. Encore une trentaine d'années, et l'idée s'est imposée que neutrons et protons n'étaient pas élémentaires, mais formés d'infra-particules auxquelles on a donné les noms de quarks et de gluons.

On a aussi montré que les diverses forces qui lient les particules, très différentes à basse énergie, ont des caractéristiques communes quand l'énergie augmente. On a même pu unifier deux de ces forces - la force électromagnétique et la force « faible », - c'est-à-dire les décrire par une même théorie, renouvelant ainsi à un siècle de distance la démarche de James Maxwell, dont les équations décrivent simultanément l'électricité et le magnétisme. Cette unification imposait l'existence de deux particules, nommées W et Z. Leur découverte au CERN est donc un énorme retentissement.

Or d'autres unifications sont possibles, qui exigent aussi de nouvelles particules. La troisième force entre particules, dite « forte » - sa force se manifeste dans les explosions nucléaires, - a longtemps résisté à l'analyse. C'est qu'on observait ses effets sur les noyaux et les protons, et que pour la comprendre il fallait descendre un étage de plus et l'envisager comme action sur les quarks et les gluons. Dans les années 70, une description satisfaisante, la chromodynamique quantique, a été élaborée. Cette théorie ressemble beaucoup à la théorie électro-faible résultant de l'unification précédemment indiquée. La quatrième force connue, la gravitation, semble pouvoir relever d'une description analogue, et le rêve auquel Einstein a consacré ses trente dernières années, l'unification complète de tous les phénomènes physiques, apparaît maintenant réalisable.

Persone ne sait si le SSC permettra d'aller aussi loin. L'énergie de 20 TeV - vingt fois celle dérivée par l'actuel accélérateur de Batavia - a été choisie parce que des spéculations théoriques suggèrent qu'elle est suffisante pour faire apparaître de nombreuses nouvelles particules. Il y eut d'ailleurs débat sur ce point : à l'époque où l'on parlait de « désert », certains jugeaient le nom prémoniteur et estimaient qu'il permettrait d'explorer un désert, une zone d'énergie où il n'y aurait rien à trouver.

Les physiciens des particules sont maintenant convaincus de l'utilité du SSC. Ceux des autres disciplines sont partagés. On veut pointer chez certains la crainte que le SSC n'assèche toutes les ressources disponibles et que les laboratoires qu'il n'intéresse pas directement se trouvent démunis. Au prix de 1986, la construction est estimée à 2 milliards de dollars, soit environ 20 milliards de francs. Les équipements expérimentaux, les ordinateurs... sont en sus, ainsi que l'achat des terrains nécessaires, qui sera à la charge de l'Etat dont le site sera retenu. Aussi le ministre de l'énergie (DOE) cherche-t-il des participations internationales et verrait volontiers un quart du coût pris en charge par des pays étrangers, avec accès concomitant des physiciens de ces pays aux expériences.

MAURICE ARVONNY.

SECTEURS DE POINTE

Allô ! Vous me voyez ?

Un visiophone révolutionnaire présenté par les Télécommunications.

NOM de code : « Visages ». C'est le dernier-né des « produits » des télécommunications. Le CNET (Centre national d'études des télécommunications) le présente à la fin du mois au salon de Toulouse et à Télécom 87, fin octobre à Genève. D'ici là, prudence. « Visages » est jalousement verrouillé dans les coffres des laboratoires d'Issy-les-Moulineaux. La France fait partie des leaders en matière de télécom. Il n'est pas question, cette fois-ci, de se faire doubler par les Japonais... Car « Visages » pourrait bien représenter un des gros marchés de la prochaine décennie : le visiophone. Un visiophone révolutionnaire!

Le visiophone existe déjà, expérimenté en première mondiale à Biarritz, sur son réseau en fibres optiques. Mais le « modèle » a peu de chances de se répandre. Primo, la commutation des images vidéo « large bande » (pouvoir communiquer n'importe où de Dunkerque à Marseille) n'est pas au point. Secundo, le coût de revient est quasiment insupportable (plusieurs centaines de milliers de francs l'unité). Faire de la France un vaste chantier pour le câbler à la manière d'un Biarritz national semble un objectif peu réaliste et sans prix. Pourquoi alors ne pas transmettre l'image par le réseau téléphonique ? « Une image représente deux mille voies téléphoniques, il faudrait donc multiplier la capacité du réseau par deux mille », explique Jacques Guichard, l'un des « pères » du nouveau visiophone. Une solution guère plus envisageable... Depuis des années, les ingénieurs des télécom cherchaient à sortir de cette impasse. Et « Visages » a pris forme. Le visiophone grand public est né.

Soulement le mouvement

La technique consiste à « trafiquer » l'image, ou plus précisément à la comprimer pour pouvoir la faire passer sur une seule voie téléphonique au lieu de deux mille. L'image captée par la caméra est analysée et convertie en numérique. Ces informations sont alors comprimées avant d'être transmises. Et pour réduire au minimum le débit d'informations, cette technique de codage distingue l'image fixe, transmise une fois pour toutes, de celle en mouvement. Ainsi, seuls les gestes et expressions des interlocuteurs sont « traités » par la machine.

Surprise : l'image demeure de bonne qualité, malgré la diminution énorme du débit. La transmission d'une image statique est quasiment parfaite ; en revanche, plus les mouvements sont brusques et rapides, plus l'image est saccadée. Elle reste cependant agréable à l'œil. Le modèle pré-

senté est en noir et blanc. L'introduction d'une caméra couleur n'est qu'une question de prix de revient. L'usage de la machine est élémentaire. Il suffit de se placer dans le champ de la mini-caméra (grand angle) et les personnes en ligne se voient réciproquement. Pour ne pas être pris en flagrant délit de « sortie de douche », la touche « secret » (qui supprime l'image) se porte garante de l'intimité de chacun. Et la fonction « main libre » du visiophone permet de s'installer à deux ou trois devant l'écran (selon sa taille).

Une vocation planétaire

Le CNET bichonne son invention. Il a fait appel à plusieurs sociétés de design pour concevoir un visiophone esthétique. Deux prototypes sont pour l'instant au point, de couleurs chrome ou saumon, de la forme d'un minimitel ou d'un petit magnétophone.

Cette merveille de l'électronique pourra fonctionner dès 1990. Lorsque le RNIS, le fameux réseau numérique à intégration de

services, sera opérationnel. Pas de visiophone sans RNIS. C'est-à-dire sans la numérisation totale du réseau et l'usage des deux voies dont l'une desservira le son, l'autre l'image.

Le minitel bat son plein. Le visiophone pourrait alors lui emboîter le pas et engendrer une multitude de services. Et séduire les porte-monnaies. « Nous n'en sommes qu'aux premières hypothèses de marché : vraisemblablement, la fourchette de prix du visiophone oscille entre 2 000 et 3 000 francs, selon le scénario optimiste et environ 10 000 francs dans le cas contraire. Mais dans une optique grand public, le principe de l'abonnement mensuel sera certainement préférable, avec un coût de communication deux fois supérieur au tarif téléphonique actuel, pour amortir l'usage des deux voies du RNIS », anticipe Michel Volle, de la direction économique du CNET.

Le RNIS a une vocation planétaire. Les études sont commencent pour définir un produit commun normalisé à l'échelle européenne. Fort heureusement. Car en matière de télécom les frontières se doivent d'être symboliques. Et l'intérêt du visiophone sera décuplé s'il est largement répandu et permet la transmission d'images venues d'ailleurs.

MARIE VERDIER.

Demain

Fibres mortelles

De multiples tests effectués sur des animaux par des laboratoires privés et fédéraux aux Etats-Unis semblent montrer que certaines fibres de verre utilisées pour l'isolation et la fabrication de matériaux composites pourraient, comme les fibres d'amiante, provoquer des cancers du poumon. Résultats qui doivent être confirmés par d'autres campagnes d'essais.

Pour faire face à une éventuelle réglementation en matière de fibres de verre, aussi sévère que celle concernant l'amiante, plusieurs fabricants cherchent d'ores et déjà à concevoir des fibres susceptibles de remplacer les fibres de verre. La société Sohni Engineering Company (Niagara Falls, New-York) réalise une nouvelle fibre, dénommée Fiberfax, qui est une céramique de silicate d'aluminium, et qui offre une résistance exceptionnelle aux températures élevées (point de fusion : 1 200 °C, contre 450 °C pour le verre). Une autre société, Monsanto (Saint-Louis, Missouri), propose une fibre appelée PF (Phosphate Fiber), qui est un dérivé polymérique cristallin d'un métaphosphate double de sodium et de calcium. Dotée d'une grande stabilité thermique et d'une grande dureté, proche de celle de l'acier, cette fibre a aussi la remarquable propriété d'être biodégradable.

« CPE Bulletin, juillet 1987, 1, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 05.

Des réacteurs sous du sable

La tranche n° 2 de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle) vient d'être équipée d'un filtre à sable. Comme l'ont été également le réacteur n° 1 de la centrale de Nogent-sur-Seine et les réacteurs B3 et B4 de Chinon. Ces filtres sont constitués d'un grand bac rempli de sable fin placé à l'extérieur du réacteur et communicant avec lui par deux vannes. Ils ont pour objectif de limiter les conséquences d'un accident majeur dans un réacteur nucléaire. Lors d'un tel accident, la pression des gaz dans l'enceinte de confinement - dernière barrière phy-

sique du réacteur, reliée à des réactions chimiques avec le béton - pourrait fissurer et endommager l'enceinte, et donc laisser passer à l'extérieur des substances radioactives dangereuses.

En cas d'accident, lorsque la pression à l'intérieur de l'enceinte de confinement dépasse une certaine valeur, les autorités civiles, en liaison avec EDF, décident du meilleur moment pour faire ouvrir les deux vannes de communication. Ce qui a pour effet de laisser passer à l'extérieur une quantité contrôlée des gaz en excès d'où le sable a diminué, en le retenant, au moins 90 % des produits les plus dangereux, l'iode et le césium. Après Cattenom, Nogent et Chinon, toutes les centrales nucléaires françaises à eau sous pression seront dotées, d'ici à la fin de 1988, de tels filtres à sable. Il est prévu un filtre par réacteur de 1 300 MW (brûle environ 3 millions de francs) et un seul filtre pour deux tranches de 900 MW.

Hélicoptères sans pilote

L'Institut de recherches aérospatiales ouest-allemand (DFVLR) étudie un projet d'hélicoptère télécommandé à distance, baptisé Telemotor. L'hélicoptère téléguidé pourrait acheminer une charge d'au moins une tonne sur une distance de 400 km, et emporter des instruments susceptibles de mesurer des radiations, ou d'effectuer diverses observations.

La téléguidage sera effectué à partir d'un poste de télécommande mobile, se tenant à distance de sécurité, et occupé par deux spécialistes. Des liaisons à grandes distances seraient possibles grâce à des stations relais. L'organisme spatial allemand compte effectuer des essais sur un hélicoptère B-117, doté de commandes de vol électroniques. Un tel engin pourrait rendre de grands services en cas d'accident dans une centrale nucléaire ou dans une usine chimique.

(1) CPE Bulletin - juillet 1987 - 1, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 05.

Le Monde sur minitel IEP LYON RESULTATS DES ADMISSIONS Pour être informé plus vite 36.15 TAPEZ LEMONDE puis IEP

MADELIOS AU DOCTEUR ST LA SEVINE LA CRAVATE DU MOUCHEUR

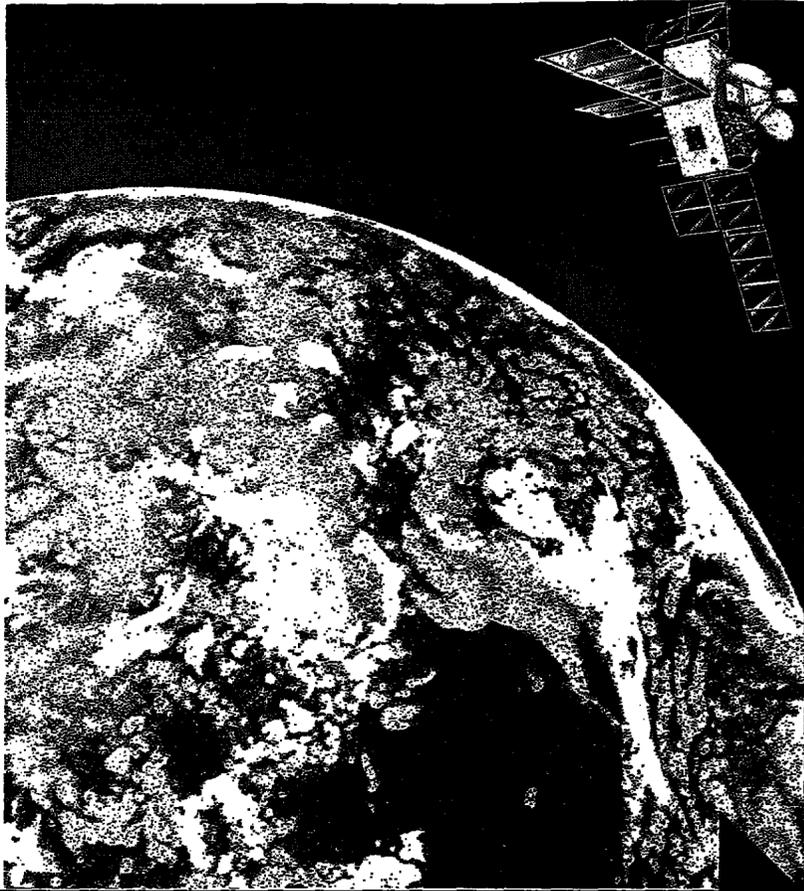
SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Inventeur du disque laser, numéro un mondial de l'éclairage, spécialiste de l'imagerie médicale par Résonance Magnétique et de la vidéocommunication... Philips, leader mondial de l'électronique, c'est tout cela et encore plus. Philips développe l'un des tous premiers potentiels de recherche au monde et offre de nombreuses opportunités à ceux qui veulent évoluer dans un environnement international.

**Informaticiens
Electroniciens
Commerciaux...**

... rejoignez un groupe de 344 000 personnes présent dans 65 pays et réalisant en 1986 un chiffre d'affaires de 165 Milliards de F. dont près du tiers en Amérique du Nord...



Innovation! Philips, c'est déjà demain.



Disque compact à lecture laser, une invention Philips

Les entreprises de Philips en France

- **COMPAGNIE FRANÇAISE PHILIPS** CENTRE INFORMATION RECRUTEMENT 50 av. Montaigne 75008 PARIS
- **LEP** LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE 3 av. Desmarests 94450 LIMEIL-BELLEVILLE
- **PORTENSEIGNE** SYSTEMES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE ET DE SECURITE Centre Industriel à Louviers
- **RTC COMPELEC** COMPOSANTS ELECTRONIQUES Centres Industriels à Caen Evreux, Dreux, Evry et Lisses
- **RTIC** APPARELS ELECTRONIQUES DOMESTIQUES, TELEMATIQUE INDIVIDUELLE ET DOMESTIQUE Centres Industriels à Dreux, Fleury, Nogent-le-Rotrou, Le Mans et Rambouillet
- **CDLME** LAMPES ET MATERIELS D'ECLAIRAGE Centres Industriels à Aubusson, Chalon, Chartres, Dijon, Nevers, Poiré-Monçon, Miribel, Lamone Beuvron
- **MASSIOT PHILIPS** MATERIELS D'IMAGERIE MEDICALE 177 rue de Basseux 79420 CARRIERES-SUR-SEINE
- **S.A. PHILIPS I.C.** APPARELS MENAGERS Centre Industriel à Amiens 64 rue Carnot 82156 SURESNES
- **SCIENCE ET INDUSTRIE** 105 rue de Paris 95062 BOISY
- **et ainsi les sociétés appartenant au Groupe TKT :**
- **TKT** ETUDE ET REALISATION DE MATERIELS D'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE ET DE TELECOMMUNICATION Centres à Brive, Dreux, Evreux, Lissesville, Le Plessis-Robinson, Lannion et Fontenay-aux-Roses
- **TKT - II** COMMERCIALISATION ET SUPPORTS TECHNIQUES DE PRODUITS PROFESSIONNELS EN MINI-INFORMATIQUE, MICRO-INFORMATIQUE, TELEMATIQUE, BUREAUTIQUE, PERITELEPHONE, CARTE A PUCE, MONETIQUE 5 square Max Hymans 75015 PARIS

L'audiovisuel, l'électronique de loisirs, la communication, l'informatique, les transports, l'éclairage, le confort domestique, la médecine, l'espace... Philips généraliste de l'électronique et spécialiste du traitement de l'information pénètre tous les aspects de la vie. Dans tous ces domaines, les entreprises de Philips en France imaginent dès maintenant les produits qui composeront notre futur. 29 500 personnes qui ont réalisé en 1986 un chiffre d'affaires de 21,7 milliards de francs, réunissent les compétences de Philips. Par un investissement annuel de 7 % du C.A. en recherche et développement, les entreprises de Philips en France relèvent les défis de l'électronique. Imaginer, concevoir, développer, produire, commercialiser : tels sont les termes de leur challenge.

Informaticiens

Philips c'est déjà demain

Electroniciens

Philips c'est déjà demain

Commerciaux

Philips c'est déjà demain

كلنا من العالم

هنا من أجل

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Informaticiens

Recherche, développement, industrialisation, gestion, commercialisation: l'informatique est au cœur de la vie de Philips. L'informatique, c'est pour vous l'opportunité de participer à des projets d'envergure: logiciels temps réel, systèmes experts, réseaux nationaux et internationaux, flexibilité de l'outil industriel... Venez rejoindre un réseau de compétences: 850 informaticiens au service des 29500 collaborateurs des entreprises Philips en France et de leurs clients.

INGENIEURS SYSTEMES

Pour mettre en œuvre, optimiser et faire évoluer les logiciels de base, les langages, les utilitaires et les SGBD sur les matériels les plus performants du marché.

CHEFS DE PROJET, ANALYSTES

Pour concevoir nos systèmes d'aide à la décision notamment dans les domaines de gestion commerciale et industrielle.

INGENIEURS LOGICIELS DE RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS

Pour concevoir et réaliser les logiciels de réseaux de télécommunications, radiocommunications, commutation de données et téléphonie.

INGENIEURS AUTOMATICIENS

Pour concevoir et automatiser nos process industriels avec les logiciels en temps réel et satisfaire les impératifs de qualité, de compétitivité et de flexibilité de nos outils de production.

Ingénieurs, diplômés de grandes écoles avec option informatique, titulaires de 3^{ème} cycle de science, MIAGE ou diplômés de grandes écoles de gestion, une première expérience serait appréciée... Ces opportunités vous sont offertes par PHILIPS Direction Informatique et Télécommunication, RTIC, RTC, CDLME, MASSIOT PHILIPS, LEP, et TRT.TL. Vous pouvez adresser votre candidature directement à leur service de recrutement sous réf.: I/M.

Philips c'est déjà demain

Electroniciens

Concevoir et développer des composants, des produits et des systèmes (matériels et logiciels) pour développer une électronique de pointe et apporter la valeur ajoutée technologique à nos produits les plus variés: c'est ce que vous propose Philips. Microélectronique, systèmes de réception par satellite et TV haute définition, télématique, réseaux câblés de vidéo communication, cartes à puce et monétique... Les applications sont nombreuses et passionnantes. Avec une organisation internationale décentralisée en lignes de produits, vous bénéficierez de cette liberté d'action qui crée au sein du groupe une formidable émulation.

INGENIEURS ETUDES

Spécialistes pointus, vos études théoriques permettront de définir les choix techniques et déboucheront sur des modèles de faisabilité.

INGENIEURS CONCEPTION DE LOGICIELS

Vous participerez à la réalisation des logiciels dans nos équipes de développement ou vous prendrez la responsabilité du logiciel d'un projet.

INGENIEURS DE PROJET

Passionnés par les technologies nouvelles, vous les mettez en œuvre pour l'industrialisation de nos produits et systèmes.

INGENIEURS DE RECHERCHE

Pour des études d'architecture de VLSI et de logiciels au sein de nos laboratoires de recherche.

Ingénieurs électroniciens, vous avez des compétences en traitement du signal analogique et numérique, développement de logiciels, hyperfréquences, optronique, physique des matériaux, conception de circuits intégrés LSI/VLSI, CAO, productique... Ces opportunités vous sont offertes par RTC, RTIC, LEP, PORTENSEIGNE, MASSIOT PHILIPS. Vous pouvez adresser votre candidature directement à leur service de recrutement, sous réf.: E/M.

Philips c'est déjà demain

Commerciaux

Vivre la vente chez Philips, c'est aborder les secteurs les plus divers et se passionner pour des produits «high tech» pénétrant les marchés les plus larges. Réalisateur de l'éclairage de la Tour Eiffel, concepteur de systèmes de vidéocommunication pour le site de La Villette, Philips est leader sur des marchés très concurrentiels... des composants aux systèmes de réception satellite, de l'informatique au médical, des instruments de mesure aux appareils électroniques grand public. Un grand nombre d'opportunités sont à saisir sur des marchés de taille internationale, pour des Ingénieurs comme pour des diplômés d'écoles de commerce.

RESPONSABLES DE SECTEURS

Pour commercialiser nos produits grand public: hifi, TV, vidéo, appareils ménagers, éclairage... vous prendrez la responsabilité d'un secteur géographique et animerez un réseau de distribution. La richesse et la taille de nos organisations commerciales vous ouvriront de nombreuses possibilités d'évolution.

INGENIEURS COMMERCIAUX

Jeunes diplômés d'écoles de commerce, pour démontrer vos capacités de contact à haut niveau, sur les marchés de l'informatique et du médical.

INGENIEURS D'AFFAIRES

Pour négocier avec des interlocuteurs de très haut niveau d'importants contrats de produits et systèmes professionnels.

INGENIEURS DE VENTE TECHNICO-COMMERCIAUX

Ingénieurs, pour négocier des produits et systèmes professionnels très technologiques auprès des bureaux d'études, laboratoires et industries... Vous mettrez à profit vos compétences techniques et vos qualités relationnelles. Dans cet environnement stimulant, vous évoluerez vers des responsabilités d'affaires et de produits.

Ingénieurs ou diplômés d'écoles de commerce, ces postes vous sont offerts par RTC, PORTENSEIGNE, CDLME, PHILIPS Science et Industrie, MASSIOT PHILIPS, RTIC, PHILIPS Appareils Ménagers et TRT.TL. Vous pouvez adresser votre candidature directement à leur service de recrutement sous réf.: C/M.

Philips c'est déjà demain

Votre enthousiasme, vos compétences et votre maîtrise de l'anglais seront vos atouts pour participer à ce projet aux dimensions internationales. C'est aujourd'hui la proposition que vous font les entreprises de Philips en France.

Pour les rencontrer, écrivez-leur directement aux adresses ci-contre ou au Centre Information Recrutement Philips, 50 avenue Montaigne 75008 Paris qui pourra orienter votre choix.



PHILIPS



de Philips en France

- List of Philips departments and recruitment services in France, including various engineering and commercial roles.

En France, Philips recrute...

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Finance et informatique : une association profitable !

En vous associant à notre grand projet de gestion financière qui devra être opérationnel début 1989, vous aurez l'opportunité d'évoluer dans un environnement technique et méthodologique (MERISE, atelier de Génie Logiciel ...) enrichissant. Vous viendrez renforcer l'équipe en tant que :

Concepteur/chargé de projet (H/F) Réf. CP 816

Responsable d'une des grandes fonctions du projet, vous participerez à la définition des besoins en collaboration avec les organisateurs et un groupe d'utilisateurs que vous animez. Vous faites la conception, vous proposez des scénarios de développement, vous encadrez l'équipe de réalisation. Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, ou d'un 3^{ème} cycle de Gestion, vous avez 5/6 ans d'expérience de la conduite de projet dans un environnement IBM, si possible dans le secteur bancaire. La pratique de la méthode Merise serait un atout supplémentaire.



Pour participer à la réussite de cette opération vitale pour notre ETABLISSEMENT FINANCIER, merci d'envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence du poste à notre Conseil DATAID SELECTION 48, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS.

Nous sommes un important organisme mutualiste de retraite par capitalisation (170 000 adhérents) et nous créons dans le cadre de notre développement le poste de :

Chef de Projet Paris

Vous êtes de formation type MIAGE et possédez une expérience de l'informatique de gestion d'environ 2/3 ans sur BULL DPS 7 sous G COS 7. Vous avez 26/30 ans.

Vous serez un interlocuteur privilégié de l'ensemble des utilisateurs de la caisse et un réel animateur de votre équipe de réalisation. Nous vous offrons de réelles possibilités d'évolution. Rémunération motivante.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, recommandation souhaitée) sous référence 405 M3 Catherine LASRY CNEP Ressources Humaines, 61 rue des Belles Feuilles 75116 PARIS.



RESPONSABLE COMMERCIAL pour vendre notre technologie

Vous êtes diplômé Grande Ecole, votre motivation et votre esprit de "compétition" confortés par une expérience de 2 à 5 ans dans la vente de prestations de services ou chez un constructeur vous amènent aujourd'hui à "bouger". Nous sommes une société de conseil et services en ingénierie informatique, et nous vous offrons l'opportunité de manager votre réussite en vous faisant partager nos ambitions. Alors n'hésitez pas, écrivez-nous

QUASAR INFORMATIQUE
33, rue Réaumur - 75003 PARIS

CÔTE D'AZUR
Société spécialisée dans la vente de produits aromatisés, recherche un

Chef de production

Il aura pour mission la mise en place et le bon fonctionnement d'une unité de fabrication d'arômes alimentaires (vanille, café...) : définition des moyens et des coûts, des besoins en personnel, mise en place, suivi et contrôle de la production. Le candidat recherche possède une expérience professionnelle de dix années environ, avec quelques années d'encadrement dans le même secteur d'activité. Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. photo et salaire actuel) sous référence 64.01 à :

Herblin Recrutement
Un Département de Herblin Conseil
11, place Ile de Beauté - 06300 NICE.

UNIX, LANGAGE C

Le Responsable Informatique d'un Groupe de Services employant 2.500 personnes (6 sociétés, 10 agences en province) recherche son

ADJOINT

Vous devez impérativement connaître UNIX et LANGAGE C et avoir une première expérience d'au moins 2 ans. La connaissance d'INFORMIX sera un plus. Vous travaillerez sur matériel NCR, TOWER 32 et PC 8.

Vous devez adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous réf. 5990 M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra. Poste basé près de la Défense.

INGENIERIE

TEMPS REEL LOGICIEL DE BASE TELECOM

PARIS - GRENOBLE - COTE D'AZUR
Concevoir et réaliser des logiciels, c'est notre métier et c'est dans ce domaine, l'informatique industrielle temps réel, que nous investissons. Nous recherchons des

INGENIEURS GRANDS BUDGETS
• **INGENIEURS LOGICIELS**
Débutants ou première expérience (1 à 3 ans) connaissant langage C, 68000, UNIX, MSDOS.

• **INGENIEURS CONCEPTEURS CONFIRMES**
Télécommunication (modèle OSI).
Système temps réel.
Vous évoluerez dans une ambiance humaine et technique high tech (formation, projets, clients). Votre rémunération sera attractive et votre poste évolutif.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo à SILICONE - Chemin des Prés - 38240 MEYLAN.



agence spatiale européenne

L'AGENCE SPATIALE EUROPEENNE RECHERCHE

DES INGENIEURS POUR SON DEPARTEMENT DES PROGRAMMES D'OBSERVATION DE LA TERRE ET SON DEPARTEMENT "SYSTEME COLUMBUS ET PROJETS"

AU CENTRE DE RECHERCHE ET DE TECHNOLOGIE SPATIALES (ESTEC) A NOORDWIJK (PAYS-BAS)

DEPARTEMENT DES PROGRAMMES D'OBSERVATION DE LA TERRE :

UN INGENIEUR SYSTEME DE SATELLITE POUR ERS-1 (réf. 221)

Il aura plusieurs années d'expérience dans le domaine aérospatial de manière à pouvoir suivre et contrôler l'approvisionnement de la plate-forme du satellite et intervenir si des problèmes mettant en jeu plusieurs disciplines techniques se posent au niveau des systèmes du satellite. Des connaissances générales des systèmes de commande d'orientation et de correction d'orbite seraient souhaitables.

UN INGENIEUR POUR L'INTEGRATION ET LES ESSAIS DE RADARS SPATIAUX (réf. 222)

Il aura plusieurs années d'expérience des radars utilisés dans l'industrie aérospatiale. Il devra superviser l'intégration et les essais de radars destinés au satellite ERS-1.

UN INGENIEUR LOGICIEL (réf. 223)

Il sera chargé de l'intégration et des essais de systèmes à multicalculateurs embarqués. Les candidats devront avoir plusieurs années d'expérience des systèmes informatiques intégrés leur permettant de superviser l'intégration et les essais du système complexe de traitement des données embarqué sur le satellite ERS-1.

DEPARTEMENT "SYSTEME COLUMBUS ET PROJETS" :

UN INGENIEUR PRINCIPAL POUR INTEGRATION CONCEPTUELLE (réf. 224)

Il apportera son soutien à l'équipe du projet de plate-forme polaire/Eureca. Il veillera à ce que l'ensemble des impératifs matériels et fonctionnels de la plate-forme et de ses charges utiles soit pris en compte dans une conception globale optimisée du système. Il devra impérativement avoir l'expérience de la conception, de la réalisation et de l'exploitation de systèmes aérospatiaux complexes.

UN INGENIEUR POUR ELECTRONIQUE DE BORD

UN INGENIEUR THERMICIEN/MECANICIEN (réf. 225)

Ils travailleront au sein de l'équipe de projet plate-forme polaire/Eureca. Ils devront impérativement être capables de déterminer les impératifs techniques clés, avoir une personnalité qui leur permette de travailler de façon constructive avec des firmes industrielles européennes afin de traduire ces impératifs en un programme de conception et de réalisation.

Une bonne connaissance de l'anglais ou du français est exigée; une certaine connaissance de l'autre de ces deux langues est souhaitable.

Tous les candidats seront titulaires d'un diplôme de niveau universitaire dans une discipline appropriée.

Conditions de travail des Organisations internationales, notamment indemnité d'expatriation et allocations familiales, sécurité sociale et régime de pensions. Prise en charge des frais de déménagement.

Adressez un C.V. détaillé au Chef du Personnel de l'ESTEC, Keplerlaan 1, 2201 AZ Noordwijk ZH (Pays-Bas) en indiquant le numéro de référence du(des) poste(s) correspondant(s).



L'EUROPE LES HOMMES ET L'ESPACE

AUTOPHON

SOCIETE EN PLEINE EXPANSION recherche

INGENIEURS AGENTS TECHNIQUES

- Vous justifiez de quelques années d'expérience dans le domaine des microprocesseurs (Matériel et Logiciel).
- Vous avez déjà utilisé un langage évolué de haut niveau (Pascal, C apprécié).
- La connaissance du radiotéléphone est un plus.
- Vous êtes capable de prendre en main une petite étude technique définie en commun avec nos agences et nos services commerciaux.
- Vous appréciez l'autonomie.
- Vous maîtrisez l'anglais technique.

Si vous souhaitez participer à l'expansion de notre Société, nous devons nous rencontrer.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo, sous référence PA 504 à : AUTOPHON S.A. - Direction Technique 72/78, rue Paul-Vallant Couturier 92201 LEVALLOIS-PERRET

Société d'Ingénierie en Informatique recherche pour

PARIS, ORLEANS, RENNES

Analystes Analystes-Programmeurs

DPS8, DPS7, IDS II, TDS, IBM 43XX, 30XX MVS, SGBD, PAC BASE - PAC DIALOGUE.

- Formation bac + 2 minimum.
- Pratique méthode appréciée.



Adressez candidature URGENCE INFORMATIQUE EUROPE 52, Chaussée d'Antin - 75009 PARIS sous référence LM209

Handwritten signature in Arabic script.

كلمة من السيد

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Concevez le système du transport du tunnel sous la Manche

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS ET ELECTRICIENS

Filiale d'un des premiers groupes français, cette société intervient dans les domaines clés de l'ingénierie. L'expérience acquise sur la conception du métro de Paris, lui permet d'exploiter son savoir-faire dans le domaine des transports de masse et cela dans le monde entier.

Pour renforcer les équipes pluridisciplinaires Franco-Anglaises, travaillant sur le système de transport du tunnel sous la Manche, nous souhaitons intégrer de jeunes ingénieurs en électronique et en électricité.

Diplômé d'une grande école (X, ECP, ESE, ENST...), vous êtes débutant ou vous avez acquis une première expérience.

Dans un premier temps nous vous confierons des responsabilités qui vous permettront d'appliquer et de développer vos connaissances techniques. Vous évoluerez ensuite vers des fonctions d'encadrement de projet.

Ces postes sont basés en proche banlieue Nord Ouest de Paris.

Des déplacements sont à prévoir. Le contexte international rend la pratique de l'anglais nécessaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. photo et rémunération actuelle sous référence M 40/1626 D à :

EGOR TECHNOLOGIES 125, av. des Champs Elysees - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Important Groupe Industriel Français

RESPONSABLE IMPLANTATION ATELIERS AUTOMATISES

Ce grand groupe industriel français, leader européen dans son domaine, produit des biens d'équipements en très grande série. Il recherche un Ingénieur de haut niveau.

Animant un service comprenant environ 80 ingénieurs et techniciens et dans le cadre d'une importante évolution qualitative et technologique, il assurera dans les usines du groupe, l'implantation d'ateliers très automatisés et définira différents process d'application.

Ce poste est basé en proche banlieue de Paris. Compte-tenu de son importance, il s'adresse à un Ingénieur diplômé (Centrale, Arts et Métiers,...) ayant acquis une solide expérience industrielle en fabrication ou en ingénierie dans un contexte de grande série. Il aura un charisme suffisant pour animer un service, s'imposer dans des réunions internationales et vaincre les inerties qui s'opposent généralement à toutes les mutations technologiques. La rémunération proposée sera à la hauteur des exigences de la fonction.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération sous référence M 32/813 N à :

EGOR TECHNOLOGIES 125, avenue des Champs Elysees - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Concevez nos systèmes de télécommunications militaires

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Membre d'un puissant groupe français, leader mondial en électronique professionnelle, nous avons pour vocation de concevoir, réaliser et commercialiser des grands systèmes de communications.

Nous souhaitons intégrer dans l'un de nos laboratoires les plus en pointe, un ingénieur qui participera au développement et à la réalisation d'un système de Radio Surveillance embarqué.

Rattaché directement au Chef de Projet, il sera responsable de la gestion de l'ensemble des moyens humains, financiers et techniques mis à sa disposition.

Vous avez valorisé votre formation d'ingénieur électronicien (ESE, ENST,...) par 1 à 3 ans d'expérience dans la conception et le développement de matériels électroniques.

Vous souhaitez évoluer vers un poste autonome au sein d'une équipe jeune dans laquelle vos qualités humaines et techniques seront valorisées rapidement.

Ce poste, dont les possibilités sont réelles et attractives, est basé en proche banlieue Nord de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 40/1386 AGA :

EGOR TECHNOLOGIES 125, av. des Champs Elysees - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

L'opportunité de travailler avec les U.S.

INGENIEUR SYSTEMIER TELECOMS

Intégré dans un très important groupe industriel français, nous étudions et développons des produits ou des systèmes de communication dont les performances techniques sont mondialement reconnues.

Dans le cadre d'un grand programme à l'exportation vers les U.S. dont nous assurons la maîtrise d'œuvre, nous recherchons un Ingénieur Systèmes-Radio.

Bénéficiant d'une bonne autonomie et en liaison étroite avec les équipes de développement et la maîtrise d'œuvre, il prendra en charge la définition des spécifications matérielles et logicielles d'un système-radio.

Ce poste basé à Paris-Ouest s'adresse à un Ingénieur électronicien ayant acquis une première expérience de 2 à 5 ans en études de systèmes temps-réel (communication au sens large ou systèmes d'armes).

Le contexte du programme implique quelques déplacements aux U.S. et demande une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 32/1386 AJ à :

EGOR TECHNOLOGIES 125, avenue des Champs Elysees - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

JEUNE INGENIEUR INFORMATICIEN HF

Niort

Dans le cadre de son développement, cette jeune entreprise dynamique de 450 personnes, spécialisée dans l'assistance aux sociétés de grandes sociétés d'assurance, crée, au sein de son département informatique et télécommunications, gravitant autour de deux ordinateurs IBM 38 avec 250 terminaux, le poste d'Analyste Système.

Rattaché au responsable des Etudes, il devra s'intégrer à l'équipe déjà en place et être rapidement à même de mener, dans une grande autonomie, les différentes missions qui lui seront confiées, dans la responsabilité de projets, de la phase fonctionnelle à la réalisation complète, ainsi que dans la mise en œuvre et le suivi de l'évolution de systèmes de base inhérents aux techniques de communication inter-systèmes.

Ce poste s'adresse à un jeune informaticien, motivé par l'architecture et la communication inter-systèmes, âgé de 25 ans au moins, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole d'ingénieur, option informatique, maîtrise, etc...) débutant ou possédant une première expérience professionnelle, acquise sur moyens systèmes dans des responsabilités d'analyste, de chef de projet ou d'ingénieur système. Une première approche du matériel IBM 38 et de la programmation en langage GAP III serait un atout. La réussite dans la fonction autorisée, à moyen terme, de réaliser perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 112351 A. à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE 15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Biens d'équipements industriels

INGENIEUR DE VENTE EXPORT

LYON



La Société YORK (280 personnes, 286 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale d'un groupe américain, recherche pour sa division loisirs, spécialisée dans la commercialisation d'installations de production de neige artificielle, un ingénieur de vente export.

Rattaché au Chef des Ventes, il devra s'intégrer à l'équipe déjà en place et assurer le développement commercial de son secteur géographique (R.F.A., Suisse, Autriche, Pays scandinaves) avec pour tâches principales : la réalisation d'études de marché, la sélection et la mise en place, selon différentes modalités, d'un réseau d'agents qu'il devra par la suite animer.

Ce poste basé à LYON doit mener un commercial de terrain, âgé d'environ 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de commerce, école d'ingénieur...) pouvant justifier d'une expérience de plusieurs années dans la vente de biens d'équipements industriels. La pratique courante de l'allemand et de l'anglais est exigée. La réussite dans la fonction implique un tempérament de battant, une grande disponibilité liés à un bon sens de l'organisation et de la négociation.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 17/1017 I à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE 15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Ingénierie en informatique industrielle et scientifique

INGENIEUR COMMERCIAL FRANCE (HEC, ESSEC, ESCP...)

RSCI est une société d'ingénierie spécialisée en informatique industrielle dans les secteurs de pointe (Aéronautique, Télécommunications...).

La progression moyenne de son chiffre d'affaires est de 45 % par an depuis sa création en 1981.

Cette croissance se poursuit et conduit à rechercher un INGENIEUR COMMERCIAL. Directement rattaché à la Direction Générale, il sera responsable du lancement de nouveaux produits (génie logiciel et vidéotex) destinés à une clientèle de grands comptes. Totalement autonome, il définit lui-même ses créneaux, il développe et fidélise sa clientèle et assure la liaison avec les services techniques.

Diplômé d'une grande école de commerce, vous avez acquis une première expérience commerciale des produits ou services informatiques en milieu industriel. Vous souhaitez maintenant évoluer dans un environnement qui favorise et reconnaît réellement la réussite.

Ce poste est basé en proche Banlieue Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 40/2360 A à :

EGOR TECHNOLOGIES 125, av. des Champs Elysees - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Constructeur Automobile

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

Important constructeur automobile européen, nous recherchons des ingénieurs à fort potentiel d'évolution pour renforcer notre direction technique.

Au sein du service méthodes emboutissage et en liaison étroite avec les études et la production, ils participent au développement de projets dans différents domaines (qualité, fiabilité, planification de projets, CAO...).

En plus de leur contenu technique, ces postes supposent d'établir des relations multiples tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'entreprise.

Ingénieurs diplômés d'une grande école (Centrale, Mines, Ponts, ENSAM...), vous êtes débutant ou vous avez acquis une première expérience industrielle.

Vos qualités relationnelles et votre sens de l'initiative, vous ouvriront de larges possibilités d'évolution au sein de notre groupe.

Ces postes sont basés en proche banlieue.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 40/813 F à :

EGOR TECHNOLOGIES 125, avenue des Champs Elysees - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Vertical advertisement for 'INGENIERIE' and 'LOGICIEL DE BASE' with various technical details and contact information.

Vertical advertisement for 'AUTOPHON' and 'INGENIEURS AGENTS TECHNIQUES' with details about technical assistance and recruitment.

Vertical advertisement for 'RSCI' and 'INGENIEUR COMMERCIAL' with details about industrial engineering and commercial roles.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Groupe industriel et commercial (banlieue Sud), de loin le leader en France dans notre secteur d'activité, notre développement spectaculaire nous conduit à devenir le n° 1 mondial. Notre informatique est le fer de lance de notre évolution et, de ce fait, notre équipe participe à l'amélioration des performances de notre réseau de distribution. Nous accueillons :

un chef de groupe de projets informatiques, responsable de notre domaine distribution

Venez concevoir, coordonner et piloter le développement de nos projets concernant l'ensemble de notre distribution : informatisation de nos points de vente, mise en place d'un réseau télécoms, gestion en temps réel de la BD produits.

Ingénieur ou diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous avez acquis, en cinq ans minimum, l'expérience en conduite de projets dans un environnement MINIS et IBM : 43XX, CICS, DL1... Changez de dimension en prenant en main un secteur-clé.

Notre consultante, Mlle S. BLAIN vous remercie de lui écrire (réf. 4912 LM)



MEMBRE DE SYNTEC

Groupe chimique (CA de 20 milliards dont 50 % à l'export, 20 sites de production, présent dans 100 pays), filiale d'une grande affaire industrielle française, nous cherchons

deux chefs de projets informatiques

immédiatement opérationnels,

basés à LYON (réf. 5064 LM) et à PARIS (réf. 5065 LM)

pour une première mission de conception de grands systèmes d'information industrielle et commerciale dans laquelle vous disposerez des outils les plus performants.

Ingénieur Grande Ecole (Mines, Centrale, Arts et Métiers, Chimie, Gestion/Commerce...), vous avez acquis en cinq ans votre expérience en conduite de projets dans un Groupe industriel ou une société de services et possédez sens relationnel et faculté d'adaptation. Vous vous montrez entreprenant. Votre carrière pourra se dérouler au sein de notre Société et de notre Groupe dans des domaines très variés, informatique, technique et commercial.

Notre consultante, Mlle S. BLAIN, vous remercie de lui écrire ss réf. cor. à "Carrières de l'Informatique"



MEMBRE DE SYNTEC

TROIS JEUNES INGENIEURS DE PRODUCTION, PAS D'ERREUR, C'EST POUR LESIEUR !

Ingénieur généraliste A & M ou équivalent

LESIEUR ALIMENTAIRE est bien implanté sur ses marchés (produits condimentaires, huiles, produits frais...). Pour vivre notre expansion en nous appuyant sur l'innovation nous recherchons trois jeunes ingénieurs pour nos centres de production.

• **A VELLUIRE (85)** où notre usine de 50 à 100 personnes produit des sauces, mayonnaises et vinaigrettes... vous assisterez le Responsable de l'Établissement dans la mise en place de nouvelles lignes de production tant sur le plan technique, qu'au niveau du management ou de la formation. (réf. : 240).

• **A COUDEKERQUE (59)** notre unité importante de 600 personnes, développe principalement l'activité huiles (tournesol, arachides...). Adjoint du Responsable du Centre Conditionnement vous interviendrez en gestion de production et en assistance technique pour faire évoluer les technologies et la maintenance. Vous serez également chargé de l'encadrement d'une équipe (réf. : 269).

• **L'UNITE DE TRAITEMENT DE GRAINES OLEAGINEUSES** de 65 personnes (filiale de Lesieur Alimentaire) recherche son Responsable Sécurité-Entretien. Numéro 2 du site, il aura pour responsabilité :
- de mettre en place et animer le service entretien (12 personnes),
- de gérer le budget y afférent,
- d'assurer les études et le suivi des investissements. Ce poste est également situé à Coudekerque (réf. 262).

Vous avez une première expérience. Autonome et responsable dans votre mission, nous vous offrons des opportunités d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence, à Agnès Girault, Direction du Développement Social Groupe, LESIEUR Recrutement Cadres, 122 avenue du Général Ledec, 92100 Boulogne.

LESIEUR

NOS OBJECTIFS S'ORIENTENT AUX AMBITIEUX

Chef de Projet, votre prochaine partenaire La Finance !

Poste à pourvoir à Paris

Nous sommes une SMI très importante. Par le nom, l'entendue, l'expansion et la présence de leader sur le marché Banque-Finance. Précisément, nous avons créé à l'intérieur des agences de change et des banques, des logiciels de gestion particulièrement adaptés à leurs besoins.

Si vous êtes Ingénieur Informatique ou ESC spécialisé dans l'Informatique de gestion depuis environ 5 ans (dans un environnement IBM Grande Système) et si ce que nous vous proposons : suivre et conseiller vos clients, rédiger les cahiers des charges, coordonner les actions entre les Études de l'Exploitation, être « très présents » sur le terrain... bref, être le partenaire idéal de vos interlocuteurs : les clients et notre entreprise. Cela demande des compétences, du tonus, de la diplomatie, de la fermeté.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 5359M à Desein, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

**REJOINDRE UN GRAND DE L'AUDIOVISUEL...
INGENIEURS ELECTRONICIENS EXPERIMENTES
X, TELECOM, SUPELEC...**

Strasbourg Réf. : M 50/2326 A Marseille Réf. : M 50/2326 B

Rattaché au Directeur Régional, auprès duquel il a un rôle de conseil, le titulaire du poste prend en charge les grandes options techniques et humaines de la région.

Il assure la responsabilité des objectifs fixés :

- mise en œuvre de la politique de modernisation
- adaptation des services techniques à l'évolution de la grille des programmes
- choix des filières de production et planification des moyens
- qualité des relations humaines au sein des centres de fabrication

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de haut niveau âgés d'au moins 30 ans. Ils ont acquis une expérience de plusieurs années dans l'audiovisuel ou l'électronique "systèmes" dans le domaine des télécommunications, de l'électronique professionnelle ou de l'ingénierie. Ils ont une bonne pratique de l'animation d'équipe et de la communication à tout niveau.

La rémunération sera naturellement fonction de la formation et de l'expérience des candidats et de nature à intéresser des professionnels confirmés.

Au-delà de l'intérêt du poste proposé, il existe de nombreuses possibilités d'évolution au sein de l'entreprise.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence choisie à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

DIGITAL EQUIPMENT CORPORATION, leader mondial des systèmes de réseaux informatiques, intensifie les programmes de recherche et développement de son Centre Technique Européen situé sur le Parc de Sophia Antipolis.

Pour répondre rapidement à cet accroissement des activités de développement dans le domaine des Télécommunications, de l'Intelligence Artificielle, des Logiciels Graphiques et des Stations de Travail, nous recherchons dès maintenant des spécialistes de haut niveau souhaitant rejoindre nos équipes internationales :

Chefs de Projet et Ingénieurs de Développement

- Matériel et Microcode
- Applications Telecom
- Logiciels graphiques
- Intelligence Artificielle
- Traitement de Documents

Ingénieurs Système

- CAO
- VAX/VMS

Consultants Réseaux

Nous souhaitons rencontrer des candidats expérimentés souhaitant évoluer dans une entreprise internationale de pointe. La capacité à travailler en équipe, l'autonomie, la créativité, l'adaptabilité à un secteur en forte croissance ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais seront des critères de sélection déterminants. La connaissance de l'environnement DIGITAL est souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature en mentionnant le ou les postes ainsi que les domaines vous intéressant au Département du Personnel, Service du Recrutement, DIGITAL EQUIPMENT, CENTRE TECHNIQUE EUROPE, B.P. 29 - 06651 VALBONNE CEDEX.

Digital : un choix de société

ADJOINT DU RESPONSABLE INFORMATIQUE

Importante entreprise régionale (200 km, au Sud de Paris), filiale d'un très grand groupe industriel, nous souhaitons recruter un jeune informaticien diplômé (Ingénieur, Maîtrise, Miage...) ayant environ 2 ans d'expérience.

Dans un environnement Temps Réel Bases de Données (deux DPS 7, Datane, IDS, TDS) vous seconderez le Responsable Informatique dans la mise en place de nouvelles applications.

Vous gèrerez directement l'Exploitation, vous assurerez les relations avec les constructeurs, vous encadrerez l'équipe de Programmeurs.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence 638, à notre Conseil

UNILOG
Ethnos

9, Rue Alfred-de-Vigny
75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC Informatique

Handwritten note: *Handwritten text in Arabic script, possibly a signature or reference.*

هنا من العمل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 23 septembre 1987 27

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Chef de Projet

Nous sommes une importante BANQUE D'AFFAIRES FRANÇAISE équipée de gros ordinateurs IBM, avec les technologies les plus modernes. Nous recherchons un

CHEF DE PROJET

Il aura pour mission l'animation, le suivi du développement et la mise en place de projets diversifiés au sein de nos activités bancaires et financières.

Grande Ecole ou équivalent. Il aura une expérience de 3 à 5 ans de réalisation puis de conception de projets dans un contexte gros IBM.

Poste basé à PARIS OPERA.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel, sous réf. 61.46/CP/873 à ADEQUATION, 62-64, av. Emile Zola, 75015 Paris.

Adequation

Créativité, rigueur, et contacts en un seul contenant.

Jeune ingénieur packaging :

Derrière la simplicité de l'eau se dissimule un produit exigeant dont le packaging est un élément souvent déterminant auprès de nos clients et de nos distributeurs. A l'écoute des consommateurs à travers le marketing et l'export, ce poste pivot est avant tout un poste de contacts internes et externes, d'expérimentation, de réalisation.

Responsable de projet au sein d'une petite équipe très motivée, vous donnez l'impulsion et assurez, en coordination avec les fournisseurs, l'avancement de développements pour l'amélioration ou l'innovation en matière d'emballages.

Confronté à des contraintes et des besoins très variés, vous aurez à appréhender, évaluer et maîtriser rapidement de nouvelles techniques de conditionnement, de nouveaux matériaux en vous appuyant sur une méthodologie d'expérimentation rigoureuse et sur votre approche rapide d'ingénieur généraliste.

Soucieux de débiter dans un poste ouvert à beaucoup de possibilités d'évolutions différentes, vous serez intéressé par ce poste carrefour où vous concrétiserez les tendances commerciales en réalité industrielles pour l'entreprise. Poste basé à EVIAN.

evian

La société Evian (1,4 milliard de francs de CA, 1250 personnes), poursuit son expansion sur le marché français avec ses marques Evian, Badoit, Fruiti, Athlon et consolide son rang de leader mondial de l'exportation d'eau minérale.

BSN GROUPE

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. PP41M, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

CTBA

CENTRE TECHNIQUE DU BOIS ET DE L'AMBIENT

Nous contribuons au développement de ces secteurs industriels en leur apportant un support de recherche, des services et des outils technologiques performants.

Ingénieur mécanicien

pour la direction, l'animation scientifique et la gestion de la section mécanique de notre département structure.

Intégré à une équipe d'ingénieurs, vous conduisez avec votre section (1 TS, 3 T) des études diversifiées sur les comportements du bois : analyse du problème, définition de méthodes, conception et mise au point éventuelle de nouvelles machines (pilottage informatisé), réalisation des essais, rapports, publications.

Ingénieur AM ou équivalent, vous avez complété une formation polyvalente (mécanique, techniques d'essais, matériaux, informatique...) par quelques années d'expérience pratique incluant l'encadrement d'une équipe. Nous vous offrons l'opportunité d'exercer des responsabilités importantes dans un contexte scientifique évolué et très vivant.

Adresser lettre, CV, photo et rémunération, sous réf. M 255 à Corinne HUBER Ressources Humaines - CTBA - 10, Avenue de Saint-Mandé 75012 Paris.

Gestion de production

Rendre opérationnels de nouveaux systèmes

Notre Service Central de logistique, en liaison avec la Direction et nos différents établissements (national et international) réalise l'accueil et le démarrage de nouveaux projets de réorganisation. Ingénieur de type A & M, après votre première expérience dans un secteur fabrication-production, nous vous proposons de prendre la responsabilité de nouveaux systèmes, dont vous assurerez l'étude, le démarrage et le suivi technique. Votre important rôle de coordinateur nécessite bien sûr un grand sens de la communication, en plus de vos qualités de rigueur et d'organisation. Votre évolution sera évidemment étudiée en fonction de vos aspirations et de vos capacités.

Merci d'adresser votre CV manuscrit, lettre, photo et présentations sous référence 136 à ESSLOR INTERNATIONAL - Service Affectations - 57, avenue de Condé 94106 SAINT MAUR cedex.

Est de la France

OSSILOR

elsydel

électronique et systèmes (TRINDEL)

Société spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes automatisés dans différents domaines : pilotage, contrôle d'accès, contrôle vidéo, gestion des images.

CA consolidé 150 MF - 200 personnes dont 150 ingénieurs et techniciens, située à Paris, avec filiale aux U.S.A. En forte expansion

recherche

Ingénieurs Informaticiens

Dans le cadre de la réalisation d'affaires à base de systèmes informatiques, vous serez chargé de la direction d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens, depuis les spécifications des systèmes jusqu'à leur mise en service en France et à l'étranger.

Ce poste nécessite une expérience de conduite de projet et s'adresse à des ingénieurs diplômés.

Anglais courant. Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo sous référence DG 030 à : ELSYDEL-TRINDEL Elisabeth AULANIER - Direction du Personnel 63, Bd Beaumartin - 75017 PARIS

esa agence spatiale européenne

L'AGENCE SPATIALE EUROPEENNE RECHERCHE

DES INGENIEURS SPECIALISTES DES SYSTEMES DE TELECOMMUNICATIONS

AU CENTRE DE RECHERCHE ET DE TECHNOLOGIE SPATIALES (ESTEC) A NOORDWIJK (PAYS-BAS)

DEPARTEMENT DES PROGRAMMES D'OBSERVATION DE LA TERRE :

UN INGENIEUR SYSTEME DE TELECOMMUNICATIONS (réf. 226)

Il travaillera à des projets de relais de données et autres applications ne relevant pas du domaine classique des télécommunications. Les candidats auront une expérience de concepteur système ou d'ingénieur chargé de travaux de développement pour les télécommunications par satellite.

UN INGENIEUR SYSTEME DE SATELLITES DE TELECOMMUNICATIONS (réf. 227)

Il sera chargé d'évaluer les besoins à satisfaire en matière de technologie pour des satellites de télécommunications de pointe, de planifier les activités correspondantes et d'en assurer la mise en œuvre. Les candidats doivent avoir l'expérience de la technologie des satellites de télécommunications et celle des techniques de gestion moderne.

SECTION "SECTEUR TERRIEN" AU DEPARTEMENT "SATELLITES DE COMMUNICATIONS" :

UN INGENIEUR SYSTEME DE TELECOMMUNICATIONS (réf. 228)

Il devra avoir une connaissance théorique et pratique des télécommunications par satellite en général, notamment des techniques de modulation, d'accès multiple et SHF (hyperfréquences). Il aura en particulier

l'expérience de la technologie et de la conception des stations terriennes. La gestion technique de contrats passés avec l'industrie fera partie des responsabilités du candidat retenu.

DIVISION DES SYSTEMES RF DU DEPARTEMENT "TECHNOLOGIE DES CHARGES UTILES" :

UN INGENIEUR SPECIALISTE DES HYPERFREQUENCES (réf. 229)

Il sera responsable de la conception et du développement de charges utiles destinées à des satellites de télécommunications. Les candidats auront travaillé pendant plusieurs années dans l'industrie des radars ou des télécommunications. Une certaine connaissance des techniques numériques serait appréciée.

Une bonne connaissance de l'anglais ou du français est exigée ; une certaine connaissance de l'autre de ces deux langues est souhaitable.

Tous les candidats seront titulaires d'un diplôme de niveau universitaire dans une discipline appropriée.

Conditions de travail des Organisations internationales, notamment indemnité d'expatriation et allocations familiales, sécurité sociale et régime de pensions. Prise en charge des frais de déménagement.

Adresser un C.V. détaillé au Chef du Personnel de l'ESTEC, Keplerlaan 1, 2201 AZ Noordwijk ZH (Pays-Bas) en indiquant le numéro de référence du(des) poste(s) correspondant(s).

LEUROPE LES HOMMES ET L'ESPACE

AGENCE/AMULE

SCORI S

Filiale de 2 grands groupes, notre société est spécialisée dans l'élimination et la valorisation des déchets industriels.

Nous recherchons pour notre agence basée à TOURCOING

UN INGENIEUR COMMERCIAL

Sa mission : commercialiser les prestations de traitement des déchets auprès des industriels des régions NORD - PAS-DE-CALAIS - PICARDIE.

Son profil : ingénieur chimiste diplômé, 25 - 30 ans. Expérience en milieu industriel appréciée. Disponibilité pour déplacements fréquents.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et présentations à : SCORI AGENCE NORD 41, rue du Point Central - 59200 TOURCOING

Florian Mantione Institut

Entreprises réalisations de matériel électronique, 500 personnes - CA 150 Millions, recherche pour Montpellier

INGENIEUR DEVELOPPEMENT ASIC

Dans la conception des ASICS il devra avoir analysé le cahier des charges et maîtriser les études de faisabilité. Il disposera de stations de travail SUNARLSCO-MAX. Ingénieur électronique confirmé, 5 ans d'expérience. Il a entre 30 et 40 ans et possède de bonnes qualités relationnelles. Il créera le poste et animera une équipe de designers assistants.

Rémunération : 300 000 F environ.

Envoyer C.V. + photo, sous réf. LR 987 ZD à Florian Mantione Institut, Conseil en Recrutement, B.P. 5256, 34050 Montpellier Cedex ou consulter le MINUTEL 3615 code SOFTEL puis FPM.

MONTPELLIER - NIMES - BORDEAUX - CLERMONT - PARIS - LA ROCHELLE - TOULOUSE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Piloter la Gestion de Production dans une filiale du Groupe MATRA

Ingenieur de formation et bénéficiant d'une première expérience en gestion de production, vous êtes convaincu comme nous que la réussite de la mise en place d'une GPMO passe par la recherche de l'adhésion des utilisateurs. Venez les rejoindre sur notre site industriel de 700 personnes et prendre en main en qualité de

Chef de Projet Informatique

la définition, le développement, la mise en place, et la promotion de nos applications de gestion de production. Directement rattaché au responsable des systèmes d'information du site, vous animeriez une petite équipe et saurez écouter, dialoguer, proposer, convaincre... pour apporter aux utilisateurs une méthodologie, des outils, et des procédures...

Votre contexte ? IBM 43XX, CICS/DLI, MACPAC. Votre évolution ? au sein du site, de notre société (2000 personnes), ou du Groupe MATRA.

Le poste est situé dans une ville agréable de l'Est de la France. A bientôt !

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo) sous la référence L/CP à notre conseil Thierry de CARNE qui vous garantira la plus grande discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74 rue de la Fédération - 75015 PARIS

1^{er} groupe français en optique-lunetterie, nous sommes leader dans ce domaine en Europe, et en progression constante sur le plan international. Nous devons ces résultats à notre volonté permanente d'optimiser la qualité de nos produits et à notre capacité à anticiper sur les nouvelles technologies. Mais nous savons que nous les devons aussi à nos 10400 collaborateurs pour qui l'information, la communication et l'évolution sont les meilleurs moyens de progresser ensemble.

Ingenieur A & M Gestion de production

Notre Service Central de logistique, en liaison avec la Direction et nos différents établissements (nationaux et internationaux) réalise actuellement de nouveaux projets de réorganisation. Ingenieur de type A & M, après votre première expérience dans un secteur fabrication-production, nous vous proposons de prendre la responsabilité de nouveaux systèmes, dont vous assurerez l'étude, le démarrage et le suivi technique. Votre important rôle de coordinateur nécessite bien sûr un grand sens de la communication, en plus de vos qualités de rigueur et d'organisation. Votre évolution sera évidemment étudiée en fonction de vos aspirations et de vos capacités.

Poste basé dans notre établissement de ST MAUR.

Merci d'adresser votre CV manuscrit, lettre, photo et prétentions sous référence 136 à ESSILOR INTERNATIONAL - Service Affectations - 57, avenue de Condé 94106 SAINT MAUR cedex.

Concevoir, réaliser, évoluer...



MONÉTIQUE, VIDÉOTEX, TÉLÉMATIQUE... MAÎTRISEZ LES TECHNIQUES D'AVENIR

Filiale Monétique du CRÉDIT AGRICOLE (l'un des premiers centres monétiques en France), nous souhaitons intégrer à notre Centre d'Études de Saint-Quentin-en-Yvelines trois ingénieurs diplômés, possédant une expérience informatique de 3 à 4 ans (connaissance nécessaire de CICS DLI et Télétraitement sur grands systèmes IBM).

3 CHEFS DE GRANDS PROJETS "MONÉTIQUE"

vous interviendrez sur l'évolution et le développement d'applications de pointe : **VIDÉOTEX** : Vous aurez en charge les projets Vidéotex concernant le domaine professionnel et grand public. Une formation spécifique sera assurée.

CARTES À MÉMOIRE : Dans le cadre de la prochaine diffusion des cartes à mémoire (6 millions de cartes), vous participerez à un important projet d'extension des applications de commande de cartes.

SYSTÈME DE CONTRÔLE ET DE PILOTAGE : Vous conduirez un projet de Contrôle-Qualité des traitements réalisés par notre Centre monétique de Lyon, ce qui vous amènera à intervenir dans tous les domaines d'activité de l'entreprise. L'expérience des techniques de pointe et la connaissance approfondie de nos activités que vous pourrez acquérir dans ces fonctions vous assureront d'intéressantes perspectives de carrière.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, en mentionnant le domaine souhaité, sous référence 630, à notre Conseil



9, rue Alfred-de-Vigny 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTREC informatique

Ingenieur débutant ou 1^{ère} expérience...

prochain patron d'une unité autonome de production

Centrale - Mines - A.M....

Région Lyonnaise

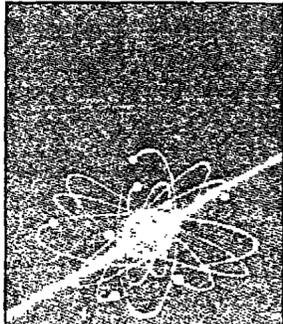
Notre société (1,2 milliard de CA, 80 % à l'export dans 80 pays, 2.000 personnes, 5 unités autonomes de production) leader européen dans son domaine d'activité - production et commercialisation de biens d'équipement électromécaniques de grande série - est filiale d'un Groupe français de premier plan. Le jeune ingénieur de très haut niveau que vous recherchons, débutant ou bénéficiant d'une première expérience, choisira dans un premier temps entre la responsabilité QUALITE d'une unité de production de 300 personnes (mise en oeuvre de toutes actions permettant d'atteindre le "zéro défaut", contrats d'assurance qualité avec nos fournisseurs, contrôle réception des approvisionnements externes...) et la responsabilité PLANNING - ORDONNANCEMENT - LANCEMENT d'une unité de 150 personnes (planning fabrication, déclenchement des approvisionnements, lancement en fabrication, service qual. : réception et expédition...). Dans un cas comme dans l'autre, il animerait un service de 10 personnes. Le candidat retenu, issu d'une grande école d'ingénieurs (Centrale - Mines - AM...), bon animateur, aura l'ambition d'accéder à des responsabilités croissantes et la capacité de les assumer. La réussite dans cette première fonction doit lui permettre de prendre d'ici 3 à 4 ans la responsabilité d'une unité autonome de production de 150 à 400 personnes.

ORION à qui nous avons confié cette recherche vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. 8790 M en indiquant la fonction choisie (qualité ou planning).

35, rue du Rocher 75008 Paris



maîtrise de l'énergie électrique



ce qui bouge beaucoup ne se voit pas forcément

Désormais la production, la transformation, le transport de l'énergie électrique font appel aux technologies les plus avancées. Par sa maîtrise de l'électronique de puissance, microprocesseurs, informatique industrielle... MERLIN GERIN anticipe dès aujourd'hui les défis technologiques de son secteur d'activité.

Dans le cadre de nos gros projets dans le domaine de la sécurité de fonctionnement (centrales nucléaires), nous recherchons un ingénieur informaticien de haut niveau (ENSIMAG, ENSEEHT) pour un poste de

chef de projet - génie logiciel

Imprégné de méthodologie (cycle de vie du logiciel, assurance qualité) et habitué à utiliser des outils de génie logiciel, notamment pour spécifier vos applications, vous êtes un ingénieur d'expérience.

Vous saurez ainsi développer du logiciel pour microprocesseurs en langages de haut niveau. Pour cette fonction importante, il est indispensable de comprendre et de s'impliquer totalement dans notre objectif : le zéro défaut du logiciel.

Venez rejoindre MERLIN GERIN et découvrez un groupe de 18 000 personnes implanté à l'échelle mondiale et dont les ingénieurs, aujourd'hui, se préparent à être les managers de demain.

Merci d'écrire, sous référence FLA.23, au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres, MERLIN GERIN, 38050 Grenoble Cedex.



INSTITUT CHOAY



recherche pour l'une de ses UNITES DE RECHERCHE

ingénieur

DIPLOME ECOLE SUPERIEURE DE CHIMIE (PARIS, STRASBOURG, LYON, MONTPELLIER), TITULAIRE D'UN DOCTORAT (CHIMIE OU BIOCHIMIE)

Il fera partie d'une petite équipe performante de haut niveau scientifique qui souhaite élargir son domaine actuel de recherches dans de nouveaux axes théorétiques. Assez rapidement le candidat retenu sera responsable d'un collaborateur (BTS).

Ce poste - situé en Région parisienne - conviendrait à l'ingénieur ayant de préférence connaissance chimie des sucres ainsi qu'utilisation courante RMN et techniques chromatographiques (HPLC). Utilisation habituelle nécessaire banque données chimiques, micro-informatique, anglais courant, allemand lu. Le candidat retenu pourra ne pas avoir d'expérience industrielle.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3380 M - à préciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

Le Bronze Industriel

Société française implantée à Bobigny (93) et à Sully-sur-Saône (51), chiffre d'affaires 210 millions de francs, leader dans l'élaboration d'alliages cuivreux de haute technicité, réalisant une part importante de son CA à l'exportation recherche dans le cadre de son développement un :

Ingenieur Développement Métallurgique

Mission : Il secondera le Chef du Service Recherche, Développement et Assurance Qualité pour améliorer la qualité des produits existants et développer les fabrications nouvelles.

Profil : ingénieur de formation métallurgie et mécanique (AM, UIC, ISMIM, etc.)

Débutant ou première expérience (30 ans environ).

Anglais indispensable, allemand apprécié.

Homme de terrain et d'animation. Sens des relations humaines.

Preière implantation à Bobigny. Fonction évolutive aussi bien à Bobigny qu'à Sully-sur-Saône.

Merci d'adresser dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo, prétentions) à Philippe SERGENT sous référence IM/P50/DP12 à CNPG Ressources Humaines, 61 rue des Belles Feuilles 75116 PARIS qui réusiera en toute confidentialité.



Ingenieur Qualité Logiciel

De formation Ingenieur, Informaticien ou Electronicien, vous possédez une expérience de 3 à 6 ans dans le développement de logiciels industriels. Vous connaissez ainsi les langages évolués (PASCAL, LTR, FORTRAN) et assembleur, et maîtrisez les méthodes et outils de génie logiciel.

Nous vous proposons de prendre en charge :

- le suivi qualité du développement des logiciels embarqués,
- les études de nouvelles méthodes applicables aux logiciels embarqués,
- la prospection et la mise en place d'outils.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 2543 M à

SOURCE

108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FILIALE D'UN GRAND GROUPE PROCHE BANLIEUE NORD-EST PARIS

Dans le cadre de l'extension de son activité système de contrôle en temps réel RECHERCHE

1 INGENIEUR ELECTRONICIEN

DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE

(option micro-informatique). Pour développement de logiciels d'application sur microprocesseurs INTEL. Pratique de langage de haut niveau (expérience souhaitée 1 à 3 ans).

Connaissances appréciées : PLM 86, ASM 86, 12 CE.

Anglais technique lu et écrit (Réf. A).

1 ELECTRONICIEN

(INGENIEUR BTS OU DUT) POUR MAINTENANCE

De logiciels et développement matériel utilisant des microprocesseurs INTEL.

Expérience souhaitée 1 à 3 ans en bureau d'études électroniques (dossiers industriels).

Connaissances appréciées langages : PLM / ASM 51, PLM / ASM 8X embarqueurs associés.

Anglais technique lu et écrit (Réf. B).

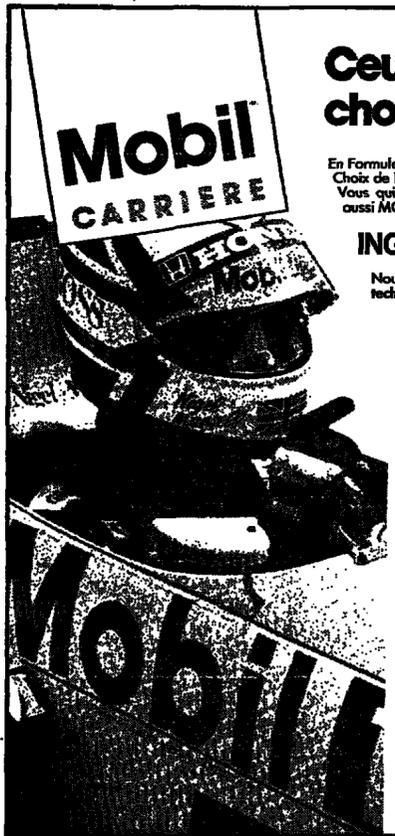
Merci d'adresser lettre manuscrite + c.v. et prétentions en précisant le réf. du poste choisi sous n° 8012 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessauy, 75007 PARIS.

JEUNES INGENIEURS A GRENOBLE, DE TOUTES NOS RESULTATS LE I

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Ceux qui gagnent choisissent Mobil

En Formule 1, pour gagner, WILLIAMS a choisi MOBIL. Choix de la qualité, de la fiabilité, de la performance. Vous qui avez l'ambition de réussir vous choisirez aussi MOBIL.

INGENIEURS D'APPLICATION

Nous vous proposons de devenir le conseiller technique de vos clients.

Ingenieur généraliste, débutant ou première expérience, vous interviendrez auprès d'entreprises industrielles importantes et diverses.

Votre mission principale sera, en étroite collaboration avec les spécialistes commerciaux, de participer au développement de nos ventes : préconisations, études d'applications, organisation de la maintenance, etc...

Vos connaissances technologiques et mécaniques, votre goût des contacts et du challenge vous permettront de valoriser pleinement votre formation.

L'expérience de haut niveau que vous acquerez vous ouvrira d'importantes possibilités d'évolution polyvalente au sein d'un grand groupe pétrolier.

L'anglais courant et la mobilité géographique seront naturellement un plus. Ainsi vous gagnerez en choisissant Mobil.

Prière d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 29932 à MOBIL OIL FRANCAISE - Service Recrutement - Tour Septentrion, 92081 PARIS-LA DEFENSE CEDEX 9.

Mobil
Avancez avec nous.



LA NOUVELLE INFORMATIQUE

Chez Goupil, réussir est un état d'esprit. La performance incontestée de nos produits résulte du travail passionné des hommes de l'entreprise. Chaque nouveau succès est une part d'eux-mêmes.

Notre expansion sur le marché de la micro-informatique nous conduit à rechercher pour les agences régionales de Lyon et Strasbourg, deux

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

En collaboration avec nos ingénieurs commerciaux, vous assumerez la responsabilité des interventions de conseil et de support technique auprès de nos clients et distributeurs. Vous analyzerez les cahiers des charges, proposerez des solutions techniques et mettez en œuvre les démonstrations de haut niveau.

Interlocuteur privilégié de nos clients, vous supervisez les premières implantations et assurez le suivi technique des installations.

De formation ingénieur (ENSI, INSA...) complétée par une première expérience chez un constructeur ou une SSCL, vous connaissez bien les grands sites informatiques, les réseaux locaux, et les grands logiciels du marché.

Adressez CV, lettre et photo à Marc CARON, en précisant la réf. M43 pour Strasbourg, et M30 pour Lyon.

BOURGES RESPONSABLE DE LABORATOIRE

La Société Whitehall : un nom prestigieux dans le monde de la grande consommation.

Témoins la notoriété des produits qu'elle conçoit et commercialise : O-Cedar, Woolite, Wizard, Destop... Et ce ne sont là que quelques exemples. Pour aller plus loin encore, nous recherchons un Responsable de Laboratoire.

Ingenieur Chimiste de formation, vous vous consacrez depuis environ 5 ans à la recherche, au développement et à la mise au point de produits grande consommation. Cette expérience vous incite aujourd'hui à faire évoluer votre carrière.

Rejoignez-nous ! Vous réussirez pleinement dans notre société, indubitablement portée vers l'expansion, vers des nouveaux marchés.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et présentations à WHITEHALL, 10 Impasse Guéméné, 75004 Paris.



VOS TALENTS D'ORGANISATEUR AU SERVICE DE GRANDES APPLICATIONS

Filiale Monétique du CRÉDIT AGRICOLE, nous sommes le plus important Centre de diffusion et de traitement de moyens de paiement par Cartes.

Nous souhaitons accueillir dans notre Département Organisation et Études Informatiques à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES, un jeune Organisateur diplômé d'études supérieures, familiarisé avec les outils informatiques et les relations avec les informaticiens.

Responsable de la Base de Donnée documentaire pour nos grandes applications comptables, vous serez en relation avec les différentes unités du Département pour analyser, élaborer et gérer les procédures.

Vos talents d'Organisateur et votre sens des contacts vous ouvriront d'intéressantes perspectives, notamment dans le cadre de l'évolution technologique des Cartes de Paiement.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence 634, à notre Conseil

UNLOG
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS
Membre de SYNTEC Informatique

SPÉCIALISTE DE LA PLANIFICATION ET DE L'ORDONNANCEMENT

Ingenieur de formation, à titre une expérience de 5 à 10 ans des chantiers et de l'ordonnancement (dans l'industrie ou le bâtiment) et la maîtrise des moyens de gestion par la micro-informatique.

Animateur d'une équipe à clever réajustement des programmes de dialogue interface entre les Travaux et Études.

Envoyer dossier complet (c.v., photos et lettre) à / réf. 25380, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

GRUPE INDUSTRIEL MULTIBRANCHES EN EXPANSION

(230 personnes, C.A. 110 millions) proche banlieue Sud

développant des produits de pointe dans les réseaux de communication industrielle recherche :

analyste senior

(Développement d'applications en TEMPS REEL)

25 ans minimum, possède une première expérience de développement d'informatique industrielle en temps réel et tout particulièrement INTEL/RMX (PLM 86).

- Vous êtes capable de mener de façon autonome la réalisation d'un projet d'envergure.
- Vous avez l'ambition de participer à l'ascension de notre Département Ingénierie Informatique Industrielle.

Envoyer votre dossier (lettre + C.V. + photo) sous réf. 50385 au

Leconte Liberge
Cabinet Leconte Liberge
16, rue Jacques Dulud
92523 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex.

SPATIAL NUCLÉAIRE INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

FIABILITÉ ET QUALITÉ DES SYSTÈMES INDUSTRIELS COMPLEXES

C.E.P. - Société de Service en forte expansion intervenant sur des projets de technologie avancée, recherche

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

INGENIEURS MECANICIENS - THERMODYNAMICIENS Réf. JFB
Profil : Ingénieurs Grandes Ecoles - 1^{re} expérience et débutants.
Mission : Analyse de conception de systèmes ou intégration à des équipes I.A. (projet FIABEX).

INGENIEURS QUALITE LOGICIEL Réf. JCM
Profil : Connaissance concepts et méthodes AQ et fiabilité du logiciel.
Mission : Conseil sur des projets industriels ou de haute technologie.

INGENIEURS QUALITE Réf. GM 1
Profil : 2 à 3 ans dans une fonction similaire.
Mission : Suivi Qualité en développement de systèmes critiques.

INGENIEUR ASSURANCE QUALITE Réf. GM 2
Profil : 3 à 5 ans dans une fonction similaire.
Mission : Conseil et Formation.

INGENIEUR EN MAINTENANCE INDUSTRIELLE Réf. GM 3
Profil : 2 à 3 ans en maintenance industrielle.
Mission : Chef de produit MAO.

INGENIEUR ELECTRICIEN Réf. YH
Profil : 3 à 5 ans d'expérience systèmes automatisés industriels.
Mission : Etudes de fiabilité de servitudes et processus industriels.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, présentations) sous référence choisie à CEP - E LANGLOIS 34, rue Rennequin 75017 PARIS.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

MIAGE + DEA
Ingénieurs grandes écoles. Débutants / 1^{re} expérience

pour développement : COMPTABILITÉ / COÛTS TRÉSORERIE-PAIE FACTURATION GESTION DE PRODUCTION REFOR. DOCUMENTAIRE ARCH. BASE DE DONNÉES IBM VM / CMS : MVS-CICS Langage étendu + LAG.

Env. : S.D.L. 78-80, avenue Gelland, tour Gelland-1 93174 BAGNOLET CEDEX.

digital design

leader dans le domaine de la Vision Assistée par Ordinateur, recherche des professionnels motivés par les techniques de pointe pour participer à son expansion :

4 Ingénieurs Recherche et Développement

Diplômés d'une grande école d'ingénieurs, vous avez 3 ans d'expérience minimum dans l'industrie et vous connaissez les langages C, PASCAL, UNIX, ainsi que les systèmes temps réel.

Vous participerez au développement de nos produits en imagerie médicale.

1 Ingénieur système

Ingenieur grande école ou universitaire option informatique système, vous avez 3 à 5 ans d'expérience en système UNIX, langage C, PASCAL, FORTRAN, ASSEMBLEUR MOTOROLA et de bonnes connaissances en télécommunications et réseaux.

Vous assurerez le développement, le support et l'évolution de logiciels systèmes pour nos produits de traitement d'images et de vision industrielle.

1 Ingénieur technico-commercial

Titulaire d'une maîtrise en informatique ou diplômé d'une école d'ingénieurs, vous avez une première expérience dans l'industrie et vous êtes intéressé par le traitement d'image.

Vous aurez la charge du support avant et après vente de nos produits : intervention en clientèle en collaboration avec nos équipes de vente, démonstrations, benchmarks, formation, installations. Connaissances UNIX, C, PASCAL appréciées.

Qualités requises pour tous ces postes :

- Dynamisme
- Disponibilité (déplacements de courte durée à prévoir)
- Goût du contact
- Pratique de l'anglais indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et présentations en précisant le poste choisi à la Direction du Personnel - DIGITAL DESIGN 17, avenue de Norvège - 91943 LES ULIS.

CONSEIL ET INGENIERIE PRODUCTIVE

recherche

INGENIEURS

- 30 ans environ ;
- formation grande école ;
- actions en production auprès entreprises toutes tailles, tous secteurs ;
- évolution de carrières motivées.

Env. c.v. et présentations à : EDEL P., 42, rue de Péro-Commin, 75014 PARIS.

Société de Conseil en Informatique Péro-Commin

recherche

UN INGENIEUR

système une formation en INFORMATIQUE et ANALYSE NUMÉRIQUE avec plus particulièrement des compétences en méthodes d'INFORMATIQUE GRAPHIQUE.

Envie sous le n° 8032 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson, Paris-92.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

كندا من اجل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SECTEURS DE POINTE

elsydel Société spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes automatisés dans différents domaines : pilotage, contrôle d'accès, contrôle véhiculaire, gestion des temps.

CA consolidé 150 MF - 200 personnes dont 150 ingénieurs et techniciens, situés à Paris, avec filiale aux U.S.A. En forte expansion

INGENIEURS Etudes et Développement

basés à Paris

Rattachés à la Direction Recherche et Développement, ces ingénieurs auront en charge la définition, la conception et la réalisation d'équipements électroniques de nouvelle génération.

Cette fonction implique un dialogue permanent avec les autres unités de la société (bureaux d'étude, ingénieurs d'affaires, chefs de projet, ...) et offre un fort potentiel d'évolution dans la société.

Formation : école d'ingénieurs (ISEP, ISEN, ESIEE, ENSI, ...) Connaissances en microcalculateurs.

Débutant à 4 ans d'expérience.

Anglais nécessaire.

Lettre de candidature manuscrite, CV avec photo, sous référence DG 029 à :

ELSYDEL-TRINDEL - Elisabeth AULANIER
63, Bd Beaudouin - 75017 PARIS

MECI Instrumentation, régulation, conduite de processus, trois domaines dans lesquels cette société française possède une forte notoriété. Après une période de restructuration et la reprise de TAYLOR France, MECI a recentré ses activités sur des produits récents et performants et envisage une politique active de développement. Pour renforcer sa structure de vente, elle recherche son directeur commercial. Rattaché au président-directeur général, il sera responsable des budgets ventes France et export, et définira les objectifs commerciaux, il dirigera, animera et développera les équipes commerciales (actuellement trente personnes), chargées du réseau de distribution et supervisera le service après-vente. Représentant de la société sur certains marchés importants, il sera également amené à négocier des contrats et des accords commerciaux en France et à l'étranger. Ce poste, basé à Paris s'adresse à un candidat de formation supérieure, possédant une dizaine d'années d'expérience de la vente de produits à fort contenu technologique (électronique, automatique ou informatique) ainsi qu'une pratique confirmée de l'encadrement et de l'animation d'équipes de vente. L'anglais courant est indispensable. La rémunération sera à la hauteur de l'expérience et des compétences requises. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/D2891M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chargé d'étude en organisation

Banque - 220/250.000 F

Paris - Un des tout premiers groupes bancaires internationaux recherche pour sa direction de l'informatique un chargé d'étude qui sera affecté au sein d'une de ses cellules fonctionnelles. Il aura une mission de conseil en organisation et à ce titre devra définir des normes assurant une cohérence de développement qui devront être intégrées par l'ensemble des divisions d'application. A cet effet, il devra bien connaître les outils informatiques et devra si possible avoir été confronté à l'aspect ergonomique de ces problèmes. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (commercial ou scientifique) ayant acquis une expérience d'environ 5 années de type chef de projet soit en entreprise soit dans une SSII. Ce poste évoluera s'adresse à des candidats possédant d'excellentes facultés de communication et désireux d'avoir une grande autonomie dans leur travail. Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/R9307M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Activité de service internationale

Responsable exploitation informatique

IBM - NIXDCRF

Notre Direction des Systèmes d'Information est organisée autour de 2 pôles : études, moyens d'exploitation. C'est vous qui dirigez l'entité moyens d'exploitation aux plans humain (25 personnes), technique (système exploitation, réseau...), gestion (budget, investissement...), et prévisions (planification, charge, effectif...).

Filiale d'un des premiers groupes français de dimension internationale, nous sommes un des leaders sur notre marché.

Notre informatique est à la fois motivante (applications, internationalisme, systèmes et produits utilisés, centralisation et décentralisation...), exigeante (qualité, temps de réponse, utilisateurs très nombreux et diversifiés...).

Si votre formation supérieure et vos 10 ans environ d'expérience multifonctions de préférence en environnement international vont de pair avec des qualités humaines d'animation et d'organisation, vous trouverez chez nous l'occasion de développer vos projets et de vous réaliser.

Votre maîtrise de l'anglais doit être parfaite.

Le poste est basé en banlieue parisienne ouest.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite, en précisant la référence M 1157 B, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil

Ressources humaines



Pour notre Département Etudes, nous recherchons

Ingénieurs

Calcul de Structures

(Centrale, Mines, Sup Aéro...)

Intéressés par les domaines suivants :

- Calculs de structures tuyauteries, équipements des circuits auxiliaires et eau vapeur ;
- méthodes de calcul ; application des programmes existants ainsi que création et développement de nouveaux programmes ;
- mécanique de la rupture ;
- définition et suivi des essais dans le cadre d'actions de R et D.

Ces postes peuvent intéresser des ingénieurs possédant une expérience de quelques années dans un ou plusieurs de ces domaines, ou de jeunes débutants, désireux de se former à notre produit à partir de cette première expérience.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, sous référence ADF 103 à FRAMATOME, Département Recrutement et Gestion Prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92089 Paris la Défense.

FRAMATOME

INVENTEZ ET GÉREZ POUR GAGNER

Importante société de biens d'équipements recherche

INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORT

Rattaché à la Direction Commerciale, il propose tous les éléments de la politique commerciale (produit et services), qu'il sera chargé de mettre en place. Sur la zone géographique qui lui sera confiée, il animera un réseau d'agents chargés de la prospection et de la vente des matériels auprès des Transformateurs de matières plastiques.

Agé de 30 ans environ, Ingénieur ou non, il possède une formation supérieure ainsi qu'une ouverture certaine à la technique.

Une expérience réussie de plusieurs années dans la vente de biens d'équipements ou dans la réalisation de projets à l'étranger est indispensable.

De larges possibilités d'évolution sont ouvertes à un candidat de valeur.

La parfaite maîtrise de l'Anglais et de l'Espagnol est nécessaire, l'Allemand est apprécié.

Merci d'écrire, sous la référence LM 27744 à : Havas Contact - 11, rue Pdt-Camot - 69002 LYON, qui transmettra. Discretion absolue.



AXA, premier groupe privé français d'assurances, constitué de 30 sociétés implantées dans 8 pays, gère plus de 6 millions de clients et réalise un chiffre d'affaires de 19,8 milliards de francs dont 30 % à l'étranger.

Résolument tournées vers l'avenir, nos structures évoluent, se développent et nous amènent à renforcer nos équipes.

Vous êtes Ingénieurs, diplômés d'études supérieures scientifiques ou informatiques, issus d'une école supérieure de commerce... débutants ou ayant une première expérience. Nous vous proposons, APRES PLUSIEURS MOIS DE FORMATION, de devenir :

ANALYSTES EN INFORMATIQUE

Vous serez chargés d'étudier, de concevoir et de mettre en place des applications de gestion avec les services utilisateurs (réf. AI 43).

INGENIEUR SYSTEME

Vous serez chargé d'assurer la mise en oeuvre et la maintenance du système d'exploitation, de suivre les performances du réseau et de la télématique, de conseiller et d'assurer l'assistance technique auprès des autres services de l'informatique (Exploitation, Etudes, ...) (Réf. AI 44).

Pour cela, nous mettons à votre disposition l'ensemble de nos moyens : 2 IBM 4381 et 3 IBM 4341.

Si votre volonté de réussir est réelle, vous saurez saisir rapidement les nombreuses possibilités d'évolution offertes par notre groupe.

Pour ces postes basés à PARIS et à ROUEN, merci d'adresser lettre manuscrite et CV, (en précisant la réf. choisie) à AXA, Direction des Ressources Humaines, 40 rue du Colisée 75008 Paris.

AXA

PASSEZ A L'ACTION.

INGENIEUR TECHNO-COMMERCIAL

TRAITEMENT DES EAUX

COMBUSTION ENGINEERING Orléans

Firma française performante d'une importante multinationale américaine concevant et commercialisant des équipements de procédés industriels et de traitement des eaux, nous recherchons pour notre Département - Liquid-Solid-Separation - un Ingénieur Technico-Commercial.

Rejoignant une équipe soudée et performante, il devra prospecter les clients potentiels, analyser et définir leurs besoins, élaborer les offres et les négocier. Ses clients seront des Industriels, des Collectivités, des Sociétés d'Ingénierie et de traitement des eaux.

Le poste nécessite ouverture d'esprit sens de la négociation et des relations humaines. Il conviendrait à un candidat de formation scientifique supérieure possédant une expérience professionnelle technique et commerciale d'au moins 5 années dans l'hydraulique ou le traitement des eaux, désireux de s'impliquer dans un poste qui requiert une grande disponibilité de temps (déplacements fréquents en France : 50 % du temps).

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Les conditions offertes la taille humaine de l'entreprise et son potentiel de développement sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite CV, photo et prétentions) sous la référence B7/GV-CS9/03 M à KEY MEN - 29, Boulevard Jean-Jaurès 45000 Orléans

KEYMEN

GRUPPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

JOURNALISTE HF

les nouvelles technologies à la une...

dans un groupe de presse à Paris. Vous vous joignez à l'équipe de rédaction d'une revue destinée aux utilisateurs de micro-ordinateurs à des fins professionnelles. Vous contribuez à accroître l'influence que nous exerçons auprès de nos lecteurs en les informant sur les évolutions technologiques et, en particulier, en faisant le point sur l'avancement des recherches liées à l'informatique. Vous lancez et supervisez des études, élaborer des synthèses, réalisez enquêtes et reportages, en France et à l'étranger. Vous trouvez aussi les spécialistes susceptibles de vous apporter leur concours et assistez, bien sûr, à la plupart des grandes manifestations professionnelles. Vous évoluez rapidement vers des fonctions de Chef de rubrique.

Vous êtes âgé de 26 ans minimum et titulaire d'un diplôme d'Ingénieur ou équivalent. Vous pouvez vous prévaloir d'une première expérience rédactionnelle dans un domaine scientifique et vous maîtrisez l'anglais.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4070, à notre conseil, Nicole DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.

ro des grandes ambitions.

ICO-COMMERCE

INFORMATIQUE

IES LABORATOIRE

FINALE

OUPE INDUSTRIELLE ANCHES EN EXPANSION

yste senior

il design

recherche et Développement

re système

re technico-comme

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGÉNIEURS INFORMATIENS

Vous souhaitez participer à la conception et à la réalisation de logiciels pour de grands systèmes informatiques. Nous recherchons des ingénieurs "grande école" ayant une bonne connaissance de l'informatique.

La maîtrise d'un projet exige de réunir les meilleurs professionnels, réalisateurs, conseils, experts, chacun d'eux ayant la volonté et les moyens de réussir cette entreprise.

Venez rejoindre nos équipes pour prendre rapidement des responsabilités au sein d'une entreprise en pleine expansion : 1600 personnes, plus d'un milliard de francs de chiffre d'affaires en 1986, une implantation nationale et internationale.

Le parfait simple.

Nous avons développé des technologies et un savoir-faire exceptionnel dans les domaines des télécommunications, des réseaux télématiques et monétiques, des systèmes d'automatisation : annuelle, électronique.

pages de mémo, systèmes de commandement pour les forces armées. Transpac... Les succès que nous rencontrons dans le monde en témoignent.

Nous voulons vous faire partager notre conception du "Parfait Simple".

ARTIFACT

SESA - Direction des Ressources Humaines
30, Quai de Dion Bouquet 92086
Puteaux Cedex
Tél. : 53 LM



ARTIFACT



LE CARBONE - LORRAINE

Groupes industriels à vocation internationale
14 500 salariés dont 300 cadres, 1,4 milliard de F. de CA, 37 établissements industriels dont 8 en France, 75% du CA réalisé à l'étranger
recherche pour son établissement de Gennevilliers

Jeune ingénieur Arts et Métiers

1^{ère} expérience
Responsable du bureau des méthodes et de l'atelier commandes numériques, adjoint au chef du service usinage, le candidat retenu se verra confier les missions suivantes :

- animer le bureau des méthodes (optimiser les gammes, réaliser le développement CN en cours, développer de nouveaux moyens informatiques : DAO, CAO, FAO, planning) ;
- gérer un atelier d'usinage (10 personnes).

Spécialisation en machines commandes numériques indispensable. Anglais exigé, allemand souhaité.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous référence LCL 09 ou Carbone Lorraine, Direction des Ressources Humaines et de la Communication - Tour Manhattan Cedex 21 - 92095 PARIS-LA DEFENSE.

Informatique scientifique et technique

Paris. **Jeunes diplômés**

Le Centre de Programmation de la Marine a une double mission de conception et d'expertise des systèmes informatiques spécifiques "temps réel" à dominante technique et opérationnelle destinés à la Marine Nationale. Il recherche

Ingénieurs d'application Réf. L092/M
pour son secteur "Projets Navals". Au sein d'un secteur dynamique et important (90 pers.), ils auront à assurer la refonte et la maintenance des systèmes informatiques embarqués à bord de navires de combat. Le poste convient à de jeunes diplômés d'une école d'ingénieur, option informatique, ayant acquis des connaissances générales en informatique technique et en système temps réel. Les candidats doivent avoir le goût du travail en équipe et des responsabilités, ainsi que l'esprit de méthode.

Ingénieurs électroniciens Réf. L093/M
pour participer à des travaux sur des matériels électroniques de technologie très avancée : études, suivis de réalisation et évaluations, en particulier de matériels modernes de visualisation. Ce poste concerne des jeunes diplômés d'une école d'ingénieur (ou équivalence universitaire), ayant des connaissances particulières dans plusieurs domaines tels que la micro-informatique, les technologies de visualisation, les microprocesseurs et les composants intégrés. Les candidats doivent avoir, en outre, le goût des responsabilités, des qualités relationnelles et une forte curiosité technique.

Informaticien "intelligence artificielle" Réf. L094/M
pour la mise en œuvre de techniques et langages d'intelligence artificielle dans le cadre de simulations techniques et technico-opérationnelles. Le poste convient à un jeune diplômé (ou équivalence universitaire), option informatique, ayant des connaissances générales en informatique technique et en intelligence artificielle. Le candidat doit faire preuve de curiosité technique, d'esprit d'ouverture et d'un grand souci des relations humaines.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo sous la référence choisie à Henri BOUET,

SEMA-SELECTION 16, rue Barbès 92126 MONTRouGE Cedex.
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

INFORMATIQUE TEMPS REEL

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Banlieue SUD OUEST
DE PARIS
recherche

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

ayant de préférence quelques années d'expérience en Informatique Temps Réel (GOULD si possible).

Il participera à la définition de nouvelles applications logicielles et à l'évolution des logiciels existants relatifs au Temps Réel et à l'exploitation de données.

Ce poste implique un goût certain pour le travail en équipe. Le candidat à fort potentiel aura de réelles perspectives d'évolution. Il devra être âgé d'environ 30 ans.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 29476 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



LES NOUVEAUX ESPACES

Le développement important de nos activités (propulsion à poudre et liquide, matériaux composites...) nous conduit à renforcer nos équipes. Nous recherchons pour **BORDEAUX**

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

SUPAERO - CENTRALE - ENSTA - ENSICA ou équivalent

Débutants ou dotés d'une première expérience, des postes de spécialistes (calculs, essais...) ou de généralistes (responsables de projet...), adaptés à vos compétences et motivations pourront vous être proposés.

La taille de l'entreprise et du Groupe SNECMA peut permettre une réelle évolution de carrière.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. NS3 à SNECMA - Département Encadrement - 2, bd Victor 75724 PARIS Cedex 15.

INSTITUT LAUE - LANGEVIN (ILL) GRENOBLE - FRANCE

L'ILL est un Institut de recherche fondamentale financé par la France (CEA et CNRS), l'Allemagne Fédérale, la Grande Bretagne et depuis peu l'Espagne. L'Institut exploite un réacteur de recherche à haut flux de neutrons auprès duquel sont effectuées des expériences dans plusieurs disciplines, physique nucléaire, physique des particules élémentaires, structure et dynamique de la matière condensée, etc. en utilisant une trentaine d'instruments (diffractomètres, spectromètres). L'ILL est conçu comme un institut de service dont les expériences sont effectuées par des chercheurs invités.

Nous offrons un contrat à durée indéterminée à un

coordinateur scientifique adjoint H/F

Ce poste administratif conviendrait à un scientifique ou à une personne ayant de bonnes connaissances des expériences scientifiques. Il sera chargé plus particulièrement de l'organisation et de la surveillance du programme expérimental, ainsi que du secrétariat du conseil scientifique.

Ce poste requiert un excellent sens des relations, une bonne aptitude d'organisation, l'esprit d'initiative, ainsi que la connaissance parfaite de l'anglais.

Salaires brut annuel compris entre 180 000 et 230 000 Francs, suivant qualifications et expérience.

Ecrire à Monsieur le Chef du Personnel
Institut Laue Langevin 156 X - 38042 GRENOBLE Cedex.

RESPONSABLE QUALITE

Avec plus de 15 000 systèmes installés depuis 1969, dans l'industrie, les services et l'administration, IN2 est le deuxième constructeur français présent en Europe par cinq filiales. Par leur architecture multi-processeur 32 bits à haute sécurité, par leur univers logiciel PICK, par leur gamme évolutive compatible de 2 à 256 postes, les systèmes IN2 représentent ce que la technologie actuelle offre de meilleur. C'est normal plus de 12% du C.A. d'IN2 sont consacrés à la recherche.

De formation Ingénieur vous avez plusieurs années d'expérience dans une fonction d'études ou d'industrialisation de systèmes informatiques et si possible une première expérience dans le domaine de la qualité.

Au sein de notre Direction Technique vous serez responsable de la qualité vis à vis des études et de la production. Avec votre équipe d'une dizaine de personnes, vous serez chargé de l'évaluation et de l'homologation des matériels et des logiciels, de la définition des procédures, des études de qualité externe (enquête client...) et interne (analyse des défauts...).



IN2
GROUPE INTERTECHNIQUE

Merci d'écrire sous la réf. M/DE/36 à Direction du Personnel
B.P. 63 - 78373 PLAISIR CEDEX.

L'INFORMATIQUE DES REALITES.



Filiale du Groupe Luchaire, nous sommes spécialisés dans des produits de haute technologie et recherches

Ingénieur Qualité

Mécanicien ou électromécanicien, vous êtes diplômé d'une grande école (A.M., INSA, ENSI...), vous disposez de deux ans d'expérience et les problèmes de fiabilité ne vous sont pas inconnus.

Habitué à évoluer dans un environnement de haute technologie, vos qualités techniques, votre sens de l'organisation et votre goût du contact, vous permettront d'assurer avec succès la gestion de la qualité :

- analyse des problèmes, définition des normes,
- mise en place des contrats d'assurance qualité,
- contrôle statistique des process,
- proposition de nouvelles solutions et mise en œuvre.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Le poste est basé à Survilliers et nécessitera quelques déplacements.

Merci d'adresser votre dossier sous Réf. 3970 M (C.V., lettre manuscrite, photo) à Evelyne LEVY, GESTION ET METHODES - 7 bis, rue de Monceau - 75008 PARIS, qui l'étudiera en toute confidentialité.

Handwritten signature or note

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



L'Équipement automobile, 27500 personnes CA : 12,1 milliards de francs dont 46 % à l'étranger recherche pour sa Direction des Etudes Avancées

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

Vous serez responsable d'un service du département électronique. Dans le cadre de projets bien définis, et avec une équipe de techniciens, vous devrez, avec un esprit systématique, concevoir l'électronisation de fonctions automobiles et en faire les mises au point sur prototypes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à : VALEO DEA, Recrutement I et C, 4 rue Gambetta, 93406 Saint-Ouen Cedex.



L'AIR LIQUIDE

Spécialiste mondial des gaz industriels, nous offrons sur les marchés les plus porteurs : industries alimentaires, santé, électronique, papeterie. Nous sommes implantés dans 55 pays industriels.

INGENIEUR COMMERCIAL

Agé de 30-35 ans, vous avez complété votre formation Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur par une expérience professionnelle similaire de 5-7 ans dans la vente de biens d'équipement ou de biens industriels, de préférence dans l'industrie chimique.

INGENIEUR ELECTRICIEN

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, vous êtes un spécialiste en électricité. 3 ans d'expérience font de vous un véritable professionnel de la fonction. Vous connaissez bien les règlements et les normes électriques. Vous maîtrisez l'anglais.

INGENIEURS GRANDES ECOLES



Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au (1) 45.02.15.74 du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h - Préférez la réf. 633.



Aujourd'hui, du ventilateur au satellite, le monde tourne SKF. Premier producteur mondial de roulements (45 000 personnes, 20 milliards de C.A.), nous confortons notre position de leader par une politique active de développement.

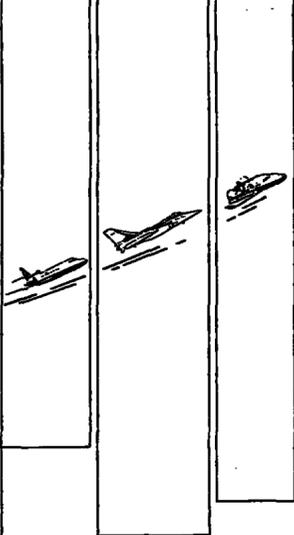
L'aéronautique fait appel aux technologies les plus évoluées et nous nous devons d'être en avant-garde.

Notre Centre Informatique Scientifique basé à SAINT CLOUD a en charge de puissants moyens de calcul allant de l'IBM 3090 à l'ordinateur individuel. Ces moyens sont utilisés par l'ensemble de nos bureaux d'études.

deux jeunes ingénieurs informaticiens DEBUTANTS, OU POSSEDANT UNE COURTE EXPERIENCE

qui deviendront : • l'un le spécialiste des bases de données sur stations de travail autonomes (IBM sous UNIX). Réf. 37.44/II/879

Adresser C.V. + photo + salaire actuel sous référence respective à ADEQUATION, 62-64, av. Emile Zola, 75015 Paris



AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

Un grand groupe pharmaceutique français recrute, pour l'une de ses unités de recherche située à Lyon

INGENIEURS CHIMISTES ORGANICIENS HF

issus d'une grande école - à l'exclusion de toute autre filière - A 26/28 ans, vous excellez en synthèse organique.

Si le domaine de la recherche, ajouté à l'appartenance à une grande firme, vous motive, adressez un courrier succinct à notre Conseil François-X. Comte qui fournira un dossier à chaque candidature conforme à cette description. (Réf. IM)

Consultec 31, rue Vernay 69390 VOURLES

Le Bronze Industriel

Société française implantée à Bobigny (93) et à Suresnes (91), chiffre d'affaires 210 millions de francs. Leader dans l'élaboration d'alliages cuivreux de haute technicité, réalisant une part importante de son CA à l'exportation, recherche dans le cadre de son développement son :

Chef des Services Techniques

Mission : Rattaché au PDG, il exerce ses responsabilités sur trois secteurs d'activité : les études d'installations nouvelles, la recherche et développement, la coordination des services méthodes usines. Il est un acteur essentiel du développement de la qualité dans l'entreprise.

Profil : Agé de 30/35 ans environ, ingénieur grande école, possédant une expérience diversifiée : fabrication métallurgique, développement de produits et travaux neufs, et des capacités réelles d'animation, de négociation et d'organisation.

Merci d'adresser dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence IM/PS/09 à CH&P Ressources Humaines, 61 rue des Belles Feuilles 75116 PARIS.



Maîtrisons les risques

Qualité, Fiabilité, Sécurité sont aujourd'hui des besoins majeurs des clients de CEP, société de services techniques, de 1300 personnes, spécialisée dans la maîtrise des risques et de leurs conséquences économiques.

INGENIEUR EN ELECTROTECHNIQUE

Diplômé d'une grande école, vous avez acquis une expérience d'environ 5 ans dans un B.E. ou en entreprise, faisant de vous un professionnel reconnu.

Au sein de notre direction technique, devenez le spécialiste qui assurera le développement et la diversification de notre compétence en électrotechnique et électronique.

Homme de communication, la qualité de vos contacts internes et externes, vous permettra de renforcer l'efficacité et la notoriété de notre société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à CEP - B. GIRAULT - 34, rue Rennequin, 75017 PARIS.

Caroline Informatique industrielle

Développe et produit des logiciels de conception et de fabrication mécanique assistés par ordinateurs (CAO) à Strasbourg (67) et recherche dans le cadre de son expansion régulière plusieurs :

INFORMATIENS OU MATHEMATIENS

21 ou 31 ans Informatique ou Mathématiques, détenteur d'une première expérience informatique. (Les postes de débutants sont également possibles)

Ils seront chargés du développement d'algorithmes en Pascal : calcul, base de données, graphisme, compilation.

Ce travail s'effectue avec une grande autonomie au sein d'une équipe personnelle.

Vous avez une formation de mathématicien ou d'informaticien. Maîtrise ou DEA ou Doctorat dans l'un de ces deux domaines sont indispensables.

Ad. CV peccato convaincus des études, diplômes et expériences, informez : Mr. B WINCK CAROLINE INFORMATIQUE INDUSTRIELLE Parc d'Activités des Tauveries - 305, route de Schœneck 67383 LINGOLSHEIM

Entre des grandes ambitions... CARBONE - LOIRAINNE... ingénieur Arts et M... TIQUE REEL... JN INGENIEUR GRANDE ECOLE... UT LAUE LANGEN... INATEUR scientifique adjoint HF... ingénieur Qualité

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

Nous sommes un Etablissement Financier d'ampleur régionale, à taille humaine (400 personnes) doté d'un réseau de 60 agences dans la région Ouest de Paris. Nous appartenons à un réseau national de grande notoriété.

Pour poursuivre notre développement, nous renforçons notre structure et recherchons deux cadres auxquels nous confierons la responsabilité de leurs services :

Audit interne

De formation supérieure (type ESC) + le niveau DECS, à 30 ans environ, vous avez acquis une solide expérience de l'audit dans le secteur bancaire.

Votre mission sera de concevoir, mettre en œuvre, suivre et développer les systèmes de contrôles internes (siège et agences).

Interlocuteur privilégié de la Direction Générale, vous animerez une équipe jeune pour une démarche dynamique, pragmatique, orientée vers la prise de décision.

Réf. 27 M 157

Crédits aux entreprises

De formation supérieure (Bac + 4 ou 5) et/ou professionnelle (ITB-CESB), à environ 30 ans, vous avez déjà quelques années d'expérience dans l'activité de prêts aux entreprises.

Vous aurez à créer et développer ce nouveau service du département des engagements. Vous interviendrez directement auprès des Entreprises. Vous mettrez en place et assurerez le suivi des procédures. Vous animerez et dynamiserez notre réseau pour y développer cette nouvelle activité.

Réf. 27 M 120

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, Edith Giacchetti, CPA 3 rue de Liège 75009 Paris, en indiquant vos prétentions et la référence choisie.



GRUPE VOCATION

SECTEURS DE POINTE

HOHE TECHNIK

La société Hohe fabrique des produits sophistiqués pour l'industrie automobile, l'industrie des biens de consommation et l'industrie électrique. Les technologies de production sont les suivantes: moulage sous pression des pièces en aluminium et en zinc, moulage des matières plastiques par injection, procédés de traitement superficiel (galvanisation, revêtements en poudre, peinture), usinage, montage.

Effectifs: 1400 personnes.

Nous recherchons pour notre Direction Technique un

Ingénieur Développement

Devant évoluer rapidement vers un poste de chef de projet.

Vous serez responsable du développement et de l'optimisation de nos produits pour la clientèle française.

Ce poste convient à un ingénieur qui a des connaissances approfondies dans nos technologies et qui - si possible - a une expérience d'au moins 2 ans en conception et industrialisation de pièces en grande série. Il est indispensable qu'il ait des connaissances en allemand. Des connaissances en CAO/FAO seraient appréciées.

Lieu de travail: Collenberg sur Main, 80 km au sud-est de Francfort, R.F.A.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à



HOHE KG
Hauptstrasse 36
D-6981 Collenberg (R.F.A.)

JEUNES INGENIEURS
Recherches et Développement



BP Chemicals

B.P. CHEMICALS est l'un des tous premiers fabricants de polymères en Europe de l'Ouest. Il recherche des jeunes ingénieurs pour son équipe de Recherches et Développement, située à 30 kms de LILLE. Responsables du support du Business Polystyrène et Polystyrène Expandable. Le travail inclut le développement du process et des produits, la technologie des applications ainsi que l'aide à la clientèle.

Les candidats doivent avoir des connaissances en Chimie, Physique ou Science des Polymères. Ces candidats débutants ou avec deux à trois ans d'expérience des Polymères doivent avoir le désir de réussir dans une fonction Recherches et Développement Industriel et être aptes à communiquer couramment en Français et en Anglais.

La Société B.P. CHEMICALS offre aussi des places dans ses laboratoires de Recherches et Développement en Grande Bretagne pour des diplômés en Chimie Organique, Chimie des Polymères et Physique.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 62923 à Contesse Publicité, 16 place du Général de Gaulle, 59800 LILLE qui transmettra.

DONATEC

Nous sommes parmi les tous premiers constructeurs de micro-informatique compatible en très fort développement (CA 80 M, en progression de + de 50 % par an) à IVRY SUR SEINE. Pour poursuivre et intensifier une politique technique rigoureuse, nous créons la fonction de :

RESPONSABLE QUALITE/PRODUCTION

Votre mission : - assurer la conformité des fabrications internes et externes, et la parfaite exécution des commandes à nos spécifications, - développer et instaurer des méthodes et procédures de contrôle et de production.

Nous souhaitons confier ce poste à un jeune ingénieur électronicien possédant une expérience dans le domaine de la micro-électronique. Votre fonction nécessite des déplacements à l'étranger (USA, Extrême-Orient) et, donc, une bonne pratique de l'anglais.

Le cabinet SCHÖNBERGER vous garantit une discrétion absolue et vous remercie d'adresser votre dossier avec photo et salaire actuel sous réf. DON 22



SCHÖNBERGER
75, rue de Rochechouart
75009 PARIS

JM. BRUNEAU

Leader V.P.C. pour bureaux et collectivités recherche

ASSISTANT FORMATION

Rattaché à la fonction Personnel, il lui sera confié :
- la gestion du budget et du planning formation
- l'organisation et/ou l'animation de stages internes ou externes
- des missions ponctuelles d'animation dans différents secteurs d'activité.

Il participera aux différentes opérations de communication dans l'entreprise.
Très proche du terrain et animateur, de formation supérieure, vous avez une expérience de plusieurs années et souhaitez, dans une entreprise dynamique, mettre à profit votre esprit d'initiative et votre sens des responsabilités.

Merci d'adresser C.V. **JM. BRUNEAU**
G. BEAUMONT
91948 LES ULIS cedex

GRUPE MAURICE GENOYER

pour compléter son développement international sur l'EUROPE et l'ASIE du SUD-EST, recherche

CADRES COMMERCIAUX EXPORT

Après une période d'intégration et de formation à nos produits (matériel d'équipement pour industries pétrole, gaz, chimie, eau et divers...) on venant confier soit des fonctions commerciales sédentaires en charge d'une zone internationale, soit des responsabilités opérationnelles nécessitant de fréquents voyages à l'étranger.

Evolution possible vers des fonctions détachées à l'étranger dont CANADA.

Anglais courant impératif, espagnol apprécié. Tempérament de gagner en plus d'une expérience indispensable de 3 à 5 ans dans un domaine d'activité similaire.

Envoyer lettre manuscrite + c.v. + photo à : Phocenne de méditerranée, B.P. 61, 13742 VITROLLES CEDEX.

DAEWOO FRANCE

Filiale française d'un Groupe implanté mondialement, spécialisée dans le génie civil et la réalisation d'ensembles clés en main, recherche dans le cadre de son expansion en Afrique-Francophone

DIRECTEUR T.P.

Entre 50 et 55 ans environ, il aura à prendre en charge l'ensemble des projets au plan :
- Technique
- Budgétaire
- Commercial
- Humain

Rigoureux, mobile et autonome il aura une expérience professionnelle similaire réussie.
Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. en anglais, photo et prétentions à DAEWOO FRANCE
23, rue Linois - 75015 PARIS.

LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE

Organise un concours pour le recrutement

9 ATTACHÉS(ÉES)

ÉPREUVES ÉCRITES : 9 et 10 DÉCEMBRE 1987

programme et conditions d'inscription identique au concours d'ATTACHÉS(ÉES) d'administration centrale.

RETRAIT DES DOSSIERS : AVANT LE 23-10-87 à :

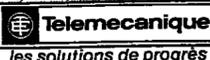
RÉGION D'ILE-DE-FRANCE
33, rue Barbet-de-Joury - 75007 PARIS.
Tél. : 45-50-32-12, poste 308.

TELEMECANIQUE - un des leaders mondiaux des constructeurs d'automatismes - c'est 6,3 milliards de francs de C.A. (dont plus de 60 % à l'export) et 13 700 personnes réparties dans plus de 30 pays. Nous recherchons pour notre division internationale le futur

RESPONSABLE ACTION COMMERCIALE U.R.S.S.

Des personnes ingénieuses, habituées aux métiers des automatismes industriels, avec une expérience de quelques années de négociations commerciales à l'étranger, vous serez chargés de développer l'activité commerciale de nos produits en URSS. Vous serez en contact direct avec nos clients et devrez assurer la prise en compte de leurs besoins et de leurs habitudes. Vous devrez également assurer la mise en œuvre de nos produits et assurer le suivi de nos clients.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à la Direction du Personnel - TELEMECANIQUE FRANCE 2088 - B.P. 223 - 7, rue Henri Rousseau - 92006 SURE-MER-MAINTENON Cedex.



les solutions de progrès

BT Industries AB
BT
BT Manutention, filiale d'un groupe suédois spécialisé dans le matériel de manutention de palettes et en particulier des chariots filoguidés et transtockeurs dans les entrepôts et ateliers, recherche :

Ingénieur d'affaires

Vous assurerez la commercialisation et l'installation de nos systèmes de manutentions automatiques.

Votre approche technique, financière et commerciale, votre formation polyvalente feront de vous l'interlocuteur permanent de nos clients.

L'anglais courant est indispensable. Participez avec nous au développement de cette activité.
Ecrire sous référence 3151, à Dominique BALLARIN, SIASS, Ressources Humaines, 50 bd de Courcelles, 75017 Paris.



Membre de Syntec

BANQUE REPUTÉE DE TAILLE MOYENNE
ayant son siège à PARIS.
FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FINANCIER, recherche pour sa Succursale de LYON

EXPLOITANTS ENTREPRISES

Niveau CADRE classe 6 à 8 (à définir suivant expérience).

Mission : gérer et développer, sous la responsabilité du Directeur de la succursale, un portefeuille d'entreprises de bon niveau.

Profil : il est demandé un niveau d'études supérieures (universitaire ou bancaire). Une première expérience de l'exploitation, un sens aigu du risque et le goût de la démarche.

Ces postes constituent pour un cadre parisien l'opportunité de continuer quelques années sa carrière en Province avant de la poursuivre à nouveau en Région Parisienne.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prêt sous réf. 29923 à CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PROGRAMMEUR

Son domaine d'activité : Les programmes de gestion.
La formation : Niveau minimum DUT en informatique.

Le candidat devra avoir une expérience d'au moins 2 à 3 ans de la programmation en micro-informatique, et maîtriser le langage PASCAL et ses dérivés. Il devra faire preuve de dynamisme, d'autonomie et avoir de très bons contacts à l'occasion de l'abandon des cahiers de charges.

Env. dossier complet, c.v., photo, prêt, s/n° 28 388 à CONTESSÉ, 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS qui transmettra.

Responsables Pédagogiques et Professeurs

en électronique, micro-informatique, télématique, bureautique, biotechnologie, relations des matériels, analyse de la valeur.

Ces postes s'adressent à des diplômés de l'enseignement supérieur ou à des BTS/DUT avec expérience.

Lieu de travail : ROUEN. Adresser lettre manuscrite + c.v. à CEFODI P. VERDEZ, 40, rue Saint-Eloi, 76000 ROUEN.

JEUNE CADRE COMMERCIAL ADJOINT AU DIRECTEUR INTERNATIONAL DES VENTES

HEC - ESC ou équivalent spécialisation Marketing et/ou Publicité 3 à 5 ans d'expérience Marketing, Promotion, Publicité 200 000 F BRUT +

Une société de 1300 personnes, en expansion régulière, 8 sites (France, RFA, Suisse, Canada), produits évolués pour le Bâtiment et les Travaux publics, recherche ce jeune cadre relevant directement du Directeur International des Ventes, qui sera responsable de la définition et de la mise en œuvre de toutes les actions de publicité et de communication actives dans le cadre de son budget annuel.

Anglais courant indispensable. Deuxième langue souhaitée. Poste d'avant évolutive. Résidence dans une grande ville universitaire de l'Est.

Adr. CV détaillé sa réf. 1261 à **setetec**

Société d'Expertise Comptable - Paris-16^e recherche

ASSISTANT(E) CONFIRMÉ(E)

de formation supérieure, parlant l'anglais, minimum 2 ans d'expérience niveau certificats supérieurs

Le (la) candidat(e) aura la responsabilité de missions de Commissariat aux Comptes et d'Expertise Comptable. Adresser lettre manuscrite + c.v. + prétentions à : ENOCBC, 37, boulevard Eschmann, 75016 PARIS.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

responsable des grandes ambitions

PONSABLE COMMERCIALE U.R.S.S.

Telemedun 300

exploitants ENTREPRISES

JEUNE CADRE COMMERCIAL ADJOINT AU DIRECTEUR INTERNATIONAL DES VENTES

Tournant de carrière pour vendeur à haut niveau H/F

Quand les résultats dépassent les objectifs fixés, quand on est reconnu comme un vendeur de haut niveau, efficace et motivé, on aspire forcément à une évolution de carrière.

Ce tournant, vous pouvez le prendre avec nous si vous avez un diplôme d'études supérieures et une expérience confirmée de la vente de produits techniques haut de gamme.

Ce que nous proposons ? Une entreprise de dimension internationale, des produits sophistiqués, de l'autonomie et d'excellentes conditions matérielles.

Des postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

Votre réponse à cette annonce sera peut-être un grand tournant dans votre carrière. Rassurez-vous, nous serons très discrets ; n'hésitez pas à nous indiquer les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas transmettre votre dossier de candidature.

Adressez votre candidature à Monsieur GAUTIER (réf. M 22) 149, rue Saint Honoré - 75001 PARIS, ou appelez notre Contact-Téléphone au 16 (1) 42 61 82 81 de 8 h 30 à 18 h 30 (samedi de 10 à 13 h)

GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS RECHERCHE POUR SON CENTRE D'INTEGRATION AERONAUTIQUE SITUÉ EN SOLOGNE (160 PERSONNES)

RESPONSABLE SERVICE SECURITE

SA MISSION :

- Assurer la mise en œuvre et le suivi des actions de sécurité concernant la protection des personnes, des biens et du secret.
- Organiser la maintenance des installations de protection.
- Appliquer et faire appliquer les réglementations en matière de sécurité du travail, pyrotechnique, et de protection du secret.
- Collaborer à la sensibilisation et à la formation du personnel dans les domaines précités.

SON PROFIL :

Nous recherchons ce poste à un ingénieur possédant une expérience de 5 à 7 ans dans le domaine de la sécurité du travail.

Sa connaissance du milieu pyrotechnique et de sa réglementation sera déterminante.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature à Solange MONTEIL.

Plein Emploi
10 rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines

europcar location de voitures

Oui, je peux.

UN AUDITEUR SENIOR

Le Département d'Audit Interne, outre sa fonction de contrôle, participe à l'amélioration des structures, de l'organisation et des performances du Groupe.

Le candidat recherché sera chargé notamment :

- d'audits opérationnels des filiales et du réseau,
- du développement des méthodes.

Son profil :

- 25 à 30 ans,
- diplômé Ecole de Commerce, DECS...
- parfaitement bilingue anglais,
- 2 ans d'expérience en cabinet,
- maîtrise des techniques de traitement de l'information.

Prêt de bien vouloir adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence A 94, à la DRH Europcar International, 65 av. E. Vaillant, 92100 BOULOGNE.

ORGANISME SOCIAL recherche

cadre

Formation Sup de Co - HEC - ESSEC.

Deux à trois années d'expérience. Connaissance franchise commerciale.

Poste basé à Lyon, avec déplacements sur le territoire.

Envoyer C.V. + photo à PIERRE LICHOU - S/réf. 4990 12, rue Président Carnot - 69002 LYON qui transmettra.

DU PONT DE NEMOURS

Notre Département POLYMERES, en constante expansion, recrute un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Votre mission sera d'assurer et de promouvoir la vente des matières plastiques de haute technicité. Après une formation complémentaire à Genève, vous prendrez la responsabilité d'un territoire ou d'une ligne de produits.

Débutant, vous êtes diplômé d'une grande Ecole d'ingénieurs et vous parlez couramment l'anglais. Une première expérience dans le domaine des élastomères ou des plastiques, sans être nécessaire, constituerait un atout supplémentaire.

Au sein d'une société performante, nous vous offrons une rémunération motivante, des avantages sociaux importants et des possibilités de carrières internationales.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V et préférences à :

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Département des Ressources Humaines / DO
137, rue de l'Université
75334 PARIS CEDEX 07

ARCO

Conseil en recrutement par annonce et approche directe

Consultants

A 30 ans, vous avez le punch de ceux qui réussissent et la crédibilité de ceux qui ont une expérience significative en Cabinet ou dans une Société de Services (Banque, Assurance, Travail Temporaire, Informatique...)

- Vous souhaitez travailler de manière libérale et plus autonome,
- Vous voulez être rémunérés selon vos résultats et le développement de votre clientèle.

Si vous avez comme nous, une ambition de qualité pour votre évolution professionnelle,

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence M 1G à ARCO - 26, rue Cambon - 75001 PARIS

VILLE DE NIORT (Deux-Sèvres) RECRUTE

pour son service économique

UN ATTACHE COMMUNAL

OU

UN AGENT CONTRACTUEL

(rémunération mensuelle : environ 7 500 F)

Le titulaire du poste assurera au sein du service :

- la prospection d'activités nouvelles ;
- le suivi des dossiers de développement économique ;
- la relation avec les partenaires institutionnels de la ville.

Formation : BAC + 4 en économie ou gestion exigée. Expérience de l'entreprise ou des collectivités locales appréciée.

Les candidatures doivent être adressées avant le 30 SEPTEMBRE 1987 à :

Monsieur le maire
Service du personnel
79022 Niort Cedex

ALCOA Premier producteur mondial d'aluminium et dérivés, fortement implanté en Europe, ALCOA recherche

manager regional sales division chimique

Directement rattaché au Sales Manager Europe (Lausanne), vous êtes responsable du marketing et des ventes en France de nos produits à base d'alumine (hydratée, frittée, tabulaire, et autres dérivés...). Vous organisez votre action avec une grande autonomie et assumez la plus large responsabilité de vos marchés, clients et résultats.

Basé près de Paris, en rapports étroits avec nos usines en Europe, vous bénéficiez des supports techniques de nos laboratoires et logistiques de notre siège France (Sens).

Ingénieur et/ou ESC, expérimenté dans la vente de produits chimiques minéraux à l'industrie (domaine réfractaires si possible), à l'aise dans un contexte international, maîtrisant au moins l'anglais, prêt à accepter des déplacements en France et Europe.

Voyage, frais réels.

Adressez lettre, CV, photo, rémunération s/réf. M 254 à M. BERNÉ, Responsables, 60 rue Talbot 75009 Paris

Banque régionale (1 000 personnes) du Groupe CIC recherche son

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
500 000 F +

- Membre de l'équipe de Direction, vous contribuez à l'élaboration de la politique générale.
- Homme de terrain, vous êtes responsable de la totalité des activités d'exploitation, depuis la conception des produits jusqu'à la mise en œuvre sur le terrain.
- Homme de dialogue, vous êtes le premier animateur du réseau (4 groupes, 65 agences).

Vous avez 45/55 ans, une formation supérieure et/ou une expérience confirmée du secteur bancaire.

Le poste est basé à ROUEN.

2 CHEFS DE SECTEUR
250 000 F +

- Membre de l'équipe de Direction du Groupe, vous contribuez, pour votre secteur, à la mise en place de la politique commerciale.
- Homme de terrain, vous êtes responsable des relations avec les entreprises, commerçants et particuliers.
- Homme de dialogue, vous êtes l'animateur privilégié des agences placées sous votre autorité.

Vous avez au moins 35 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur ou titulaire de l'ITB et vous avez une expérience confirmée du secteur bancaire.

Ces postes sont basés à ROUEN et à CAEN.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à :
CIN, Direction du Personnel et des Relations Sociales,
15, place de la Pucelle, 76000 ROUEN.

L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE met au concours un poste de :

professeur ordinaire de philosophie moderne et contemporaine (de Kant à nos jours).

Poste à charge complète : 6 heures hebdomadaires de cours et de séminaires ; direction de recherches.

Titre exigé : doctorat de lettres ou titre équivalent (ex. Habilitation).

Entrée en fonction : 1^{er} octobre 1988 ou date à convenir.

Les dossiers de candidatures doivent être adressés avant le 15 novembre 1987 au secrétariat de la Faculté de lettres, rue de Candolle 3, 1211 Genève 4 (Suisse) où peuvent être obtenus des renseignements complémentaires sur le cahier des charges et les conditions.

NIORT RECRUTEMENT

D'UN DIRECTEUR CHARGÉ DE MISSION

La ville de Niort, associée avec les dix entreprises locales les plus importantes (Industries, nouvelles, banques), a décidé d'engager les études de faisabilité pour promouvoir un technopôle.

L'association ANTEPO, qu'ils ont constituée à cet effet, recherche un directeur chargé de mission de cette opération.

Une fonction de type institut supérieur de gestion, diplômé études supérieures commerciales, formation universitaire en économie et développement industriel (Bac + 4) est exigée.

Une expérience professionnelle en entreprise est souhaitée.

Ecrire et envoyer CV à :

Monsieur le président de PANTEPO
Mairie de Niort
79022 Niort Cedex

Organisme paritaire (Paris) recherche

ASSISTANT(E) DE FORMATION

- Diplômé(e) de l'enseignement supérieur : UNIVERSITAIRE, GRANDE ÉCOLE (minimum BAC + 4).
- Débutant(e) - (moins de 26 ans).

Pour participer au suivi de l'insertion professionnelle des jeunes dans le secteur de l'habitat.

VOTRE MISSION :

accompagner le développement rapide de cette activité et assurer le suivi qualitatif des projets élaborés par les entreprises.

VOTRE RÉMUNÉRATION :

environ 100 000 F (contrat à durée déterminée d'une année).

Adressez c.v. + présentations sous référence MA/03 à : Monsieur le Directeur HABITAT FORMATION, 2, rue Lord-Byron, 75008 Paris.

Groupe industriel agro-alimentaire demande pour son département

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

deux Ingénieurs (niveau Chef de Service)

L'un est spécialiste des arômes alimentaires avec une expérience approfondie du domaine de l'aromatization.

L'autre a une expérience éprouvée des diverses techniques assurant la conservation des produits alimentaires.

L'expérience professionnelle indispensable sera prise en compte pour les rémunérations.

L'anglais est exigé. Le poste est en région parisienne.

Prêt adresser lettre manuscrite, photo, rémunération sous le n° 7751 à SOREP, 43, rue Carnot, 78000 VERSAILLES.

Syndicat d'agglomération nouvelle de Saint-Quentin-en Yvelines clas. 80-150 000 hab. Ouest banlieue parisienne, recherche d'urgence

1 ATTACHÉ AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ADJOINT

FONCTION PRINCIPALE :

- Encadrement de la préparation et du suivi des bureaux et comités syndicaux ;

PROFIL :

- Maîtrise ou 3^e cycle de droit public ;
- Concours attaché communal ;
- Forte motivation et expérience de l'encadrement.

Adr. cand. et c.v. dét. à : Monsieur le Président du S.A.N., 2, av. des Quatre-Pavés-du-Roy, Montigny-les-Bastonnex, 78184 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

LAFFON, une Société suisse spécialisée dans le design et la fabrication d'emballage cosmétique, recherche

pour son bureau à Paris

une personne

- d'environ 35 ans ;
- commerciale ;
- dynamique ;
- parlant parfaitement l'anglais ;
- se chargeant du développement Produit et Marketing.

Des connaissances dans le domaine de la cosmétique seraient un avantage.

Bon salaire et pourcentage sur CA.

Envoyer c.v., photo et présentations au journal sous le n° 7066 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttassuy, 75007 PARIS.

Le Monde CADRES

Spic Batignolles
La Division Electricité et Nucléaire de Spic Batignolles
Juriste contrats France - Export (H.E.)

BANQUE PRIVEE PARIS, recherche son RESPONSABLE DE PORTEFEUILLE HF

SALLE SPECTACLE PARIS RECHERCHE UN CADRE TECHNIQUE

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

UN CHIEF DE PUBLICITE dynamique et expérimenté.

UN COMMERCIAL pour une suite de ses revenus professionnels.

INGENIEUR MECANICIEN Pour un DEA en Instrumentation mécanique.

ORGANISME PROFESSIONNEL Etude de MANAGEMENT DE L'ENTREPRISE

LE FUTUR RESPONSABLE du département gestion, planification et informatique.

JEUNE CADRE EXPORT ICS - ESC formation export.

COMPTA et GESTION Environ 30 ans, BTS ou plus.

EXCELLENTE SECRETAIRE STENOGRAPHE

travail a domicile TRADUCTRICE portugaise/française

automobiles de 5 à 7 CV.

ventes de 5 à 7 CV.

de 8 à 11 CV.

PME CRÉTEL GESTIONNAIRE LOCALS PROFESSIONNELS

STENOGRAPHE STENOGRAPHE

DEMANDES D'EMPLOIS DIRECTEUR INFORMATIQUE

MANAGER ET INGENIEUR

Banque Cadre supérieur - 40 ans 15 ans d'expérience réussie

Chef de publicité

CHIEF COMPTABLE

RECHERCHE UN CADRE TECHNIQUE

RECHERCHONS CHIEF COMPTABLE

RECHERCHONS DIRECTEUR (TRICE)

MANAGER ET INGENIEUR

CHIEF COMPTABLE

CHIEF COMPTABLE

CHIEF COMPTABLE

CHIEF COMPTABLE

DIPLÔMÉ(E)S ENSEIGNEMENT SUP.

CHIEF COMPTABLE

RECHERCHONS DIRECTEUR (TRICE)

MANAGER ET INGENIEUR

CHIEF COMPTABLE

CHIEF COMPTABLE

CHIEF COMPTABLE

CHIEF COMPTABLE

L'IMMOBILIER

appartements ventes 3e arrdt MARAIS très bon standing

6e arrdt SÉNAT Apt de charme, 140 m²

11e arrdt MAISON 90 m²

14e arrdt MAISON 90 m²

16e arrdt MAISON 90 m²

18e arrdt MAISON 90 m²

MAISON 55 m² + JARD.

SAINT-MANDÉ

bureaux

VENTES BLANCHE (pr. métro)

PARIS-17 11.000 F LE M2

DOMICILIATIONS

ENTREPRENEZ MALIN

MAISON 90 m²

AGENDA

Antiquités ACHAT TOUTES ANTIQUITES

Relations humaines Centre ABAC

Spécialités régionales (vins)

Associations Appels

Sessions et stages

Associations Appels

Sessions et stages

Associations Appels

Sessions et stages

Associations Appels

COMMUNIC

COMMUNIC DESTI... (Large advertisement on the right side of the page)

Communication

Après les déclarations du chef de l'Etat

La CNCL déstabilisée

Après les critiques du chef de l'Etat sur la Commission nationale de la communication et des libertés dans son interview au Point (le Monde du 22 septembre), la CNCL est ouvertement divisée. Peu après qu'un communiqué émanant de la majorité de ses membres (onze sur treize) ait affirmé la « parfaite indépendance » de la Commission, deux de ses membres, M^{me} Catherine Tasca et M. Bertrand Labrusse (tous deux nommés à la CNCL par M. Mitter-

rand), ont fait état de leur désaccord et accusé la Commission d'avoir pris des « décisions non pluralistes ». Ils ont donné deux exemples : la nomination des PDG des chaînes et l'existence d'une radio en Nouvelle-Calédonie, mise en place dans des conditions irrégulières par la majorité pendant la dernière campagne référendaire et contre laquelle la CNCL a refusé de prononcer des sanctions. (Voir page 44.)

Sur les traces de la Haute Autorité

L'histoire se répéterait-elle ? Le mal pernicieux qui avait frappé feu la Haute Autorité toucherait-il aujourd'hui l'instance qui lui a succédé ? La CNCL revêt en tout cas, depuis sa création il y a onze mois, les grands cycles de l'existence de son illustre devancière. Et en accéléré.

Premier temps : les débats difficiles. Les réserves publiquement exprimées par M^{me} Catherine Tasca lors des dernières nominations des PDG du secteur public font écho aux bouderies qui avaient touché la Haute Autorité lorsque celle-ci avait, en 1982, procédé pour la première fois à ces désignations. Vient ensuite l'accalmie pendant laquelle l'institution semble trouver ses marques et travailler, malgré d'inévitables tiraillements, en bonne intelligence. M. Bertrand Labrusse se penche avec beaucoup de sérieux sur les cahiers des charges des chaînes, M^{me} Tasca accepte de prendre part à bras-le-corps les problèmes du cinéma. Enfin, dernier acte : la crise, signalonnée par une poussée de fièvre pré ou post-électorale.

Le communiqué publié lundi 21 septembre par les deux « commissaires » désignés par le président de la République a en effet un antécédent : celui cosigné par les membres désignés par le président du Sénat en mai 1986 et M. Gabriel de Broglie, alors membre minoritaire de la Haute Autorité et aujourd'hui président de la CNCL. Et curieusement les deux textes affichent des préoccupations cousines.

M. de Broglie avait cru nécessaire, à l'époque, de rappeler l'obligation pour le service public de respecter « l'indépendance, l'objectivité et le pluralisme de l'information ». En écho, M^{me} Tasca et M. Labrusse mettent aujourd'hui en cause « l'action de la CNCL dans l'exercice de sa mission de sauvegarde du pluralisme et de l'équité [...] ». Nous avons à plusieurs reprises appelé l'attention de nos collègues sur la responsabilité prise par la Commission lorsqu'elle adoptait des décisions non pluralistes, et donc contrairement aussi bien aux règles que nous nous sommes fixées qu'à l'esprit de la loi.

Un « témoignage » porté de l'intérieur

Mais l'accusation, cette fois, est extrêmement grave. Il ne s'agit plus d'une appréciation sur la façon dont la télévision remplit sa mission d'information, mais d'un « témoignage », selon l'expression des deux cosignataires, porté de l'intérieur sur l'activité même de la CNCL. Un témoignage, une accusation pourrait-on dire, qui jette un discrédit sur l'ensemble des décisions adoptées par l'institution.

Les exemples cités à l'appui par M. Labrusse et M^{me} Tasca sont à cet égard éclairants. Concrets, ils peuvent aisément être vérifiés. Et si le rappel de la désignation des PDG ne fait que reprendre un débat ancien — relayé il est vrai par le chef de l'Etat en personne —, la mise en cause de l'attitude de la CNCL en Nouvelle-Calédonie jette un doute sur l'action de la Commission dans ce qui est sa première fonction : veiller à l'équilibre des campagnes électorales. La suspicion est donc jetée sur la campagne qui s'approche : celle de la présidentielle.

Les mois qui viennent s'annoncent mal pour la CNCL, même s'il apparaît peu probable que M. Labrusse et M^{me} Tasca aillent plus loin pour l'instant. Pas plus que M. de Broglie n'avait démissionné d'une Haute Autorité qu'il critiquait, M. Labrusse et M^{me} Tasca ne devraient quitter aujourd'hui la CNCL. Les déclarations du président de la République n'ont-elles pas d'ores et déjà atteint leur but, fragiliser, fracturer une institution que l'on prétend remplacer ? La Haute Autorité s'était délitée après avoir été condamnée par la majorité le 16 mars. Pas encore réélu ni même officiellement candidat, M. Mitterrand vient de placer la CNCL en situation d'impasse.

PIERRE-ANGEL GAY.

Le mal politique

ON peut s'en étonner, s'en réjouir, s'en offusquer. Le fait est là : l'audiovisuel n'est décidément pas en France un secteur comme les autres. Et l'on cherchera en vain un homme politique français capable d'en parler de façon désépassionnée.

Sans doute le cadre a-t-il évolué. Au régime dévolu depuis le début de la télé à des organismes de service public a succédé un régime d'ouverture et de concurrence. Au financement par la redevance du petit écran s'est substitué l'apport croissant des ressources de la publicité. Enfin, jusqu'à présent conçue et administrée par les pouvoirs publics comme un vecteur privilégié de la culture nationale, la télévision est désormais soumise aux lois de la concurrence et confrontée aux marchés européen et mondial.

Bref, déclarait récemment le ministre François Léotard, « la communication est désormais considérée comme l'affaire de l'entreprise ». Certes. Mais elle reste encore celle des politiques. Et les différentes médecines qu'ont, tour à tour, tenté de lui administrer les derniers gouvernements — par réformes interposées — ont été incapables de couper le fameux cordon ombilical (ah ! cette expression) tant de fois évoqué.

Sans doute, au fil des ans, les professionnels ont-ils gagné en indépendance, et donc en liberté. Irréversible, clairement donc les journalistes. Irréversible ? Pas si sûr, car les politiques sont là qui, quels qu'ils soient, aspirent toujours à contrôler, influencer, maîtriser les secteurs du grand journal télévisé. Aucun discours, aucune résolution n'est, semble-t-il, capable de lutter contre cette tentation. M. Fabius était aussi mal placé que M. Chirac pour jouer les preux chevaliers de l'indépendance.

C'est là qu'intervient, ou qu'aurait dû intervenir, la CNCL, institution tampon, barrière unique capable de s'ériger entre les professionnels et les hommes politiques. Elle a sans doute le mérite d'exister. Et, en même temps, le défaut de n'être pas à la hauteur. Décevante ? Oui, par rapport au schéma théorique, dessiné par des textes, pas encore habité. Le fruit de ses délibérations ne surprend plus que les naïfs, les issues étant inévitables et presque toujours prévisibles. Etant donnée sa composition, elle ne peut agir autrement, nommer autrement, arbitrer autrement.

C'est quasi-mathématique. Hommes et femmes d'expérience et d'autorité, les membres ont pourtant tendance à faire primer leurs convictions de droite, la plupart ayant le sentiment confus qu'il est aussi de leur mission d'empêcher la gauche de revenir au pouvoir. L'ancrage est RPR, résolument, entachant d'une suspicion désolante les arbitrages résultant souvent du travail énorme fourni par certains de ses membres (notamment M^{me} Baudrier, Tasca et de Galard), aidés par une administration de grande qualité et par des services — notamment juridique — dévoués.

La CNCL avait un an pour bâtir son édifice, établir sa réputation, sa crédibilité. Presque à chaque tournant, hélas ! la machine a dérapé. Le chef de l'Etat en a profité — facile pour griffer le poisson, lequel se défend et s'aperçoit que l'air à l'honneur 1988 pourrait se raréfier. Murdoch, Maxwell et autres Bertelsmann, brandis comme des épouvantails, peuvent accroître leur avance et rire de bon cœur des nœuds de la CNCL. Nos créateurs, artistes et producteurs aspirent, eux, plus simplement, à travailler un jour en toute sérénité.

ANNICK COJEAN.

LES RÉACTIONS

M. Jacques Chirac a « estimé et respecté » pour la CNCL

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, lors d'une conférence de presse, le lundi 21 septembre à Rouen, a indiqué qu'il comprenait mal que « l'on critique une institution issue de la loi ». « Je ne l'ai jamais fait pour ma part, a précisé le premier ministre, et je continuerai à ne pas le faire. Je manifeste mon sentiment d'estime et de respect pour la CNCL, comme je l'ai manifesté, largement pour des raisons de principe, pour la Haute Autorité quand j'étais dans l'opposition. »

● M. ADRIEN GOUTEYRON (RPR) : « Surprise ». — Sénateur RPR et rapporteur au Sénat de la loi sur la communication, M. Adrien Gouteyron, a indiqué que « la philosophie qui a présidé aux dispositions de ladite loi est à l'évidence ébranlée » au président de la République. « Pour lui, a poursuivi M. Gouteyron, l'ouverture à la concurrence n'est qu'un pis-aller imposé par l'évolution de moyens techniques ; pour le législateur de 1986, cette ouverture a été un acte de volonté parce que la concurrence a en elle-même des vertus et que la compétition entre un secteur public et un secteur privé est seule de nature à provoquer le renouvellement des idées. »

● M. FRANÇOIS D'AUBERT (PR-harris) : M. Mitterrand « chef de l'opposition ». — « Le président de la République, par ses attaques délibérées politiques, veut déstabiliser le système audiovisuel français qui, au contraire, besoin qu'on le laisse en paix [...] ». Les leçons de pluralisme données par celui qui orchestre de l'Elysée la chasse aux sorcières de 1981, qui imposa à la Haute Autorité des choix politiques et attribua la Cinq à M. Berlusconi, ne sont pas crébiles. »

● Un Livre noir sur les socialistes et la télévision publié par le Parti républicain. — M. Philippe Vasseur, porte-parole du Parti républicain (PR), a annoncé, le lundi 21 septembre, que son parti allait prochainement publier un Livre noir rappelant comment le pouvoir socialiste « a fait main basse sur la télévision de 1981 à 1986 ». Pour M. Vasseur, « le président de la République, en s'attaquant à la télévision [...] », annonce le retour de la « chasse aux sorcières » si, par malheur, il était reconduit à l'Elysée l'an prochain. Le porte-parole du PR, qui fut journaliste à TF1 jusqu'en 1981 avant d'entrer ensuite au Figaro, dont il est le rédacteur en chef chargé de l'économie, a indiqué qu'il témoignerait « personnellement des méthodes inamicalement utilisées par la gauche pour embroïller et contrôler l'audiovisuel ».

● M. FRANÇOIS DOUBIN (MRG) : Le président de la République « a raison ». — « Mais l'ergo n'est pas seulement l'objectivité ou le pluralisme de l'information », ajoute le président du Mouvement. « Il faut prendre conscience que la télévision est devenue le deuxième système de formation [...] ». Il est donc urgent de dépasser les problèmes de répartition de la manne publicitaire et le soutien aux copains pour assurer le contrôle des véritables responsabilités du secteur médiatique. »

● M. FRANÇOIS LONCLE (PS) : Il faut une commission d'enquête parlementaire. — « Seule une commission d'enquête parlementaire pourrait faire toute la lumière sur les extravagances politico-financières de la CNCL », estime le député, pour qui « le comportement de cette institution constitue un scandale permanent ».

● M. JEAN-JACK QUEYRANNE (PS) : « La CNCL ne s'est illustrée que par son parti pris envers le RPR et ses amis. » — Estimant « tout fait normale » l'intervention du président de la République « soulignant que la CNCL ne joue pas le rôle d'autorité morale, de juge de paix, de gardienne vigilante du pluralisme », M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, juge que la Commission « s'est révélée incapable de faire respecter par les chaînes de télévision, qui diffusent à profusion des séries américaines, les cahiers des charges qu'elle a elle-même édictés ».



Merci, Mr Guinness, de nous citer 1 fois encore dans votre livre des records.

Nous le méritons. Notre hélicoptère Panther vient de battre un record du Monde. Celui de vitesse ascensionnelle : 6'14" pour 6 000 mètres, contre 8'19" (précédent record américain). Rien de plus normal pour les hélicoptères Aerospatiale qui détiennent aussi le record mondial de l'exportation.



aerospatiale

PENNA 28

Vertical sidebar containing various advertisements and notices, including 'L'AGENDA', 'ASSOCIATIONS', and 'SESSIONS'.

Economie

M. Chirac en Haute-Normandie

Les ports, les autoroutes et un nouveau pont sur la Seine

Le voyage du premier ministre avait commencé avec retard au Havre, où son avion n'avait pu se poser en raison du brouillard, ce qui avait rendu nécessaire un décollage par Evreux. Visitant l'université de

Havre, M. Chirac a évoqué les grandes lignes de la politique de son gouvernement pour l'enseignement supérieur. Il a annoncé deux mesures : la possibilité de donner « prochainement » aux universités de recruter des étudiants en doctorat pour encadrer les travaux dirigés et l'étude d'un « nouveau doctorat, plus orienté vers la recherche appliquée et encore plus performant, (...) garantie (...) d'un meilleur recrutement du corps des professeurs ».

M. Chirac s'est rendu, ensuite, au port, où, devant les présidents des ports autonomes et la direction de celui du Havre, il a annoncé l'attribution d'une dotation en capital prélevée sur les revenus des privatisations et s'élevant à 1,4 milliard de francs. Il a confirmé l'engagement de l'Etat pour la construction d'un port rapide, en aval du port du Havre, et il a indiqué que les ports de Rouen et de Dieppe bénéficieraient de la progression des moyens d'équipement inscrits au projet de budget pour 1988. Le premier ministre a annoncé, enfin, le soutien de l'Etat à la construction, par les ateliers et chantiers du Havre, d'un voilier de 180 mètres commandé par le Club Méditerranée.

Le premier ministre qui accompagnait trois membres du gouvernement - MM. Jacques Valade (enseignement supérieur), Jacques Douffignies (transports) et Ambroise Guellec (mer) - a été reçu, à sa demande, à l'hôtel de ville, par le maire et sénateur communiste, M. André Duron. Celui-ci, accueillant M. Chirac dans son bureau, lui a parlé, notamment, de la perspective d'accord soviéto-américain sur les euromissiles.

A Rouen, devant le conseil régional, le premier ministre a pu préciser les dispositions du plan routier arrêté par le conseil interministériel d'aménagement du territoire, en avril dernier, et notamment, la construction d'un nouveau pont sur l'estuaire de la Seine, ainsi que celle d'un sixième pont à Rouen. Il a fait, ensuite, une brève escale à Evreux, où il a été reçu au conseil général, avant de rencontrer les militants du RPR en privé.

PATRICK JARREAU.

Des investissements parfois inconsidérés

Il existe en métropole six ports autonomes : Marseille, Le Havre, Dunkerque, Rouen, Nantes-Saint-Nazaire, Bordeaux et, outre-mer, celui de la Guyane. Régis par une loi de 1985, ces ports autonomes sont des établissements publics de l'Etat et, contrairement à ce que leur nom indique, ils ne sont guère « autonomes » puisqu'ils dépendent du secrétariat d'Etat à la mer pour l'essentiel de leurs investissements et puisque le directeur de chaque port est nommé en conseil des ministres.

Avec 234 millions de tonnes en 1986, ils assurent 80 % du trafic total, mais il existe d'autres ports - dont la gestion est assurée par les chambres de commerce - et qui sont dynamiques, par exemple Calais, Cherbourg, La Rochelle ou Sète.

Dans son rapport de juin 1987, la Cour des comptes avait formulé des critiques très vives sur les investissements inconsidérés et désordonnés réalisés par les grands ports ces dernières années pour réceptionner les marchandises pondéreuses,

F. Gr.

REPÈRES

Consommation

Forte progression aux Etats-Unis

Les dépenses de consommation ont de nouveau fortement progressé en août aux Etats-Unis (+ 1,5 %) après avoir augmenté de 0,7 % en juillet, a indiqué le département du commerce. Dans la mesure où les revenus n'ont augmenté que de 0,5 % en août comme en juillet, les Américains ont dû réduire leur taux d'épargne tombé le mois dernier à 1,8 % du revenu personnel après impôts, contre 2,9 % en juillet.

La progression des dépenses de consommation, la plus forte depuis six mois, s'explique beaucoup par l'augmentation des achats d'automobiles, achats encouragés par les rabais offerts par les constructeurs afin de se défendre d'importants stocks d'inventaires.

Croissance

Bonne tenue en Grande-Bretagne

La croissance du produit intérieur brut (PIB) britannique a atteint,

durant le deuxième trimestre, 0,5 % par rapport aux trois mois précédents et 3,7 % par rapport au deuxième trimestre de 1986. La progression, au premier trimestre, avait été de 1,35 % sur trois mois et de 3,84 % sur un an. Ces chiffres officiels confirment, selon les analystes, les prévisions d'un prochain ralentissement de la croissance compte tenu d'un tassement prévisible de la production industrielle. L'étude mensuelle de l'organisation patronale, la Confédération de l'industrie britannique parvenait aux mêmes conclusions.

Inflation

Accélération possible en RFA

La hausse des prix en RFA pourrait atteindre 3 % l'année prochaine, estime l'Institut de Kiel, l'un des cinq grands instituts de conjoncture ouest-allemands. Cette prévision est nettement supérieure à celle formulée par l'OCDE au début de l'été (+ 1,5 %). Elle s'explique, selon l'Institut de Kiel, par une demande intérieure qui se renforce. Comme l'OCDE, l'Institut prévoit une croissance économique médiocre de 2 % en 1988.

Le Comité économique et social européen plaide pour le marché unique. Dans un avis adopté à une large majorité, et que vient de présenter à la presse MM. Michel Collas (CNPF) et Bernard Mourgas (FO), le Comité économique et social (CES) a souligné l'utilité de réaliser au plus vite le grand marché intérieur en recherchant l'uniformisation des condi-

tions de travail et de vie dans le haut. Un autre avis du CES, s'inquiétant du chômage, se prononce pour une meilleure préparation des jeunes à la vie professionnelle grâce au développement de la formation. En revanche, les partenaires sociaux européens ne se sont pas trouvés d'accord sur la réduction et l'aménagement du temps de travail.

PREPA Sc.PO.
Préparation annuelle pour jeunes bacheliers
Début des cours : 20 octobre 1987
11 ans d'expérience
dans la préparation des grandes écoles.
PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE
PCS
48, rue de la Fédération
75015 Paris
Tel. : (1) 45 66 59 98

(Publicité)
1^{er} AVIS
M. le préfet, commissaire de la République de la région de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime informe le public que par arrêté rectifié en date du 10 septembre 1987, il a été prescrit l'ouverture :
- d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de construction d'une voie nouvelle à 2 x 2 voies entre Roquemont et Neuchâtel-en-Bray ;
- d'une enquête publique en application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- d'une enquête publique sur la modification du plan d'occupation des sols de la commune de Saint-Sever.
Les dossiers se rapportant à ces enquêtes, qui se dérouleront pendant 41 jours consécutifs, du 12 octobre 1987 au 21 novembre 1987 inclus, seront mis à la disposition du public :
- à la mairie de Saint-Sever tous les jours de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 et les samedis de 9 h à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de la rue Saint-Pierre les lundis de 16 h à 19 h, les jeudis de 10 h à 12 h, les samedis matin de 9 h 30 à 11 h 30 (mardis, mercredis, vendredis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Estouteville-Ecailles les mardis et vendredis de 17 h 30 à 19 h 30 (lundis, mercredis, jeudis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Roquemont les mardis et vendredis de 18 h à 19 h 30 (lundis, mercredis, jeudis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Critot les mardis et vendredis de 17 h 30 à 19 h (lundis, mercredis, jeudis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Bosc-Béranger les lundis de 17 h à 19 h et les jeudis, de 9 h à 10 h 30 (mardis, mercredis, vendredis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Saint-Martin-Damonville, les lundis et vendredis de 17 h à 19 h (mardis, mercredis, jeudis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Maucouble les mardis et vendredis de 18 h à 19 h (les lundis, mercredis, jeudis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Bosc-Mesnil les lundis de 10 h à 11 h 30 et les jeudis de 17 h à 19 h (les mardis, mercredis, vendredis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Esciwellles les mardis de 18 h à 19 h et les vendredis de 9 h à 11 h 30 (les lundis, mercredis, jeudis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Massey les lundis et jeudis de 17 h à 19 h 30 (les mardis, mercredis, vendredis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Quivrecourt les mardis de 16 h 30 à 18 h (les lundis, mercredis, jeudis, vendredis, samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Neuchâtel-en-Bray les lundis de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h, des mardis aux vendredis de 8 h 30 à 17 h 45 et les samedis de 8 h 30 à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés).
Un dossier technique sera également déposé à la sous-préfecture de Dieppe de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 15 à 16 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).
Les membres de la Commission d'Enquête reçoivent, en personne, les observations du public à la mairie de Saint-Sever les :
- jeudi 19 novembre 1987 de 9 h 30 à 12 h et de 14 h 30 à 16 h 45,
- vendredi 20 novembre 1987 de 9 h 30 à 12 h et de 14 h 30 à 16 h 45,
- samedi 21 novembre 1987 de 9 h 30 à 12 h.
La Commission d'Enquête sera présidée par :
- M. Georges Lapouhey, membre de la chambre départementale des Géomètres-Experts Fonciers de la Seine-Maritime, Géomètre-Expert D.P.L.G., demeurant rue de Verdun 76720 Auffay.
Avec lequel siègeront :
- M. Paul Collette, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, retraité, demeurant 12, rue des Fonds Thiel 76130 Mont-Saint-Aignan,
- M^{rs} Jean-Louis Hébert, notaire, 31, rue Georges-Clemenceau 27150 Etré-panny.
Une copie du rapport et des conclusions motivées de la Commission d'Enquête sera déposée au tribunal administratif de la Seine-Maritime, à la sous-préfecture de Dieppe, dans les mairies de la rue Saint-Pierre, Estouteville Ecailles, Yquebeuf, Roquemont, Critot, Bosc-Béranger, Saint-Martin-Damonville, Saint-Sever, Bosc-Mesnil, Maucouble, Esciwellles, Massey, Quivrecourt et Neuchâtel-en-Bray, ainsi qu'à la préfecture de la Seine-Maritime, direction départementale de l'Equipement, cité administrative Saint-Sever à Rouen.
Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le préfet, commissaire de la République de la région de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime (adresse ci-dessus).
LE PREFET
Commissaire de la République.

ROUEN de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac a refusé de répondre, le lundi 21 septembre, au conseil régional de Haute-Normandie, lorsque M. Laurent Fabius lui a demandé de « rejeter expressément les alliances régionales passées avec le parti de M. Le Pen ». Plus exactement, le premier ministre a expliqué en reprochant à son prédécesseur d'avoir fait voter par le Parlement la loi électorale proportionnelle, loi « paralysante », que la majorité actuelle a remplacée, au plan national, par le scrutin majoritaire, et qu'« il faudra également changer sur le plan des régions ».

La région Haute-Normandie est présidée par un membre du RPR, M. Roger Fossé, élu par une majorité de vingt-sept voix comprenant celles des trois conseillers du Front national (dont l'un est vice-président de la région), contre la gauche qui détient vingt-six sièges. La veille, M. Charles Pasqua avait indiqué que le RPR romprait de telles alliances avec des représentants du Front national si ceux-ci ne se désolidarisent pas des propos de M. Jean-Marie Le Pen sur le génocide des juifs pendant la seconde guerre mondiale. Interrogé de nouveau, sur ce point, au cours d'une conférence de presse, M. Chirac a jugé déplacée cette question de « politique politicienne » et n'y a pas répondu.

Le silence du premier ministre lui a valu les remarques du député du Front national, M. Guillaume de Tarlé, qui a seulement regretté que l'alliance nouée à Rouen, comme dans plusieurs autres capitales régionales, ne l'ait pas été, aussi, au gouvernement. M. de Tarlé

SOCIAL

La « rentrée » de FO

M. Bergeron s'interroge sur les intentions du patronat

« Le dictionnaire vous salue bien », a lancé M. André Bergeron aux journalistes, à l'occasion de sa conférence de presse de « rentrée », le lundi 21 septembre. Le secrétaire général de FO faisait allusion aux attaques - en provenance de la CGC notamment - contre son organisation, jugée trop archaïque. Dans ce contexte, M. Bergeron campe sur ses positions et affiche une sérénité de bon aloi. Il obéit même à un certain optimisme en espérant que FO obtiendra 20 % aux élections professionnelles du 9 décembre (au lieu de 17,8 % en 1982) et qu'elle réunira de 10 000 personnes à 12 000 personnes lors de sa manifestation interprofessionnelle du 3 octobre - une première du genre - à Paris, de la République à la Bastille.

Pour cette « rentrée » 1987, le secrétaire général de FO a semblé s'adresser d'abord au patronat. Il a demandé audience à M. François Perrot, président du CNPF, et lui a écrit le 14 septembre pour lui demander des précisions sur sa récente interview au Monde. M. Bergeron s'interroge en particulier sur « la décentralisation du dialogue social », qui ne doit pas vouloir dire qu'« il faut pour autant renoncer à définir les orientations générales dont ceux qui négocient les conventions collectives devront tenir compte ». Il entend, également, demander des précisions au CNPF sur l'individualité des rémunérations : « Comment voyez-vous le mariage de cette idée avec le respect du contrat collectif ? »

M. Bergeron s'est abstenu de tout jugement global sur la politique de M. Chirac et a souligné qu'il ne fallait pas donner un caractère « politique » à la manifestation du 3 octobre. Le tassement du pouvoir d'achat (8,5 % de perte pour les fonctionnaires du 1^{er} janvier 1982 au 31 août 1987 selon FO), la persistance du chômage, la « formidable campagne de propagande sur la Sécurité sociale à deux ou trois vitesses », sont les éléments essentiels d'un paysage qui alimente l'inquiétude des salariés.

Revenant sur le jugement du tribunal de Créteil qui, le 30 juillet, avait jugé « déraisonnables » les revendications des pilotes d'Air Inter, M. Bergeron s'est montré particulièrement sévère : « Le tribunal n'a pas vu ou n'a pas voulu voir le bien-fondé ou non d'une revendication. Il a manifestement niqué le droit. Dans un pays comme la France, on ne réglemente pas le droit de grève ».

Se déclarant assuré qu'il n'y aurait « pas de changement d'orien-

tation » après son départ, en novembre 1988, M. Bergeron a réitéré ses réticences face à tout rapprochement intersyndical. Le 15 octobre prochain, les fonctionnaires FO feront grève avec la CFDT, la FEN, la CFTC, les autonomes, mais ne participeront pas à des manifestations commises. « Comme les chaussures coûtent cher, a ironisé d'abord M. Bergeron, il est difficile de manifester deux fois. Le 3 et le 11 octobre ». « Nous voulons garder notre identité », a-t-il ajouté plus sérieusement. « Que ce soit Kravchuk, Malre, Barnard ou Marchelli, il arrive que nous tendons des propos de même nature », a-t-il concédé.

MICHEL NOBLECOURT.

La CGT quitte l'Association pour la gestion des conventions de conversion

Président de l'Association pour la gestion des conventions de conversion (AGCC), M. Alain Deleu (CFDT) a présenté à la presse, le 11 septembre, le message publicitaire de trente secondes qui sera diffusé prochainement à la télévision. D'un coût de 8 millions de francs hors taxes, entièrement financé par le ministère des affaires sociales, cette campagne de promotion et d'information (le Monde du 29 août) vise à faire connaître les conventions de conversion aux salariés licenciés. L'argumentaire rappelle que la mesure a été inventée par « les syndicats et le patronat ». Non signataire de l'accord du 20 octobre 1986, la CGT avait finalement accepté de participer à l'AGCC. En désaccord avec le principe même d'une campagne publicitaire, M. Alain Guichard, au nom de la CGT, a annoncé que son organisation avait « décidé de ne plus siéger au conseil d'administration et au bureau de l'AGCC ».

Depuis le début mars, 5 953 personnes licenciées ont bénéficié des conventions de conversion, selon M. Deleu, et l'on enregistre actuellement plus de 1 000 dossiers par mois. La part de la formation demeure limitée, puisque 32 % seulement des bénéficiaires suivent un stage. En revanche, il apparaît que les premiers adhérents à la formule avaient, à la fin août, retrouvé plus facilement un emploi que les chômeurs normaux : 43 % d'entre eux ont été embauchés en comptant les contrats à durée déterminée et les contrats d'adaptation de la formation en alternance.

La préparation des états généraux de la Sécurité sociale

Les professions de santé veulent participer à la gestion de l'assurance-maladie

Reçu récemment par les « sages-chargés de préparer les états généraux de la Sécurité sociale, le Centre national des professions de santé (CNPS), qui réunit les principaux syndicats professionnels, préconise, pour assurer l'équilibre de l'assurance-maladie, d'ajuster les dépenses aux recettes », en réduisant ou en supprimant si nécessaire certains remboursements. Ainsi la protection obligatoire devrait être réservée aux « soins essentiels », notion mouvante selon l'évolution des ressources et celle des techniques médicales. Ces restrictions éventuelles s'accompagneraient de discussions avec les organismes complémentaires (mutuelles et assurances), et de « filets de sécurité » pour les plus démunis.

Les professionnels entendent conserver la liberté d'accès au médecin, et pour celui-ci la liberté de prescription. Ils demandent en outre la libération des prix des médicaments à la production. Toutefois, le CNPS préconise une sélection rigoureuse à l'entrée des formations médicales et paramédicales pour limiter le nombre de praticiens, et surtout il souhaite une réduction du nombre de lits dans les hôpitaux publics, enfin un développement de la prévention, avec les professionnels libéraux.

Partenaires, les professions de santé veulent participer aux conseils d'administration des caisses d'assurance-maladie avec voix délibérative, à parité avec les syndicats et les employeurs.

Formation en Gestion d'Entreprise
Programme complet de première formation en gestion pour étudiants sans expérience professionnelle - Durée: 9 mois à plein temps - Admission dès 18 ans sur dossier et entretien (min. niveau bac) - Prochaine session: 12 octobre 1987/25 juin 1988.

Basic Management Training
Programme d'entraînement à la gestion globale des PME/PMI pour jeunes cadres avec 2 à 3 ans d'expérience professionnelle - Durée: 5 semaines à plein temps - Admission sur dossier - Prochaine session: 12 octobre/13 novembre 1987.

Administration de l'Entreprise
Programme de formation à la direction des PME/PMI, niveau MBA, pour cadres confirmés avec 6 à 8 ans d'expérience professionnelle - Durée: 6 mois à plein temps - Admission sur dossier, entretien et tests - Prochaine session: 11 janvier/25 juin 1988.

Top Management Workshop
Ateliers de perfectionnement et d'échange d'expériences pour chefs d'entreprises et dirigeants de PME/PMI - Durée: 5 week-ends - Prochaine session: octobre 87/mars 88 (1 week-end par mois).

Pour en savoir plus
cochez le ou les programmes qui vous intéressent, découpez cette annonce et retournez-la avec votre carte de visite à l'ECADE. Ou lancez-nous un coup de fil!
Vous recevrez sans engagement un dossier complet d'information sur le ou les programmes de votre choix et sur l'ECADE, l'une des plus anciennes business school d'Europe, établie à Lausanne depuis 1960.

ECADE
Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises
Rue du Bugnon 4
CH-1005 Lausanne (Suisse)
Tél. (021) 221-511

Autoroute Mar



Le pont sur la Seine

Le pont sur la Seine... (faded text)

Les

Les... (faded text)

Professions de santé reculent devant la gestion de l'assurance-maladie

Professions de santé reculent devant la gestion de l'assurance-maladie... (faded text)

Formation en Gestion d'Entreprise

Formation en Gestion d'Entreprise... (faded text)

Bank Management Training

Bank Management Training... (faded text)

Administration de l'Entreprise

Administration de l'Entreprise... (faded text)

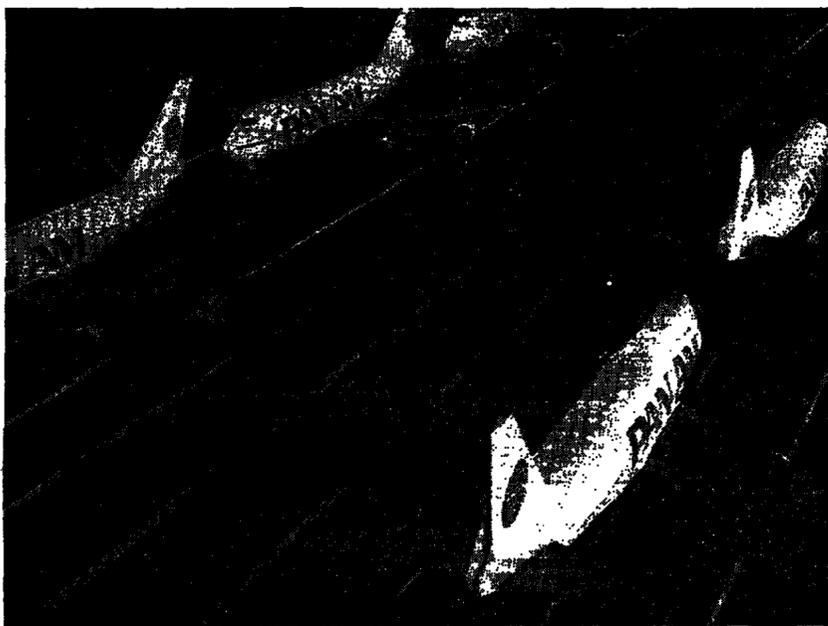
Top Management Workshop

Top Management Workshop... (faded text)

ECAR
d'Administration
et de Direction
des Entreprises

New York.

Autoroute céleste sortie Manhattan Nord.



Hommes d'affaires pressés, prenez la voie express Pan Am. A bord de nos Boeing 747 un accueil chaleureux et de nombreux services exclusifs vous attendent.

Au départ de Roissy, un comptoir d'enregistrement est réservé à tous les passagers de First et Clipper® Class afin d'éviter toute attente.

En First Class nos sièges Sleeperette®, recouverts de cuir, s'étendent sur plus de quatre hublots.

En Clipper Class nos sièges, seulement six de front, allient l'élégance de leur tweed au confort d'un plus grand espace.

L'équipage efficace, attentif et discret fera de son mieux pour rendre votre voyage plus agréable.

Au dîner, le menu fin et savoureux accompagné d'une carte des vins les plus prestigieux sera l'instant magique de votre traversée.

Côté détente, nos cabines sont équipées d'un matériel audio-vidéo et figurent à ce jour

parmi les plus spacieuses au monde.

A votre arrivée à New York, passagers de First et Clipper Class, n'oubliez pas les trois services uniques à Pan Am qui vous feront gagner du temps.

L'hélicoptère privé Pan Am qui vous emmènera gratuitement, sur simple réservation, au centre de Manhattan.

Le Worldport® Pan Am qui assure sous un même toit les liaisons internationales et intérieures les plus rapides.

Et à votre retour un hall luxueux, le Private Terminal®, vous est réservé. Vous vous y relaxerez pendant que notre personnel se chargera de vos formalités.

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à contacter votre Agence de voyages ou l'autoroute céleste Pan Am au 42.66.45.45.

 **First et Clipper Class Pan Am.**
Si vous en voulez plus.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Septembre 1987, la BFCE émet 6,2 milliards de F d'obligations garanties par l'Etat.

Emission de 1240 000 obligations de F 5 000 nominal à taux variable (TME) avec bons d'échange contre des obligations à taux fixe (9%).

Prix d'émission : 100%, soit F 5 000 par obligation.
Durée : 10 ans et 1 mois. Règlement et date de jouissance : 5 octobre 1987. Intérêt annuel : égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat (TME) établis par la CDC, sauf pour le coupon du 5 novembre 1988 à 80% du TME. Marge actuarielle : sur la base d'un TME constant de 10,24%, les conditions de rémunération font ressortir une marge négative de 0,44%.

Le bon d'échange attaché à chaque obligation sera exerçable au gré du souscripteur pendant la période du 2 au 31 mars 1988, à raison d'une obligation à taux variable et d'un bon contre une obligation à taux fixe (9%).

Amortissement normal : au pair, en 2 tranches les 5 novembre des années 1996 et 1997.

Amortissement anticipé : possible par rachats en Bourse.

Une note d'information (visa COB n° 87-328 du 14 septembre 1987) est disponible sans frais auprès des établissements chargés du placement et au siège de la BFCE, 21, Boulevard Haussmann, 75009 Paris. Balo du 21 septembre 1987.

L'émission sera close sans préavis.



Banque française du commerce extérieur.

Caisse Nationale du Crédit Agricole

Offre Publique d'Echange Emprunt 14,80% Mai 1983

Du 21 septembre 1987 au 2 octobre 1987 vous pouvez échanger

UNE OBLIGATION 14,80% Mai 1983
Nominal : F 5.000

contre **UNE OBLIGATION NOUVELLE 10%** septembre 1987 nominal : F 5.000
Prix d'émission : F 4.879 et **UNE SOULTE DE F 1.139,80** versée en espèces le 21 octobre 1987

Pour tous renseignements complémentaires sur les modalités de cette offre, vous pouvez vous adresser aux agences du Crédit Agricole.

LES 4 AVANTAGES DE L'OFFRE

- 1- Une plus value confortable.
- 2- Pas d'impôts sur la plus value.
- 3- Un bénéfice immédiat versé en espèces.
- 4- Une solution de sécurité face à l'évolution des taux.

Cette offre a été publiée au BALO du 21.09.87. Elle a fait l'objet d'une note d'information (visa COB n° 87-329) en date du 15.09.87, publiée dans le Cote Desfrances du 22.09.87.

CRÉDIT AGRICOLE

AUSSEDAT REY

Les comptes du premier semestre 1987 sont les suivants :

	Premier semestre 1987 (a)	Premier semestre 1986
	(en millions de francs)	
AUSSEDAT REY S.A.		
Chiffre d'affaires	839,2	808,1
Résultat courant	69,8	26,5
Résultat net	45,7	28,6
COMPTES CONSOLIDÉS		
Chiffre d'affaires	2329,9	2328,2
Résultat courant	85,6	60,8
Résultat net	72,2	52
dont part du groupe	64,2	40,6

(a) Ces chiffres n'ont pas encore reçu le visa définitif de nos commissaires aux comptes.

Le résultat net d'Aussadat Rey s'entend après dotations aux provisions réglementées de 27,6 millions de francs.

Le chiffre d'affaires consolidé est identique à celui du premier semestre 1986; à structures comparables, l'augmentation est de 2%.

Le résultat courant consolidé est en augmentation de 40% par rapport à la même période de l'année précédente et atteint 3,7% du chiffre d'affaires, malgré une conjoncture médiocre dans les papiers non couchés.

Le résultat net consolidé, très proche des prévisions et des chiffres annoncés en juin, prend en compte des frais complémentaires de restructuration (13,8 millions de francs de provisions pour licenciements collectifs), la participation des salariés (3,3 millions de francs) et une charge d'impôt sur les sociétés limitée à 3,3 millions de francs car le groupe restera quasiment non imposable au cours de cet exercice.

Le résultat du second semestre est attendu à un niveau un peu inférieur à celui du premier semestre en raison de la persistance du mouvement de hausse du prix international de la pâte. Cela devrait permettre d'assurer, comme annoncé précédemment, pour l'ensemble de l'exercice 1987, une progression du résultat net (part du groupe) de 25% due à l'augmentation de capital de février 1987.

CRÉATION D'UNE NOUVELLE SICAV : ACTILION

Le CRÉDIT LYONNAIS a obtenu des autorités de tutelle l'autorisation de créer une nouvelle sicav dénommée "ACTILION".

Le portefeuille de cette sicav sera composé principalement d'actions du monde entier, choisies de préférence dans des branches d'activités à fort potentiel de développement. De par sa gestion dynamique, ACTILION recherchera la performance maximale et viendra compléter la gamme des produits offerts par le CRÉDIT LYONNAIS aux épargnants soucieux de diversifier leurs investissements tant sur le plan économique que géographique.

Les actions d'ACTILION dont le prix unitaire sera voisin de 200 F pourront être souscrites à compter du 28 septembre 1987 aux sièges et agences du CRÉDIT LYONNAIS.

CRÉDIT LYONNAIS

LE POUVOIR DE DIRE OUI

SOCIÉTÉ CENTRALE D'INVESTISSEMENTS

Société anonyme au capital de 52.137.200 F

Siège social : 29, rue de Monceau 75008 PARIS

Le conseil d'administration de la Société centrale d'investissements réuni sous la présidence de M. Jean-Marc Verne, a arrêté les comptes de l'exercice du 1^{er} août 1986 au 31 juillet 1987.

Le bénéfice net de cette période s'élève à 56.909.506,09 F contre 42.708.894,17 F au titre de l'exercice précédent.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire la distribution d'un dividende de 35 F par action assorti d'un avoir fiscal de 17,50 F; le dividende de l'exercice précédent a été de 30 F assorti d'un avoir fiscal de 15 F.

Le conseil d'administration entend également à une assemblée générale extraordinaire convoquée à la suite de l'assemblée générale ordinaire, d'une part, de procéder à une augmentation de capital en numéraire de 151.197.900 F par souscription d'une action nouvelle à 2.900 F pour 10 actions anciennes et, d'autre part, d'incorporer au capital des réserves à concurrence de 143.377.000 F et de créer en conséquence 1.433.770 actions nouvelles, qui seront attribuées gratuitement aux actionnaires à raison de 5 actions nouvelles pour 2 actions anciennes. Les actions souscrites en numéraire auront droit à ces actions gratuites.

RICOH COMPANY, LTD

Attribution gratuite d'actions

Le conseil d'administration de la société, réuni le 25 août 1987, a décidé de procéder à une augmentation de capital par attribution gratuite d'actions ordinaires de 50 yens, jouissance 1^{er} octobre 1987.

Les actions nouvelles seront attribuées aux actionnaires enregistrés le 30 septembre 1987, à raison d'UNE action nouvelle pour DIX actions anciennes.

Le droit d'attribution sera coté à la Bourse de Paris.

Les demandes d'attribution seront reçues en France auprès de tous les guichets de :

CRÉDIT LYONNAIS
19, boulevard des Italiens
75002 PARIS.

La cotation des actions nouvelles sera demandée.



Banque Européenne d'Investissement

INSTITUTION DE DROIT PUBLIC CRÉÉE PAR LE TRAITÉ DE ROME ÉTABLISSANT LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Siège provisoire : 100, boulevard Konrad Adenauer à Luxembourg
Capital : 28.800.000.000 d'Ecus

EMPRUNT 9,90% SEPTEMBRE 1987 DE F 1,5 MILLIARD NOMINAL

REPRÉSENTÉ PAR 300.000 OBLIGATIONS DE F 5.000 NOMINAL

Prix d'émission : 98,04 %, soit F 4 902 par titre.

Date de jouissance et de règlement : 5 octobre 1987.

Taux de rendement actuariel au règlement :

10,19%

Durée : 12 ans.

Amortissement normal : Les obligations seront amorties en totalité le 05.10.1999 par remboursement au pair. Avant ce terme, il sera procédé

en fonction des conditions du marché, au cours des 3 premières années à des amortissements anticipés par rachats en Bourse, portant au total sur un maximum de 60 000 obligations de manière à amortir : 20 000 obligations la première année, 20 000 obligations la deuxième année, 10 000 obligations la troisième année.

Amortissement anticipé : Interdit par remboursement. Autorisé par rachats en Bourse, possibilités d'offres publiques d'achat ou d'échange d'obligations.

Régime fiscal : S'agissant d'un emprunt émis en France et, de plus, en vertu de l'article 28 de

la loi de finances rectificative du 12 juillet 1986, les intérêts du présent emprunt, versés à des bénéficiaires ayant ou non leur domicile fiscal en France, sont exonérés de la retenue à la source prévue par l'article 119 bis du Code Général des Impôts. Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des impôts que la loi met ou pourra mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

Cotation : à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une note d'information qui a reçu le visa 87-330 du 15-09-1987 de la Commission des Opérations de Bourse, a été publiée par l'Agence Economique et Financière du 21 septembre 1987.

Balo du 21.09.1987.

سکتا میں لکھو

Economie

AFFAIRES

Une décision des ministres de l'industrie de la CEE

Restructuration de la sidérurgie européenne : trois « sages » sont chargés du dossier

Trois « sages » seront chargés de proposer aux Douze la manière de mener à son terme, d'ici à la fin de 1990, la restructuration de la sidérurgie européenne. Ils remettront leur rapport à la mi-novembre. Le conseil des ministres de la CEE arrêtera ses décisions le 8 décembre. Telles sont les conclusions auxquelles sont parvenus les ministres de l'industrie de la CEE, qui

étaient réunis le lundi 21 septembre à Bruxelles. Ces trois super-experts devraient être désignés dans les prochains jours. Le nom de M. Étienne Davignon, qui avait dirigé la mise en œuvre du plan de restructuration de la sidérurgie communautaire de 1981 à 1985, est le plus fréquemment cité.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

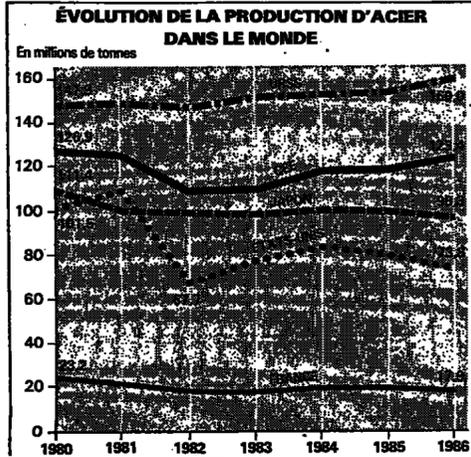
Curieuse procédure! Elle témoigne des divergences entre les Douze sur la façon de réviser, à nouveau, de 30 millions de tonnes les capacités de production dans la CEE (sans l'Espagne et le Portugal). Personne ne conteste que cette nouvelle contraction, qui devrait affecter principalement - à hauteur de 20 millions de tonnes - les produits plats et les profils lourds, est néces-

saire pour que la sidérurgie communautaire retrouve sa compétitivité. Mais l'unanimité disparaît dès qu'il s'agit de préciser les modalités de ce nouveau régime de rigueur et surtout le partage du fardeau. Les principaux groupes sidérurgiques réunis au sein d'Eurofer avaient d'abord proposé de trouver la solution entre eux. Ils ont échoué dans leur tentative, et le conseil avait alors invité la Commission à reprendre en main l'affaire. Elle a remis sa copie en juillet. Les ministres, incapables de parvenir à un accord sur cette base, lui retirèrent maintenant la direction de l'exercice. Ce n'est assurément pas un succès pour la Commission, même s'il est probable que le compromis que vont mettre au point les trois « sages » s'inspirera en partie du mécanisme qu'elle a proposé. Ses lignes directrices ont en effet été accueillies favorablement par une majorité des Etats membres, et en particulier par la France. Les divergences portent sur quelques points précis, il est vrai importants, tels que la manière dont devraient être finan-

tion. La Commission propose de le maintenir pour les produits plats (larges bandes et tôles fortes) et les profils lourds, soit 45 % de la production. En revanche, elle estime que les autres produits longs (laminés marchands et fil machine) peuvent être libérés. Personne ne conteste non plus que, en contrepartie du maintien de ce régime rassurant des quotas, les industriels doivent s'engager à réduire leur surcapacité. Comment les inciter à le faire à la hauteur de 20 millions de tonnes qui, s'agissant des produits plats et des profils lourds, constituent le seul pour un assainissement suffisant? Les entreprises fermant leurs installations pourront vendre leur quota à leurs concurrents plus compétitifs restant sur le marché. Mais, surtout, la Commission propose de leur accorder des primes qui, selon elle, devraient être financées par un prélèvement à la tonne d'acier perçu sur l'ensemble des produits faisant l'objet du programme de restructuration. C'est moins le système de prime qui est contesté que son financement, largement fondé sur des cotisations de la profession. Le Royaume-Uni, les Pays-Bas et, dans une moindre mesure, la RFA, dont les entreprises ont renoué avec la compétitivité, ne voient pas pourquoi ils paieraient pour les autres. La Belgique et le Luxembourg trouveraient plus équitable et rationnel que le soutien à la fermeture soit assuré par des fonds publics. En revanche, le dispositif vers lequel on s'accorde convient au ministre français. « Il faut proposer, dit M. Alain Madelin, un mécanisme suffisamment attrayant pour que la restructuration se fasse », et il ajoute, rassurant : « La France n'est pas en première ligne dans l'effort de restructuration demandé, dans la mesure où ses entreprises de produits plats sortent du rouge ». « Je refuse de mettre la sidérurgie française dans la cantine de force de Bruxelles », souligne-t-il encore, en distinguant entre le programme de restructuration, très directif, appliqué sous l'autorité de la Commission de 1981 à 1986, et le mécanisme de restructuration « dans la logique des entreprises », qui va être mis en œuvre à partir de 1988.

PHILIPPE LEMAITRE.

Dans son édition du 25 septembre (daté du 26 septembre), le Monde Affaires publiera un reportage sur le renouveau de la sidérurgie en France.



Dans la production d'acier de la CEE, nous incluons la production de l'Espagne pour l'année 1986 (date de son entrée dans la Communauté européenne), qui est de l'ordre de 12 millions de tonnes contre 12,6 en 1980.

Source : IISI (International Iron and Steel Institute)

saire pour que la sidérurgie communautaire retrouve sa compétitivité. Mais l'unanimité disparaît dès qu'il s'agit de préciser les modalités de ce nouveau régime de rigueur et surtout le partage du fardeau.

Les principaux groupes sidérurgiques réunis au sein d'Eurofer avaient d'abord proposé de trouver la solution entre eux. Ils ont échoué dans leur tentative, et le conseil avait alors invité la Commission à reprendre en main l'affaire. Elle a remis sa copie en juillet. Les ministres, incapables de parvenir à un accord sur cette base, lui retirèrent maintenant la direction de l'exercice. Ce n'est assurément pas un succès pour la Commission, même s'il est probable que le compromis que vont mettre au point les trois « sages » s'inspirera en partie du mécanisme qu'elle a proposé.

Personne ne conteste non plus que, en contrepartie du maintien de ce régime rassurant des quotas, les industriels doivent s'engager à réduire leur surcapacité.

Comment les inciter à le faire à la hauteur de 20 millions de tonnes qui, s'agissant des produits plats et des profils lourds, constituent le seul pour un assainissement suffisant? Les entreprises fermant leurs installations pourront vendre leur quota à leurs concurrents plus compétitifs restant sur le marché. Mais, surtout, la Commission propose de leur accorder des primes qui, selon elle, devraient être financées par un prélèvement à la tonne d'acier perçu sur l'ensemble des produits faisant l'objet du programme de restructuration.

Frais bancaires, publicité, conseil...

Les privatisations britanniques ont coûté 6,5 milliards de francs

Combien coûte à l'Etat et aux sociétés concernées la privatisation en frais bancaires, publicité et autres? L'exemple britannique étudié par le Centre d'observation et de prospective sociales (1) devrait permettre de s'en faire une idée pour la France. L'analyse du COPS porte sur vingt opérations représentant un montant de 20 milliards de livres (200 milliards de francs). Par comparaison, le programme français réalisé jusqu'à maintenant comporte trois opérations (dont trois hors marché) et s'élevé à 100 milliards de francs.

En moyenne, les coûts de transaction s'établissent à 3,22 % du montant total des opérations, soit 645 millions de livres, les deux extrêmes s'établissant à 1,8 % et 5,2 %. L'Etat britannique a supporté la quasi-totalité de ces coûts (570 millions de livres). Les sociétés privatisées ont participé quinze fois aux frais de façon minoritaire, six ont obtenu des

fonds à partir des revenus de la privatisation, deux ont obtenu des remises de dettes par l'Etat et une un prêt.

Quels sont les heureux bénéficiaires des frais de transaction? Les agents de change britanniques pour 27 %, les agents de change étrangers (qui n'assurent qu'un quart à un tiers de l'émission) pour 21 %, les banquiers pour 21 %, le marketing et la commercialisation pour 24 %, enfin les conseillers financiers pour 7 %.

Dans cette dernière catégorie, ils ne sont que douze à être intervenus pour l'Etat ou les sociétés privatisées. Kleinwort Benson arrive en tête par le montant des interventions (11 millions de livres) comme par leur nombre d'interventions (9) ce qui est pour l'Etat ou les sociétés. Viennent ensuite N. M. Rothschild (6,99 millions pour 7 interventions), S. G. Warburg (5,8 mil-

lions pour 6 interventions), Schroeder Wagg (2,38 millions pour 7 interventions) et Lazard Brothers (2,37 millions pour 6 interventions).

Côté agents de change, Cazenove est le grand gagnant (sur treize participants) puisqu'il a travaillé sur dix-neuf opérations, pour un montant de 16,73 millions de livres. « Cela n'est sans doute pas sans relation avec le fait qu'il soit le seul survivant indépendant après la grande réforme financière de Londres », (Le « Big Bang »), constate le COPS. Hoare Govett joue les brillants seconds de Cazenove - il est le seul à avoir obtenu des mandats de société - avec 11 interventions pour un montant de 15 millions de livres.

C. B.

(1) Centre d'observation et de prospective sociale, 4, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél : 47-64-15-00.

La Banque privée de gestion financière devient la Banque Pallas France

La Banque privée de gestion financière (BPGF), présidée par M. Gilles Brac de la Perrière, et rachetée, fin 1986, par le groupe Pallas, créé et animé par M. Pierre Moussa, ancien président de Paribas, change de nom et prend celui de Banque Pallas France (BPF). En outre, sont regroupées dans la BPF, qui les rachète, les activités françaises du groupe Pallas : Pallas France, Pallas Gestion et la gestion de la SICAF Frandon. Enfin, le groupe Pallas a acquis de l'UAP le grand hôtel particulier parisien, en lisière du parc Monceau, qu'occupe actuellement la BPGF.

C'est un peu la seconde défaite de M. Jean-Luc Gendry, animateur de la BPGF pendant de longues années, jusqu'à sa chute début 1983. Son établissement, dont le capital avait été reconstitué après de très graves difficultés, grâce notamment à Paribas, perd son nom et devient la base française du groupe de M. Pierre Moussa. Ce dernier a, par ailleurs, effectué un recentrage du capital du groupe Pallas, dont le siège est à Luxembourg et dont les bureaux se situent principalement à Londres. A l'occasion d'une augmentation de capital, qui porte ses fonds propres de 192 millions de dollars à 400 millions de dollars, sont entrés dans ce capital la Caisse nationale de crédit agricole et quatre organismes d'assurances, l'UAP, le GAN, AXA et la Garantie mutuelle des fonctionnaires. Ainsi, les actionnaires français de Pallas, dans lesquels figuraient déjà les AGF et la

Compagnie du Midi, reviennent en tête : pour M. Pierre Moussa, c'est un « réajustement vers la France qui devient maintenant possible », avec un coup de chapeau pour les AGF de M. Michel Albert, « courageux précurseurs ». Outre les Français, le groupe financier Transamerica (assurance-vie, courtage financier) est venu épauler Pallas.

Grâce à l'augmentation de capital, trois nouvelles acquisitions ont été effectuées. Le siège de l'ancienne BPGF tout d'abord, puis une société de négoce de valeurs mobilières (euro-obligations convertibles notamment), Cresvale Partners, installés à Luxembourg et à Londres, enfin, une part supplémentaire (15 % s'ajoutant aux 20 % initiaux) de la Compagnie financière Tradition, animée à Lausanne par M. André Lévy, l'un des magiciens mondiaux du courtage financier.

F. R.

● Fermeture d'une banque new-yorkaise. - La National Bank of New-York - détenue par un financier argentin, M. Finkelstein, - a été fermée le 11 septembre par les autorités fédérales américaines. Elle était devenue insolvable, a-t-on appris lundi 21, auprès des services du contrôleur de la monnaie.

Celui-ci, qui régissait depuis 1981 cette banque de Manhattan possédant quatre succursales dans New-York, a pris cette décision car les pertes sur les prêts accordés dépassaient le capital.

Rhône-Poulenc rachète pour 500 millions de dollars la chimie minérale de Stauffer

Le groupe Rhône-Poulenc a annoncé, le 21 septembre, qu'il allait acheter au britannique ICI la division chimie minérale de sa filiale Stauffer, pour un montant de 500 millions de dollars (3 milliards de francs). Stauffer, qui réalise un chiffre d'affaires annuel de 540 millions de dollars, est un des leaders mondiaux du phosphate, du carbonate de soude et des dérivés du soufre. Il réalise l'essentiel de son activité aux Etats-Unis et une petite partie au Brésil.

Pour le groupe Rhône-Poulenc, dirigé par M. Jean-René Fourton, cette acquisition doit lui permettre de renforcer ses positions dans les secteurs où il est déjà fortement présent. En devenant, grâce à l'apport de Stauffer, leader mondial en phosphates, et en acide sulfurique régénéré, et troisième mondial pour le carbonate de soude, Rhône-Poulenc accentue le poids de la chimie minérale dans son chiffre d'affaires. (Ce secteur représentait jusqu'ici 13 % de son activité.)

L'entrée de Stauffer dans le giron du groupe français répond, en outre, à sa volonté d'accroître sa présence aux Etats-Unis, où il espère réaliser 15 % de son chiffre d'affaires à l'horizon 1990 (contre 3 % en 1986 et 6 % prévus pour 1987). Après le rachat en novembre 1986 de la division agro-alimentaire d'Union Carbide, ses filiales américaines deviennent les plus importantes de Rhône-Poulenc, devant celles qu'il possède au Brésil.

Pour aller aux Etats-Unis, mieux vaut s'arrêter à Londres que perdre du temps à New York.



Avec 18 villes en direct de Paris-Londres, British Airways est la première compagnie européenne sur l'Amérique du Nord. Quand vous allez à Miami, Orlando ou Seattle, quel est l'intérêt de s'arrêter à New York? Vous connaissez le transit infernal à Kennedy Airport et les interminables embouteillages pour se rendre à La Guardia ou Newark, découvrez la rapidité et la simplicité du transit au Terminal 4 à Londres Heathrow. Nous savons que votre temps est trop précieux pour que vous le perdiez à l'aéroport de New York... sauf bien sûr si c'est votre destination finale.

BRITISH AIRWAYS

IÉTÉS

SOCIÉTÉ CENTRALE D'INVESTISSEMENTS

Le conseil d'administration...
Le conseil d'administration...
Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...
Le conseil d'administration...
Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...
Le conseil d'administration...
Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...
Le conseil d'administration...
Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...
Le conseil d'administration...
Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...
Le conseil d'administration...
Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...
Le conseil d'administration...
Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...
Le conseil d'administration...
Le conseil d'administration...

Economie

AFFAIRES

La bataille boursière entre M. Derveloy et M. Seydoux Le PDG de Prouvost a obtenu le contrôle de l'entreprise

La première manche de la bataille pour la prise de contrôle de Prouvost s'achève à l'avantage de M. Christian Derveloy. Le président du groupe laitier avec « ses amis financiers », qui sont le Crédit commercial de France et la Mutuelle générale française, détiennent plus de 50 % du capital de la firme rouennaise, face à M. Jérôme Seydoux, président des Chargeurs, qui en a acquis 46,8 %.

Le CCF, qui possède 2,24 % des actions, a précisé que « les évolutions constatées récemment sur le capital de Prouvost ne modifient en rien le soutien apporté par le Crédit commercial de France à la société et à son président, M. Derveloy ». Quant à la MGF, elle place sa participation à 2,6 % « dans un contexte

de relations stables et durables avec Prouvost SA ». Quelle sera l'issue du conflit entre MM. Derveloy et Seydoux ? Le président de Prouvost, dans un entretien à la Tribune de l'économie, du 22 septembre, a, de nouveau, démenti avoir suggéré au président des Chargeurs « un partage des actifs », perspective que craignent les syndicats de Prouvost. « Il existe d'autres solutions : je ne rejette pas celle du statu quo et il y a [d'autres solutions] plus imaginatives et plus longues à mettre en place qui peuvent permettre de répondre aux objectifs principaux des parties en présence », M. Derveloy, à la différence de M. Seydoux, « n'exclut pas une cohabitation ».

La situation de l'industrie électronique britannique Le Pentagone bloquerait le rachat de Harris par Plessey

Nouvelle manifestation du protectionnisme américain ? Après avoir interdit, en mars dernier, le rachat du fabricant américain de circuits intégrés Fairchild par le japonais Fujitsu, le Pentagone se serait opposé, selon le Financial Times du 22 septembre, à la reprise d'une autre société américaine d'électronique, Harris, par le britannique Plessey.

Plessey, qui réalise un chiffre d'affaires de 14,5 milliards de francs dans les télécommunications et divers équipements militaires, entendait se développer sur le marché américain. Harris, qui fabrique lui aussi de l'électronique militaire mais également des circuits intégrés (le groupe est lié à Matra dans ce secteur en France), avec un chiffre d'affaires de près de 14 milliards de francs, aurait permis à Plessey de doubler de taille.

Le veto du Pentagone, appuyé sur la participation de Harris à des programmes « sensibles » de la défense américaine, bloque les perspectives

de Sir John Clark, le PDG de Plessey, mais aussi celles de toute l'industrie britannique d'électronique. General Electric Company (GEC), le numéro un, a été empêché l'an passé, de reprendre Plessey par M^{rs} Thatcher appliquant les lois antitrust. Depuis ce refus, tant GEC que Plessey, qui sont d'une taille insuffisante pour la compétition mondiale, se cherchent une destinée en particulier outre-Atlantique, mais sans guère de succès jusqu'ici.

En revanche, Ferranti, spécialiste des radars, semble y parvenir. Il vient de décider de fusionner, par échange d'actions, avec l'américain International Signal and Control, une opération qui ne semble pas, elle, devoir se heurter au refus du Pentagone. Avec un ralentissement des commandes militaires en Grande-Bretagne et globalement dans le monde, c'est, au-delà, toute la structure trop morcelée de l'industrie britannique d'électronique, avec GEC, Plessey, STC, Racal et Ferranti, qui est en cause.

ÉTRANGER

Un test pour les pays communistes

L'introduction en Hongrie de l'impôt sur le revenu

Fidèles à la politique de réformes graduelles qui, depuis 1968, a fait de la Hongrie le pionnier des pays de l'Est, les dirigeants de Budapest viennent de franchir un nouveau pas, fiscal cette fois. Un pas considéré comme un test majeur pour les Hongrois, mais aussi pour tous les partisans d'une évolution du système d'économie planifiée, notamment en URSS.

Premier pays de l'Est à introduire l'impôt sur le revenu et la taxe à la valeur ajoutée, la Hongrie n'a pas poussé le goût de la nouveauté jusqu'à permettre au Parlement de refuser cette double législation. L'exercice de démocratie parlementaire (le Monde du 18 septembre), terminé le samedi 19 septembre, a certes permis à une poignée de députés de voter contre ou de s'abstenir. Aller au-delà aurait été une « absurdité », avait souligné le secrétaire du gouvernement, M. Miklos Raft, à la veille de débats animés.

Laisser s'exprimer un mécontentement réel tout en le contenant étroitement, ce double objectif s'explique aisément lorsqu'on mesure ce qu'implique, pour la vie quotidienne, les deux nouvelles lois, appelées à entrer en application le 1^{er} janvier 1988.

A partir d'un revenu annuel de 48000 forints (environ 6000 FF), les salariés seront assujettis à un impôt sur le revenu variant entre 20 % et 60 %. Pour ceux qui n'ont qu'un seul travail dans un secteur étatisé, cette innovation ne posera pas de vrai problème, une revalorisation des salaires étant prévue dans leur cas. Mais ils sont très rares ceux qui, en Hongrie, parviennent à vivre sans avoir un deuxième, voire un troisième emploi, sans parler du travail noir. Autant dire que, dans leur grande majorité, les Hongrois subiront une perte de pouvoir d'achat d'autant plus rude que le gouvernement introduira également une taxe à la valeur ajoutée de 25 %, ramené à 15 % pour les produits de consommation courante. La hausse des prix

supplémentaire due à ce système jusqu'alors méconnu dans les pays de l'Est est estimée à quelque 6 %. Lorsque le porte-parole du gouvernement reconnaît que les Hongrois sont appelés à « se serrer la ceinture », il fait allusion à une double et rude réalité : une inflation de l'ordre de 15 % en 1988 et une augmentation limitée à 3 % ou 4 % des salaires après impôts.

Un niveau critique

Cette cure d'austérité était, de l'avis du ministre des finances, M. Peter Medgyessy, rendue inévitable par la montée des déficits tant intérieur qu'extérieur du pays. Le « trou » budgétaire est évalué à quelque 44 milliards de forints (6 milliards de francs) cette année, alors que le solde négatif de la balance des paiements courants, - 8,4 milliards de francs en devises convertibles en 1986 - a peu de chances de diminuer en 1987.

Avec un endettement de l'ordre de 13 milliards de dollars (80 milliards de francs), dont 9 milliards en devises fortes avec les pays occidentaux, la Hongrie a atteint, de l'avis de ses dirigeants, un niveau « critique ». Il lui fallait dépasser le stade d'un redressement artificiel en s'attaquant à la racine du mal : le manque de compétitivité d'exportations constituées pour l'essentiel de matières premières ou de produits semi-finis difficilement vendables, notamment à l'Ouest.

C'est d'ailleurs pour cette raison que le ministre des finances, non content de transférer une part du fardeau fiscal des entreprises vers les ménages, a décidé de clarifier également la situation fiscale des sociétés. L'impôt sur les salaires va être abandonné. Les subventions multiples dont bénéficiaient les « candidats boiteux » aussi. M. Medgyessy espère ainsi introduire un peu plus d'équité au bénéfice des sociétés performantes, qui jusqu'à présent étaient surimposées au profit des entreprises peu rentables.

La boucle est ainsi logiquement bouclée : rendre plus efficace l'industrie, quitte à appliquer plus souvent la loi sur les faillites, introduite en 1986; réhabiliter le « premier emploi » au détriment de l'économie parallèle; assainir les finances publiques et dégager à terme les moyens de rembourser une dette qui absorbe actuellement près de 75 % des recettes à l'exportation. Les contreparties sont évidentes, de la montée probable du chômage à la disparition d'entreprises inefficaces.

Des risques de dérapage

Les risques de dérapage sont aussi multiples que les réformes des dix-huit derniers mois. De la grève des chefs d'entreprise, officiellement éligibles depuis 1985 mais peu soucieux de voir leur gestion passée au crible, jusqu'aux salariés, exaspérés de voir leur pouvoir d'achat réduit depuis plusieurs années au nom d'un avenir meilleur, les obstacles ne manquent pas. Le gouvernement doit également veiller à ne pas décourager l'initiative privée au nom de la transparence de l'économie. Réintégrer le travail au noir dans le revenu national officiel ne se fera pas sans mal alors que, selon les estimations, cette réalité « informelle » représente près du tiers du PNB.

Pour tenter de faire passer la pilule de l'austérité comme du changement des règles du jeu de la vie économique, le gouvernement a annoncé la prochaine et large libéralisation des possibilités de voyage à l'Ouest. Le président du conseil, M. Koroely Grosz, a également assuré qu'il poursuivrait le dialogue avec les dissidents et a invité ceux qui voulaient formuler des critiques à s'exprimer. Ces promesses suffiront-elles à calmer les esprits à un moment où les Hongrois ne cachent pas un certain désarroi ?

Les mois à venir s'annoncent extrêmement délicats pour le gouvernement, conscient que, dans un premier temps, son action sera durement jugée en raison notamment d'une montée de l'inflation. Ce nouveau tournant à la hongroise sera en outre suivi avec plus extrême attention par les créanciers occidentaux de la Hongrie, mais aussi par les partisans de la réforme en URSS. Des revers trop patents auraient des répercussions dépassant de très loin les frontières de ce petit pays, consacré laboratoire d'idées à l'Est depuis dix ans.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Marchés financiers

PARIS, 22 septembre ↓

Triste

La Bourse de Paris faisait grise mine mardi pour le dernier jour du mois boursier de septembre. Après avoir ouvert à - 0,85 %, l'indice de clôture descendait à - 1,11 %. La liquidation de septembre se solda cependant sur une note positive. Les tensions dans le Golfe et les rapides progrès de l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles, qui avait gagné 20 points à la mi-journée, ont ensuite poussé sous le barre des 2500, pour le premier fois depuis le 27 juillet. Il terminait à 2 492,82, en baisse de 31,82 points. 171 millions d'actions ont été traitées. On relevait 1 049 titres en repli, 489 en hausse et 424 inchangés.

Autour du Big Board, les professionnels attendaient une reprise technique. Depuis le record de 2 722,41 enregistré le 25 août dernier, les cours ont coté quelque 7 %. Si le marché du crédit ne s'était pas resserré dans la journée de lundi, la tendance aurait sans nul doute été positive. On notait des prises de bénéfices sur de nombreuses valeurs, tandis que la faiblesse d'IBM se propageait à l'ensemble de la cote.

Parallèlement les plus actives figuraient The Gap Inc. (3,5 millions de transactions), IBM (2,4 millions) et Newmart Mining (2,3 millions).

NEW-YORK, 21 sept. ↓

En dessous de 2 500

Wall Street a connu, le 21 septembre, une séance de repli, une remontée des taux d'intérêt obligataires ayant fait avorter la légère reprise observée lors des premiers échanges. L'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles, qui avait gagné 20 points à la mi-journée, est ensuite passé sous le barre des 2 500, pour le premier fois depuis le 27 juillet. Il terminait à 2 492,82, en baisse de 31,82 points. 171 millions d'actions ont été traitées. On relevait 1 049 titres en repli, 489 en hausse et 424 inchangés.

Autour du Big Board, les professionnels attendaient une reprise technique. Depuis le record de 2 722,41 enregistré le 25 août dernier, les cours ont coté quelque 7 %. Si le marché du crédit ne s'était pas resserré dans la journée de lundi, la tendance aurait sans nul doute été positive. On notait des prises de bénéfices sur de nombreuses valeurs, tandis que la faiblesse d'IBM se propageait à l'ensemble de la cote.

Parallèlement les plus actives figuraient The Gap Inc. (3,5 millions de transactions), IBM (2,4 millions) et Newmart Mining (2,3 millions).

VALEURS	Cours du 18 sept.	Cours du 21 sept.
Alcoa	80 3/8	81 1/2
Allegan Int'l	87 1/2	87
A.T.C.	37 7/8	37 1/4
Bentley	37 1/8	36 3/8
Chas. Machine Int'l	37 1/8	36 3/8
Du Pont de Nemours	122 1/4	119 3/4
General Electric	93 1/4	91 1/2
IBM	103 1/4	101 3/4
International Harv.	85 1/2	85
Johnson & Johnson	87 7/8	87 1/2
ITT	125 3/8	123 1/2
McCall Oil	48 3/4	48 3/8
Pfizer	88 1/4	88 3/8
Rockwell Int'l	68 1/4	68 1/4
Tyco	40	39 5/8
United Carbide	27 7/8	27 1/2
U.S. Steel	67 5/8	67
Westinghouse	78 3/4	78 1/4

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1986)
18 sept. 21 sept.
Valeurs françaises... 133,6
Valeurs étrangères... 133,3
C^o des agents de change (base 100 = 31 déc. 1981)
Indice général... 429,28 426,80

NEW-YORK (Index Dow Jones)
18 sept. 21 sept.
Industrielles... 2524,44 2492,82

LONDRES (Index Financial Times)
18 sept. 21 sept.
Industrielles... 1 833,28 1 837,38
Mines d'or... 439,28 438,38
Fonds d'Etat... 86,45 86,87

TOKYO
21 sept. 22 sept.
Nikkei Dow Jones... 2492,48 2486,06
Indice général... 248,79 249,38

CHANGES

Dollar : 6,0567 F ↑

Le dollar s'est montré soutenu mardi, peut-être en raison des événements dans le golfe Persique, peut-être en relation avec la hausse des taux américains.

FRANCFORT 21 sept. 21 sept.
Dollar (en DM) .. 1,81 1,8165

TOKYO 21 sept. 22 sept.
Dollar (en yen) .. 163,20 163,75

MARCHÉ MONÉTAIRE (offerts privés)
Paris (22 sept.)... 11/16
New-York (21 sept.)... 71/25

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 21 sept. 1987
Nombre de contrats : 58 525

COURS	ÉCHANGES			
	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Dernier	98,90	98,25	97,85	97,75
Précédent	98,25	97,75	97,40	97,30

LA VIE DE LA COTE

LA SGE (SAINT-GOBAIN) DANS LE GROUPE DES ARCS. - La SGE (Société générale d'entreprises), filiale de Saint-Gobain, va entrer dans le capital du groupe des Arca, spécialisé dans la conception, la construction et la gestion des stations de ski. Cette prise de participation s'effectuera à la faveur d'une augmentation de capital de 68 millions de francs du groupe des Arca. La SGE y souscritra à hauteur de 12 millions de francs. En 1985-1986, dernier exercice connu, le groupe des Arca a ré-

alisé un chiffre d'affaires de 463,7 millions de francs. Il prévoit pour 1987 un bénéfice consolidé de 1 à 2 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 574,2 millions de francs.

RECTIFICATIF. - La Compagnie d'investissement de Paris (CIP), qui va procéder à une augmentation de capital (le Monde du 22 septembre), est une société de portefeuille du groupe BNP et non BSN, comme nous l'avions indiqué par erreur.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEX MOIS	
	+ has	+ has	Rep. + ou dép.					
SE-IL	6,8230	6,8260	- 10	+ 5	- 10	+ 15	+ 100	+ 185
\$ can.	4,5785	4,5843	- 74	- 46	- 143	- 107	- 399	- 241
Yen (100)	4,2104	4,2155	+ 99	+ 125	+ 212	+ 251	+ 771	+ 858
DM	3,3313	3,3348	+ 91	+ 108	+ 183	+ 207	+ 622	+ 694
FFs (100)	2,9612	2,9641	+ 53	+ 64	+ 109	+ 126	+ 403	+ 454
£ S.	16,8528	16,8693	+ 123	+ 196	+ 263	+ 394	+ 1117	+ 1521
£ (1 000)	4,6234	4,6281	+ 128	+ 158	+ 245	+ 278	+ 818	+ 894
£ (1 000)	4,6153	4,6247	+ 126	+ 155	+ 243	+ 276	+ 816	+ 892
£ (1 000)	9,9711	9,9821	- 227	- 185	- 396	- 331	- 812	- 618

TAUX DES EUROMONNAIES

	7	1 1/4	7 3/4	7 9/16	7 1/2	7 5/8	7 15/16	8-1 1/16
SE-IL	3 1/2	3 3/4	3 15/16	4 1/16	3 15/16	4 1/16	4 7/16	4 9/16
DM	5 1/8	5 3/8	5 3/16	5 5/16	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 5/8
FFs (100)	5 3/4	6 1/4	6 1/4	6 5/8	6 1/4	6 5/8	6 3/4	7 1/8
£ S.	6 7/8	7 1/8	7 3/4	7 7/8	7 3/4	7 5/8	7 1/2	7 3/4
£ (1 000)	10	12	12 5/8	13 1/8	12 7/8	13 3/8	13 1/4	13 3/4
£ (1 000)	9 5/8	9 7/8	9 13/16	9 25/16	9 7/8	10	10 1/16	10 3/16
£ (1 000)	7	7 1/4	7 1/16	7 11/16	7 11/16	7 15/16	8 1/2	8 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matrice par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CERUS

avec

- Banco de Bilbao, S.A.
- Grupo Construcciones y Contratas, S.A.
- Société Générale de Belgique - Generale Maatschappij van België
- Shearson Lehman Brothers International
- Compagnie de Banque et d'Investissements CBI
- Dillon, Read Limited
- Lombard Odier International Underwriters S.A.
- Pallas Group S.A.
- Quantum Fund N.V.
- S.G. Warburg Securities

a pris le contrôle de

Corporación Financiera Reunida (COFIR), S.A.

(Société cotée sur les Bourses de Madrid, Barcelone et Bilbao)

Pour la réalisation de cette transaction CERUS a été conseillé par

Dillon, Read Limited

Septembre, 1987

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

Je tiens mes fils

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

22 SEPTEMBRE

Cours relevés à 14 h 56

Main table of stock market data for Paris, including columns for company names, values, and price changes. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and 'Cours relevés à 14 h 56'.

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

21/9

Table of financial data including 'Comptant (sélection)', 'SICAV (sélection)', and '21/9' sections, listing various financial instruments and their values.

Second marché (sélection)

Hors-cote

Table of financial data including 'Second marché (sélection)', 'Hors-cote', 'Cote des changes', and 'Marché libre de l'or' sections.

MINITEL La gestion en direct de votre portefeuille personnel 26.15 Taper LEMONDE puis BOURSE

as financiers

NEW-YORK En dessous de 200

INDICES BOURSERS

87 F

MAR

VIE DE LA COTE

INTERBANCAIRE DES DEVISSES

DES EUROMONNAIES

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La regain de tension dans le Golfe et la session de l'Assemblée générale de l'ONU.	8 La face-à-face de MM. Le Pen et Lajoinie.	12 Les avocats de M. Nucci déposent une plainte contre X... pour recel de malfaiteur.	14 Peinture : La rentrée des galeries parisiennes.	38 Le voyage de M. Jacques Chirac en Haute-Normandie.	Abonnements 2	● Sciences-Po : les admissions. IEP
5 Nouveaux accrochages au Liban.	10 Objectif Elysée : Francis Wurtz patron de la campagne de M. Lajoinie.	- L'affaire Chaumet.	15 Cinéma : l'Homme volé, de Maroun Bagdad.	41 Restructuration de la sidérurgie européenne : trois « sages » sortent chargés du dossier.	Météorologie 17	● Affaire Chérier : si vous avez manqué le début. CHA
6 La visite à Paris du président angolais.	DÉBATS	13 L'Église redécouvre ses laïcs.	- Théâtre : l'Excès contraire, de Françoise Sagan.	42 L'introduction de l'impôt sur le revenu en Hongrie.	Loto sportif 17	● Un coup de dé jamais n'abolira le hasard. YAMS
7 La reddition de Licio Gelli.	2 « Alain Mine ou le révoité », par Roger Faurox.	- Boissons alcooliques et manifestations sportives : parrainage et publicité.	37 Communication.	42-43 Marchés financiers.	Radio-télévision 17	Actualité. Sports. International. Bourse. Culture. Cinéma.

En Nouvelle-Calédonie Les facilités de « Radio-Lafleur »

NOUMÉA
de notre correspondant

Les mauvaises langues l'appellent « Radio-Lafleur ». Quand le président du RPCR, député RPR de Nouvelle-Calédonie, décide d'intervenir publiquement, c'est en effet à Radio-Rythme bleu (RRB) qu'il réserve l'exclusivité de ses déclarations. RRB, dont le directeur Christian Prost est un proche de M. Lafleur, n'a jamais mis son drapeau dans sa poche : elle se proclame avec ferveur « loyaliste ».

Dans ses bulletins, il n'est guère d'informations à caractère politique qui ne soient épiciées de commentaires militants.

Cibles de choix : les socialistes métropolitains et les indépendantistes locaux, régulièrement voués aux gémonies. Mais RRB ne donne pas dans l'ostentation systématique : il lui arrive d'ouvrir ses ondes aux indépendantistes du LKS et du FLNKS avec une sérénité et une absence de complexité qui font cruellement défaut à la station RFO-Nouméa, paralysée, elle, par la crainte de déplaire en « haut lieu ».

Dans la guerre des médias locaux, RRB est incontestablement une radio en lice. Station purement musicale dès sa création en 1982, elle s'est ouverte sur l'information en février 1985, au plus fort des « événements ». L'équipe de journalistes et d'animateurs est principalement composée de jeunes métropolitains, dont certains ont fait leurs classes à Alouette FM, la radio de M. Philippe de Villiers (ancien secrétaire d'Etat). RRB s'est aujourd'hui décentralisée, en implantant des radios scurs en brousse : Radio-Fréquence-Nord (Koumac), Radio-Baie-des-Tourtes (Bourail) et Radio-Côte-Est (Poinindimé) dont les fréquences n'ont pas encore été attribuées par la CNCL, tout comme les antennes de la radio rivale Djidoo (indépendantiste) à Lifou et Hienghène.

Mais la radio « loyaliste », pièce essentielle du dispositif de campagne du RPCR avant le référendum, a eu droit à un surprenant traitement de faveur de la part des pouvoirs publics. Il y a d'abord eu l'achat de 15 000 transistors - pré-régulés sur la fréquence de la radio - importés de Hongkong en franchise douanière alors que cette disposition

TURQUIE Un guide français détenu depuis trois mois

DIYARBAKIR
(Turquie)
de notre correspondant

Dans le box des accusés de la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir, un Français de trente ans comparait, mardi matin 22 septembre, au milieu d'autres détenus en bien carcère. A l'issue d'une audience qui n'a pas eu lieu faute d'un juge militaire « excusé pour raison médicale », Michel Caramirot est retourné à la prison civile de Diyarbakir, où il a entamé son quatrième mois de détention.

Arrêté le 18 juin à Shanliurfa, dans le sud-est du pays, alors qu'il accompagnait un voyage de tourisme culturel pour le compte de l'agence française Clio, il est inculpé de « propagande visant à affaiblir les sentiments nationaux » (article 142.3 du code pénal), sur la base d'une dénonciation par l'accompagnateur turc.

● Le procès des intégristes à Tunis. - Le Cour de sûreté de l'Etat tunisien, siégeant pour le procès de quatre-vingt-dix intégristes islamistes, est entré en délibération le mardi 22 septembre après avoir entendu une dernière fois les cinquante-trois accusés en état d'arrestation.

Le principal d'entre eux, M. Rached Ghannouchi, président du Mouvement de la tendance islamique (MTI), a recommandé à ses « amis et camarades, quel que soit le verdict, de ne rien entreprendre pour me venger car mon sang irriguera la terre de Tunisie ».

M. Ghannouchi, qui, ainsi que ses coaccusés, encourt le peine de mort pour atteinte à la sécurité intérieure et sédition de l'Etat, a déclaré : « Je serai moi-même ainsi que le MTI jugés deux fois : devant l'histoire et dans l'au-delà, où Dieu jugera chacun et lui reconnaîtra ses droits ». - (AFP.)

A B C D E F G

Le conflit tchadien N'Djamena dénonce les « mercenaires libanais » dépêchés en Libye

Les Libanais qui « viendront prêt main-forte à l'armée libyenne » dans sa guerre contre le Tchad auront, s'ils sont faits prisonniers, « le sort que l'on réserve aux mercenaires », a affirmé, le lundi 21 septembre, l'ambassade du Tchad à Paris.

Cette réaction fait suite à l'annonce de l'envoi de 1 500 druzes et communistes libanais en renfort en Libye. Un pont aérien, à partir de Damas, les transporte en Libye par groupes de cent cinquante hommes de lundi à mercredi.

Les simples soldats qui iront combattre en Libye recevront une solde de 500 dollars par mois (3 000 F), les sous-officiers 800 dollars (4 800 F), les officiers 1 000 dollars (6 000 F) et les ingénieurs 1 500 dollars (9 000 F).

D'autre part, le président gabonais, M. Bongo, est arrivé, lundi, à Lusaka où il doit présider, mercredi,

la réunion du comité ad hoc de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sur le différend frontalier tchado-libyen.

Le ministre gabonais des affaires étrangères, M. Martin Bongo, membre de la délégation, n'a pas été en mesure de préciser si le colonel Kadafi, le chef de la révolution libyenne, gagnerait Lusaka pour assister à la conférence. Dimanche, des sources proches du président Bongo avaient indiqué que le colonel Kadafi n'avait pas l'intention de se rendre à Lusaka ni d'envoyer un émissaire. Il a néanmoins adressé, lundi, un message au président nigérian, M. Ibrahim Babangida, dans lequel il exprime son soutien aux efforts de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour résoudre le conflit tchado-libyen, a-t-on appris, lundi, dans un communiqué du ministère nigérian de l'information. - (AP, AFP.)

Sur le vif Pomponnettes

Je vais encore être obligé de vous taper dessus aujourd'hui, les mecs. Non, c'est vrai, vous êtes pas possible ! Pas-à-à pas vous, qui êtes en train de me lire paisiblement dans un embouteillage, une rame de métro ou un coin-séjour, mais les hommes en général. Et plus particulièrement les marines américains dans le Pacifique. Vous savez ce qu'ils font ? Ils annoncent par haut-parleur une veste aux enchères. De quoi ? De turlutte-metalliques, fermetures à la mode. Aux armateurs. Parfait que les Coréens en sont très friands.

Comment, c'est pas possible ? C'est marqué dans un rapport accablant sur le harcèlement sexuel dans les forces armées américaines qui a horrifié le ministre de la défense, Caspar Weinberger. Le Pentagone a ouvert une enquête, et le capitaine de vaisseau normalement désigné dans cette affaire a été immédiatement relevé de ses fonctions. Il risque la cour martiale.

Voilà mieux. Ou pire. Les gradés des deux sexes, pas gênés, se tapent, au commandement, de belles petites recrues : En avant, Couché ! Ils organisent même des ballets roses, au mess, avec la participation, rémunérée celle-là, de prostituées du cru. Il y en a plus de cinq mille rien qu'à Okinawa, c'est vous dire !

Elles en ont gros sur la patate, les matelotes de l'US Navy. Même sorties de la base, suffit qu'elles croisent un officier et qu'elles se fendent du salut réglementaire, mais au légit, pour qu'il le leur rende discrètement : main aux fesses ! Pourquoi les les traitent comme du bétail, jamais un brin de cour, une invitation à dîner ? Tout simplement parce que, question qualité-prix et perte de temps, une pute en less réelle est plus avantageuse qu'une fille en tenue. Rien à faire, même dans l'armée, on n'est pas à l'abri de la concurrence étrangère.

CLAUDE SARRAUTE.

YOUGOSLAVIE : le scandale Agrokomerc Les plus hautes autorités financières sont mises en cause

Belgrade (AFP). - Un dirigeant slovène, M. Jozé Smole, et le président des syndicats yougoslaves, M. Zvonimir Hrabar, ont réclamé, lundi 21 septembre, la démission du ministre fédéral des finances, du directeur général des services de l'inspection des finances et du gouverneur de la Banque nationale de Yougoslavie à la suite du scandale financier de l'Agrokomerc, qui porte sur près de 1 milliard de dollars.

Au cours d'une réunion de la présidence de l'Alliance socialiste de Yougoslavie - qui regroupe dans un « front » les organisations de masse (femmes, jeunes, syndicats) et qui a joué ces dernières années un rôle plus indépendant à l'égard du parti, - le président de cette organisation pour la Slovénie, M. Jozé Smole, a souligné que « même s'ils ont vraisemblablement aucun lien avec cette affaire, ils doivent assumer leurs responsabilités ».

Sa proposition a été soutenue par le président des syndicats qui a estimé que « ce n'est que par une série de démissions et de sanctions que l'on pourra regagner la confiance populaire ». Bon nombre d'intervenants ont jugé insuffisante

la démission « pour raisons de principe » du vice-président de l'Etat yougoslave, représentant de la Bosnie-Herzégovine, M. Hamdija Pozderac, dont le nom avait été associé au scandale. « Que signifie quitter la vice-présidence de l'Etat et rester au comité central ? », s'est interrogé M. Nenad Bucin, ancien président de l'Alliance socialiste.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

Ordinateurs
est maintenant en KIOSQUE

CETTE SEMAINE EN SUPPLÉMENT UN MAGAZINE

VAX

M. Bernard Boisson président de FUNEDIC

M. Bernard Boisson, ancien président du CJD (Centre des jeunes dirigeants d'entreprise), devait être élu, le mardi 22 septembre, à la présidence de l'UNEDIC. Il remplace dans cette fonction M. Pierre Guillen, vice-président du CNPF et président de la commission sociale.

Le bureau et le conseil d'administration de l'UNEDIC, où siège l'ensemble des partenaires sociaux, gestionnaires du régime d'assurance-chômage, devraient accepter sans difficulté ce changement à la tête de l'organisme. Comme son prédécesseur, M. Bernard Boisson appartient au CNPF, et il est directeur des affaires sociales à la Fédération nationale du bâtiment (FNB). Il poursuivra donc le mandat exercé par le patronat depuis janvier 1986.

Quant à M. Guillen, il sera déchargé d'une fonction qui pouvait, à terme, prêter à confusion. C'est en effet lui qui mènera la délégation patronale lors des négociations qui s'engageront, le 1^{er} octobre, pour définir la nouvelle convention UNEDIC. M. Guillen a considéré qu'il ne pouvait être juge et partie.

Démission de M. Ceysson directeur du Musée national d'art moderne

M. Bernard Ceysson, directeur du Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou), a présenté sa démission, apprend-on de bonne source. Il avait succédé, en juillet 1986, à M. Dominique Benoit, qui, lui aussi, avait démissionné de ses fonctions, et qui est aujourd'hui délégué aux arts plastiques au ministère de la culture.

M. Bernard Ceysson, qui se refuse à tout commentaire pour le moment, n'aurait apparemment pas réussi à surmonter les tensions et le climat de crise qui perturbent depuis plusieurs années le musée. Celui-ci souffre notamment, ce n'est un secret pour personne, de la tutelle qu'exerce la direction du Centre Pompidou sur lui.

La succession de M. Bernard Ceysson sera sûrement difficile. On parle toujours du retour de M. Pontus Hulten, qui a été le premier responsable du musée lors de son installation à Beaubourg.

Le numéro de « Monde » du 22 septembre 1987 a été tiré à 519 537 exemplaires

Préservez votre dos fragile avec **Pirella**

sommier articulé à lattes de bois

DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MEDECIN

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR
37, Av. de la République 75001 PARIS
TÉL. 45-57-45-56 - Métro : PASTEUR

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

NOUVELLE COLLECTION

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Entraînement Carnegie®



Le plaisir de s'exprimer

En entretien, réunion, assemblée, devant une vingtaine de personnes, cultivez cet atout qu'on acquiert les leaders.

L'Entraînement Carnegie®, essentiellement pratique vous y aidera en développant en vous maîtrise, diplomatie, esprit positif, enthousiasme.

2.000 nouveaux diplômés dans le monde chaque semaine.

● Conférence d'information, où interviendront d'anciens participants :

PARIS :
Mer. 23 Sep., 19 h
Jeu. 24 Sep., 19 h
Ven. 25 Sep., 19 h

90, Champs-Élysées (M^o George V)

● Entraînement Carnegie® - Resp. France : G. Weyne (1) 39.54.61.66.

LES AMATEURS D'APPLE FONT LEUR CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER.

LES AUTRES PÉDALENT DANS LE

Un Macintosh Plus et un disque dur 20 M.o. compatible 17990 F HT

INTERNATIONAL COMPUTER
Le micro sans frontières

25, rue du Renard Paris 4^e • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e • 91.37.25.03

Le Monde
sur minitel

ABONNEZ-VOUS

Au « Monde » et à ses publications
24 heures sur 24, 7 jours sur 7
36.15 TAPEZ LEMONDE

لا اله الا الله